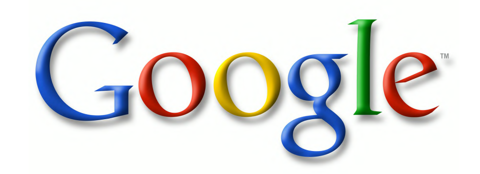
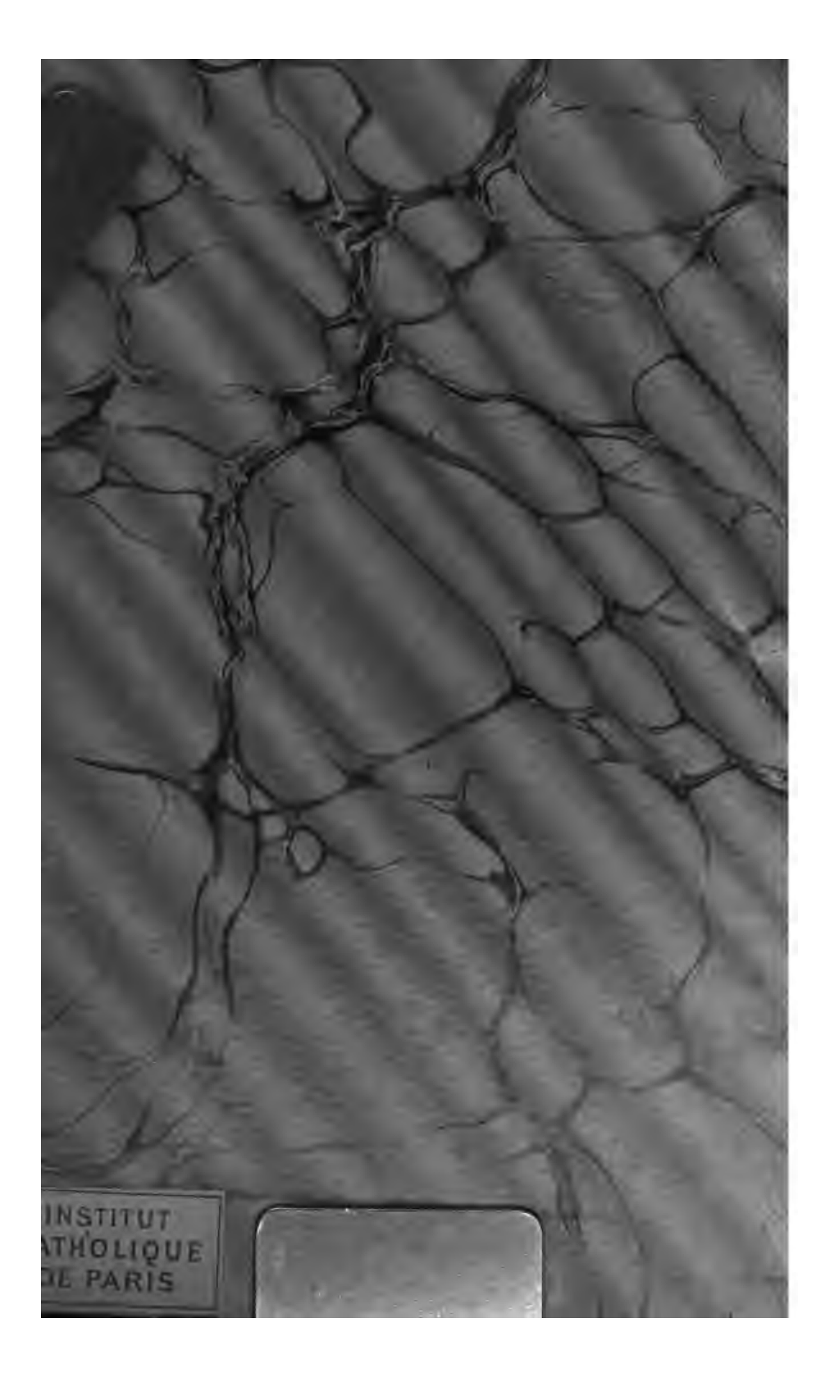



A 821,821


INSTITUT
ATHOLIQUE
DE PARIS



MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format in-8.

FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV	2	vol.
FRÉDÉRIC ET MARIE-THÉRÈSE.	2	—
HISTOIRE ET DIPLOMATIE.	1	—
MARIE-THÉRÈSE IMPÉRATRICE.	2	—
LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE	1	—
QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE.	2	—
LE SECRET DU ROI, correspondance secrète de Louis XV avec ses agents diplomatiques.	2	—

Format in-18.

LA DIPLOMATIE ET LE DROIT NOUVEAU.	1	—
FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV.	2	—
FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE	2	—
MARIE-THÉRÈSE IMPÉRATRICE.	2	—
QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE.	2	—
LE SECRET DU ROI.	2	—

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

Albert,

DUC DE BROGLIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

I



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES

3, RUE AUBER, 3

1893

MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

CHAPITRE PREMIER

L'EXPÉDITION D'ÉCOSSE
ET LA PRISE DE BRUXELLES.

Effet de la paix conclue entre Frédéric et Marie-Thérèse. — Isolement de la France. — D'Argenson continue à rechercher l'alliance de la Prusse. — Tentative d'expédition en Écosse pour secourir Charles-Édouard. — Richelieu est chargé de la diriger. — L'embarquement des troupes ne peut avoir lieu. — Le maréchal de Saxe fait le siège de Bruxelles. — Prise de cette capitale. — Envoi d'un négociateur hollandais le comte de Wassenaer à Versailles. — Les conditions qu'il propose sont inacceptables.

Par la paix conclue à Dresde, entre Frédéric et Marie-Thérèse, la France se trouvait de nouveau réduite à un état d'isolement à peu près complet. L'abandon de la Prusse la privait de tout appui dans le nord de l'Europe : elle ne conservait d'auxiliaire qu'au midi, et là même,

l'alliance de l'Espagne ne lui prêtait qu'un concours insuffisant, toujours douteux, et que les caprices comme les prétentions d'Élisabeth Farnèse rendaient, à l'occasion, plus incommode que secourable. L'Autriche, au contraire, délivrée désormais de toute préoccupation en Allemagne, allait reparaître en force, soit en Flandre, soit en Italie, soit même aux portes de la Lorraine et de l'Alsace, en choisissant elle-même le lieu où elle croirait pouvoir porter le coup le plus décisif.

Une seule chose atténuait, sinon la gravité, au moins l'imminence du péril. Entre le 26 décembre 1745, date du traité de Dresde, et le moment où, suivant la règle encore en usage, les opérations militaires devaient être reprises, trois mois au moins devaient s'écouler. En supposant même un empressement qui n'était pas dans les habitudes du temps, et encore moins dans celles de la cour de Vienne, il ne fallait pas un moindre délai pour que des troupes engagées au fond de la Bohême fussent ramenées et prêtes à combattre, au delà soit du Rhin, soit des Alpes. En attendant, l'Angleterre restait aux prises avec une insurrection qui paralysait toutes ses forces; et la Hollande, menacée sur sa frontière sans défense, pouvait redouter à tout moment une

attaque victorieuse de Maurice de Saxe. Le champ restait donc libre, momentanément, à l'action des armes françaises. C'était un répit de quelques instants, précieux à mettre à profit, et de véritables jours de grâce dont il ne fallait perdre ni une heure ni une minute.

Celui qui aurait dû sentir le plus vivement cette nécessité d'aller vite et de frapper fort, c'était le ministre de Louis XV, dont la responsabilité était le plus directement engagée, puisque, averti à temps de la défection de Frédéric, il avait négligé l'occasion, sinon d'en tirer vengeance, au moins de profiter de la liberté qui lui était rendue pour conclure de son côté une paix avantageuse avec l'Autriche. Entre la Prusse, qui se retirait, et l'Autriche qui s'offrait, d'Argenson, j'ai dû le raconter, avait fait un choix dont il continuait à s'applaudir. C'était bien le moins qu'il eût prévu et se tînt prêt à prévenir les suites inévitables de sa préférence. Loin de là, la résignation, le contentement même qu'il témoignait étaient l'indice qu'il ne se rendait qu'imparfaitement compte de la situation nouvelle qu'il avait laissé faire à la France. Il persévérait à penser que la paix particulière, conclue entre notre allié de la veille et notre ennemie, pouvait servir d'acheminement

vers une paix plus générale. L'Autriche, suivant lui, venait de faire preuve de dispositions conciliantes, et la Prusse, d'une puissance dont il ne tenait qu'à elle d'user pour imposer sa médiation.

« Je vais, écrivait-il, le 6 janvier, au chargé d'affaires de France en Bavière, vous confier un grand secret : je connais assez votre prudence et votre discrétion pour juger que vous en ferez usage, conformément aux intentions du roi. Pendant le peu de séjour que le comte d'Harrach vient de faire en Saxe, il a eu quelques pourparlers avec le marquis de Vaulgrenant, sur les conditions auxquelles la paix pourrait être faite, entre Sa Majesté et la reine de Hongrie. La conclusion de l'accommodement entre les cours de Vienne et de Berlin n'empêche pas que ces ouvertures aient été suivies par M. de Vaulgrenant, et comme il compte revenir ici à la fin du mois, nous nous en remettons à vous pour écrire, par quelque voie sûre et secrète, au comte d'Harrach, à Vienne (où nous jugeons qu'il est retourné), que le roi, informé des dispositions qu'il a témoignées de la part de la reine de Hongrie, sur le désir de cette princesse, de pouvoir traiter avec Sa Majesté, — de cour à cour, sans l'entremise d'aucune autre puissance, — est, de son côté, dans les mêmes

dispositions; de sorte que, si la reine de Hongrie voulait faire passer secrètement, à Paris, une personne autorisée pour cette négociation, ce serait le moyen de parvenir à une conclusion, à la satisfaction réciproque des deux cours... La conclusion de la paix, ajoutait-il, du roi de Prusse avec la cour de Vienne, ne change rien au principe d'union intime avec le roi de Prusse; nous estimons, au contraire, qu'il sera plus aisé d'agir de concert dans une négociation que nous ne l'aurions pu dans les opérations militaires [1]. » Et le ministre de France à Berlin, Valori, recevait en même temps l'instruction de représenter à Frédéric la gloire qu'il trouverait dans un rôle de médiateur qui le rendrait l'arbitre et l'auteur de la paix du monde. Pour commencer, on devait le presser d'intervenir, afin d'empêcher au moins la guerre de s'étendre, en s'opposant à tout effort que pourrait tenter l'Autriche pour entraîner les puissances secondaires d'Allemagne à sa suite et faire sortir l'empire de sa neutralité [2].

Tant d'illusion est à peine croyable. Il était

1. D'Argenson à Renaud, chargé d'affaires de France en Bavière, 6 janvier 1746. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)

2. D'Argenson à Valori, 22-28 janvier, 10 février 1746. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

clair, en effet (et d'Argenson devait être vraiment le seul à ne pas le reconnaître), que, si Marie-Thérèse avait laissé voir une humeur pacifique, c'était dans l'espoir d'éviter une humiliation et un sacrifice, qu'elle conjurait, en quelque sorte, la France de lui épargner; mais après qu'on lui avait laissé boire le calice et que le mal était consommé, ce n'était plus que dans les chances d'une guerre heureuse qu'elle pouvait, pour le moment du moins, trouver la compensation de ses pertes et la consolation de ses douleurs. Quant à Frédéric, il n'était pas moins certain que, s'il s'était cru en mesure, ou s'il avait eu souci de jouer le rôle glorieux et désintéressé dont d'Argenson le croyait digne, c'était dans le cours de sa négociation et non au lendemain du traité conclu qu'il y aurait songé; c'est quand il tenait encore le pied sur la gorge de son adversaire qu'il se serait mis en devoir de dicter les conditions de la paix générale. Mais une fois ses propres intérêts mis à couvert, et l'Autriche ayant respiré et repris haleine, lui demander de se remettre en campagne uniquement en vue du bien public, c'était lui faire à la fois trop de tort et trop d'honneur : il n'avait jamais fait preuve de si peu de prudence et de tant de grandeur d'âme. Des deux

côtés, le moment propice pour agir était passé : il est aussi inutile que puéril de vouloir courir après les occasions qu'on a manquées.

Aussi, la double déception ne se fit pas attendre. Le comte d'Harrach, malgré les bons sentiments dont il avait fait confidence à Vaulgrenant, dans son dernier entretien, ou n'obtint pas, ou ne demanda pas lui-même la permission de reparaître : aucune suite ne fut donnée à l'idée d'envoyer un émissaire autrichien à Paris[1].

A Berlin, Frédéric, sans refuser absolument d'interposer (si on l'en pressait) ses bons offices pour arrêter la reprise des hostilités, en offrant même à Louis XV de *tâter le pouls*, pour savoir s'il y avait apparence de calmer les esprits, témoigna aussi peu de désir que d'espoir de rendre son intervention efficace. A quoi il se montra moins disposé encore, ce fut à tenter un effort sérieux afin d'empêcher la nouvelle impératrice d'user de la dignité qu'il venait de lui reconnaître pour peser sur les déterminations du corps germanique. A Valori qui lui représentait qu'il y

1. Le comte d'Harrach à Renaud, 22 janvier 1746. Il lui accuse réception de la communication que celui-ci a été chargé de lui faire et promet de la transmettre à Vienne, mais il ne paraît pas y avoir donné suite. (*Correspondance d'Autriche.* — Ministère des affaires étrangères.)

allait de son intérêt, comme de sa gloire, de ne pas laisser la nouvelle maison d'Autriche opprimer les libertés de l'Allemagne: — « Oh! mon ami, dit-il, il faudrait pour cela que le cas se présentât, et s'il se passe quelque infraction de la cour de Vienne, mon ministre clabaudera comme les autres... » — « Enfin, il a fini par me dire, ajouta Valori, qu'il faudrait être bon pour se remettre en avant, après les orages qu'il avait essuyés, puisqu'il avait attrapé le port, et qu'il se bornerait à admirer notre gloire et à juger des coups. » En définitive, tout ce qu'il fut possible d'obtenir fut une promesse assez vague que, si la question de neutralité de l'empire était posée dans la Diète à Ratisbonne, le représentant de la Prusse voterait pour qu'elle fût maintenue [1].

Le ministre prussien à Paris, Chambrier, eut ordre de tenir, à d'Argenson lui-même, absolument le même langage. « Pour ce qui regarde, lui écrivait le roi, les idées de M. le marquis d'Argenson touchant la guerre de négociation que je dois faire à la reine de Hongrie, vous lui direz toutes les fois qu'il vous en parlera, que je

1 Valori à d'Argenson, 27 janvier 1746. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric II à Louis XV, 6 février 1746. (*Pol. Corr.*, t. V, p. 23).

n'avais nulle envie de m'embarquer dans une guerre de chicane qui me conduirait insensiblement à une rupture générale, qu'ainsi je n'y entrerais ni en noir ni en blanc : qu'il ne s'agissait présentement plus de chicaner sur des bagatelles et que, l'élection du grand-duc une fois faite, celui-ci pourrait jouir de toutes les prérogatives qui lui reviennent par la dignité impériale une fois échue sans que je *m'y oppóserais* (*sic*) : que si la couronne impériale devenait héréditaire dans la nouvelle maison d'Autriche, la France n'avait à s'en prendre qu'à elle-même : que, quant à mes intérêts personnels, je saurais me soutenir contre tous les mauvais desseins, et contre toutes les mauvaises intentions de la maison d'Autriche; mais que moi, aussi peu que tous les autres hommes, ne pouvions pas fixer l'avenir par toute notre prudence, et qu'ainsi notre grande application devait être de remplir bien notre tâche pendant notre vie. Si, après ma mort, arrivaient des changements dans l'État, le sort déciderait en cela du mien comme de tous les autres États qui ont existé depuis qu'il y a eu des règnes en ce monde. » Il ajoutait, en mettant ici tout à fait à découvert le fond de sa pensée : que, « quant à la neutralité de l'empire, elle ne serait pas menacée

si la France avait le bon sens de ne pas prendre l'offensive, et qu'il n'avait donc pas besoin de s'en mêler, ce qui le remettrait dans les difficultés avec l'Allemagne ». Enfin, le ministre qu'il envoyait à Dresde, afin de reprendre avec cette cour les relations diplomatiques, recevait pour instruction de se borner dans ses relations avec le ministre de France, à un simple commerce de politesse, sans chercher à prendre avec lui de liaisons particulières. On voit combien d'Argenson, en recommandant à ses agents une confiance absolue dans leurs collègues prussiens, était loin de pouvoir compter sur la réciprocité [1].

I

La diplomatie ayant ainsi perdu l'occasion d'agir, c'était à la guerre à reprendre la parole et à se faire entendre; aussi bien d'Argenson n'était ni seul, ni maître dans le conseil, où son crédit, qui n'avait jamais été très grand, venait de recevoir un rude échec par le démenti si cruellement

1. Frédéric à Chambrier, 27 janvier (Ministère des affaires étrangères), — à Klingkräfen, ministre à Dresde, 30 janvier 1746. (*Pol. Corr.*, t. V, p. 12 et 28.)

donné à ses illusions sur la loyauté du roi de Prusse. Le seul des conseillers de Louis XV qui partageât encore ses espérances de paix, c'était Belle-Isle, redevenu tout Prussien et tout pacifique depuis que, rejeté dans l'ombre par les exploits de Maurice, il ne pouvait plus aspirer à jouer le premier rôle sur le champ de bataille; mais tous les autres, Maurepas, Tencin, Noailles, enfin le roi lui-même, avaient un plus juste sentiment de la situation et reconnaissaient la nécessité d'une action militaire aussi prompte qu'énergique [1].

Sur deux points en particulier, la partie déjà entamée, si elle était jouée avec hardiesse et couronnée par un succès rapide, pouvait, avant

1. Chambrier à Frédéric, 28 janvier 1746. Le ministre prussien, dans cette lettre, rend compte d'une visite que lui a faite Belle-Isle, et qui peint à la fois les dispositions particulières du maréchal et l'état d'esprit du conseil de Louis XV. Après que Belle-Isle l'a assuré de son dévouement à Frédéric et du service que la Prusse rendrait en intervenant pour obtenir la paix générale : « Mais peut-être, lui dit Chambrier, tout le monde à Paris ne souhaite pas la paix. » Le maréchal répliqua qu'il m'entendait à demi-mot et qu'il passait bien des idées dans la tête de quelques-uns, que l'intérêt particulier l'emportait souvent sur l'intérêt public et que deux ou trois campagnes de plus pouvaient peut-être convenir aux vues particulières de certaines gens, mais qu'il ne se proposait lui, maréchal, que la gloire de son maître et de la France : il croyait penser mieux que ceux qui se laissaient ébranler et séduire par des idées contraires. (Ministère des affaires étrangères.) Frédéric, informé de ces dispositions de Belle-Isle, l'en fit remercier. (Valori à d'Argenson. — *Correspondance de Prusse.*)

même que la grande lutte fût reprise, en changer toutes les conditions. Un corps de onze mille hommes, détaché de l'armée de Flandre, et réuni sur les côtes de la Manche était prêt à partir sous les ordres du duc de Richelieu pour tenter un débarquement en Écosse, et venir en aide au prétendant. Maurice, de son côté, restant au milieu de ses troupes victorieuses, au lieu de venir, suivant son habitude et son goût, jouir pendant l'hiver des plaisirs de la capitale, méditait un coup d'audace, dont le secret, gardé même pour ses amis les plus intimes, attestait toute l'importance.

L'expédition confiée à Richelieu n'ayant pu, comme on va le voir, être menée à fin, d'Argenson se défend vivement dans ses *Mémoires* de l'avoir jamais conseillée; il assure même que, comme on le voyait hésiter à s'y associer, il « s'éleva contre lui des orages » semblables à ceux de la Manche qui nous sépare de l'Angleterre; c'était, dit-il, « un déchaînement de seigneurs, de valets, de femmes, d'aventuriers, à qui on avait promis de grosses sommes d'argent, qui devaient leur revenir de la conquête de l'Angleterre, et qui demandaient en attendant quelques louis à compte, comme le Fâcheux de la comédie de Molière. » — J'ai cherché vainement la trace de cette résistance de

d'Argenson dans ses correspondances, et je ne vois pas comment elle eût pu être bien vive, puisque, comme j'ai eu occasion de le raconter, c'était lui-même qui, trois mois déjà auparavant, avait expédié, auprès du prétendant, un envoyé choisi parmi ses amis personnels. Depuis lors, le marquis d'Éguilles ne quittait pas le camp des insurgés écossais, où il était assez ouvertement traité comme le représentant de la cour de France. La mission de d'Éguilles n'aurait pas eu de sens et ne se serait pas ainsi prolongée, si elle n'avait été accompagnée de la promesse d'un secours effectif que Charles-Édouard, du reste, ne se faisait pas faute de réclamer avec insistance. De plus, pleine autorisation avait été accordée à tous les Anglais ou Irlandais engagés au service de France (ils étaient nombreux, car on sait quel rôle la brigade irlandaise avait joué à Fontenoy), de se rendre auprès du prétendant et de faire campagne avec lui, sans dissimuler leur qualité, ni perdre leur grade. Profitant de cette invitation, le régiment de *Royal-Écossais* et deux escadrons du régiment de Fitz-James, en tout trois mille hommes, étaient déjà arrivés en Écosse, convoyés par des bâtiments de commerce et conduits par lord Drumond et le brave Lally-Tollendal. Après les avoir

poussés en avant, il n'était guère possible de ne pas les soutenir. Enfin, on a vu avec quelle énergie d'Argenson s'était opposé à la prétention qu'avaient émise les Hollandais, de faire servir, pour la défense de la dynastie protestante en Angleterre, les régiments faits captifs à Tournay, qui s'étaient engagés par capitulation à ne pas porter les armes contre la France : une véritable rupture diplomatique avec les États généraux avait suivi cette controverse dans laquelle d'Argenson, appuyé par le talent de Voltaire, s'était engagé personnellement. Pouvait-on dire d'une manière plus positive que les deux causes de Louis XV et du prétendant n'en faisaient plus qu'une, et comment abandonner ensuite aux chances des combats un client si publiquement adopté?

Ce qui prouverait d'ailleurs que d'Argenson ne fut pas aussi hostile qu'il le dit à l'expédition projetée, c'est que l'auteur de la protestation adressée aux États généraux fut le même qu'on chargea de préparer un manifeste au peuple anglais, emporté en poche par Richelieu, et destiné à être publié dès que l'escadre française aurait touché la côte britannique. Ce rédacteur fut encore Voltaire et le document figure dans

ses Œuvres complètes. Le grand écrivain était en même temps un habile homme qui savait ménager son crédit : il n'est pas probable qu'il eût prêté sa plume à la composition d'une pièce de cette importance, s'il n'en avait pas reçu l'ordre formel du ministre dont l'affection l'honorait, ou s'il eût seulement pu craindre de lui déplaire en l'écrivant. Tout fait donc croire que cette fois comme après Fontenoy, les deux patrons de Voltaire s'entendirent, sans contestation, sur le concours qu'ils réclamaient de leur ami commun[1].

En regardant de près même aux termes de ce manifeste, très habilement présenté, il semble qu'on y reconnaît la trace des idées propres à d'Argenson. On y retrouve, en effet, à toutes les lignes l'expression du soin scrupuleux qu'il avait mis, on l'a vu dès le premier jour, à bien établir que l'intervention de la France dans les dissensions de la nation britannique n'avait pas pour but de lui faire violence, mais au contraire de rendre à la meilleure et à la majeure partie des

1. La résistance de d'Argenson au projet de débarquement en Angleterre, si elle eut lieu, ne fut pas connue. Le duc de Luynes dit au contraire : « Quant aux secours envoyés en Écosse, tous les ministres n'ont pas été du même avis. On prétend que les deux qui ont le plus insisté sont le cardinal de Tencin et M. d'Argenson l'aîné. » (*Journal de Luynes*, t. VII, p. 127.)

citoyens anglais la liberté d'exprimer leur vœu : « Le roi de France, y est-il dit, a cru de son devoir de secourir à la fois un prince digne du trône de ses ancêtres, et une *nation généreuse dont la plus saine partie rappelle enfin le prince Charles Stuart dans sa patrie.* Il n'envoie le duc de Richelieu, à la tête de ses troupes, que *parce que les Anglais les mieux intentionnés ont demandé cet appui*, et il ne donne précisément que le nombre de troupes qu'on lui demande, prêt à les retirer *dès que la nation exigera leur éloignement.* Sa Majesté, en donnant un secours si juste à son parent, au fils de tant de rois, à un prince si digne de régner, ne fait cette démarche *auprès de la nation anglaise*, que dans le dessein et dans l'assurance de pacifier par là l'Angleterre et l'Écosse, pleinement convaincue que le sérénissime prince Édouard met sa confiance dans la *bonne volonté des Anglais, qu'il regarde leurs libertés, le maintien de leurs lois et leur bonheur comme le but de toutes ses entreprises, et qu'enfin les plus grands rois de l'Angleterre sont ceux qui, élevés comme lui dans l'adversité, ont mérité l'amour de la nation* [1]. » — Ce respect des droits

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 316). Voltaire, *Œuvres complètes*, édition Beuchot (t. XXXVII, p. 543).

d'une nation dans un temps où on ne parlait guère encore que de ceux des rois, exprimé au nom d'un souverain qui ne reconnaissait lui-même pas de limites à son propre pouvoir, est comme la signature du ministre philosophe.

Le seul en réalité, parmi ceux qui furent alors appelés à donner un avis, qui ait exprimé ouvertement quelque crainte sur l'issue de l'expédition projetée, ce fut Maurice de Saxe. Tout en donnant ses ordres pour envoyer le détachement de ses troupes qui lui était demandé, il préjugeait l'issue probable de l'aventure où on s'engageait, avec ce bon sens pratique qui l'abandonnait rarement, et dont il devait cette année même donner plus d'une preuve : « Vous êtes bon citoyen, mon maître, vous aimez le roi et vous aimez votre patrie (écrivait-il au maréchal de Noailles); ne craignez-vous pas que cet embarquement de Dunkerque ne nous engage dans un nouveau roman qui pourrait être long à soutenir? Le parti protestant subsistera toujours en Angleterre, à cause des biens de l'Église qui sont possédés par les seigneurs de la nation, et cette crainte ne les abandonne jamais. Vous direz peut-être, mon maître, de quoi je me mêle : mais j'aime le roi et son royaume, et quoique je ne dusse demander

que plaie et bosse, la vérité m'étrangle toujours[1]. »

A dire vrai, si jamais la tentative, — si souvent rêvée par les politiques français, sans qu'ils aient jamais même mis la main à l'exécution, — et dont nos voisins ont pourtant toujours peur, — eut une chance de succès, c'était bien quand un secours militaire était attendu par une insurrection victorieuse, en possession de plusieurs ports de mer. Seulement à la fin de décembre, époque où tout put être prêt pour le passage, il était déjà un peu tard pour se mettre en mer, la mauvaise saison rendant la traversée de la Manche difficile, et la même cause venant d'interrompre momentanément le cours, jusque-là aussi rapide que brillant, des succès de Charles-Édouard. Après une pointe très heureusement poussée au cœur même de l'Angleterre, jusqu'à Derby et Manchester, le hardi guerrier devait rétrograder et regagner l'Écosse; il n'osait pas laisser venir

1. Le maréchal de Saxe au maréchal de Noailles; Gand, 25 décembre 1745. (*Papiers de Mouchy.*) — Cette lettre, comme la plupart de celles du maréchal de Saxe que j'aurai à citer dans la suite de ce travail, est tirée de la magnifique collection des papiers de Noailles, possédée par M. le duc de Mouchy, et dont il a bien voulu me laisser prendre connaissance avec une extrême obligeance. Cette collection a été classée, mise en ordre et cataloguée avec le soin le plus intelligent.

l'hiver au milieu de populations hostiles, qui ne lui fournissaient rien pour sa subsistance, et craignait d'attendre, sur ce terrain ingrat, l'arrivée des forces supérieures que le duc de Cumberland ramenait de Flandre. Cette retraite volontaire n'était pas une défaite matérielle, mais c'était bien déjà un échec moral, dont l'effet fut sensible par la perte de plusieurs des points importants qu'on croyait acquis à l'insurrection, entre autres le port de Montrose, le lieu le plus naturellement désigné pour le débarquement d'une troupe envahissante.

La célérité, qui était une des conditions de succès, avait donc déjà manqué à l'expédition dont Richelieu allait prendre le commandement : le secret, qui n'eût pas été moins important, fit également défaut. Richelieu, fidèle aux habitudes de vanterie et d'ostentation qui lui étaient familières, donna beaucoup d'éclat à ses préparatifs : un nombreux état-major qu'il attacha à sa personne fit sonner très haut les succès qu'il ne pouvait manquer d'obtenir, on annonça d'avance que le chef ne tarderait pas à rapporter d'Angleterre son bâton de maréchal. — « Nos jeunes officiers qui en étaient, dit d'Argenson, prenaient congé en uniforme à la cour et à

la ville, comme quand ils partent en avril pour la campagne de Flandre. » De plus, pour assurer les moyens de transport, on dut réquisitionner presque tous les bâtiments marchands des ports de la Manche. Cette suspension du mouvement commercial habituel équivalait, pour le gouvernement anglais, à un avertissement public de se mettre en garde : il n'y manqua pas, et, comme, malgré sa gêne intérieure, il conservait la libre disposition de toutes ses forces maritimes, quand Richelieu arriva à Boulogne, le détroit était déjà gardé à vue par une escadre anglaise de près de trente-cinq bâtiments, croisant le long des côtes de France.

La conséquence fut que, dès que le présomptueux capitaine eut pris connaissance de la situation, le ton de confiance qu'il affectait la veille baissa sensiblement et fit place, presque sans transition, à l'expression du découragement. Il fut même le premier à signaler (comme s'il n'eût eu aucun reproche à se faire) le double inconvénient de n'avoir pas été prêt à temps et d'avoir été annoncé avec trop d'éclat. « Hier, écrit-il le 29 décembre, il fit vent à souhait, et si mon artillerie était arrivée, j'aurais passé en Angleterre avec toute la facilité imaginable. » —

Et deux jours après, le 31 : « Je pense que, si le secret avait été gardé à peu près, comme il devait l'être, il aurait été possible de dérober mon passage et que je n'aurais eu risque que de rencontrer par hasard des corsaires... parce que les vaisseaux anglais qui sont aux Dunes ne se tiennent pas la nuit dans le passage, à cause du risque qu'ils courraient pendant la nuit. »

Mais ces facilités une fois perdues, il ne voit plus que difficultés et l'opération ne peut plus (suivant une expression dont il se sert à plusieurs reprises) être menée à bonne fin sans un véritable *miracle*. « Telles sont les craintes, dit-il, et les assurances qu'on peut prendre sur l'entreprise qui m'est confiée; elle est trop avancée pour se rebuter... Mais je ne dois pas vous laisser ignorer les obstacles tels qu'ils sont, par la conséquence dont ils peuvent être pour les troupes qui me sont confiées. »

Enfin, le 5 janvier, après huit jours de mauvais temps, le désespoir est à peu près complet : « Je ne sais que faire, dit-il, si le vent ne change pas et quelque miracle ne s'opère pas en notre faveur, comme vous pouvez le voir par le détail de notre situation... Je crois que ceux qui auraient de grands talents militaires ne sont pas

plus à l'abri du ridicule que ceux qui en ont moins... Aussi, si je connaissais quelque guerrier intrépide de ce genre, je vous prierais de me l'adresser, car il faut, quoi qu'il arrive, faire contre fortune bon cœur. »

L'attente se prolongea pendant tout le mois de janvier, le départ étant toujours renvoyé d'un jour à l'autre et le moment ne paraissant jamais favorable pour tenter l'aventure. Dans l'intervalle, Richelieu, de plus en plus dégoûté, cherche dans son imagination quelque moyen de se décharger de l'entreprise, sans pourtant oser encore donner le conseil d'y renoncer complètement. Il propose de changer à la fois le point de départ et le point d'arrivée de l'expédition. Une escadre était préparée dans la rade de Brest, sous le commandement du duc d'Anville, pour aller faire campagne dans l'Atlantique, et reprendre sur les côtes d'Amérique les points dont s'était emparée la marine anglaise : ne pourrait-elle pas, auparavant, jeter les bataillons expéditionnaires sur les côtes du pays de Galles, du comté de Cornouailles ou même en Irlande, partout, en un mot, où les jacobites se vantent d'avoir des amis? Ou bien, le même service ne pourrait-il pas être rendu par des corsaires frétés dans le port du Havre? Aucun

de ces expédients n'étant agréé à Versailles, le général dans l'embarras, et tout à fait dépité, ne songe plus qu'à mettre sa responsabilité à couvert, en rappelant que ce n'est pas lui qui a eu l'idée première de l'entreprise : « Ce n'est pas moi, écrit-il, qui ai formé le projet de porter des secours en Angleterre, aussi je ne suis ni acharné à trouver les moyens d'en faire passer, ni enthousiasmé du zèle jacobite... Mais ayant été choisi pour conduire celui qu'on aurait pu y passer, j'ai cru devoir présenter tous les moyens que je croyais qui pourraient le faire réussir... M. le duc d'York [1] et son parti n'auront ainsi rien à nous reprocher. » — Enfin, vers le milieu de février, il tombe ou il se dit malade et demande l'autorisation de revenir à la cour, en laissant le commandement à son premier lieutenant, lord Clare. « Il revint, dit d'Argenson, jetant les hauts cris contre les ministres de la guerre et de la marine, » et raillant les catholiques anglais et leur prince, le duc d'York, qui n'attendaient le succès de l'expédition que de leurs pratiques de dévotion superstitieuse. En revanche, les quolibets du public parisien ne l'épargnèrent pas lui-

1. Le frère du prince Édouard qui faisait partie de l'expédition.

même, et comme ces plaisanteries dont les chroniqueurs et les chansonniers tiennent note portaient habituellement sur les mœurs de ce héros favori des dames, elles sont d'ordinaire assez peu décentes. La meilleure est peut-être celle qui le représente comme un barbet qui devait aller chercher un *bâton* de l'autre côté d'une rivière et n'a pas même osé se mettre à l'eau [1].

L'expédition, sans être officiellement décommandée, était ainsi moralement abandonnée : personne, en France, n'en espérait plus le succès; et on cessa complètement d'y compter quand deux tentatives de passage, faites par le duc de Fitz-James avec un petit convoi de troupes sur des embarcations isolées, eurent successive-

1. Richelieu au comte d'Argenson, ministre de la guerre (29-30 décembre 1745, 6-17 janvier 1746). — Barbier, *Journal*, décembre 1745. — Voici deux des chansons faites sur l'expédition manquée qu'il n'est pas impossible de citer :

Quand je vis partir l'Excellence
De Richelieu,
Je prévis la mauvaise chance.
Hélas ! mon Dieu !
Ce pilote ignore les vents
De l'Angleterre :
Il ne sait qu'embarquer les gens
Pour l'île de Cythère.

Édouard est bien content
De notre diligence :
On a fait l'embarquement
Et puis le débarquement,
En France, en France, en France.

ment échoué. Il fallut rentrer au port, avant même d'avoir pu prendre le large, afin de ne pas tomber dans les mains des croiseurs anglais.

Mais, même dans de telles conditions, la menace, bien que non exécutée, pouvant toujours l'être d'un moment à l'autre, était loin d'être complètement inutile. Elle tenait le cabinet anglais sur le qui-vive, et la crainte de dégarnir tout à fait sa capitale l'empêchait d'envoyer toutes ses forces à la suite du prétendant en Écosse. Aussi, une première attaque dirigée contre Charles-Édouard à Falkirk, le 4 février, avec des forces insuffisantes fut-elle repoussée sans peine, et ce nouveau succès, joint à l'attente d'un secours qu'on espérait toujours voir arriver, donna aux vainqueurs la patience de supporter les épreuves d'une campagne d'hiver, que la rigueur du climat et une pénurie pécuniaire à peu près complète commençaient à rendre très rude.

En attendant, à Londres, l'inquiétude se prolongeait, aggravée par les embarras d'une situation ministérielle et parlementaire très compliquée. L'opinion imputait hautement aux ministres (le duc de Newcastle et son frère Pelham) la durée d'un péril qu'ils n'avaient su ni prévoir ni prévenir. Pour regagner la faveur publique qui lui

échappait, le cabinet ébranlé eut la pensée de s'adjoindre l'illustre Pitt, l'orateur populaire par excellence, mais l'objet des ressentiments et de l'inimitié personnelle et bien connue du roi. Aussi, dès que la proposition lui en fut faite, George, violemment irrité, crut pouvoir renvoyer, sans autre forme de procès, les ministres qui se permettaient une si insolente exigence et rappeler au pouvoir son ancien favori, Carteret, dont il n'avait d'ailleurs jamais cessé de prendre et de suivre secrètement les conseils. Ce caprice, il est vrai, ne fut que de peu de durée. Carteret, averti de l'impossibilité où il serait de trouver des collègues et de former une administration, dut remettre, au bout de quarante-huit heures, au souverain, le mandat qu'il avait reçu, et les Pelham rentrèrent en vainqueurs. Ils assignèrent à Pitt un poste élevé, qui, sans l'associer au ministère, l'en rapprochait et l'y préparait. Mais cette incertitude même, ces brusques allées et venues, cette humiliation infligée à un souverain par ses propres ministres, tout cela était mal compris sur le continent et semblait démontrer l'impuissance où était l'Angleterre, travaillée par des discordes intestines, de venir en aide à ses alliés. L'impression était fâcheuse, surtout en Hollande, et dut

même accroître l'effet de terreur causé par l'entreprise hardie de Maurice, dont le secret venait enfin d'éclater.

Autant Richelieu, en effet, avait fait de bruit de son expédition, autant Maurice avait mis de précaution à dissimuler jusqu'au bout les préparatifs de la sienne. Il est vrai que la publicité donnée à l'une aidait un peu au secret de l'autre, car le seul fait d'avoir laissé détacher une fraction importante des troupes de Flandre, pour la transporter sur les côtes de la Manche, semblait éloigner toute pensée d'employer, contrairement à la coutume, une armée ainsi réduite à des opérations d'hiver. Et quant au soupçon qu'aurait pu faire naître le séjour prolongé à Gand d'un général qui ne passait pas pour aimer la retraite, Maurice avait su employer plus d'un art pour le détourner. Se plaignant qu'un voyage, dans les conditions ordinaires, lui causait, vu son état d'infirmité, d'intolérables souffrances, il faisait construire, sous ses yeux, un carrosse de forme particulière, où il pourrait s'étendre plus commodément et dont il attendait l'achèvement pour se mettre en route. Dans l'intervalle, il ne négligeait aucun moyen de tromper son ennui et de divertir le désœuvrement de son

entourage. Il avait mandé auprès de lui sa sœur, la princesse de Holstein, pour lui tenir compagnie et faire les honneurs de sa maison. Il s'était fait envoyer d'Angleterre des coqs de combat, et semblait prendre un plaisir infini à voir ces animaux se battre sous ses yeux, suivant la mode britannique. Il paraissait, en un mot, si occupé de se procurer tous les genres de divertissement qu'au lieu de lui supposer un dessein caché, on l'aurait plutôt accusé d'oublier ses devoirs dans des plaisirs peu conformes à sa dignité, comme au soin qu'il devait prendre de sa santé.

L'illusion à cet égard était même si complète qu'on la partageait à Versailles, et ses meilleurs amis s'étonnaient de le voir reprendre un train de vie dont il n'avait que trop souffert : « Je souhaiterais, mon cher maréchal, lui écrivait le maréchal de Noailles, que l'on pût vous persuader que vous êtes seulement en chemin de guérison et que vous fussiez assez docile pour vous conduire en convalescent. Si j'avais l'honneur d'être connu de madame la princesse de Holstein, je la prierais de travailler de concert avec M. le docteur Sénac à vous retenir dans les bornes convenables à cet état de convalescence, et je voudrais vous donner quelquefois des inquiétudes en vous fai-

sant envisager des conséquences dangereuses. » Maurice répondait sur le même ton : « Ma santé n'est pas encore assez bonne pour me donner aucune licence que celle que les plaisanteries peuvent fournir. Je suis même d'avis de n'en prendre jamais d'autres : il y a des plaisirs de tout âge, et encore faut-il qu'ils y soient assortis : il n'y a que ceux qu'un bon estomac peut fournir qui ne soient point sujets à cette variation et qui constamment soient de bonne compagnie. Vous jouissez de ce bonheur, mon cher maître, et, sans vous envier, sans même l'espérer, je désire un si grand bien. Si on me calomnie et si notre docteur Sénac m'accuse de la moindre chose, de quelque nature qu'elle puisse être, c'est un méchant homme. Il est inutile qu'il charge le pauvre malade pour se mettre à couvert [1]. »

Il ne négligeait rien pourtant et toutes les dispositions étaient déjà prises, au moins dans sa pensée, pour l'exécution du projet dont il ne fit part qu'au milieu de décembre, même à son ministre, le comte d'Argenson. Il ne s'agissait de rien de moins que de compléter la conquête des Pays-Bas, en mettant la main, par une sorte

1. Noailles à Saxe, 27 novembre; Saxe à Noailles, 3 décembre 1745. (*Papiers de Mouchy.*)

vier, pour prendre part à la réception des chevaliers du Saint-Esprit nouvellement promus. L'impatience, qui devait être extrême, ne fut pas pourtant visible sur les traits du maréchal : il la dominait même intérieurement assez bien pour garder l'esprit ouvert aux soins les plus variés. Ainsi, c'est pendant ces jours d'attente forcée qu'on trouve plusieurs lettres écrites de sa main et portant sur des sujets de nature très différente, auxquels il semble s'appliquer avec une attention et même une ardeur égales.

La première est une réponse à un avis qui lui était demandé par le comte d'Argenson, sur le plan général des opérations à suivre pendant la campagne prochaine. Le maréchal discute, avec une rare clairvoyance, les éventualités probables; il conclut qu'il n'y a rien de sérieux à craindre de la part du corps germanique, toujours lent à se mettre en mouvement et trop travaillé par des divisions intérieures pour qu'on puisse le décider à une campagne d'agression : « Moins même, dit-il, on laissera de troupes en face de la frontière de l'empire et même en Alsace, et moins on sera exposé à causer des inquiétudes que l'impératrice pourrait exploiter. Il suffit donc de tenir un corps d'armée en observation auprès

de Thionville, prêt à se porter sur le Rhin (s il y avait lieu), mais pouvant aussi se rallier aisément à l'armée de Flandre, quand sa présence en face de la frontière allemande ne serait plus jugée nécessaire. » On verra combien ces prévisions et ces précautions devaient être justifiées par l'événement.

L'autre épître, visiblement écrite sous l'empire d'un sentiment de colère, a trait tout simplement à un incident survenu dans l'administration du domaine de Chambord, dont une concession royale avait doté le vainqueur de Fontenoy. Par je ne sais quelle erreur de bureau, la capitainerie des chasses de la vaste forêt qui s'étend autour du château s'était trouvée démembrée; une part en avait été accordée à un châtelain du voisinage, le marquis de Saumery. Maurice l'apprend, et, dans cet arrangement fait à son insu, il voit un piège tendu par ses ennemis. Il prend feu, et l'idée même lui vient de donner sa démission et de laisser tout là : « Bien que je sois au plus fort de ma besogne, écrit-il, cette affaire me donne un tel déplaisir que j'ai pensé d'écrire à ma cour d'en envoyer un autre pour achever cette opération; mais je suis honnête homme, et j'ai la fatuité de croire que personne n'en serait venu à bout. » Mais, au moins, il ne veut

entendre à aucun accommodement : « Ainsi, ne vous appliquez pas à me faire des assurances de la bonne conduite de M. de Saumery. Je sais de quel bois il se chauffe, et l'idée que j'ai du peu de cas qu'on fait d'un général en France, quand on n'en a pas besoin, ne me laisse que peu de choses à espérer sur les différends que j'aurais indubitablement avec M. de Saumery par la suite, si je laissais le moindre jour à contestation [1]. »

Enfin, vers le milieu de janvier, le froid a repris : les routes sont séchées, on peut donc se mettre en campagne. Les troupes réunies sur six points différents (pour que leur rassemblement ne parût trop remarquable nulle part) reçoivent, le 27, leur ordre de départ et leurs provisions de route, et c'est ce jour-là seulement aussi que les généraux, chargés de les conduire, apprennent dans quel sens et vers quel point ils ont à se mouvoir. Tout le monde doit partir le 28 au matin, Maurice lui-même, quittant Gand, dont les portes restent fermées toute la journée,

1. D'Espagnac, *Histoire de Maurice de Saxe* (t. II, p. 188, 122). — Saint-René Taillandier, *Maurice de Saxe* (p. 282 et suiv.). — *Correspondance de Maurice de Saxe,* publiée par Grimoard. (Paris, 1794, t. II, p. 100.) — Cette collection est en général conforme au texte des mêmes pièces que j'ai pu consulter au ministère de la guerre.

pour ne laisser passer aucun porteur d'avis indiscret. Mais voici le ciel qui se couvre de nouveau le soir et la température qui s'adoucit. Va-t-il encore falloir s'arrêter? « Non, s'écrie Maurice, et puisque les frais en sont faits (écrit-il sans hésiter au ministre), j'entamerai demain mon opération, dût-il pleuvoir des hallebardes, et le cœur me dit que j'aurai bonne issue : je finis sans compliment. » Ne reconnaît-on pas à ce cri du cœur celui qui a dit dans ses *Rêveries* : « A la guerre, il faut souvent agir par inspiration; si l'on était obligé de rendre compte pourquoi on prend un parti plutôt que tel autre, on serait souvent contredit : les circonstances se sentent mieux qu'elles ne s'expliquent, et si la guerre tient de l'inspiration, il ne faut pas troubler le devin. »

Effectivement, le 28, le mouvement général s'opère. Pendant que trois corps de troupes, sous les commandements des marquis de Clermont-Gallerande, d'Armentières et de Brézé, quittent Audenarde, Ath et Tournai, pour aborder Bruxelles sur la haute Senne, c'est vers la basse que Maurice en personne, aidé du comte de Vaux, qui vient de Dendermonde, se porte avec vingt-quatre escadrons de cavalerie, vingt et un bataillons, et vingt-cinq pièces de canon. Il s'était

réservé à lui-même ce point d'attaque, parce que, de ce côté, l'accès de la ville était rendu plus difficile par un canal latéral, tracé parallèlement à la rivière : deux passages étaient ainsi nécessaires au lieu d'un seul. La distance de Gand à Bruxelles ne pouvait être franchie en un seul jour; il fallut s'arrêter à Alost la première nuit. Mais, en arrivant, on apprit que l'avant-garde d'un régiment venait de rencontrer, en avant de cette petite ville, un gros de cinquante hussards de la garnison de Bruxelles, auquel elle avait dû donner la chasse et dont elle avait fait vingt-cinq prisonniers. Les autres, qui avaient échappé, ne pouvaient manquer d'aller donner avis de l'incident : on ne pouvait donc plus arriver tout à fait inaperçu, et, de plus, il était à craindre que, dans les premiers moments d'alarme, le commandant de Bruxelles ne prît le parti désespéré de mettre le feu aux faubourgs extérieurs de la ville, pour ne pas les laisser tomber au pouvoir des assaillants, qui y trouveraient un abri et des cantonnements. C'eût été un grave mécompte, car, les troupes n'ayant point apporté de tentes pour ne pas ralentir la marche, le campement à la belle étoile, en plein hiver, dans un pays dévasté, aurait été une épreuve assez pénible à supporter.

pratiquer moi-même à Lille dans l'avant-dernière campagne : l'armée combinée était campée dans la plaine de Cissoing; mon premier soin fut de défendre à l'officier général qui commandait à Lille, d'en brûler les faubourgs, et, assurément, je n'aurais pas pris sur moi une telle démarche, si contraire à l'usage, si je n'avais pas cru pouvoir en prouver l'abus [1]. »

Je ne sais si, pour se promettre quelque effet d'une telle pièce, Maurice avait compté sur l'étonnement qu'elle causerait : en ce cas, son calcul ne fut pas trompé. Kaunitz, tout étourdi de la menace imprévue dont il venait d'apprendre la nouvelle, et de la communication plus inattendue encore qui en était la suite, convoqua sur-le-champ son conseil de guerre. Kaunitz, d'ailleurs, aussi médiocre militaire qu'il devait se montrer plus tard habile politique, n'avait nulle confiance

1. Le maréchal de Saxe au comte de Kaunitz, 28 janvier 1746 (*Correspondance*, p. 48). — Saint-René Taillandier (p. 284). — Cet écrivain, en citant la lettre, y voit une preuve du *bon sens* et de l'*humanité*, qui sont les traits du caractère de Maurice. — D'Espagnac convient cependant (t. II, p. 131) que Maurice avait compté sur les faubourgs de Bruxelles pour loger ses troupes et que la résolution d'y mettre le feu l'aurait jeté dans un grand embarras. — Le biographe allemand, Weber, prête à Maurice l'intention de faire croire à Kaunitz qu'il n'avait pas l'intention de faire le siège de Bruxelles. Ce moyen de détourner les soupçons eût été singulièrement choisi.

(M. d'Arneth nous l'apprend) ni dans ses propres talents, ni dans la force de résistance des troupes, qu'il commandait. Dès le commencement de l'hiver, il avait averti l'impératrice que, si les Français faisaient une attaque sérieuse, avant que de puissants renforts lui fussent envoyés, tous les Pays-Bas seraient emportés en quinze jours. Aussi ne trouva-t-il rien de mieux à proposer à son conseil que de mettre à l'abri la garnison en évacuant sur-le-champ la ville, au lieu de compromettre par une défense impuissante cette dernière ressource de la province abandonnée [1].

Pendant qu'on discutait cette étrange proposition, la brigade de Normandie, vivement poussée en avant, arrivait en vue de la ville, jetait des ponts sur le canal d'abord, puis sur la rivière; et le faubourg principal, celui de Laeken, était occupé avant qu'on eût décidé si on le livrerait ou non aux flammes. Maurice y vint prendre ses quartiers le 30, et dans la journée qui suivit, tous les autres faubourgs reçurent successivement les différents corps exactement arrivés au rendez-vous.

La position n'eût pas été assurée cependant si on ne se fût emparé aussitôt de quelques points

1. D'Arneth, t. III, p. 213, 455.

fortifiés, en dehors de la ville, de peu d'importance à la vérité, mais où on ne pouvait laisser l'ennemi logé sur les derrières de l'armée assiégeante. Les forts des Trois-Fontaines, de Grünberghe, et de Vilvorde durent être ainsi enlevés à la baïonnette. La résistance, d'ailleurs, fut presque nulle, les Autrichiens se hâtant de se replier sur Malines, et Maurice, qui ne tenait pas à s'embarrasser de prisonniers qu'il n'aurait su comment garder, ayant recommandé qu'on leur facilitât ce mouvement de retraite : « Je sais, écrivait-il en particulier à l'officier chargé de s'emparer de Grünberghe, que présenter un objet sanglant au roi n'est pas lui faire une chose agréable ; aussi je voudrais éviter de prendre la garnison de Grünberghe prisonnière en lui laissant cette nuit le chemin libre de se retirer sur Vilvorde. Nous pouvons bien faciliter cette évasion ; vous sentez bien que je ne puis faire de capitulation avec eux et que je suis obligé de les réduire en poussière. Aussi je prends sur moi le moyen que vous pourrez trouver de leur faire sentir la clémence du roi sans blesser sa justice. »

Ces opérations préliminaires ayant pris quelques jours, ce n'est que le 8 février que la tranchée est enfin ouverte, et, dès le 11, le courage

des assiégés semble défaillir : Kaunitz fait proposer sous main de remettre la place pourvu que la garnison entière puisse sortir librement avec les honneurs de la guerre. Maurice, qui sent son avantage, n'a nulle envie de se contenter à si bon marché; mais pour ne pas pousser à bout des gens qui faiblissent et les entretenir, au contraire, dans les sentiments d'une crainte salutaire, il ne refuse pas de soumettre l'offre à la décision de Versailles bien entendu, sans interrompre un seul instant le cours de ses opérations et sans répondre de ce qui peut arriver jusqu'au retour du courrier. C'est ce qu'il explique lui-même à Kaunitz dans une nouvelle lettre que le comte d'Argenson qualifie avec raison de chef-d'œuvre, tant les termes en étaient bien choisis pour donner à réfléchir à son correspondant.

« *Au quartier général de Laeken.*

» 11 février 1746.

» J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire hier, et, assurément, la proposition que Votre Excellence me fait serait acceptable dans d'autres occasions. Je connais les égards qui sont dus à une nombreuse et brave garnison, et je serais approuvé de lui accorder

tous les honneurs de la guerre; mais Bruxelles n'est point une place tenable, il ne serait pas possible d'assembler d'armée pour venir à son secours sans courir risque d'une destruction totale; aucuns moyens ne me manquent, je puis les augmenter en artillerie et en tout autant que je le veux : aussi il ne faut qu'un peu de temps et quelques précautions pour vous forcer à demander des conditions honnêtes, quoique un peu dures... J'enverrai pourtant un courrier sur-le-champ à la cour pour savoir ses ordres : je crains seulement mes propres troupes : elles sentent leur supériorité et jusqu'aux soldats connaissent des défauts à cette grande ville que j'ignorais et que peut-être Votre Excellence ignore elle-même : je crains donc que dans une attaque un peu vive, ils ne forcent de toutes parts leurs officiers à marcher, et lorsque je les aurai une fois dedans, il faudra bien que j'aille à leurs secours. Jugez, monsieur, du désordre et de la confusion d'une telle circonstance. Il me serait triste que ma vie fût marquée par une époque telle que l'est celle de la destruction d'une capitale. Votre Excellence ne saurait croire jusqu'où le Français pousse l'indiscipline et la hardiesse. J'ai vu plus d'une fois à la reddition des villes, pendant qu'on réglait les

formes de la capitulation, toute la ville se remplir de soldats sans savoir par où ils y étaient entrés. A Philisbourg, cela nous est arrivé : cependant les otages en sortaient par un seul petit bateau. A Ypres, qui est assurément une place avec de hauts remparts couverts d'ouvrages et de bons fossés, tous les postes étaient garnis de troupes hollandaises : je fus voir M. le prince de Hesse, que je connais depuis de longues années; pendant que j'étais chez lui, toute la ville se remplit de soldats français sans qu'on ait su par où ils y étaient entrés. Cela se passait à dix heures du matin. A cinq heures du soir, il envoya chez moi et me fit dire qu'ils y étaient de nouveau. On y envoya des détachements pour les chasser. Ils sont comme des fourmis et trouvent des endroits inconnus aux autres. Jugez ce que ce serait, monsieur, dans des occasions où ils auraient le pillage pour but et dans une place mauvaise par elle-même. C'est, je vous assure, ce qui m'embarrasse le plus dans la conduite de cette affaire [1]. »

Maurice, en tenant ce fier et habile langage, témoignait plus d'assurance qu'il n'en éprouvait

1. Maurice de Saxe au comte de Kaunitz, 11 février 1746. (Ministère de la guerre.)

en réalité, car il apprenait à peu près en même temps que le prince de Waldeck, qui était resté à Anvers (toujours en qualité de commandant en chef de l'armée hollandaise), sortant de son inaction, faisait mine de rassembler toutes les troupes sous ses ordres pour venir au secours de la place assiégée. Des dispositions avaient même dû être prises pour aller au-devant du prince et lui livrer bataille s'il se présentait. La position (Maurice en convient lui-même) n'eût pas été commode si on avait dû soutenir le combat en ayant à dos les quinze mille hommes de la garnison, qui n'auraient pas manqué de sortir au même moment. Mais Waldeck fut, suivant sa coutume (Maurice y avait compté sans doute) assez lent à se mouvoir, et, en attendant, il paraît que le tableau des suites d'une prise d'assaut, et la crainte de voir les *fourmis* leur monter aux jambes, firent, sur le gouverneur et les officiers, toute l'impression désirable, car le 20 février, dès que, l'attaque ayant été dirigée contre l'ouvrage à cornes, qui passait pour le plus fort, des grenadiers français se furent montrés sur le haut de la brèche, le drapeau blanc fut arboré, et des parlementaires vinrent discuter les conditions de la capitulation. Ils essayèrent bien encore

d'obtenir quelques ménagements en alléguant que la ville n'était pas réduite à la dernière extrémité et que des secours pouvaient arriver : « Ah! vous avez raison, dit Maurice, il n'y a que des gens sans cœur qui se rendent quand ils attendent du secours : rentrez donc et défendez-vous. » Le défi ne fut pas relevé : toute la garnison dut se rendre à discrétion, et tout ce qu'elle put obtenir fut que ses armes seraient déposées en magasin pour être rendues à la paix. Et encore, en accordant cette condition, Maurice savait-il bien ce qu'il faisait, car comme on lui faisait observer quelques jours après que la garnison captive, n'étant pas suffisamment surveillée, pourrait peut-être échapper : « N'ayez pas d'inquiétude, dit-il, les armes du soldat hollandais lui appartiennent; en s'en allant, il nous donnerait le droit de les garder, et ne s'exposera pas à les perdre. »

Le siège avait duré trois semaines et ne coûtait pas à l'armée française plus de neuf cents hommes. Le succès matériel était grand : l'effet moral, plus grand encore, fut relevé par la modération que le vainqueur mit dans l'usage de son triomphe. Bruxelles, lieu de réunion de tous les chefs des armées alliées pendant la campagne précédente, regorgeait de richesses qui, étant le bien de

l'ennemi, auraient pu être considérées comme de bonne prise. Le duc de Cumberland et le prince Charles de Lorraine y avaient laissé tous leurs équipages. Maurice leur fit restituer le tout sans rien garder; tous les officiers généraux autrichiens reçurent des passeports, et Kaunitz, en se retirant, put emmener les employés civils qu'il désigna. Le seul qui fut menacé un moment d'être retenu était un gazetier de Hollande qu'on avait fait venir, tout exprès, pour rédiger, sous les yeux des commandants autrichiens, des libelles diffamatoires destinés à être répandus en Europe, contre la France, son souverain, ses ministres et ses généraux. Le pauvre homme, tout effrayé, jurait qu'il n'avait rien écrit que sur des notes transmises et des ordres donnés par ses supérieurs, au nombre desquels il comptait Cumberland et Waldeck eux-mêmes. Maurice fit constater judiciairement sa déposition, après quoi il lui donna son congé. Il n'était pas fâché, laissait-il entendre, de faire voir, à son tour, à quels expédients des princes et des généraux ne dédaignaient pas d'avoir recours, et à quels ennemis la France avait affaire. Le seul qu'il exceptait de cette réprobation commune, c'était le comte de Kaunitz lui-même, chez qui, une fois la capitula-

tion faite, et dans tous les débats qui suivirent pour en régler l'exécution, il se louait de n'avoir rencontré que des procédés pleins de loyauté et même d'aménité. « M. de Kaunitz, écrivait-il, m'est venu voir et m'a demandé une quantité de passeports... C'est un homme très sage, très aimable et très habile, ou je suis bien trompé; il m'a paru dans le dessein de ne plus servir à cause de sa santé qui est délicate : je voudrais qu'on nous l'envoyât en France, vous en seriez content, car sûrement il plaira à tout le monde. » Quand on songe que ce vœu, quelques années plus tard, était accompli, et qu'on se rappelle quel parti le même Kaunitz su tirer de ses relations à Paris, pendant le séjour qu'il y fit comme ambassadeur, ce jugement paraît d'une perspicacité vraiment prophétique [1].

Cinquante-deux drapeaux pris sur l'ennemi avaient été envoyés sur-le-champ, à Paris, pour être portés à Notre-Dame, où un *Te Deum* devait y être chanté : et on ne savait, dit Barbier, quasi où les placer; mais au nombre des trophées militaires si glorieusement conquis, il en était un

1. Maurice au comte d'Argenson (p. 26-27 février, 2 mars 1746). (Ministère de la guerre, et *Correspondance*, t. II, p. 142. — Saint-René Taillandier, p. 294. — D'Espagnac, t. II, p. 143 et 144.)

dont Maurice avait voulu faire un hommage au roi, encore plus solennel : c'était l'oriflamme de François Ier, trouvé dans une des salles d'armes de Bruxelles, auquel étaient joints deux étendards du corps des gendarmes et des gardes du corps, pris en même temps à Pavie. « J'ai fait retirer ces trois pièces, écrit-il le 2 mars, et si vous l'avez pour agréable, je me propose de vous les faire porter. » — « Le roi n'a pas cru, répond le comte d'Argenson, qu'il fût convenable que les deux étendards de la maison du roi et l'oriflamme de François Ier, qui se sont trouvés dans la salle d'armes de Bruxelles, fussent rapportés ici avec éclat, et Sa Majesté aime mieux que vous les rapportiez vous-même, ce que je ne saurais trop vous exhorter à faire le plus tôt qu'il vous sera possible : mais je juge par le silence que vous gardez avec nous sur ce point, que vous êtes bien aise de nous surprendre agréablement. »

Effectivement, il n'était plus question ni de la difficulté de voyager, ni de l'attente du carrosse qui était toujours à Gand en construction ; mais plusieurs semaines furent encore nécessaires pour disposer les troupes de manière à garantir la ville occupée contre un retour offensif des alliés. Enfin le 11 mars, tout étant prêt, le vainqueur se mit

en route; sa rentrée en France fut un veritable triomphe. Dans les moindres bourgades, on se pressait sur son passage; à chaque relais de poste, des jeunes filles, vêtues de blanc, vinrent lui offrir des bouquets. A l'entrée de Paris, des douaniers, chargés de percevoir les droits d'entrée, voulaient visiter sa voiture. — « Que faites-vous, canailles, s'écria le préposé, est-ce que les lauriers sont contrebande? » A Versailles, dès que l'arrivée du maréchal fut annoncée, le roi se leva, fit quelques pas au-devant de lui et l'embrassa sur les deux joues; quoique la salle fût pleine, il dit tout haut qu'il aurait bien voulu qu'il y eût plus de monde encore pour être témoin de son compliment. — « C'est une réception, dit le chroniqueur Barbier, qui aura déplu à plus d'un seigneur de la cour. » Tout ne se passa pourtant pas en paroles : le don des *grandes entrées*, faveur de cour d'un prix tout particulier, qui permettait d'aborder le souverain à toute heure, puis l'octroi des lettres de *naturalité* solennelles qui rattachaient, pour la vie, le maréchal à la patrie dont il venait de porter si haut la gloire, furent des témoignages plus éclatants et plus durables de la reconnaissance royale.

Mais c'était à l'Opéra, bien plus qu'à la cour, et

dans ce monde de théâtre dont il était le favori dès sa jeunesse, que Maurice était sûr de trouver un accueil enthousiaste qui, là du moins, ne faisait pas de jaloux : « Le vendredi 18, dit encore le même Barbier, M. le maréchal comte de Saxe vint à l'opéra d'*Armide*; tout était plus que plein. Il avait fait retenir les deux premiers bancs du côté du roi. Plusieurs de ses aides de camp étaient au second banc; M. le major des gardes françaises avait fait garder ces deux bancs par une sentinelle. Le maréchal arriva avec M. le duc de Biron, colonel des gardes et M. le duc de Villeroy : il était entre eux, au balcon, à la troisième place... On dit que M. Berger, directeur de l'Opéra, vint au-devant de lui, lui fit compliment et lui présenta le livre d'honneur, ce qu'il ne fait qu'aux rois et aux princes du sang. A l'arrivée du maréchal, il y eut grands battements de mains au parterre, en criant! — Vive le maréchal de Saxe! Il salua très poliment le public. Ce n'est pas tout: dans le prologue d'*Armide*, fait en l'honneur de Louis XIV, la Gloire paraît tenant une couronne de lauriers à la main et chante ces paroles:

Tout doit céder dans l'univers
A l'auguste héros que j'aime.

Ce qui est suivi d'un grand chœur de danse des

suivants de la Gloire. A la fin du prologue, l'actrice qui faisait la Gloire s'avança sur le bord du théâtre, et présenta la couronne à M. le maréchal de Saxe, qui fut surpris et qui la refusa avec de grandes révérences; mais la *Gloire* insista en lui disant quelque chose de gracieux, et comme le maréchal était trop éloigné dans le balcon pour qu'elle pût lui mettre dans la main, le duc de Biron prit la couronne de la main de la Gloire et la passa au bras gauche de M. le maréchal de Saxe. Cette action d'éclat donna lieu à de nouvelles acclamations : — Vive M. le maréchal de Saxe! à de grands battements de main et à un bruit général de l'Opéra... Il faut convenir qu'un honneur aussi éclatant vaut un triomphe des Romains. M. le maréchal de Saxe se trouve ainsi couronné par la Gloire même, personnifiée, dans un spectacle public et dans la plus belle assemblée de l'Europe, avec l'applaudissement et l'approbation de tout le spectacle. On ne peut rien de plus flatteur. On a été persuadé aussi que cela ne s'est pas fait sans l'agrément et la permission du souverain. »

Ce dernier point n'est pas l'avis du duc de Luynes, écho plus fidèle des impressions et des conversations de Versailles, qui, après avoir

raconté la même scène, conclut en disant : « M. de Saxe n'a pas été généralement approuvé d'avoir accepté cette couronne ». A quoi il ajoute, non sans quelque malice, que la Gloire aussi (personnifiée par mademoiselle Demetz) y avait trouvé son compte par l'envoi d'une paire de boucles d'oreilles en diamants d'une valeur de dix mille livres, dont le maréchal lui fit don le lendemain[1].

Faut-il s'étonner qu'au récit de pareilles scènes, un des clients de Maurice crût pouvoir, sans paraître trop familier, lui en faire, dans une lettre presque officielle, son compliment. « Monseigneur, lui écrivait le chargé d'affaires qui venait de remplacer à Dresde le marquis de Vaulgrenant, vous avez toujours été un héros qui a eu son essor au-dessus des autres. Jouissez longtemps du privilège d'être adoré par une moitié du monde, et regardé par l'autre comme le plus grand homme du siècle. »

Cet éloge délicat le touchait sans doute à un point sensible du cœur. J'aime à croire pourtant qu'il fut plus flatté en recevant d'un de ses lieutenants, le marquis d'Armentières, qu'il avait

1. Barbier, *Journal*, mars 1746. — Luynes (t. VII, p. 250 à 259).

laissé à Louvain, la lettre suivante : « Il était à croire qu'une manœuvre aussi belle et aussi hardie que celle que vous avez faite donnerait à penser aux Hollandais. La preuve en est par le prompt départ de M. de Wassenaer. Cette opération va donc être décisive, et le militaire seul aura à s'en plaindre, parce qu'ils cesseront de faire leur métier. » Effectivement, la première conséquence du siège et de la prise de Bruxelles, c'était le départ pour Versailles d'un employé hollandais, chargé par les États généraux de venir porter des propositions de paix, et dans la circonstance, cette démarche, si on savait promptement en tirer parti, pouvait terminer par une crise décisive la longue guerre qui désolait l'Europe.

II

On pourrait signaler dans l'histoire de l'Europe moderne plus d'une occasion où les résolutions d'un petit État, peu puissant par lui-même, ont décidé de l'issue d'une grande lutte, et par là même de la direction imprimée au cours général des événements. C'est le poids léger qui, jeté à droite ou à gauche dans les plateaux d'une

balance, suffit pour la faire trébucher dans un sens ou dans l'autre. Tel était le rôle aussi important que périlleux dévolu, dans cet instant critique, à la république hollandaise. Du moment où les Pays-Bas ne contenaient plus un soldat anglais, et où, de Dunkerque à Ostende, toutes les côtes flamandes étaient occupées par les armées françaises, Londres et Vienne ne pouvaient plus communiquer librement qu'à travers la Hollande. Les ports hollandais étaient les seuls où une flotte britannique pût encore aborder sans combat, le jour où l'Angleterre se croirait de nouveau en mesure de reparaître sur le continent. Le territoire hollandais était aussi le seul point de rassemblement possible pour les troupes alliées et le lieu désigné pour les réunions de leurs chefs. Qu'allait-il donc arriver si la Hollande elle-même, épouvantée par l'essor victorieux des armes de Maurice, perdait courage, demandait grâce à Louis XV et obtenait de lui la permission de rentrer dans un état de neutralité qui, fût-elle même passive et malveillante, l'aurait obligée de fermer les entrées de mer et de terre à tous les ennemis de la France? Le coup eût été mortel pour la coalition, atteinte par là comme un nœud vital et séparée en deux tronçons qui ne pour-

raient plus se rejoindre. C'était la crainte exprimée par les meilleurs juges dans les deux contrées intéressées, où l'on suivait avec une inquiétude chaque jour croissante les progrès des opérations militaires du maréchal de Saxe. « La France, écrit Horace Walpole le 7 février, est à la veille de prendre Bruxelles et Anvers, et cette dernière ville est déjà assiégée. En ce cas, je ne vois pas comment nous pourrions envoyer des troupes sur le continent l'été prochain. » — « Il n'y a point de doute, écrit de Vienne l'ambassadeur vénitien Erizzo, que si les Hollandais, comme on le craint, s'accommodent avec le roi Très Chrétien, il n'y aura plus moyen de continuer la guerre dans les Pays-Bas [1]. »

Mais pour la Hollande elle-même, le concours de circonstances qui, en mettant entre ses mains la clé de la situation politique de l'Europe entière, la désignait en même temps comme le point de mire de la plus redoutable des attaques, était la cause d'une grande et véritablement cruelle perplexité. Depuis plus d'un demi-siècle, en effet, le sort des Provinces-Unies était rattaché par un lien étroit à celui de l'Angle-

1. Horace Walpole à Horace Mann, 7 février 1746. *Correspondance d'Erizzo*, 5 mars 1746. (Archives de Venise.)

terre : l'intimité des deux puissances maritimes était telle que, dans le langage des chancelleries, on ne les nommait jamais l'une sans l'autre. Frédéric a caractérisé cette solidarité des deux États par une image très vive que j'ai déjà eu occasion de citer : « La Hollande, dit-il, est rangée derrière l'Angleterre comme une chaloupe suit l'impression d'un vaisseau de guerre auquel elle est attachée. » Fausser compagnie à l'Angleterre, c'était donc couper l'amarre qui reliait la petite embarcation à la grande, au risque de rester ensuite, en pleine mer, isolé au milieu des flots ; aucun politique hollandais n'envisageait de sang-froid une telle résolution, d'autant plus qu'entre la république, fille de la réforme, et la royauté, ennemie du papisme, l'union était affaire de sentiments encore plus que d'intérêt. N'était-ce pas un prince d'Orange qui avait établi à Londres la dynastie protestante? Déserter cette cause aujourd'hui qu'elle chancelait, quel déshonneur dans le présent, quelle imprudence pour l'avenir! Et quant à l'Autriche, les descendants de Charles-Quint n'avaient pas, assurément, les mêmes titres héréditaires que ceux de Guillaume III à l'affection des compatriotes des de Witt et des Nassau : mais depuis les dernières luttes, qu'avait terminées la

paix d'Utrecht, on s'était accoutumé à La Haye à considérer la possession des Pays-Bas, par une puissance rivale de la France, comme la seule *barrière* (le mot était même consacré dans les traités) qui pût être opposée à la pression constante exercée sur cette frontière par l'ambition de la maison de Bourbon. Une stipulation expresse obligeait même, on l'a vu, l'Autriche à confier la défense des principales villes fortes des Pays-Bas à des garnisons hollandaises, placées là comme des sentinelles avancées, chargées de veiller à la défense de la république. Une fois ce rempart tombé, l'indépendance hollandaise se sentait à découvert devant l'ennemi. Parce que cette ligne de défense venait d'être forcée, fallait-il, par une capitulation trop précipitée, se résigner d'avance à ne la jamais relever? Que faire pourtant, si on était menacé chez soi, tout à l'heure, dans ses propres foyers, sans que ni Autriche ni Angleterre fussent en mesure de porter secours? Devait-on périr pour ne pas abandonner des alliés qui s'abandonnaient eux-mêmes?

Telle était la question pleine d'angoisse, véritable cas de conscience à résoudre, qui était débattue, non seulement dans les assemblées d'états des diverses provinces, mais dans les lieux

publics, dans les cafés, dans les brasseries, dans de nombreuses gazettes, usant sans mesure de cette liberté de presse dont ce coin de l'Europe avait seul alors le privilège. Entre une bourgeoisie pacifique, mais épeurée, et craignant toujours d'être accusée de faiblesse, et un parti fanatique, conduit par un chef ambitieux et appuyé par la populace, la lutte était ouverte et constante, et les agents anglais et autrichiens, présents sur les lieux, n'épargnaient rien pour l'entretenir. De graves souffrances matérielles venaient encore aggraver et envenimer la situation. A la suite du dernier conflit diplomatique, un édit royal avait retiré toutes les faveurs faites par les traités de commerce au pavillon hollandais dans les ports de France : des bâtiments, surpris par cette suspension imprévue, avaient été capturés et leurs cargaisons restaient sous séquestre. D'importantes cités qui vivaient de négoce se trouvaient ainsi atteintes dans les sources mêmes de leur prospérité. Un instant, à la vérité, la paix conclue à Dresde entre Frédéric et Marie-Thérèse avait calmé un peu les esprits. On s'était plu à y voir l'aurore d'une pacification générale. Des envoyés, sur-le-champ expédiés à Berlin et à Vienne, étaient allés, les uns supplier Frédéric de pro-

fiter de sa victoire pour intervenir en faveur du protestantisme menacé sur les deux rives de la Manche; les autres, prier la nouvelle impératrice d'user de la liberté qui lui était rendue pour prendre souci de ses possessions flamandes, et arrêter le cours des exploits de Maurice. Mais Frédéric faisait la sourde oreille, ne se souciant nullement de rentrer dans une mêlée dont il avait su sortir à temps sain et sauf, et l'Autriche, qui promettait beaucoup, était lente à tenir; en tout cas, elle ne pouvait être prête avant le printemps. En attendant, Maurice avançait toujours : l'hiver, loin de l'arrêter, ne faisait que faciliter ses mouvements en raffermissant le sol sous ses pas; encore quelques journées de marche et quelques traits d'audace, la frontière était franchie et la république pouvait tomber, par surprise et sans défense, entre les mains de son vainqueur.

C'est sous l'impression de cette alarme, devenue très générale, et après une décision très orageuse que les États généraux venaient enfin de se résoudre à envoyer à Versailles un député chargé de porter des paroles de paix : la mission fut résolue le 1er février, sur la nouvelle de l'arrivée de Maurice devant Bruxelles; et la prise de la

ville, opérée plus rapidement encore qu'on ne pensait, ne put que hâter l'ordre du départ[1]. Mais comme c'est ordinairement le cas des résolutions prises par des autorités partagées, incertaines et peu sûres d'elles-mêmes, la démarche, portant la trace des incertitudes qui l'avaient précédée, garda un caractère équivoque. On voulut ménager à la fois ceux qui l'avaient provoquée et ceux qui l'avaient combattue. Le comte de Wassenaer (c'était le nom de l'envoyé, le même qui était venu deux ans auparavant trouver Louis XV à son camp devant Lille) ne fut officiellement chargé que d'offrir au gouvernement français les bons offices de la république, pour travailler à poser les bases d'une pacification générale, afin de les proposer ensuite à l'acceptation de l'Angleterre. Des instructions ostensibles furent rédigées en ce sens et dans des termes de nature à pouvoir passer sous les yeux des cours alliées, sans constituer à leur égard un manque de foi, ou même de convenance. Mais une communication plus secrète autorisait l'envoyé à demander un armistice de quelques mois, pendant lequel l'occupa-

1. Chiquet, agent français à La Haye, après le départ de La Ville, 28 janvier 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Droysen* (t. III, p. 99).

tion française devrait être contenue dans des limites définies, et qui pourrait être prolongé si le gouvernement anglais refusait d'entrer en négociation. En réalité, le pas était fait, c'était la neutralité réclamée et promise, car dans les moments critiques où chaque heure compte, un arrangement provisoire équivaut à une concession définitive[1]. Aussi faut-il croire qu'une recommandation plus secrète encore était faite à Wassenaer, de ne lâcher cette parole décisive qu'à la dernière extrémité, et d'épuiser tous les moyens de prolonger la conversation, afin de laisser à l'Angleterre le temps de sortir de ses embarras, comme à l'Autriche de terminer ses préparatifs.

1. Ammon, ministre de Prusse à La Haye, à Frédéric, 1er février 1746. (*Droysen*, t. III, p. 91). — Frédéric à Chambrier, 15 février 1746. (Ministère des affaires étrangères). — On voit par une lettre du maréchal de Saxe au maréchal de Noailles, écrite de son camp devant Bruxelles, le 6 février, que Wassenaer avait dû demander au commandant de l'armée française un laissez-passer pour se rendre en France à travers les Pays-Bas. Maurice dut l'accorder, mais il conçut à l'instant l'inquiétude qu'une négociation entamée à Versailles ne lui permît pas d'achever le siège commencé : « Voici le moment, écrit-il à Noailles, où il faut que je sois instruit de ce que vous faites avec M. de Wassenaer; je crains qu'on ne me fasse faire quelque fausse démarche,... m'abuser sur ce point, ce serait vous tromper vous-même... Si les Hollandais retirent leur troupe des places de la reine de Hongrie, je ferai ce qu'on voudra, et il n'y a qu'à mettre des pantoufles! mais si ceci doit traîner à une négociation, je ne peux point soutenir cette position. » L'alarme de Maurice ne fut pas justifiée, puisque Wassenaer n'arriva à Versailles qu'après la prise de Bruxelles. (Saxe à Noailles, 6 février 1746. — *Papiers de Mouchy.*)

Personne cependant ne s'y trompait, et dès qu'on apprit l'arrivée de l'envoyé hollandais, suivant de quelques jours la prise de Bruxelles, l'opinion générale fut qu'il apportait aux pieds de Louis XV la soumission complète de ces fiers républicains. « Les Hollandais, écrit l'ambassadeur de Venise à Paris, vont être forcé de subir les conditions que cette cour voudra leur prescrire : on s'apprête à recevoir M. de Wassenaer avec le même ton de hauteur et de supériorité que, pendant les malheurs de Louis XIV, les plénipotentiaires français ont dû subir à Gertruydenberg. » C'était bien le droit, en effet, et c'eût été le fait également, si le petit-fils de Louis XIV eût été un souverain digne de son aïeul, connaissant sa force, usant de ses avantages et doué d'une volonté qu'il sût imposer à ses ministres [1].

Mais si la division régnait à La Haye, elle n'était pas moindre dans les conseils de Louis XV et là, non plus, d'une autorité débile et flottante que se disputaient des esprits incertains, on ne pouvait attendre une action d'une simplicité énergique. En réalité, pour un homme d'État qui

1. Correspondance de Tron, ambassadeur de Venise à Paris, 28 février 1746. (Cette correspondance est en copie à la Bibliothèque nationale, où elle a été remise par M. de Mas-Latrie.)

aurait senti le prix d'une occasion à saisir au vol, il n'y avait qu'une seule chose à faire : c'était d'asséner, sur la tête déjà courbée de la république hollandaise, un coup vigoureux, dont la secousse, l'arrachant à l'Angleterre, aurait frappé la coalition à sa jointure. A aucun prix il ne fallait lui permettre, en soulevant des questions qu'elle n'avait ni droit de traiter ni pouvoir de résoudre, de confondre sa cause avec celle des alliés dont il importait de la détacher. C'était sa paix particulière dont il fallait lui dicter les conditions en se gardant de lui laisser débattre celles de la paix commune.

Au lieu de viser droit à ce point capital, on se mit à discuter autour de Louis XV, d'une façon en quelque sorte théorique, et comme si on eût été à la veille d'un congrès, la nature et le degré des exigences qu'il conviendrait à la France d'élever dans une pacification générale. La France devait-elle persévérer dans le programme de désintéressement absolu proclamé avec emphase au début de la guerre et se borner à prendre en main les intérêts de ses clients d'Italie et d'Allemagne? ou bien, revenant à des vues moins chevaleresques, lui convenait-il de réclamer pour elle-même une extension de territoire comprenant tout ou partie

des conquêtes que la victoire avait rangées sous sa loi? Une fois la question posée sur ce terrain (que rien ne pressait d'aborder ce jour-là), un débat des plus vifs s'engagea, soutenu de part et d'autre par des raisons spécieuses ou valables, et qui finit par une sorte de prise personnelle entre le marquis d'Argenson et le maréchal de Noailles.

On sait quelle était, au sujet du rôle qui convenait à la France pour assurer sa véritable grandeur, l'opinion consciencieuse et depuis longtemps arrêtée de d'Argenson. Il a pris soin de la consigner dans ses *Mémoires*, en des termes qui ne sont pas dépourvus de noblesse, pour s'en faire honneur devant la postérité. Dans sa pensée, la royauté française était assez forte, son territoire assez étendu, ses frontières assez bien arrondies, pour qu'aucun accroissement matériel lui fût ni nécessaire ni même profitable. Loin de là, la seule chose qui compromît et menaçât son autorité, c'étaient les vues ambitieuses qu'on ne cessait de lui prêter et qui tenaient toutes les puissances en méfiance devant elle, toujours prêtes à s'armer et à s'unir pour lui résister. Que sa modération fût une fois mise hors de doute, le roi de France s'élèverait sans peine au poste supérieur d'arbitre et de protecteur paternel de l'Europe entière.

L'occasion était propice pour donner cours à ces sentiments, puisque la victoire venait à point pour démontrer leur sincérité. D'Argenson, qui s'accuse dans ses *Mémoires* de n'avoir pas su assez dissimuler ses principes, n'eut garde assurément de les taire ce jour-là. Ne venait-il pas d'ailleurs de les mettre en pratique d'avance par l'indifférence avec laquelle il avait reçu et laissé échapper les offres de cessions territoriales faites par Marie-Thérèse et portées à Dresde par son représentant? De plus, dans les circonstances présentes, il était convaincu (ses dépêches le redisent à plus d'une reprise) que l'établissement de la Prusse en Silésie assurait à la France, par l'affaiblissement de sa rivale séculaire, un profit suffisant pour compenser les efforts et les sacrifices que la guerre lui avait coûtés. C'était une modification déjà apportée à l'équilibre général de l'Europe, tout à son bénéfice et qui pouvait lui tenir lieu, avec avantage, d'un accroissement de territoire. Il s'opposa donc très résolument à toute condition mise dans la négociation de la paix future, en vue d'un intérêt particulier ou d'une prétention personnelle à la France. Un puissant appui lui fut apporté dans ce système d'abnégation par le concours du maréchal de Belle-Isle. En sa qualité d'instigateur

principal et presque d'auteur responsable de la guerre dont il s'agissait de constater les résultats, Belle-Isle croyait mieux que tout autre en représenter l'esprit. Aux jours de son entrée triomphale en Allemagne, il s'était épuisé auprès de tous les petits souverains qui s'étaient fiés à sa parole en protestations de désintéressement. Son honneur lui semblait engagé à voir l'effet répondre aux promesses. De plus, il ajoutait (et de sa bouche, cette allégation avait une certaine valeur) que les visées supposées de la France à une domination universelle étaient, au delà du Rhin, le fantôme de toutes les imaginations, et qu'il suffirait à Marie-Thérèse d'en dénoncer, de nouveau, les indices pour surexciter le patriotisme germanique, et décider les cercles encore hésitants à sortir de la neutralité et à venir se ranger sous son drapeau. L'Allemagne, ajoutait-il, considérait, tout aussi bien que la Hollande, les Pays-Bas comme le rempart de sa frontière occidentale, et ne mettrait pas moins de prix à en maintenir l'intégrité [1].

1. Les principes de d'Argenson en matière de politique étrangère sont exposés par lui-même dans ses *Mémoires* (t. IV, p. 135), dans les termes que j'ai déjà cités, et on ne pourrait pas compter ni citer toutes les dépêches dans lesquelles il affirme que la conquête de la Silésie par la Prusse était le véri-

Le thème opposé fut soutenu tout aussi nettement par le maréchal de Noailles. On ne pouvait attendre moins du pieux disciple de toutes les traditions de Louis XIV, de celui qui ne prenait jamais la parole (on l'a vu) sans commencer par ces mots : « Sire, votre illustre bisaïeul, » et il est certain que le grand roi aurait été étrangement surpris d'entendre dire que ses armées devaient se battre et ses généraux remporter des victoires, uniquement pour le compte et le profit d'autrui. Noailles était d'ailleurs de ceux (et le nombre en était déjà grand) qui commençaient à trouver qu'entre l'amitié volage du roi de Prusse et l'hostilité avouée de l'Autriche, la différence n'était pas grande, en fait de résultats; et que, ne pouvant plus compter sur personne, la France ne devait plus songer qu'à elle-même. Des raisons morales de d'Argenson, il n'est pas probable que le vieux maréchal tînt grand compte, car d'Argenson convient lui-même que le siècle et la nation n'y étaient pas encore préparés. Mais à

table et suffisant avantage que la France devait tirer de la guerre. Quant à Belle-Isle, ses idées sur les conditions de la neutralité allemande sont exposées dans des lettres adressées à d'Argenson, qui le consulta à plusieurs reprises à ce sujet, et résumées dans une grande épître du 28 juin 1746, qui se réfère à des conversations antérieures. (*Correspondance d'Allemagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

Belle-Isle, invoquant les paroles données et les engagements pris, il ne devait pas être embarrassé de répondre que la France avait pu faire le sacrifice de tous les avantages matériels, tant que, persistant dans le dessein d'enlever aux héritiers de Charles-Quint la dignité impériale, elle poursuivait, à tort ou à raison, un avantage moral qui pouvait en tenir lieu; mais, le but primitif une fois manqué, et la maison d'Autriche remise à la tête du saint empire, c'était par un accroissement de forces et de moyens de résistance qu'il fallait faire tête à sa jeunesse renaissante et à sa vigueur ressuscitée. D'ailleurs, à l'autorité très ébranlée du glorieux vaincu de Prague, Noailles put tout de suite en opposer une autre, plus en mesure de se faire écouter, celle du vainqueur de Fontenoy, dont il était demeuré l'ami, le confident et souvent le conseiller.

Maurice, à peine arrivé à Versailles, prenait, en effet, en mauvaise part, et le disait très haut, la proposition de déclarer par avance que tout le fruit de ses exploits devait s'en aller en fumée. « Les Anglais et les Hollandais seront, disait-il avec son bon sens énergique, les premiers à *se rire* (il se servait d'une autre expression) de notre prétendue modération et n'y verront qu'un

manque de courage ou le défaut de moyens de continuer la guerre. » Enfin, qu'est-ce que Noailles n'aurait pas pu ajouter s'il avait su qu'au même moment Frédéric haussait les épaules du rôle de dupe que se donnait la France, en disant aux échos, par avance, qu'elle était prête à se contenter à si bon marché ? Ce grand connaisseur en fait de manière de tirer parti de la victoire ne pouvait même se tenir de faire parvenir charitablement son avis à l'oreille de d'Argenson : « M. de Borkh, écrit Valori le 19 février, m'a dit, il y a deux jours, qu'il avait à me gronder de la part du roi, son maître, sur la trop grande modération de la France, qui ne demandait pour faire la paix que la restitution du cap Breton et offrait d'évacuer toutes ses conquêtes. — C'est en vérité trop, et il semble juste au roi, mon maître, que vous gardiez Ypres, Furne et Tournai. » Quel appui l'avis d'un si bon juge n'aurait-il pas apporté aux réclamations de Noailles et de Maurice, s'ils l'avaient connu ! Et au fait, peut-être ne l'ignoraient-ils pas, car on ne se gênait pas (nous le savons) pour parler tout haut de tout à Berlin[1].

1. Tron, ambassadeur de Venise à Paris, 14 mars 1746. — Valori à d'Argenson, 19 février 1746. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Les divisions du con-

Tels étaient les arguments développés de part et d'autre et que j'ai cru utile de résumer, même au prix de quelques longueurs, parce que la question devait reparaître (on le verra) périodiquement pendant toute la durée de la guerre, c'est-à-dire plus de deux années encore dans les camps comme dans les conférences, à chaque incident nouveau, survenu dans la diplomatie, ou sur les champs de bataille. Pour le moment, le parti de l'audace et de l'action sembla prévaloir, car Noailles, sentant son avantage, s'enhardit jusqu'à demander que la négociation qui allait s'engager ne fût pas conduite par le ministre seul, mais par le conseil tout entier, réuni en conférence pour discuter avec l'envoyé hollandais. Pour le coup, d'Argenson, visé directement, se fâcha et le prit de très haut : « Je lui demandai, dit-il, comme il osait proposer au roi de changer la forme du gouvernement; j'ajoutai que le royaume de France ne deviendrait pas république par ses défiances et par son éloquence. Le roi rougit et changea de propos[1]. »

seil de Louis XV sur le point de savoir si on devait garder les conquêtes sont rapportées aussi par Chambrier, 14 mars 1746. « Les uns disent qu'il faut regagner l'amitié de la Hollande en faisant oublier l'ambition de Louis XIV; d'autres que la Hollande ne nous aimera jamais et qu'il faut lui faire peur en gardant le moyen de lui tomber sur le corps. »

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 339).

Mais pendant que la délibération durait, Wassenaer était arrivé, et le secret n'est jamais assez religieusement gardé, même dans les plus petites réunions d'hommes, pour que l'écho des discussions un peu vives qui s'y élèvent ne retentisse pas au dehors. D'ailleurs, grâce à un réveil déjà très général de l'esprit public, favorisé par le défaut d'ascendant et d'autorité d'un gouvernement débile, l'habitude s'était répandue dans les cercles de la cour, comme de la ville, de parler tout haut de politique et de trancher, en se jouant, les questions les plus délicates de la diplomatie.

Wassenaer était très connu à Paris, où il avait longtemps séjourné, était apparenté à de grandes familles, et avait beaucoup d'amis : il n'eut qu'à laisser causer devant lui et à ouvrir l'oreille pour savoir à quelles dispositions il avait à faire. Il faut laisser d'Argenson lui-même décrire, avec la spirituelle vivacité de son style, le manège auquel l'habile agent sut se livrer : « M. de Wassenaer, dit-il, est homme d'esprit; il a fait plusieurs voyages en France, il a lu tous nos bons livres français et parle avec assez d'éloquence : il suivit apparemment ses ordres en se répandant beaucoup dans le monde : chacun se piqua de lui faire fête et de lui parler de la paix;

on le regarda à la cour et à Paris comme un sauveur : il parla d'affaires avec tout le monde, chacun se crut négociateur important. Il se moqua de la nation et manda à sa cour que nous étions bien plus grands politiques qu'on ne croyait en Europe, qu'il n'y avait ici ni *dame*, ni *évêque*, ni *chat* qui ne lui parlât de politique, il dit partout qu'il apportait la paix telle que le roi ne la ferait pas meilleure à Amsterdam, il voulait flatter la nation et s'y rendre agréable. On lui avait dit à La Haye que notre gouvernement était tel, que la cour et la ville influaient sur les affaires, que le ministère avait peu de crédit pour les résoudre, il crut devoir nous traiter en république, où l'on doit capter les suffrages de la multitude[1]. »

Ce tableau, si piquant et pris sur le vif, n'est pourtant pas complètement exact : les causeurs que Wassenaer cherchaient à éblouir n'étaient pas tous des partisans de la paix à tout prix; il y en avait, au contraire, qui, justement fiers des victoires de Maurice, désiraient qu'il poussât sa pointe, et qui n'étaient pas disposés à laisser les bourgeois d'Amsterdam se faire les arbitres du

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 338).

sort du monde. A ceux-là, Wassenaer tint aussi un langage approprié à leurs sentiments : il leur laissa entrevoir que, pour peu qu'on lui permît d'offrir à l'Angleterre des conditions sortables, après que la proposition aurait été rejetée, les États généraux, se croyant dégagés, seraient libres de traiter séparément pour leur compte. C'est en particulier ce qu'il fit entendre au marquis de Fénelon, que d'Argenson lui avait envoyé pour le sonder, et qui avait résidé trop longtemps en Hollande, en qualité d'ambassadeur, pour qu'on pût espérer de lui faire illusion sur la vérité de la situation. « Vous le verrez, écrivait le marquis au ministre, vous attirer dans le principe d'embrasser à la fois la totalité de la paix générale : il en reconnaît cependant la difficulté et ne paraît pas éloigné de pouvoir en venir à penser que, pour y arriver, il faudra commencer par un bout [1]. » L'avis était donné

1. Fénelon à d'Argenson, 24 février 1746. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.) — C'est probablement à cet entretien que d'Argenson fait allusion quand il ajoute au tableau que je viens de citer cette remarque : « Il s'est encore engagé, dans plusieurs conversations sérieuses, à dire que si ses maîtres ne pouvaient déterminer à la paix la cour de Londres, les États généraux la feraient seuls, *ce qui n'était pas vrai*. » D'Argenson se trompait au moins sur les dispositions de Wassenaer lui-même; car il résulte des dépêches de cet agent, publiées à La Haye, que bien qu'obligé, par ses instructions, à ne négocier que sur les bases d'une paix

évidemment à d'Argenson pour le mettre en garde contre le piège qu'on s'apprêtait à lui tendre, en substituant à une capitulation particulière, qui devait être enlevée de haute lutte, une négociation générale qui traînerait indéfiniment en longueur.

Effectivement, ce dont Wassenaer était averti d'avance, même en quittant La Haye, et ce dont il ne pouvait manquer de vouloir profiter, c'était des sentiments de modération excessive dont était animé le ministre qui portait la parole au nom de Louis XV. Quand il ne les aurait pas appris par le bruit public, d'Argenson en avait trop souvent fait confidence à son ami, le bon et pacifique Van Hoey, ministre ordinaire de La Haye à Paris (dont j'ai eu plus d'une fois occasion de parler), et Van Hoey s'était trop empressé d'en faire part à sa cour dans son langage emphatique et sentimental; il avait trop souvent juré que Louis XV, servi par d'Argenson, n'était pas Louis XIV servi par Louvois, et que nulle pensée de conquête ne hantait l'esprit ni du sou-

générale, il inclinait lui-même à accepter une paix séparée avec la neutralité au profit de la Hollande, et qu'il engageait son gouvernement à s'y résigner. (Voir Jonge, *Histoire de la diplomatie pendant la guerre de la succession d'Autriche*, publiée à La Haye en 1852, p. 187 et 189.)

verain, ni du ministre, pour que l'on ne sût pas parfaitement, à La Haye, à quoi s'en tenir. Et, bien que Van Hoey fût complètement discrédité, bien que Wassenaer eût ordre de ne pas communiquer avec lui (ce dont le pauvre ministre se plaignait à d'Argenson dans des lettres désespérées), le renseignement, pourtant, avait été utile à mettre en note. Nul doute que Wassenaer l'eût présent à mémoire en abordant la première audience qu'il reçut de d'Argenson [1].

Tout embarras, d'ailleurs, lui fut épargné : car c'est d'Argenson lui-même qui nous raconte qu'il le mit, dès les premières paroles, sur le terrain où il désirait certainement être placé. « Dans une première conférence, dit-il, je lui dis que nos affaires avanceraient bien s'il voulait m'avouer une chose, à savoir s'il était ambassadeur seulement de la république de Hollande; ou, en même temps, de Hollande et d'Angleterre, ou de ces deux puissances et de la cour de Vienne? » Wassenaer n'avait assurément reçu aucun pouvoir ni de Vienne ni de Londres dont il pût se prévaloir, pour répondre directement à cette

1. Van Hoey aux États généraux, 14 février, — à d'Argenson, 20, 21, 23 février 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

interpellation : il lui était cependant trop avantageux de se voir traité, non comme le messager suppliant d'une république aux abois, mais comme le plénipotentiaire officieux des deux grandes cours belligérantes, pour qu'il ne cherchât pas à entretenir cette illusion. « Aussi, dit encore d'Argenson, il tourna autour de la question, assurant cependant que sa république ne faisait cette démarche-ci que par sa seule volonté et ses seules lumières. » A travers cette dénégation si peu positive, d'Argenson crut comprendre qu'il venait au moins de l'aveu, sinon de la part de l'Angleterre, et la conséquence, qu'il n'ajoute pas, fut que Wassenaer fut autorisé à mettre par écrit ses idées sur les conditions du rétablissement de la paix en Europe. D'Argenson, à cet endroit même de ses *Mémoires*, raconte que, plusieurs fois dans le cours des conférences qu'il dut avoir par la suite avec Wassenaer, celui-ci, étonné et charmé de le voir aborder si loyalement toutes les questions, s'écria : « Ah! monsieur, que vous êtes un honnête homme! » Il ne nous dit pas si ce fut ce jour-là que, pour la première fois, cette exclamation lui échappa [1].

1. D'Argenson. — Chambrier à Frédéric, 4 mars 1746. — Ce diplomate raconte que d'Argenson lui dit à cette date, proba-

Ce qui est certain, c'est que Wassenaer sortit tellement encouragé de ce premier entretien, que le projet dont il ne tarda pas à faire remise, non seulement ne ressembla pas (comme il l'avait annoncé), à la paix telle que la France aurait pu la dicter à Amsterdam; mais que, si les alliés vainqueurs eussent été à la porte de France, ils n'auraient probablement pas élevé d'autres exigences.

Pour commencer, avant d'entrer même en conversation avec l'Angleterre, la Hollande demandait qu'on lui promît la restitution de la totalité des Pays-Bas à l'Autriche, notamment de toutes les places fortes occupées par l'armée française, et « vous jugerez sans doute (disait la note) que les hautes puissances souhaiteraient que la France voulût bien étendre sa générosité et son affection pour elles jusqu'à rendre ces places en l'état où elles étaient au temps de leur prise », c'est-à-dire, apparemment, avec leurs remparts relevés et munis d'autant de canons qu'on en avait pris sur les bastions ou dans les arsenaux.

Ce n'était ni tout, ni ce qu'il y avait de plus

blement le lendemain de la première audience : « Quand je parle à M. de Wassenaer, je crois parler à l'ambassadeur d'Angleterre. »

osé. On sait que, par une stipulation spéciale du traité d'Utrecht, l'un des principaux ports militaires français de la Manche, celui de Dunkerque, d'où l'Angleterre craignait toujours de voir sortir une menace contre elle, avait dû être comblé et ses fortifications rasées, avec défense de les relever. De toutes les conditions subies par Louis XIV dans ses malheurs, il n'y en avait pas de plus douloureuse que cette empreinte d'une main ennemie et victorieuse laissée sur le sol français. La clause étant devenue caduque par ce fait même de la déclaration de guerre, on en avait fait rapidement disparaître les traces, et des travaux venaient d'être opérés à la hâte pour faciliter l'expédition confiée à Richelieu. Wassenaer exigeait que ces travaux fussent détruits, la prohibition remise en vigueur et des commissaires anglais chargés d'en surveiller l'exécution.

Une autre clause du traité d'Utrecht interdisait le séjour de France au chef de la famille déchue des Stuarts. Celle-là aussi devait être non seulement rétablie, mais étendue du prétendant lui-même à toute sa postérité, afin de bien constater que le prince Édouard était abandonné à son mauvais sort.

L'Espagne, de son côté, devait accepter le rétablissement de ses relations commerciales avec l'Angleterre sur le pied réglé par le traité antérieur à la guerre, et dont l'exécution, en donnant lieu à de nombreuses difficultés, avait amené la rupture entre les cours de Londres et de Madrid.

En échange de ces concessions qui constituaient, en réalité, une retraite sur toute la ligne, quelle était l'offre de l'envoyé hollandais? L'espérance (nullement la certitude) de la restitution par l'Angleterre du cap Breton et des points occupés en Amérique, et la promesse d'intervenir pour un établissement quelconque, dont ni l'étendue ni la nature n'étaient spécifiées, en faveur de l'infant don Philippe en Italie.

En lisant ce document, qu'on a peine à croire exact, on n'est pas surpris de trouver à la dernière ligne cette note de la main de d'Argenson : « J'en ai rendu compte au conseil, et il m'a été *ordonné* de dire que ce n'étaient pas là des offres. »

Ce qui étonne, au contraire, c'est qu'un autre ordre n'ait pas suivi immédiatement celui-là, et que Wassenaer n'ait pas reçu l'injonction de

quitter Versailles sans délai et de repasser la frontière flamande en avertissant sa cour que Maurice n'allait pas tarder à l'y suivre et l'y rejoindre [1].

D'où vient cependant qu'un parti si naturellement indiqué ne fût pas pris et que, quelques semaines après, on retrouve encore le négociateur hollandais à la même place, les pourparlers repris, et quelques-unes même des conditions si justement repoussées, acceptées pour y servir de base? Tant de versatilité et de faiblesse ne peut être seulement imputé à l'incapacité ordinaire des conseillers de Louis XV. Il y faut voir la suite de la confusion où furent jetés souverains et ministres, par la nouvelle d'un désastre imprévu arrivé à la même heure. Une autre négociation engagée sur un théâtre

1. J'ai été arrêté ici par une difficulté que je cherche vainement à résoudre. Les dépêches de l'agent hollandais, publiées à La Haye dans le recueil que j'ai indiqué, ne parlent en aucune manière de la pièce que j'ai trouvée aux archives françaises et qui reçut du conseil du roi un mauvais accueil si bien motivé Wassenaer affirme, au contraire, que, d'Argenson l'ayant invité à s'expliquer sur les propositions qu'il apportait, il refusa de le faire, attendu que la république *était dans une situation à avoir tout à demander* et rien à offrir; c'était à elle à écouter ce que la France désirait pour en transmettre l'expression à ses alliés. Probablement Wassenaer, craignant de s'être trop avancé et se voyant rebuté, ne voulut pas rendre compte à son gouvernement d'une démarche, qui, ayant mal tourné, pouvait amener une rupture qui lui serait reprochée.

différent, œuvre propre de d'Argenson, et qui honore sa mémoire, échouait misérablement, au moment où elle était sur le point d'aboutir, par une véritable fatalité. C'est du côté de l'Italie que l'orage éclatait et qu'il faut tourner nos regards.

CHAPITRE II

PROJET DE CONFÉDÉRATION ITALIENNE
ÉCHEC DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN ITALIE.

Dissentiments entre la France et l'Espagne au sujet de l'exécution du traité de Fontainebleau. — Caractère d'Elisabeth Farnèse, femme de Philippe V. — Violentes altercations entre elle et l'ambassadeur de France, Vauréal évêque de Rennes. — Succès remportés par les armées de France et d'Espagne en Italie pendant l'été de 1745. — La plus grande partie du Piémont est conquise. — Ce succès est compromis par l'entrée de l'armée espagnole en Lombardie, et le siège mis par elle devant Milan, d'après les instructions d'Elisabeth Farnèse, et contrairement au plan du maréchal de Maillebois commandant en chef de l'armée française. — D'Argenson négocie avec le roi de Sardaigne à l'insu de l'Espagne. — Son projet de former une confédération de tous les États italiens et de chasser les Allemands d'Italie. — Entrevue secrète de Champeaux agent diplomatique français et de Montgardin, conseiller d'Etat de Sardaigne. — Montgardin repousse le projet de confédération. — Champeaux est envoyé à Turin, sous un déguisement. — Il ne peut faire accepter le projet de confédération par Charles-Emmanuel et son ministre le marquis de Gorzegue. — Gorzegue consent seulement à une note promettant une alliance, moyennant le partage des possessions autrichiennes en Italie. — Joie de d'Argenson en recevant communication de cette note. — Embarras qu'il éprouve de la faire accepter par l'Espagne. — Vauréal est chargé de proposer l'acceptation à Philippe V pendant que Champeaux

retourne à Turin pour convertir la note en traité définitif. — Colère de Philippe V et d'Elisabeth à la réception de la note. — Le roi d'Espagne envoie un ambassadeur extraordinaire pour porter à Versailles sa réponse. — Champeaux, de retour à Turin, trouve les dispositions modifiées par la nouvelle du traité de Dresde et l'annonce d'envoi de renforts en Italie. — Le ministère piémontais ne consent à la signature d'un traité qu'à la condition qu'il soit précédé d'un armistice et conclu dans le délai d'un mois. — D'Argenson consent à l'armistice malgré la résistance de son frère le ministre de la guerre, mais en y mettant des conditions qui en atténuent l'effet. — Le comte de Maillebois, fils du maréchal, et gendre de d'Argenson est chargé de porter à Turin la convention d'armistice. — Le ministère piémontais refuse de le recevoir et se rapproche de ses alliés autrichiens et anglais. — Un détachement piémontais est envoyé pour surprendre la garnison française d'Asti, qui se rend à discrétion. — Surprise et désespoir du maréchal de Maillebois qui croyait l'armistice signé et la paix faite. — Accusations et récriminations réciproques des commandants français et espagnols. — Déplorable impression produite en France et en Europe par la prise d'Asti. — D'Argenson est considéré comme principalement responsable du désastre.

Je demande au lecteur la permission d'interrompre ici pour un moment la suite de ce récit pour les entretenir d'un incident qu'il n'est pas sans intérêt de faire connaître, afin que je ne sois pas accusé de m'être volontairement mépris sur le caractère des faits que je vais avoir à rapporter.

Appelé à raconter des actes du gouvernement du roi de Sardaigne Charles-Emmanuel III, qui sont très diversement appréciés par les historiens italiens et même sévèrement condamnés par plusieurs d'entre eux, j'avais cru ne pas pouvoir

me confier exclusivement aux renseignements tirés des documents de la diplomatie française. Je désirais en contrôler l'exactitude en les comparant avec les documents italiens ayant trait aux mêmes événements, et je m'étais adressé à la direction supérieure des archives royales de Turin pour obtenir communication des pièces que je croyais de nature à m'éclairer. J'avais déjà fait, dans des cas analogues, des demandes de ce genre aux archives de Dresde, de La Haye et de Londres; partout j'avais trouvé l'accueil le plus empressé et le plus bienveillant. Ce souvenir me faisait espérer que ma prétention ne paraîtrait pas plus indiscrète cette fois que dans les occasions précédentes.

Ce qui m'encouragea encore davantage, ce fut la réponse pleine de courtoisie que je reçus, de M. le directeur des archives piémontaises. Il m'annonçait qu'il avait bien voulu faire les recherches que je sollicitais de lui, que les correspondances qui pouvaient répondre à ma curiosité, et dont il m'indiquait le nombre, la date et la nature, avaient été mises de côté pour m'être expédiés en copie, aussitôt qu'il en aurait obtenu l'autorisation de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères et

de l'intérieur. Il ne paraissait pas mettre en doute l'assentiment de M. Crispi, et de fait, l'approbation, nécessaire en tout pays, de l'autorité supérieure pour les communications diplomatiques n'est en général qu'une simple formalité, quand aucune objection n'est élevée par le directeur spécial à qui le dépôt des archives est confié.

J'attendais toujours l'envoi qu'on m'avait fait espérer, quand M. le directeur me fit savoir, dans des termes toujours très obligeants, son regret de ne pouvoir y donner suite. Un nouvel examen avait fait reconnaître, me dit-il, que les documents que j'avais indiqués étaient de nature *confidentielle* et *secrète*, et que, d'après les règlements en vigueur, on ne pouvait en laisser prendre ni communication ni copie.

J'avoue que cette déclaration, à laquelle je ne m'attendais pas, m'a causé une légère surprise. Comment le caractère *confidentiel* et *secret* des documents, d'abord inaperçu, était-il devenu visible? Et comment des pièces relatives à une époque éloignée de la nôtre de près d'un siècle et demi, et antérieure à toute la série des révolutions qui ont changé la face de l'Europe, peuvent-elles renfermer encore des secrets d'État?

Quelques personnes ont voulu me faire croire que l'interdiction qui m'était opposée m'était personnelle et avait pour cause la liberté de certains jugements que j'avais pu porter dans mes écrits précédents sur la politique suivie, dans différentes occasions, par l'illustre maison de Savoie. On se serait méfié du parti que je pouvais tirer des pièces qu'on m'aurait laissé voir.

Je ne puis admettre un instant une telle supposition. Ce serait attribuer au gouvernement italien actuel des égards posthumes pour la mémoire de Charles-Emmanuel III que je n'ai trouvés ni en Saxe pour celle d'Auguste III, ni en Angleterre pour celle de George II et que personne de nous, j'en suis sûr, n'est tenté d'avoir pour la bonne renommée de Louis XV et de ses ministres. Que deviendrait la vérité historique, si elle devait à jamais rester voilée par des susceptibilités héréditaires de cette nature?

En tout cas, jamais précaution n'aurait été moins avisée et n'aurait été plus directement contre son but. Que pouvais-je trouver, en effet, dans les documents émanés du souverain et des ministres piémontais, sinon la justification (présentée à leur point de vue) de leur conduite, et la réponse aux incriminations que je voyais por-

tées contre eux dans les correspondances françaises? C'était la défense que je voulais opposer à l'accusation. Je regrette qu'on ne m'en ait pas fourni les moyens, et qu'on ne m'ait pas mis en mesure d'atténuer moi-même la sévérité de mes appréciations.

Pour suppléer pourtant en une certaine mesure à ce qui m'était refusé, j'ai appelé à mon aide les correspondances des archives anglaises et autrichiennes : le gouvernement britannique et celui de Marie-Thérèse ayant été, à cette époque, les alliés du gouvernement piémontais et devant par là même le juger avec plus de faveur que des ennemis comme l'Espagne et la France. Je n'ai pas besoin de dire que là, du moins, toutes les portes m'ont été ouvertes. M. le chevalier d'Arneth en particulier, le célèbre historien de Marie-Thérèse (à qui est confiée la garde des archives de Vienne), a bien voulu répondre, par une lettre toute de sa main, à une interrogation que je lui avais posée. Je suis heureux de lui en adresser ici tous mes remercîments.

I

Il y a, pour une puissance engagée dans une grande guerre qui se prolonge, telle alliance dont les conditions deviennent onéreuses, à ce point qu'elle gêne au lieu de servir, et que l'isolement absolu serait encore préférable. C'était le cas, au moment où ce récit est parvenu, de celle qu'un traité conclu à Fontainebleau, trois ans auparavant, avait établie entre le roi de France et le roi d'Espagne pour assurer la communauté de leur action en Italie. C'est à l'origine déjà éloignée de ce traité, qu'il faut remonter pour bien apprécier le caractère d'un acte imprudent et excessif, dont les conséquences ne s'étaient jusqu'à ce moment fait que faiblement sentir, mais allaient exercer sur l'issue de la grande lutte européenne, une influence très fâcheuse pour les intérêts de la France.

Le traité de Fontainebleau était, on peut se le rappeler, l'œuvre de Louis XV lui-même : c'était le monarque qui en avait personnellement réglé tous les détails et préparé l'exécution pendant le court intervalle de temps où, épris du désir de

régner, il voulait tenir lui seul, dans ses propres mains, les rênes de la politique.

Jusque là, en effet, c'est-à-dire pendant les premières années de la guerre, bien que les armées françaises et espagnoles combattissent ensemble, — travaillant en commun à soustraire l'Italie à la domination autrichienne, — aucune stipulation n'était intervenue pour disposer d'avance, après la victoire, de la dépouille du vaincu. Philippe V prétendait encore à tout l'héritage de Charles VI, et Louis XV n'avait pris aucun engagement précis de lui en faire obtenir telle partie plutôt que telle autre. Cet état de vague et d'incertitude avait été même maintenu avec soin par la politique française tant que l'ambitieux et déjà puissant souverain qui gardait l'entrée des Alpes, le roi de Sardaigne, ne s'était pas prononcé définitivement et mettait son concours aux enchères entre les amis et les ennemis de Marie-Thérèse. Toutes les provinces italiennes conquises ou à conquérir pouvant servir d'appât à ses convoitises, on tenait à les garder toutes en réserve pour lui permettre de faire son choix. Mais quand Charles-Emmanuel III, cédant aux instances de l'Angleterre, se fut enfin ouvertement, par le traité de Worms,

déclaré pour l'Autriche, Louis XV, dépité d'avoir vu ses avances repoussées, avait cru devoir répondre en resserrant ses nœuds avec l'Espagne. Le traité de Fontainebleau était la revanche du traité de Worms; un article spécial assurait à l'infant Philippe, dernier fils du roi d'Espagne, la souveraineté du Milanais, à laquelle devaient être joints les deux duchés de Parme et de Plaisance, sous la seule condition d'en laisser l'usufruit viager à sa mère, la reine Élisabeth. L'infant ayant épousé la fille aînée de Louis XV, l'amour paternel avait pu contribuer à dicter une promesse aussi libérale.

D'ordinaire, ces engagements pris d'avance pour escompter des conquêtes à venir n'ont pas, aux yeux de ceux qui les prennent, ni de ceux qui les reçoivent, une grande valeur : ces provinces, dont on dispose sans les posséder, ressemblent à la dépouille de l'ours de la fable, et il demeure convenu (sans qu'on le dise) que la fortune des combats décidera, à la dernière heure, dans quelle mesure il sera possible et utile de donner suite à ces paroles en l'air. Mais ce n'est point ainsi que l'entendait l'impérieuse et impétueuse Élisabeth. Dès qu'elle tint en main la promesse de Louis XV, ce fut à ses yeux

comme un billet à ordre qu'elle était décidée à ne laisser ni protester ni réduire. La possession du Milanais par l'infant devenait, suivant elle, à partir de ce moment, le principal, sinon le seul objet de la guerre, et la première clause, la condition *sine quâ non* à insérer en tête d'un traité de paix. Les armées françaises ne durent plus combattre qu'en vue de ce but unique, et le ministère francais dut y sacrifier toute autre prétention. La France, en un mot, s'était rangée derrière l'Espagne et devait rester à ses ordres. Aussi, dans la crainte que Louis XV ne tentât de s'échapper, il était surveillé et tenu à l'œil par son oncle et sa tante, comme un débiteur dont le créancier met en doute la solvabilité ou la bonne foi. Jamais amitié ne fut plus orageuse : tout était matière à soupçons et à reproches. Les victoires mêmes que Maurice remportait en Flandre donnaient ombrage, et on n'y applaudissait, à Madrid, que pour la forme; car, une fois maître des Pays-Bas, le beau-père n'allait-il pas préférer son agrandissement personnel à celui de son gendre? Puis, dès que, sur un point quelconque de l'horizon, une conversation diplomatique était engagée par les agents français, leurs collègues espagnols accouraient, dressant

l'oreille et exigeant d'être admis en tiers. Si on parlait devant eux à voix basse, c'est que la trahison était méditée, sinon déjà consommée. La méfiance, d'ailleurs, était appuyée et entretenue, il faut le dire, par le sentiment commun des Espagnols, toujours malveillants pour ce qui venait de l'autre côté des Pyrénées et, depuis qu'ils obéissaient à un petit-fils de Louis XIV, plus jaloux que jamais de se défendre de la domination française.

Les difficultés, sans cesse renaissantes, produites par une telle disposition d'esprit, sont peintes avec vivacité dans une dépêche de l'ambassadeur de France à Madrid, Vauréal, évêque de Rennes : « Je trahirais mon devoir, écrivait-il à d'Argenson, si je déguisais la vérité dans une matière aussi importante; je vous l'expose en particulier, afin que vous en rendiez compte au roi, si vous ne jugez pas à propos de le faire en plein conseil. Ce serait se tromper que d'espérer de faire sentir le prix de ce que la France fait pour l'Espagne; tout ce que nous faisons, nous y sommes obligés, ou nous ne le faisons que pour notre intérêt particulier : si les succès sont mauvais, ce sera toujours notre faute; s'ils sont bons, nous n'y aurons contribué que

faiblement, et on croira toujours que nous aurions pu faire beaucoup davantage : tout ce que nous aurons fait sera non avenu, et ce que nous aurions pu faire sera infailliblement matière à reproches. En un mot, monsieur, avarice, jalousie, ingratitude, c'est tout ce que nous devons attendre de l'Espagne tant qu'elle sera gouvernée comme elle l'est présentement... Depuis que le roi a pris des engagements, il a déclaré la guerre à tous les ennemis de l'Espagne; il a n'y marque d'amitié et de confiance que Sa Majesté ne lui ait donnée... Qu'en est-il arrivé? Les prétentions ont augmenté en proportion des faveurs reçues : l'insensibilité, pour tout ce qui a rapport à la France, s'est montrée à découvert. Les succès du roi en Flandre et en Allemagne ont causé la douleur la plus amère : la défiance et les soupçons ont augmenté... Tel sera toujours l'effet des complaisances, quand on ne sera pas bien sûr ici qu'elles sont accompagnées de la plus grande fermeté!... Enfin, monsieur, nous devons compter que jamais le cœur ne sera pour nous [1]. »

A ce tableau si bien tracé de la situation, l'évêque ajoute, dans le cours de sa correspon-

1. Vauréal à d'Argenson, 8 avril 1745. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

dance, des portraits esquisssés de main de maître, et qu'il appelle lui-même des miniatures, des différents personnages auxquels il avait affaire. C'est d'abord le roi lui-même, ce petit-fils de Louis XIV et ce frère du duc de Bourgogne, si peu digne de telles parentés, qu'on avait vu autrefois, quand il arriva en Espagne, animé d'un certain feu de jeunesse, mais sans être jamais soutenu (disait déjà son précepteur Louville) par ce ressort intérieur qui fait les hommes. L'évêque nous le montre maintenant alourdi, et comme hébété, sous le poids de l'étiquette espagnole. Toujours partagé, d'ailleurs, entre une sensualité ardente et une dévotion scrupuleuse, ce mélange a fait de lui à deux reprises, dans ses deux mariages successifs, un esclave de l'amour conjugal et le tient encore en adoration devant sa seconde femme, à un âge où ce genre de séduction semblerait ne plus pouvoir exercer son empire. A côté de lui voilà la reine qui tranche sur tout, décide de tout, de la politique comme du militaire, sans se connaître à rien. Insinuante autant qu'irascible, elle passe, pour se faire obéir, de la colère aux supplications, et des larmes à la rage, et elle connaît si bien le secret de sa puissance sur son époux que, pour faire excuser ses étourderies et

ses emportements, elle se vante, à tout propos et pour tout mérite, de sa chasteté. — « Au moins, s'écrie-t-elle, on ne peut pas dire que je suis une p.... »

Rien n'est piquant comme la peinture faite par l'évêque de ces vieux époux ne se quittant ni jour ni nuit, donnant leurs audiences avant leur lever, dans leur chambre commune, la reine prenant la première la parole, puis entrant en fureur à la moindre contradiction et se retournant brusquement vers le roi, qui tremble et se tait, en s'écriant : « Eh bien! monsieur, parlez donc, vous m'impatientez, il faut que ce soit toujours moi qui parle, je ne fais que vous obéir, et vous laissez tout tomber sur moi. Moi, je ne suis qu'une bête qui ne m'entends à rien et qui ne me mêle de rien. »

Autour de ces deux physionomies qui tiennent le centre du tableau, se groupent les ministres et les principaux agents, tous également bien drapés par le même crayon : c'est l'ambassadeur espagnol à Versailles : « Campo Florido, l'homme le plus méprisé qu'il y ait dans ce pays-ci, » voler pour donner et donner pour voler, « voilà les deux points cardinaux de son âme et de sa politique... » — Puis le ministre Scotti, « fou et vision-

naire à l'excès, vendeur de mithridate, sans talent pour le débiter, géographe, mathématicien, politique : en un mot, il est de tous les arts et de toutes les professions, il commence des discours de toute sorte et finit par des ordures sur ses bonnes fortunes. » Le seul qui soit un peu ménagé, c'est le « comte de Montijo, honnête homme que la reine a fait grand maître parce qu'elle ne pouvait pas ne pas le faire... à qui elle accorde juste une demi-heure de conversation entre une heure et minuit; ce qui pèse un peu au grand maître parce qu'il aime à se coucher de bonne heure. » « — En voilà assez pour aujourd'hui, dit enfin l'évêque à la fin d'une de ses piquantes satires, sentant sa verve s'épuiser, lisez et brûlez [1]. »

« En vérité, s'écrie d'Argenson en recevant ces petits chefs-d'œuvre épistolaires, vos miniatures sont plus de la manière de Rigaud et de Rembrandt que de celle de Massé : le maître seul les verra, il aime les vérités, j'ai presque dit les nudités (pour suivre votre figure de peinture); mais l'idée serait peu propre pour le peintre et pour le cabinet où je les destine... Votre ouvrage

1. Vauréal à d'Argenson, 15 février 1745 et *passim*. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

ne sera pourtant pas perdu, pour la postérité : car cela ira ensuite au dépôt du Louvre, d'où, après deux siècles, on les portera à la Bibliothèque du Roi [1]. »

Le compliment du ministre n'est pas déplacé, car cet artiste qui fait si bien les portraits des autres est lui-même un type original, et quand il décrit ses entretiens avec le couple royal, du trio qu'il met en scène, il n'est pas la figure la moins intéressante. Il importe même de s'arrêter un instant pour l'étudier, si l'on veut bien démêler tous les fils de l'intrigue à laquelle il va se trouver mêlé. J'ai déjà eu plus d'une occasion de faire remarquer combien étaient rares et variés les mérites des agents diplomatiques que la France avait alors à son service : excellents instruments dignes de ceux qui avaient secondé les grandes vues de Richelieu et de Louis XIV, et qui, pour être aussi utilement mis en œuvre, n'auraient demandé qu'à être guidés par des mains aussi fermes et aussi habiles. On a pu voir dans Valori le bon sens plein de finesse d'un vieux soldat, perçant à jour les artifices de Frédéric, et lui tenant souvent tête, sans cesser de se faire aimer

1. D'Argenson à Vauréal, 18 janvier, 28 février 1745. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

de lui. Chez Chavigny comme chez l'abbé de La Ville, c'est une solidité de jugement, formée et comme aiguisée par les fortes traditions d'une excellente éducation professionnelle. Vauréal nous fait voir un caractère tout différent : c'est le diplomate resté courtisan qui, malgré l'éloignement et la difficulté des correspondances, sait se tenir au courant de tout ce qui s'agite autour de son roi et des ministres, a des sentinelles aux aguets dans tous les couloirs du palais, des amis de tout rang et de tout sexe habiles à pénétrer dans les cabinets les plus secrets, pour l'avertir des rivalités ou des coups fourrés qui le menacent, comme des caprices et des faiblesses qu'il peut utilement flatter et servir. L'évêque qui ne réside jamais à Rennes est, de Madrid même, toujours présent à Versailles. La gravité de son état ne le gêne dans le choix ni de ses confidents, ni des moyens de faire sa cour. N'est-ce pas lui (nous l'avons vu) qui, gardant en qualité d'aumônier du roi, même pendant son ambassade, un appartement à Versailles, l'a mis gracieusement, sur la demande de la duchesse de Brancas, à la disposition de madame de la Tournelle, pour faciliter ses premiers entretiens avec son royal amant? Et à partir de ce moment, les lettres de la vieille

duchesse placée à la tête de la maison de la dauphine (après avoir joué ce rôle honnête d'intermédiaire), et devenue la correspondante habituelle de l'ambassadeur, figurent à leur date avec sa grosse écriture à peine lisible, et son orthographe à la mode du temps, dans la série des dépêches d'Espagne. En remercîment du service qu'il a rendu, elle tient Vauréal au courant de tous les incidents de la cour. Mais c'est bientôt avec le roi lui-même que le complaisant prélat sait se mettre en relation directe sur les sujets les plus délicats. Le mariage du dauphin avec l'infante (qu'il est chargé de négocier) lui permet d'aborder avec le roi des détails de la nature la plus intime. Le père libertin s'amuse de la candeur et de l'innocence du jeune marié. L'évêque répond par des plaisanteries du même goût sur le compte de la future dauphine et des leçons qu'elle a dû recevoir de sa mère, le tout sur le ton le moins décent et le plus éloigné de toute gravité tant épiscopale que paternelle [1].

Avec les ministres et les gens en puissance, Vauréal n'était pas moins empressé, ni moins

1. Le roi à Vauréal, 5 janvier. — Vauréal au roi, 16 janvier 1745. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

habile à se mettre en bonnes relations. On le trouve en correspondance familière avec Belle-Isle pendant le grand éclat de la mission du maréchal en Allemagne. Il n'y a rien là qui surprenne; d'ambitieux à ambitieux, quand on suit des voies différentes où la concurrence n'est pas à craindre, l'accord peut s'établir aisément. Mais on est plus étonné de trouver la même trace d'intimité familière dans la correspondance de d'Argenson. Entre le prêtre à l'humeur souple et à l'esprit délié, et le philosophe un peu rogue, et (sauf sur l'article des bonnes mœurs) d'une honnêteté puritaine, on ne voit pas trop quel rapport de sentiment pouvait exister. L'amitié régnait pourtant entre l'ambassadeur et le ministre, et, si on ne savait qu'elle fut plus tard cruellement trompée, on la croirait des deux parts également vive et sincère. Il n'est aucun de ses agents à qui d'Argenson parle plus à cœur ouvert qu'à Vauréal, et Vauréal répond avec la même liberté. Cet échange de lettres privées, insérées entre les dépêches officielles, en forme le commentaire souvent le plus amusant. Si même, après avoir eu le regret de constater les fautes trop réelles dues au tour chimérique de l'esprit de d'Argenson et à la candeur parfois naïve de son âme, on veut,

pour être équitable, apprécier aussi ce que cet esprit avait parfois de charme et cette âme d'élévation, c'est dans la lecture de ses lettres à Vauréal qu'on peut se donner le plaisir de rendre cette justice. D'Argenson fait à son ambassadeur, qu'il croit son ami, la confidence (dont celui-ci n'est vraiment pas digne) de tous les dégoûts qu'il éprouve à la cour, *sa nouvelle patrie*, dit-il, *si tant est qu'il y en ait une dans cet endroit-là.* Il décrit en termes touchants la douleur que lui causent les prodigalités, les frivolités qui l'environnent, mises en contraste avec les maux de la guerre et l'accroissement constant de la misère publique; et son désir de paix, qu'il laissait peut être trop voir pour un diplomate, part d'un sentiment si sincère pour les maux des peuples qu'on ne peut se défendre d'en être ému. « J'ai tant de pitié, dit-il, pour ce qu'il en coûte (de faire la guerre) que le moindre bout de chandelle me semble à ménager : j'ai vu en ce genre tant de belles choses depuis deux mois, que je défierais des Pandours de n'en pas pleurer... Je sens que je deviens Fleury. Épargnons, économisons, faisons la paix, reposons-nous sur nos conquêtes. » Puis quelle bonne grâce à convenir des petites faiblesses dont les malins s'amusaient à l'Œil-de-bœuf! —

« L'excellent tabac d'Espagne que vous m'avez envoyé, écrit-il, je l'ai donné à M. le Premier, qui m'a cédé en échange deux bons chevaux, bien doux, ne craignant pas le bruit. Vous savez que je ne monte pas trop bien à cheval (c'est la veille de Fontenoy). » — Enfin quelle finesse d'observation dans une remarque comme celle-ci : « Continuez vos fatigues de corps et d'esprit. Les unes remédient aux autres. L'esprit distrait le corps : et l'esprit fatigué dans le repos du cabinet nous tue ordinairement [1]. »

Le point sur lequel le ministre était le plus disposé à s'entendre avec son représentant, c'était assurément la sévérité du jugement à porter au sujet de la cour et surtout de la reine d'Espagne; seulement leur impression, pareille au fond, s'exprime sous une forme différente. Les mauvais procédés, les soupçons injurieux, la cupidité égoïste que Vauréal constate et nous décrit avec un sang-froid ironique, son supérieur (ce vrai galant homme que la mauvaise foi indignait, toutes les fois qu'il n'en était pas dupe) en éprouve une impatience qu'il ne peut contenir. L'idée qu'on

1. D'Argenson à Vauréal, 28 février, 21 mars, 25 avril 1745 et *passim*. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

met, sous son ministère, la loyauté de la France en doute, le fait absolument sortir des gonds. « Depuis quelques jours, écrit-il, il a plu d'Espagne un vent de tracasseries dont j'ai vu peu d'exemples : le roi de Sardaigne, que nous ne connaissons ni d'Ève ni d'Adam, qui ne nous dit rien, à qui nous ne disons rien... on nous accuse d'une négociation singulière et si avancée (avec lui) qu'on date et on articule un traité de nous avec Turin. On sème la division entre Versailles et Madrid... Nous sommes des traîtres, nous nous vendons, nous qui sacrifions nos troupes, nos généraux, nos conquêtes pour établir D. Philippe.

Je ne t'ai point aimé; cruel, qu'ai-je donc fait?

» Ou l'on radote, en Espagne, ou on assassine... Vous avez des traîtres parmi vous autres grands[1]. On dit que vous avez un ministère ennemi de la France et des roués qui cherchent à nous tromper : nous mériterions bien qu'on en usât autrement; c'est le moyen que tout aille mal... Je ne résiste pas à l'évidence de l'affecta-

1. Vauréal avait obtenu la grandesse à l'occasion du mariage de a dauphine.

tion qu'il y a à jeter tant de défiance de nos négociations... Le roi de Prusse, tout hérétique qu'il est... se fie à nous comme à lui-même et davantage... La cour du roi (d'Espagne) nous mésestime-t-elle davantage? »

D'Argenson, d'ailleurs, était dans son droit de maudire ces conséquences fâcheuses du traité de Fontainebleau, car cet acte diplomatique avait été conclu avant son ministère; il en avait toujours condamné l'imprudence et il considérait l'alliance espagnole, payée au prix de telles promesses, comme un boulet qu'on s'était mis au pied. Aussi, pour s'en délivrer, son imagination, toujours en travail, s'épuisait-elle à chercher des expédients, sans craindre même d'aborder les idées les plus hasardées. C'est ainsi qu'on le voit un jour proposer sérieusement à Vauréal de pousser sous main l'Espagne à faire sa paix particulière avec l'Angleterre, afin que, dégagée par cette défection, la France puisse, en guise de représailles et en sûreté de conscience, se dispenser de tenir sa parole. Il est vrai que peu de jours après, passant d'une extrémité à l'autre, il l'autorise à aller trouver la reine et à la rassurer une fois pour toutes, en lui faisant la *galanterie* (c'est son expression) de l'assurer par avance

que le roi ne considère ses conquêtes de Flandre que comme un objet à échanger pour assurer l'établissement de l'infant. Vauréal, étonné, et souriant de se voir ballotté entre ces instructions contraires, lui fait observer d'abord que, si Londres s'entend avec Madrid, la marine et le commerce français perdront un appui précieux contre les croiseurs britanniques, puis, que fût-on même bien décidé à offrir en hommage à l'infant tout le fruit de nos victoires, il faudrait encore éviter de s'y engager d'avance, pour garder jusqu'à la dernière heure la liberté et le mérite du sacrifice. Le ministre, alors dépité de ne trouver aucune issue pour sortir d'une situation qui le gêne, n'a de ressource que de s'écrier avec un gros soupir : « Ah! cette reine d'Espagne! cette reine d'Espagne [1]! »

L'écho de cette impatience trop mal dissimulée arrivait rapidement à Madrid : car entre les deux familles royales, désormais si étroitement unies par un double mariage, c'était un échange constant de correspondances, qui, de l'une à l'autre, ne laissaient rien ignorer. La reine était donc

1. D'Argenson à Vauréal, 29 mai, 13 juillet, 6 août 1745. — Vauréal à d'Argenson, 29 juin, 20 22 et 27 août 1745. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

parfaitement informée des sentiments que lui portait le ministre dirigeant de la politique de Louis XV, et, ne se piquant pas elle-même de ménager ses termes, elle lui rendait avec usure ses expressions d'irritation et de dédain.

L'incompatibilité d'humeur, devenant ainsi chaque jour plus prononcée et plus aiguë entre les deux cabinets, avait un contre-coup plus fâcheux encore sur le terrain militaire. Là, l'effet se faisait sentir par des conflits constants entre les généraux commandant les armées alliées. Un différend de cette nature, provenant de cette origine et d'une extrême gravité, venait même de s'élever à la fin de la dernière campagne, au moment où l'hiver devait en interrompre les opérations. De pareils débats sont fréquents entre des généraux chargés de faire accorder ensemble les mouvements de troupes marchant sous divers drapeaux. Mais, d'ordinaire, c'est dans l'adversité que la discorde éclate, alors que chacun des associés trouve intérêt à se disculper, aux dépens d'autrui, des conséquences de ses fautes ou des trahisons de la fortune. Cette fois, au contraire, c'était de la victoire même, de l'excès de confiance qui en était la suite, et à propos du parti qu'on en pouvait tirer, que naissait la dissidence. Jamais

campagne, en effet, n'avait été plus heureuse que celle que venaient de soutenir, pendant tout l'été de 1745, les armées espagnole et française que, dans la langue militaire du temps, on désignait sous le nom commun de *Gallispans*. Les succès de Maillebois, moins éclatants que ceux de Maurice, n'avaient été ni moins complets, ni moins continus. Le vieux maréchal paraissait retrouver, sur ce théâtre des exploits de sa jeunesse, les réelles qualités qui avaient fait sa réputation et dont la défaillance s'était fait si tristement sentir dans son ingrate expédition de Prague. Par une manœuvre, aussi bien combinée au point de vue politique que militaire, il avait réussi à concentrer toute la lutte dans le champ, d'ailleurs assez vaste, qui s'étend entre la rivière de Gênes et le cours supérieur du Pô. Il pensait avec raison que, tant que Marie-Thérèse était occupée en Allemagne, le véritable ennemi à poursuivre était le roi de Sardaigne, qui, mal secondé par son alliée, pouvait être écrasé par un vigoureux effort.

L'événement justifia sa combinaison : un mouvement de concentration très bien conduit réunit entre Gênes et Alexandrie les troupes espagnoles venant de Bologne et de Modène et les troupes

françaises entrées en Italie par la Provence et suivant le littoral de la Méditerranée. Devant leur attaque vivement poussée, toutes les places fortes qui garnissaient cette contrée et dont plusieurs, comme Acqui et Tortone, avaient une véritable importance, durent successivement capituler. Charles-Emmanuel, accouru pour prendre la tête de ses troupes, mais faiblement secouru par un détachement autrichien, dut reculer jusqu'à un angle étroit de terrain formé entre le Pô, le Tanaro et la petite rivière de Scrinio, où, forcé enfin de livrer la bataille, il la perdit complètement. Rien ne put résister à l'admirable élan des colonnes françaises, franchissant le Tanaro sous le feu de l'armée ennemie, le soldat ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Ce combat de Bassignano, demeuré un des plus beaux faits d'armes de nos annales, mériterait (on l'a justement observé) d'être tiré de l'oubli où les imprudences et les malheurs qui suivirent l'ont malheureusement trop tôt laissé tomber. Charles-Emmanuel repassa le Pô en pleine déroute, ne songeant plus qu'à couvrir Turin, et laissant en la possession des vainqueurs Asti, Valence et Casal. Le seul point qui fit encore résistance sur la rive droite du fleuve était la citadelle d'Alexandrie, la ville elle-même

étant occupée par des bataillons français et espagnols. Les Autrichiens, non moins déconfits, se réfugièrent à Novare.

Le bon sens disait que, l'opération ayant si bien réussi, il convenait avant toutes choses de la mener à fin. On tenait le pied sur la gorge du roi de Sardaigne : en appuyant, on le forçait de demander merci. Le projet de Maillebois fut donc de maintenir, pendant le repos forcé de l'hiver, les troupes des deux armées réunies sur le terrain qu'elles venaient de conquérir, achevant d'assurer la soumission d'Alexandrie par un blocus étroit, et menaçant ainsi Charles-Emmanuel de fondre sur lui, au premier jour, avec une force irrésistible et de le faire prisonnier dans sa capitale. Mais ce plan, qui était la sagesse même et auquel adhéraient le commandant de l'armée espagnole, le comte de Gages et l'infant lui-même qui l'accompagnait, dut être envoyé à Madrid, où toutes les questions (même de tactique et de stratégie) étaient remises à la souveraine décision de la reine, et n'eut pas la chance de lui agréer. La raison de son déplaisir était simple et elle n'en fit pas mystère. Le territoire occupé par les Gallispans ne faisait pas (sauf quelques parcelles de peu d'importance) partie des

provinces dont le traité de Fontainebleau avait promis la souveraineté à l'infant Philippe : or c'étaient ces possessions (dont elle se croyait déjà la maîtresse légitime) sur lesquelles Élisabeth voulait avant tout mettre la main, persuadée qu'une fois qu'elle les détiendrait, personne ne saurait plus l'en faire départir. Elle entendait donc qu'on ne perdît ni un jour ni une heure pour s'en emparer. Déjà, avant même le plein succès obtenu par la victoire de Bassignano, informée que les duchés de Parme et de Plaisance ne renfermaient plus que de faibles garnisons autrichiennes, elle avait exigé qu'un détachement de l'armée espagnole fût expédié immédiatement pour s'en rendre maître, et aux représentations que Vauréal lui faisait sur le danger d'affaiblir, ainsi, à la veille d'un engagement décisif, le corps principal de ses troupes : « Parme est ma patrie, lui avait-elle répondu, l'infant y sera comme chez lui : les habitants s'y souviennent de leur ancienne maîtresse; vous verrez comme nous y serons reçus. »

La prévision s'étant trouvée justifiée (puisque la ville de Parme et celle de Plaisance ouvrirent leurs portes presque sans résistance), la reine se trouva encouragée à exiger qu'au lieu de prendre

ses quartiers d'hiver sur la rive droite du Pô, son armée franchît hardiment le fleuve, entrât dans le Milanais et vînt, malgré la rigueur de la saison, mettre le siège devant la capitale de ce duché. Cette fois l'imprudence étant évidente et la déraison palpable, la résistance du général français sur place, et des deux frères d'Argenson (l'un chargé de la diplomatie et l'autre de la guerre) à Paris, fut des plus vives. Il y eut, un échange de correspondances très amères, et entre les deux cours Vauréal dut emprunter les couleurs les plus vives de sa palette pour peindre les scènes violentes qu'il eut à subir : « J'ai trouvé la reine, écrit-il dans un de ses récits, dans un si grand degré d'exaltation qu'il me fut impossible de dire deux mots suivis : la reine ne me laissait pas parler : il n'y eut guère plus de suite dans ses discours. Ce n'étaient que des phrases commencées et non achevées... Nous savons ce que nous avons à faire... on veut nous mener comme des enfants... il faut bien que chacun songe à soi... Enfin elle se leva une demi-heure plus tôt qu'à l'ordinaire (l'audience était donnée au lit, suivant l'habitude), le roi d'Espagne lui dit qu'il était trop tôt; elle répondit : — Je veux m'en aller, restez si vous voulez. Le roi d'Espagne me paraissant

embarrassé, je crus devoir me retirer. » Bref, il n'y eut moyen de rien obtenir, et l'ordre fut envoyé au comte de Gages de marcher sur Milan (*dût-il être battu*). On ne laissait à Maillebois qu'un faible contingent espagnol pour continuer, sous ses ordres, l'occupation de Valence et le blocus de la citadelle d'Alexandrie. De son côté, le ministère français fit défense à Maillebois de suivre cette course imprudente.

Ainsi, la désunion était patente : la concentration, cette sage manœuvre qui avait assuré le succès, était détruite : les armées alliées, répandues sur une ligne d'opération d'une étendue démesurée, ne pouvaient plus s'appuyer ni se seconder l'une l'autre. L'armée française, laissée seule et obligée, pour maintenir ses communications, de conserver des corps détachés en observation sur les rives de la Méditerranée et en vue des passages des Alpes, ne pouvait plus elle-même pourvoir qu'insuffisamment à la défense des points occupés. En un mot, la situation, tout à l'heure si forte, redevenait très précaire : si l'ennemi reprenait ses sens, on était à la merci d'un coup de surprise ou d'audace.

II

D'Argenson avait plus d'un motif pour être vivement contrarié de l'envahissement du Milanais, fait si imprudemment par les généraux espagnols. Car, quelle que fût la conséquence de cette téméraire entreprise, — qu'elle fût couronnée de succès et aboutît à mettre entre les mains d'Élisabeth la moitié de la Lombardie, ou bien que Charles-Emmanuel, averti de l'imprudence, en profitât pour rétablir lui-même ses affaires désespérés par un acte de vigueur, — l'une et l'autre hypothèse contrariaient également un vaste plan auquel le ministre français travaillait au même moment avec ardeur et dont il attendait, en même temps que le bien de l'Europe et de la France, l'éternel honneur de son nom. Ce projet, très largement conçu, comme on va le voir, consistait à détacher le roi de Sardaigne de l'alliance de Marie-Thérèse pour le faire entrer dans une ligue de tous les princes italiens tendant à affranchir la péninsule de la domination autrichienne. Aussi, quand il affirmait à Vauréal (comme nous venons de l'entendre dire tout à

l'heure) qu'il ne connaissait le roi de Sardaigne *ni d'Ève ni d'Adam* et n'échangeait avec lui aucune parole, ce langage, qui n'était qu'à moitié conforme à la vérité en août, ne l'était déjà plus du tout trois mois après, en décembre. A ce moment, au contraire, une négociation était bien engagée à Turin, même très vivement poussée et à la veille de réussir.

Avec tout autre qu'un fils de Victor-Amédée, la proposition de passer, en pleine guerre, d'une alliance à la contraire aurait été embarrassante à faire et sûrement repoussée. Mais à l'héritier du prince qui avait dû son titre royal à plus d'une transaction et d'une transition de ce genre, l'offre pouvait être faite avec une chance suffisante d'être, sinon accueillie tout de suite, au moins écoutée sans répugnance. C'était, je l'ai déjà dit, la tradition de la politique piémontaise (et ne survit-elle pas encore aujourd'hui avec quelques changements de mots et de noms?) de tenir constamment la balance égale entre les maisons de Bourbon et d'Autriche, afin de pouvoir, à chaque moment, la faire incliner au gré de son intérêt, en faveur de l'une ou de l'autre des deux puissances rivales. Et pour conduire d'une main plus sûre ce jeu délicat d'équilibre, et ne jamais

manquer l'occasion d'un changement de front opportun, la noble famille de Carignan avait soin d'avoir toujours, ou l'une de ses branches résidant auprès de chacune des deux cours, ou l'un de ses membres engagé au service de chacune des deux armées. C'étaient autant d'observateurs bien informés, prêts à devenir au premier jour des porteurs de paroles officieuses. C'est ainsi que pendant toute la guerre de la succession d'Espagne, tandis que l'illustre prince Eugène (lui-même fils, comme on sait, d'une nièce de Mazarin) était à la fois le défenseur et le conseiller du saint Empire, à Versailles, la duchesse de Bourgogne, à Madrid, la reine, première femme de Philippe V, entretenaient avec Victor-Amédée, leur père, une correspondance dont la tendresse filiale ne faisait pas toujours tous les frais. Et depuis la mort de Louis XIV, pendant que le cabinet piémontais continuait à se livrer à ces alternatives d'hostilité et d'amitié pour la France, on n'avait pas cessé de voir à Paris un hôtel de Carignan, occupé avec éclat par un prince, proche héritier du trône. Le prince Thomas (c'était son nom), banni de sa patrie, parce qu'il y était criblé de dettes, était venu refaire sa fortune à Paris, en obtenant l'autorisation d'ouvrir

et d'affermer une maison de jeu. Le prince venait de mourir? mais la princesse, sa femme, qui lui survivait, tenait de plus près encore que lui à la maison régnante car elle était la fille légitimée de la belle madame de Verue, noble demoiselle de la maison de Luynes, qui avait régné pendant de longues années sur le cœur de Victor-Amédée : elle se trouvait ainsi la propre sœur de Charles-Emmanuel et la propre tante de Louis XV. Avec les biens que son époux lui avait laissés, accrus par une large pension que son royal neveu lui assignait sur le trésor français, elle tenait un grand état de maison; elle avait confié l'administration de ses revenus à un conseiller d'État du Piémont, le comte de Montgardin, qui habitait en cette qualité auprès d'elle. Personne ne doutait que cet intendant, de haute volée, ne fût un agent secret dont la correspondance avec Turin traitait de tout autre chose que des affaires privées de la princesse [1].

D'Argenson avait donc là un moyen tout trouvé d'avance pour entrer en conversation avec le roi

1. Sur la situation du prince et de la princesse de Carignan à Paris, consulter *Saint-Simon*, t. X, ch. x, et t. XVIII, ch. xvii. — Luynes, t. III, p. 366. — Barbier, août 1741. — D'Argenson lui-même dit dans ses *Mémoires* (t. IV, p. 275) : « Le roi de Sardaigne connaît notre cour, il y a d'excellents espions, nous les souffrons à l'hôtel de Carignan : ils sont très clairvoyants et l'instruisent de tout ce qui se passe ici. »

ples, dont ils n'avaient eux-mêmes qu'une conscience assez confuse et qu'ils n'exprimaient qu'à voix basse, était rarement consulté dans les délibérations dont dépendait leur destinée. Et quant aux souverains d'Italie, l'idée de d'Argenson était trop étrangère à leurs habitudes pour pouvoir être facilement agréée par eux. Peut-être même qu'un ministre moins prompt que d'Argenson à s'élever au-dessus des faiblesses de l'humanité, et plus attentif à étudier les ressorts vulgaires de la politique, aurait deviné que de tous les princes italiens qu'il appelait à concourir à son dessein, celui qui devait s'en montrer le moins séduit, c'était précisément celui auquel il allait le proposer avant tout autre, le roi de Sardaigne.

C'eût été la première fois, en effet, qu'on aurait vu les hommes d'État piémontais, gens habiles et pratiques avant tout, se vouer avec une loyauté chevaleresque à la poursuite d'une idée patriotique. Les petits louveteaux de Savoie, comme les appelait le cardinal d'Ossat, avaient bien des dents très aiguisées pour défendre leur bien; mais quand les avait-on vus jouer le rôle de chiens de garde pour l'indépendance de la patrie italienne? Aux temps héroïques où Florence et Milan défendaient leur liberté républicaine contre l'oppression de

l'empire, les ducs de Savoie avaient toujours passé avec indifférence, suivant l'occasion du moment, des rangs des Guelfes à ceux des Gibelins. Puis je viens de rappeler que, quand les deux grandes puissances ultramontaines avaient choisi les rives du Pô pour le théâtre habituel de leurs combats, bien loin de se plaindre de la double invasion étrangère, on s'en était souvent applaudi à Turin, comme d'un moyen de faire acheter son alliance au plus offrant. Aussi, quand bien même il se fût réellement agi, dans le plan de d'Argenson, de chasser d'Italie toute influence extérieure sans distinction, Charles-Emmanuel aurait probablement vu avec regret disparaître une concurrence dont ses aïeux avaient si largement profité. Mais la proposition ne se présentait pas même avec ce caractère d'impartialité, car deux choses étaient également impossibles au ministre français : l'une de faire descendre, au midi de l'Italie, l'infant don Carlos du trône de Naples où il régnait paisiblement; l'autre de ne pas réclamer, au nord, une part quelconque (fût-elle réduite) de la dépouille de l'Autriche en faveur de l'infant Philippe, le gendre de Louis XV, pour qui les armées française venaient de combattre et de vaincre. En sorte que, dans le conseil fédéral où on offrait à Charles-

Emmanuel d'entrer, il se serait trouvé assis à côté de deux princes de la maison de Bourbon, passant à tort ou à raison pour inféodés à la France, soit par le souvenir de leur origine, soit par un lien étroit de parenté. L'idée d'aliéner sa liberté en faveur d'un conseil ainsi composé aurait fait reculer même un souverain moins connu pour la recherche âpre et égoïste de ses intérêts personnels. Il était certain d'avance qu'elle ne serait même pas sérieusement discutée, et c'est ce que ne se font pas faute de représenter les historiens piémontais de nos jours, quand leurs nouveaux compatriotes s'étonnent que l'Emmanuel du XVIIIe siècle se soit montré moins pressé que celui du XIXe de concourir à un plan qui portait l'étiquette de l'indépendance italienne [1].

Était-ce donc sous l'empire d'une véritable illusion ou simplement pour ne pas laisser tomber une négociation qui lui donnait un rôle important que Champeaux, revenant du jardin des capucins de Saint-Jacques, rendait compte dans les termes suivants de son entretien avec son interlocuteur piémontais :

« Je lui ai proposé le beau et grand projet de

1. Carutti, *Storia di Carlo Emmanuele III* (t. I, p. 330 et suiv.).

soustraire l'Italie à la tyrannie et à l'avarice des Allemands. Je lui ai expliqué en même temps que le roi se proposait de procurer aux princes d'Italie une indépendance dont les princes allemands ne les ont jamais laissé jouir : qu'il se proposait aussi de prendre des mesures pour que ces princes ne fussent plus obligés à l'avenir de prendre part malgré eux à des guerres qui leur sont étrangères et pour qu'ils ne fussent plus exposés à voir leur pays ravagé à l'occasion de ces guerres ; il m'a paru qu'il sentait toute la beauté de ces idées et m'a marqué de l'empressement pour être informé des moyens que le roi prendrait pour les exécuter [1]. »

La satisfaction que ce compte rendu flatteur causa à d'Argenson ne devait pas être de longue durée. Encouragé ainsi à s'expliquer plus nettement, il rédigea lui-même et fit remettre à Montgardin un projet de confédération, où, donnant carrière à son imagination, et traçant des lignes de démarcation à sa fantaisie sur la carte de la péninsule, il faisait à son gré une répartition idéale des territoires. Le roi de Sardaigne devait recevoir la plus grande partie du Milanais, mais

1. Champeaux à d'Argenson, 27 octobre 1745. (*Correspondance de Turin*. — Ministère des affaires étrangères.)

céder en échange toute une lisière du territoire piémontais longeant la rive droite du Tanaro à l'infant Philippe dont la part serait complétée par les duchés de Parme et de Plaisance. La république de Venise aurait Mantoue, et celle de Gênes tout le littoral de la Méditerranée, jusqu'à l'entrée de la Provence; enfin la Toscane serait attribuée au prince Charles de Lorraine.

Bien entendu que ni le beau-frère de Marie-Thérèse, ni l'infant, ni sa mère, n'avaient été consultés sur le partage et qu'il n'y avait pas la moindre raison de supposer qu'aucune des parties prenantes fût, ni satisfaite de son lot, ni pressée de le recevoir. Le tout était pourtant terminé par une déclaration que devaient signer les futurs confédérés italiens, où il était exposé qu'il y a longtemps que « l'Italie gémit sous les prétentions des Allemands, qu'enfin les princes italiens sont résolus de se soustraire à l'autorité que l'Allemagne prétend exercer sur eux, en vertu de titres imaginaires; qu'ils protestent de ne vouloir plus reconnaître que l'empire ait droit de seigneur suzerain sur aucune portion de l'Italie; qu'ils sont décidés à l'avenir de jouir d'une indépendance absolue, telle qu'ils la tiennent de Dieu et de leur naissance; qu'enfin la dénomination de

Saint Empire romain ne peut avoir, selon eux, d'autre sens que de désigner la religion des empereurs d'Allemagne. Le roi de France déclarait, de son côté, sa résolution de prêter main-forte à ces revendications : il faudrait tâcher d'amener le pape à adhérer à ce traité [1]. »

La réponse ne se fit pas attendre, et fut aussi sèche que précise. Tout l'échafaudage de d'Argenson était détruit dès les premières lignes comme si on eût soufflé dessus : « Le principe, disait un mémoire remis dès le 1er novembre par Montgardin à Champeaux, de mettre les Allemands hors de l'Italie et de ne plus leur laisser aucune autorité, serait si odieux à toute l'Allemagne, sans exclusion, qu'il pourrait plus aisément attirer la guerre en Italie qu'assurer sa sécurité, car le corps de l'empire, qui se réunirait tôt ou tard, ne voudrait pas souffrir une telle diminution : surtout l'acte qui est proposé à l'article 9 (la déclaration d'indépendance) abolirait tous les titres anciens et primitifs de la maison royale (de Sardaigne) et renverserait les lois fondamentales du pays. De plus, cet acte serait criminel et donnerait à perpétuité aux empereurs

1. Carutti, t. I. *Appendice A.* Cette pièce est aussi citée dans l'écrit de M. Eugène Rendu : *l'Italie et l'empire d'Allemagne*, p. 148,

un droit légitime pour dépouiller le roi et ses successeurs [1]. »

Après une déclaration préalable de cette nature qui ruinait le fondement même du projet français, il n'était pas besoin de discuter en détail les dispositions territoriales proposées. Aussi le mémoire se bornait à exprimer le doute que la prudente république de Venise (qui depuis le début de la guerre ne songeait qu'à se tenir à l'écart et à se mettre à l'abri de tous les coups) voulût se charger de l'*odiosité* et de l'engagement que lui donnerait l'acquisition de Mantoue contre le gré de ses possesseurs. Enfin, et comme conclusion, « le roi souhaite sincèrement, était-il dit, la réconciliation avec la France;... il sait que Sa Majesté Très Chrétienne la souhaite aussi; mais, comme elle ne pourrait jamais se faire sans détruire en grande partie le système du projet dont il est question, Sa Majesté espère que la cour de France n'y insistera pas davantage, mais qu'elle voudra bien s'expliquer sur les autres points plus favorables qu'elle a fait espérer. »

On était donc très loin de compte; mais d'Ar-

1. Carutti, *Appendice.* — Cette pièce n'est pas citée dans l'ouvrage de M. Rendu.

genson, épris de la grandeur de son dessein, n'était pas homme à se décourager pour un premier échec, et Champeaux, déçu dans les espérances qu'il avait fait concevoir, ne voulait pas non plus se résigner à sa déconvenue. L'un et l'autre se persuadèrent aisément que, s'ils étaient mal appréciés, c'est qu'ils étaient mal compris. et qu'une traduction infidèle avait défiguré leur pensée. Champeaux offrit (et d'Argenson se prêta facilement à ce projet) d'aller lui-même entretenir directement Charles-Emmanuel et son ministre de ce que le plan d'une confédération italienne avait de *beau en soi* et d'avantageux pour la dynastie de Savoie. La difficulté était de pénétrer en terre ennemie sans être reconnu et arrêté. De plus, il importait d'aller très vite pour que le dessein ne fût pas ébruité, et surtout qu'aucun indice n'en arrivât aux oreilles de la reine d'Espagne, qui ne pourrait manquer d'entrer en fureur à la seule pensée de se voir frustrée de la possession déjà presque acquise du Milanais et remuerait certainement ciel et terre, si elle était prévenue à temps, pour faire tout échouer.

Toute une série de précautions était donc nécessaire, et le roi, en propre personne, ne dédaigna pas de régler le détail. Louis XV, en effet (qui s'y

serait attendu?), si lent à s'émouvoir et si indifférent d'ordinaire, avait pris cette fois l'affaire singulièrement à cœur. C'était lui, nous assure d'Argenson, qui avait tracé de sa main la future répartition des territoires, se montrant très bon géographe, au fait de la nature et de l'importance de toutes les positions topographiques, et très flatté de faire voir ses connaissances. Je suis tenté de croire aussi que ce qui lui plaisait le mieux dans cette opération occulte, c'était précisément le mystère dont il était nécessaire de l'envelopper, car, par un penchant vraiment étrange pour un souverain presque absolu, il aimait à agir dans l'ombre, à faire mouvoir des ressorts cachés : penchant qu'il garda jusqu'à la fin de ses jours et qui le conduisit (j'ai eu occasion de le raconter ailleurs) à organiser toute une diplomatie secrète opérant à l'insu, et souvent à l'encontre de sa diplomatie officielle. Pour le moment, il se bornait à conspirer avec un de ses ministres, en cachette de tous les autres; car il avait sévèrement défendu à d'Argenson d'entretenir du projet en question aucun de ses collègues, et d'Argenson, flatté de se trouver ainsi en tête à tête avec le maître et seul confident de sa pensée, n'en était que plus attaché à l'heureuse idée qui

lui faisait faire un si grand pas dans la faveur royale[1].

« Je trouve bon, écrivait le roi, que Champeaux aille à Turin, qu'il soit bien déguisé, car il doit être connu dans ce pays-là, et qu'il n'y demeure que quatre jours, après quoi toute négociation sera rompue. » Champeaux dut donc prendre un habit ecclésiastique, éviter les routes ordinaires, où des rencontres fâcheuses eussent été possibles. Le soi-disant abbé Rousset partit ainsi de Paris, le 5 décembre, franchit à cheval le grand Saint-Bernard, par un froid intense, à travers des précipices et des fondrières, et le 20 au soir, il débarquait à Turin, sans que rien eût trahi son incognito[2].

Cette fois, les précautions étaient prises pour éviter les malentendus et dissiper les méfiances. Le négociateur clandestin apportait trois propositions qui, bien que liées l'une à l'autre et formant un tout complet, pouvaient être débattues séparément. La première n'avait évidemment pour but que de séduire, et, si on peut ainsi parler, d'allécher le roi de Sardaigne, car on ne lui parlait que

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 286).
2. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 286, 287). — Champeaux à d'Argenson, décembre 1745. (*Correspondance de Turin*. — Ministère des affaires étrangères.)

de ses intérêts, de ses droits au duché de Milan, dont il avait ajourné, mais non pas abandonné la revendication par le traité de Worms, et auxquels la France se montrait prête à apporter son appui. Elle ne demandait en échange qu'un établissement pour l'infant Philippe en Italie, et pour elle-même une rectification de territoire peu importante sur les frontières de la Provence et du Dauphiné; de plus, la réintégration de son protégé, le duc de Modène (époux d'une princesse française), dans le petit État dont la guerre l'avait dépossédé; enfin, quelques faveurs pour la république de Gênes, que les dernières conventions avaient maltraitée. A ce prix, France, Espagne, Naples et Gênes marcheraient de concert, — on osait l'assurer, — à une véritable croisade pour assurer à Charles-Emmanuel la souveraineté de la Lombardie.

Le second projet avait peu d'importance : il ne s'agissait que de régler le sort du duché de Mantoue, enlevé à l'Autriche, dans le cas où le sénat de Venise refuserait de le recevoir en don.

Mais c'était dans le troisième document, élaboré et développé avec un soin tout particulier et portant l'empreinte du talent comme de l'ordre d'idées favori de d'Argenson, que le ministre

français avait déployé toute son éloquence. En tête venait un véritable réquisitoire contre la tyrannie exercée en Italie par la domination allemande : « L'empereur d'Allemagne, y était-il dit, se prétend des droits sur l'Italie, et c'est en vertu de ces droits prétendus, qu'il foule les peuples sans pitié et les pousse aux plus grands excès par une série *d'extorsions et de violences* : il traite les souverains italiens *ignominieusement*. Les princes d'Italie sont en droit de réclamer *contre ces prétentions et de les faire déclarer nulles : ils sont fondés à prétendre qu'ils sont absolument indépendants et ne dépendent que de Dieu seul.* » Suivait alors le plan d'une confédération à établir en Italie, et dont l'organisation était prévue et décrite dans ses moindres détails. *Nulle atteinte n'y serait portée à la souveraineté illimitée de chacun des contractants.* On leur demandait seulement de se regarder comme *un seul et même corps dont chacun d'eux n'est que membre*, et *d'agir par un même esprit pour soutenir leur indépendance*. Des garnisons entretenues à frais communs défendraient les places frontières et les passages des Alpes. Un contingent, fourni par chaque État, entretiendrait une armée fédérale, qui ne s'élèverait pas à moins

de quatre-vingt mille hommes, et dont *le roi de Sardaigne, comme le plus puissant prince d'Italie, aurait le commandement, s'il lui convenait de le prendre*. Une assemblée, composée sur le modèle de la diète germanique, réunirait les représentants des divers États et déciderait tous les points relatifs aux intérêts communs. Enfin, un article spécial établissait qu'en aucun cas les possessions assignées aux deux princes de la maison de Bourbon (don Carlos au midi et don Philippe au nord) ne pourraient être réunies sur une même tête [1].

Vains efforts : les séductions comme les précautions vinrent échouer contre l'humeur égoïste et méticuleuse du cabinet piémontais. Champeaux, reçu par le ministre Gorzegue, en secret et dans l'ombre, se mit inutilement, pendant les quatre jours qui lui avaient été assignés pour sa mission, en frais de rhétorique. Au bout du cinquième entretien, un mémoire lui fut remis, reproduisant les mêmes considérations que Montgardin avait déjà été chargé de communiquer à Paris. Ce n'était presque pas la peine d'avoir fait tant de chemin. Même crainte de blesser le corps

1. Rendu, p. 151 et suiv. — Mémoire remis par M. de Champeaux au cabinet de Turin en décembre 1745.

germanique et de réunir toute l'Allemagne contre soi, si on semblait contester des droits reconnus depuis des siècles au Saint-Empire, et sur lesquels étaient appuyés ceux de plusieurs princes italiens, le roi de Sardaigne lui-même ne possédant certaines parties de ses États qu'à titre de fief impérial. Ce serait faire *une trop grande impression de nouveauté*, et il n'était pas sûr, ajoutait le mémoire, non sans une nuance d'ironie, que la France elle-même eût à s'en applaudir, car les droits de l'empire sur l'Italie étaient reconnus en plusieurs endroits dans le traité de Westphalie, dont le roi de France était garant. *Il semble donc que la France ait plus d'intérêt à conserver ce même empire dans toutes ses prérogatives que de l'en priver*. N'avait-elle pas, à plus d'une reprise, cherché, et tout dernièrement encore, réussi à prendre part à l'élection de l'empereur dans un sens conforme à ses intérêts?.. Il pourrait donc arriver tel cas où elle *regretterait d'avoir diminué le bénéfice qu'elle procurerait à quelque prince qui lui serait uni ou d'alliance ou de sang*.

Revenant à un argument plus sérieux, le ministre piémontais concluait en disant qu'après tout, ce qui importait à l'indépendance des princes d'Italie, c'était, non de contester le droit, mais

d'affaiblir, en fait, la puissance de leur voisin, attendu que, dès que l'*empire et son chef n'auraient plus de force en Italie, l'autorité qu'il pourrait y conserver ne se réduira plus qu'à une pure formalité et cérémonie, qui ne peut faire du tort et de la peine à aucuns princes, et moins à ceux qui y sont accoutumés depuis longtemps*. L'essentiel était donc de passer à la discussion des conditions effectives de l'alliance proposée et des avantages matériels que chacun en pouvait tirer. C'était le langage du sens pratique et de l'intérêt bien entendu, allant droit au solide, au lieu de se payer de paroles et de se nourrir de viande creuse[1].

J'ai de la peine à croire qu'en baissant ainsi de plusieurs tons le diapason auquel s'était élevée la dépêche française, le rusé Savoyard n'ait pas involontairement souri. « Si le roi de Sardaigne, dit d'Argenson dans ses *Mémoires*, eût pensé avec plus de hauteur, il eût embrassé mon système avec plus de chaleur et moins de défiance, il ne s'en fût pas découragé si facilement; mais on ne saurait pénétrer l'âme de ceux avec qui on traite... Il gagnait à cet affranchissement général, à proportion de son petit État, plus que n'a jamais

1. Rendu, p. 157, 158.

fait aucun conquérant... il obtenait le Milanais et devenait chef des princes d'Italie : il y était à peu près ce qu'ont été les empereurs de la maison d'Autriche en Allemagne. Plus aguerri, plus puissant que les autres princes, il aurait eu le principal ascendant à leur diète : il n'aurait trouvé que trop d'occurrences pour s'agrandir encore. L'indépendance féodale qu'il acquérait sur les empereurs d'Allemagne était un pur gain pour lui, car il n'aurait pas trouvé les Allemands moins disposés à le secourir contre nous, si nous y avions donné lieu. Ainsi, ce lien de féodalité, si vanté pour son appui, n'a jamais été qu'un mauvais prétexte : la peur et la défiance l'ont seules mis en avant dans le cours de la négociation. Tout le monde y gagnerait, l'empire même y eût applaudi ; son tyran seul l'eût regretté et eût été furieux de cette perte. Le pape Jules II a dit avec toute raison que l'Italie ne redeviendrait jamais heureuse et florissante qu'elle n'eût chassé les barbares (c'est-à-dire les étrangers) hors de chez elle. Tôt ou tard cela doit arriver, à en juger par l'évidence et la raison ; mais le temps n'est donc pas encore arrivé [1]. »

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 284-285).

On ne saurait, en vérité, ce qu'il faut le plus admirer ici, ou de la hauteur des vues prophétiques qui révélaient à d'Argenson un avenir encore voilé de tant de nuages, ou de l'art souverain avec lequel la maison de Savoie, cheminant à pas comptés et par un progrès continu à travers les âges, a su toujours proportionner son ambition à la possibilité pratique des résultats qu'elle était à portée d'atteindre. En 1745, tout appel fait au patriotisme italien fût resté sans écho : le grand dessein de d'Argenson devançait de plus d'un siècle le cours des révolutions et de l'esprit public. En s'y associant prématurément, Charles-Emmanuel lâchait la proie pour l'ombre; le moindre pouce de terre à gagner lui sembla, comme le grain de mil de la fable, avec raison, préférable. Cent ans après, les grandes maximes de droit populaire et d'indépendance nationale, dont d'Argenson avait le pressentiment, s'étaient assez répandues pour servir de puissant levier à la plus haute ambition. La présidence d'une confédération italique alors n'a plus suffi : c'est sur la souveraineté de la péninsule entière que l'heure a paru venue de mettre la main. Ce qui était trop à une époque a semblé trop peu à la suivante, et à chaque fois la fortune, secondant

l'habileté du politique, a justifié sa prudence ou récompensé son audace.

Le temps pressait cependant, et le délai fatal allait expirer; le pire eût été de retourner à Paris les mains vides. Aussi, dans la nuit du 25 au 26 décembre, on finit par se mettre d'accord : Champeaux remettant en poche tous les papiers qu'il avait apportés et abandonnant toute la partie théorique et grandiose des idées qu'il était chargé de défendre : le roi de Sardaigne, en échange, consentant à quelques cessions territoriales auxquelles il s'était d'abord refusé, entre autres à l'annexion de la ville d'Oneille à la république de Gênes. Séance tenante, les chevaux étant déjà mis au carrosse qui devait emmener l'envoyé français, un acte fut signé dont la forme assez peu régulière se ressentait de la précipitation et du trouble de ses rédacteurs. Ce n'était ni une convention proprement dite, ni même un préliminaire de paix, mais un simple mémorandum signé de Gorzegue et contresigné par Champeaux.

Avec quelque hâte cependant qu'il fût procédé à la signature de ce singulier document, Gorzegue trouva encore moyen d'y faire insérer et comme en *post-scriptum* un engagement auquel

Champeaux fut bien obligé de consentir, quoique rien dans ses instructions ne paraisse lui en avoir donné l'autorisation expresse. Il dut promettre que, comme le but du traité était, non de jouir de la paix, mais de continuer la guerre, la France et l'Espagne fourniraient des subsides égaux à ceux que Charles-Emmanuel avait, jusque-là, reçus de l'Angleterre [1].

Par une singulière coïncidence, ce même jour, 26 décembre, était signée à Dresde la paix de Frédéric et de Marie-Thérèse qui allait permettre à l'Autriche d'envoyer en Italie toute la masse de ses troupes, délivrées de toute préoccupation en Allemagne. Il n'est pas sûr que si, comme de nos jours, le télégraphe eût fait connaître cette nouvelle à l'heure même, Charles-Emmanuel, informé

1. Rendu, p. 163. On voit qu'à partir de la signature de cet acte du 26 décembre, il ne fut plus question du plan d'indépendance et de confédération italienne. Les historiens de nos jours (Michelet et Henri Martin entre autres) sont donc absolument dans l'erreur quand ils attribuent l'abandon de ce projet généreux à l'opposition de l'Espagne et à la faiblesse de Louis XV pour son gendre et sa belle-fille. C'était la volonté du roi de Sardaigne qui réduisait toute la transaction à un vulgaire traité de partage territorial. Deux choses sont également dignes de remarque : c'est que, dans la négociation qui eut lieu à Dresde entre le ministre de France et le représentant de Marie-Thérèse (et qui ne put aboutir), l'impératrice défendait avec persistance les intérêts du roi de Sardaigne, qui la sacrifiait sans ménagement au même moment, et l'envoyé de d'Argenson soutint avec obstination les droits de l'infant d'Espagne dont le même ministre faisait bon marché à Turin!

du secours puissant qu'il pouvait désormais attendre, eût été si pressé de lâcher la partie.

L'impatience était grande à Paris, et Champeaux, reçu par d'Argenson à son débotté, fut emmené sur-le-champ à Choisy, où le roi l'attendait. Au premier moment la satisfaction fut très vive et le succès, si rapidement obtenu, semblait passer les espérances. Le roi, aussi exalté que son ministre, examina avec soin les modifications opérées dans le projet de partage, débattit chaque point avec une connaissance des faits, une précision de termes, et résuma le débat, avec une ardeur qui s'élevait jusqu'à l'éloquence, dont Champeaux (avait dit d'Argenson) resta dans la stupéfaction : il *ordonnait en maître, et discutait en ministre*. A la réflexion pourtant, ce beau zèle subit quelque refroidissement, et des difficultés apparurent qu'en conscience il n'était pas impossible de prévoir [1].

Ce n'était pas seulement d'Argenson qui ne se résignait pas sans peine à voir s'évanouir la plus brillante partie de son beau rêve : ce n'était pas seulement la forme insolite du document qui, laissant plusieurs points obscurs, pouvait donner

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 285).

lieu à de grands malentendus. Mais un courrier, parti le même jour que Champeaux, portait à Montgardin les pouvoirs nécessaires pour conclure un armistice entre les trois armées belligérantes, et Montgardin avait ordre d'insister pour que cette suspension d'armes fût signifiée sans délai aux trois armées en campagne. C'était une conséquence naturelle de l'accord intervenu, et la plus précieuse aux yeux de Charles-Emmanuel, très pressé à son tour d'aller vite en besogne pour sortir de la situation critique où il se croyait réduit. Cette demande, très explicable à son point de vue, n'en jetait pas moins son nouvel allié dans un extrême embarras.

Rien n'était définitivement arrêté, en effet, tant que l'assentiment de l'Espagne n'était pas obtenu : on s'en était porté fort d'avance, sans qu'on eût même essayé de le réclamer, d'Argenson pensant que la vraie manière de venir à bout d'Élisabeth était de la mettre en face d'une décision prise et d'un fait accompli. Animé par la confiance et par l'entrain qu'il voyait au roi, il s'était senti prêt à braver sans sourciller des fureurs impuissantes : résolu, si la reine criait trop haut, à la réduire au silence en la menaçant de passer outre sans elle et d'abandonner l'Espagne, son

armée et son prince à leur mauvais sort. Au moment d'agir pourtant, et de déchaîner un orage qui allait avoir des échos dans l'intérieur royal, l'épreuve paraissait plus rude et le succès moins certain qu'à distance on ne s'en était flatté. En tout cas, d'ailleurs, il fallait au moins quelques semaines pour envoyer la nouvelle à Madrid, l'y faire prendre en douceur et attendre le retour du courrier. Et dans l'intervalle, comment suspendre les opérations militaires, quand aucun engagement ferme n'était encore pris et que tout pouvait d'une heure à l'autre être remis en question? Comment promettre qu'on pourrait arrêter la marche des Espagnols qui s'avançaient au même moment à fond de train à travers les plaines de Lombardie, et, déjà maîtres de tout le plat pays, s'apprêtaient à mettre le siège devant le château de Milan? Et la France elle-même pouvait-elle, sans avoir obtenu aucune garantie, interrompre le blocus de la citadelle d'Alexandrie? « C'était là, dit d'Argenson dans ses *Mémoires*, une grande difficulté..., la citadelle était aux abois... Accordant l'armistice, il fallait lever le siège, et le roi de Sardaigne jouissant de cette réalité pouvait nous lâcher ensuite, et nous nous exposions à un éternel reproche de la part de

l'Espagne...; ne levant pas le siège, il n'y avait plus d'armistice. J'avoue que je n'ai rien vu de si embarrassant que le parti à prendre sur cela [1]. » D'Argenson n'ajoute pas que l'embarras était encore accru par ce fait, qu'à Alexandrie, pas plus qu'ailleurs, on ne pouvait rien faire sans le consentement des Espagnols, puisque les opérations du siège étaient conduites, de compte à demi, par les deux armées alliées, et que le commandant qui y présidait, en vertu de la supériorité de son grade, était le comte de Lasci, officier au service de don Philippe.

La question étant à tout prendre plus militaire que diplomatique, force était de recourir au jugement d'une autorité compétente. Persistant dans son système de mystère, le roi aurait voulu pourtant éviter encore de s'ouvrir avec son ministre de la guerre. Il proposait de consulter le vieux maréchal de Coigny, qui avait autrefois commandé des armées en Italie. D'Argenson éprouva plus de scrupule et força en quelque sorte la main de roi pour que le comte, son frère, fût averti d'un point qui mettait sa responsabilité si fort en cause et appelé à se prononcer [2].

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 290).
2. *Ibid.* (t. IV, p. 294).

La surprise du comte, en apprenant l'état des choses et le point où elles étaient déjà avancées, fut extrême et son mécontentement visible. D'heure en heure, il attendait la nouvelle de la reddition de la citadelle où la famine commençait déjà à se faire sentir. La pensée de lâcher prise sur la foi d'une parole en l'air et d'un papier en partie inintelligible lui causa une sorte d'indignation, qu'il ne cacha pas. D'Argenson croit devoir imputer le déplaisir qu'il laisse voir à la jalousie du succès fraternel. Il n'y a pas lieu d'aller chercher si loin pour comprendre quelle répugnance devait faire éprouver à un ministre de la guerre, la pensée de compromettre le fruit d'une longue opération, à la veille de la voir réussir, et de faire déposer les armes à des troupes victorieuses.

Pour gagner du temps et sortir d'embarras, on aurait voulu décider le comte de Montgardin à entrer en discussion afin de convertir pour le moment, sinon en traité définitif, au moins en préliminaires de paix réguliers l'acte informe du 26 décembre. Le délai nécessaire pour opérer cette transformation aurait été employé à demander et à laisser revenir le consentement de Madrid. Mais Montgardin, alléguant qu'il n'avait d'autre pouvoir que celui de signer un armistice,

se refusa absolument, même à engager la conversation sur ce terrain. Le parti fut pris alors dans le petit conseil royal de rédiger soi-même ces préliminaires, en prenant pour base le partage des territoires tel qu'il venait d'être conveuu à Turin et de renvoyer Champeaux demander au cabinet piémontais une adhésion à laquelle dans de telles conditions (si son désir de paix était sincère) il ne pourrait guère se refuser. Entre temps, on enverrait à Madrid le même texte, et toutes les signatures nécessaires pour faire un acte parfait pourraient être réunies le même jour. Tout se trouva prêt le 19 janvier pour cette double expédition.

Même réduit à ces proportions, le retard n'était pas sans inconvénient. Pendant ces allées et venues, en effet, la nouvelle du traité signé à Dresde, entre la Prusse et l'Autriche, venait d'éclater et se répandait avec bruit en Europe; chacun comprenait que Marie-Thérèse, affranchie à ce prix de toute crainte en Allemagne, allait porter tous ses efforts sur l'Italie pour chercher une revanche des tristes nécessités qu'elle subissait en Bohême. En même temps, le prince Édouard perdait du terrain en Écosse, et les menaces de l'expédition maritime confiée au duc de Richelieu s'évanouis-

saient en fumée. L'horizon, si sombre naguère, s'éclaircissait ainsi de tous côtés autour de Charles-Emmanuel, qui pouvait se voir secouru à la fois par les armées autrichiennes et par la marine anglaise. Dans ces conditions nouvelles, allait-on le retrouver animé des mêmes sentiments pacifiques? Serait-il fidèle à la parole donnée, et en hésitant à en prendre acte, le ministre français ne lui offrait-il pas lui-même la facilité de la retirer? Privé du soulagement immédiat qu'il attendait d'une suspension d'armes, Emmanuel ne préférerait-il pas laisser continuer des hostilités dont il ne pouvait arrêter le cours et attendre le secours effectif qu'on voyait déjà apparaître de l'autre côté des Alpes? C'est ce que Montgardin fit comprendre à Champeaux au moment de le laisser mettre en route; n'y aurait-il pas moyen, ajouta-t-il, pour faire prendre le retard en patience, de convenir que pendant la durée de la négociation ainsi malheureusement prolongée, les armées en présence éviteraient d'en venir aux mains, et le ministère français ne pourrait-il pas, par exemple, recommander à ses généraux de s'abstenir de tout acte d'agression [1]?

1. Champeaux à d'Argenson, 17 janvier 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères.)

C'était une demande assez étrange et qui aboutissait à accorder à Charles-Emmanuel, en fait, une partie des avantages que l'armistice lui aurait assurés. D'Argenson, cependant, redoutant avant tout de laisser échapper le succès qu'il croyait tenir, ne pensa pas devoir fermer l'oreille à cette ouverture; mais, se doutant bien que son frère ferait autant d'objection à la demi-mesure qu'à la concession complète, il hésita à lui en faire l'aveu. Il était en relations personnelles avec le maréchal de Maillebois, dont le fils avait épousé sa fille. Il décida à lui faire tenir sous main, à l'insu du ministre de la guerre, le billet ci-joint, qu'il faut citer textuellement pour bien faire comprendre les conséquences fâcheuses qui devaient en sortir : « Une négociation est fort avancée avec Turin, mais le plus difficile est à Madrid. Nous le prenons sur un ton qui pourra être efficace; c'est le plus grand secret du monde, tout est ici entre le roi et moi. On l'a voulu ainsi; en attendant, le roi de Sardaigne voulait que l'armée de France le ménageât. Je n'ai aucun ordre à vous donner sur cela. Pour les Allemands, ils ne sont point à ménager, bien au contraire. *Ce serait à mon frère à vous envoyer ses ordres; mais il ne sait rien encore, non plus que monsieur votre*

fils. J'espère que bientôt j'aurai la bouche ouverte avec eux. En attendant, ils travaillent ferme à la prochaine campagne, dont j'espère que toute l'opération consistera à se porter promptement au Tyrol et au Trentin, comme en 1735, pour interrompre l'Italie d'avec l'Allemagne. »

P.-S. — Si, dans ces circonstances, on entreprenait quelque chose contre Lichtenstein (le commandant de l'armée autrichienne à Novare), il pourrait arriver que le roi de Sardaigne laissât faire, mais il nous soupçonnerait de mauvaise foi et de vouloir abuser de la conjoncture délicate et secrète où nous sommes. Ainsi c'est aujourd'hui la simple défensive et la tranquillité jusqu'à ce que le traité soit signé [1]. »

1. Note autographe de d'Argenson, 19 janvier 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères.) — Cette note est insérée par d'Argenson dans la partie de ses *Mémoires* qui contient le récit de toute sa négociation avec le Piémont (t. IV, p. 302), mais avec de notables différences et de graves omissions. J'ai souligné les passages qui ne se trouvent pas reproduits dans le journal. La raison de la plus importa te de ces suppressions est facile à comprendre. D'Argenson écrivant à Maillebois, à l'insu de son frère, devait lui expliquer pourquoi une aussi grave recommandation ne lui était pas transmise par la voie officielle du ministère de la guerre; c'est ce qui le décidait à affirmer (contrairement à la vérité) que le ministre de la guerre ignorait l'existence même de la négociation. Mais dans son journal, il se fait honneur, au contraire, d'avoir forcé le roi à mettre le ministre de la guerre au courant. Il fallait donc faire disparaître cette contradiction. Du reste, dans tout le récit de d'Argenson, la suite des faits est

C'était, en termes un peu vagues mais au fond très clairs, condamner l'armée française à l'inaction absolue, puisque le corps de la lettre recommandait de ménager les Piémontais et que le *post-scriptum* donnait le même conseil pour les Autrichiens. Dans ces conditions, un armistice, régulièrement établi, eût été bien préférable, car l'engagement eût été au moins réciproque. En donnant pleine sécurité aux Piémontais, la France eût aussi garanti la sienne; résignée à ne pas agir, elle n'aurait pas laissé la liberté d'agir entre elle.

La concession n'ayant pour but que de calmer l'impatience du roi de Sardaigne, Champeaux fut naturellement autorisé par ses instructions à lui en faire part, et ce ne fut pas la seule précaution qu'on lui permit de prendre pour assurer sa bienvenue. Il dut également laisser entendre que, si l'Espagne refusait son adhésion aux points convenus, on donnerait au maréchal de Maillebois l'ordre de rentrer en France avec son armée et de priver l'infant de tout secours. Au dernier moment cependant, le rédacteur de ces instructions semble effrayé lui-même de la gra-

confusément établie et difficile à accorder avec les dates des correspondances.

vité d'un pareil engagement, car il ajoute entre parenthèse : « Cette assurance ne devra être donnée que de bouche et non par écrit [1]. »

Laissons repartir maintenant pour Turin avec ces instructions compromettantes Champeaux, déguisé cette fois non en ecclésiastique, mais en marchand hollandais, et tournons nos yeux vers Madrid, où la bombe allait enfin éclater.

III

La nouvelle de l'arrangement intervenu entre la France et le roi de Sardaigne, qui entraînait la cession définitive du Milanais, dut être annoncée à Élisabeth, à la fois, par une lettre autographe

1. Voici le passage des instructions données à Champeaux, qui ne laisse aucun doute sur la double communication faite confidentiellement à Charles-Emmanuel et dont celui-ci devait si tristement abuser : « Le roi donnera cependant des ordres secrets au maréchal de Maillebois afin que ce général use, en attendant l'acquiescement de l'Espagne, de tous les ménagements convenables à l'égard des troupes du roi de Sardaigne; M. de Champeaux ne doit pas lui laisser ignorer que, dans le cas où la cour de Madrid ne voudrait pas adhérer au traité qui aurait été conclu entre le roi et le roi de Sardaigne, Sa Majesté se déterminerait à rappeler sur-le-champ l'armée que commande M. de Maillebois. (Cette assurance ne devra être donnée que de bouche et non par écrit.) » — De plus, une lettre écrite par Champeaux avant son départ de Paris (17 janvier) fait voir que c'est à la demande de Montgardin que fut faite la recommandation adressée au maréchal de Maillebois pour lui interdire tout mouvement.

de Louis XV à son oncle et par une dépêche confidentielle de d'Argenson à Vauréal. Avant d'expédier cet envoi qui allait causer tant de douleur, d'Argenson eut encore, à la dernière heure, une explication avec le roi et ne lui dissimula pas que le seul moyen de faire céder la reine serait de la menacer d'un abandon complet; mais il espérait bien, ajoutait-il, que « cette menace ne serait qu'un semblant, et qu'au pis aller l'armée française n'aurait pas fait deux marches en arrière que l'Espagne se rangerait à la raison ». Le roi ne témoigna aucun trouble, même devant l'idée de ce parti extrême : le ministre proposait de ne laisser à l'Espagne que quatre jours pour délibérer : « C'est trop, dit le roi, deux suffiront, » et il signa sans hésiter [1].

« Le roi de Sardaigne, disait la lettre royale, reconnaissant sa faute, paraît venir à nous de la meilleure grâce du monde, je conviens que c'est un peu tard ; mais que Votre Majesté pense que la reine de Hongrie, étant débarrassée du roi de Prusse, va porter toutes ses forces sur l'Italie et sur le Rhin. Sur le Rhin, je puis me défendre, mais cette défense me met dans l'impossibilité

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 291).

de secourir Votre Majesté en Italie, et je vois l'Italie perdue... Les liens du sang nous unissent au roi de Sardaigne : rappelons-les-lui par un nouveau traité : cimentons si bien notre alliance que ces nouveaux établissements soient durables à jamais. » Abordant enfin comme à regret la supposition d'un refus : « Je me verrais peut-être, ajoutait Louis XV, obligé de prendre un parti que je n'ose lui dire sans frémir, mais que le bien de mes sujets, pour lors, demanderait, qui serait de songer uniquement à la défense de mon royaume pour parvenir alors au prompt soulagement des maux de la guerre... mais j'augure trop favorablement des sentiments de Votre Majesté et de ceux de la reine pour croire qu'elles voudraient me réduire à de telles extrémités qui seraient très pénibles à mon cœur. »

D'Argenson se croyait obligé de parler avec plus de ménagement : « Il y a longtemps, monsieur, écrivait-il à Vauréal, que vous n'avez reçu une dépêche aussi importante que celle-ci et qui ait demandé, de votre part, dans l'exécution des ordres du roi plus de dextérité, de force et de sagesse. » Il l'engageait alors à représenter à la reine qu'en lui proposant d'acquérir sans combat

un établissement encore considérable, sinon conforme à tout ce qu'elle avait souhaité pour son fils, on lui offrait un meilleur marché que ce qu'elle pouvait espérer de la continuation de la guerre : « Faites usage de tous vos talents et de toute votre sagesse pour traiter avec fruit une matière aussi délicate. Il ne s'agit que d'une négociation de droiture, de candeur et de vérité. Évitez tout ce qui pourrait exciter la colère et le dépit de la reine d'Espagne, et mêlez à la fermeté de vos discours toute l'onction nécessaire. Adieu, monsieur, disait enfin le ministre dans un *post-scriptum* de sa propre main ; tâchez que ceci finisse sans mal ni douleur... surtout que cela se décide... l'ennemi est aux portes... il s'agit du ciel ou des enfers... peut-on hésiter et finasser [1] ? »

Vauréal, en se rendant au palais, chargé de la missive royale, et prêt à la commenter par les instructions ministérielles, ne se faisait assurément pas l'illusion de croire que la fermeté, même mêlée d'onction, pût se faire patiemment écouter jusqu'au bout. On ne s'attend pourtant

1. Louis XV à Philippe V. — D'Argenson à Vauréal, 16, 17 janvier 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

jamais à tout, et la scène qu'il eut à subir prit un caractère qu'il n'avait pas prévu. Il se trouva en face non des violences habituelles de la reine, mais de la dignité offensée du roi. Au premier mot qui fut dit du nouveau partage territorial proposé pour l'Italie, la reine poussa bien un cri. « Et le traité de Fontainebleau! il n'y a donc plus rien de sacré en ce monde? Que vous avais-je dit? » ajouta-t-elle en se tournant vers son époux. Mais soit que, chez les âmes qui ne savent pas se gouverner elles-mêmes, le passage soit rapide de l'emportement à la faiblesse, soit qu'en lisant dans les regards du roi elle eût compris qu'il était touché à une corde sensible et qu'il n'y avait qu'à la laisser vibrer, elle se tut et parut plongée dans un morne abattement. « Je vis alors, dit Vauréal, un spectacle tout opposé à ce qui se passe ordinairement : la reine d'Espagne a coutume de se charger d'expliquer les sentiments du roi, qui parle peu et sans suite. Hier, la reine, absorbée dans sa douleur, ne proféra pas une parole pendant toute la séance, et le roi d'Espagne, comme tout d'un coup transformé en un autre homme, et, comme si cette nouvelle eût ranimée en lui toute la sensibilité dont il est capable, me dit les choses les plus

vives et les plus fortes. Je n'ose reproduire ses expressions [1]. »

Tout en constatant avec surprise cet éclat d'une éloquence inaccoutumée et tout en essayant vainement d'y opposer quelques raisons de prudence qui n'étaient pas écoutées, Vauréal gardait assez son sang-froid pour remarquer que ce qui paraissait blesser le roi le plus au vif, c'était moins encore le sacrifice qui lui était demandé que les précautions mêmes qu'on avait prises pour l'arracher de lui plus facilement : c'était ce secret gardé jusqu'à la dernière heure, cette exigence d'une réponse immédiate et la menace dont cette injonction inattendue lui apparaissait soudainement accompagnée. Un traité qui disposait du sort de son fils, dont on ne lui avait jamais parlé et qu'on lui ordonnait de souscrire sans qu'il eût même le temps d'en faire lecture! Tout le sang du petit-fils de Louis XIV lui montait au visage en se voyant traité ainsi, comme un enfant sans raison qu'on menait la verge à la main! « Le roi, mon neveu, s'écriait-il sans se mettre en peine d'être entendu, me prend le Milanais sans m'en prévenir, et, si je n'y consens

1. Vauréal à d'Argenson, 27 janvier 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

pas, il me menace. Jamais pareille chose n'est arrivée à un roi d'Espagne. Ce qu'on me demande est contre mon honneur, je n'y puis consentir. » Cet appel à la fierté castillane ne pouvait manquer de trouver de l'écho. Ceux mêmes qui ne prenaient qu'un intérêt médiocre aux convoitises maternelles d'Élisabeth s'indignèrent à la pensée que le roi de France s'était joué de leur souverain. « Aussi, dit d'Argenson, la nouvelle fut reçue à Madrid comme l'un des plus grands malheurs qui auraient pu tomber sur la monarchie de Castille : elle fut d'abord ébruitée, tout se couvrit de sac et de cendre, et l'orage fut affreux contre les Français [1]. »

Dans de telles dispositions, si Vauréal eût insisté, comme ses instructions le lui commandaient, pour une réponse immédiate, il n'eût obtenu qu'une négation absolue et hautaine. Il prit sur lui de temporiser, même un peu au delà du terme qui lui était assigné; mais au bout de quelques jours, comme il s'étonnait de ne recevoir aucune communication, il apprit qu'il n'en avait point à attendre. Le roi d'Espagne prenait le parti, sans prévenir l'ambassadeur, de faire

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 295).

porter sa réponse au roi de France par un envoyé extraordinaire, choisi parmi les grands de sa cour, le duc d'Huescar. La reine se vantait tout haut du bon tour qu'elle jouait ainsi à Vauréal : « Je l'ai bien attrapé, » disait-elle. Peut-être pas tant qu'elle le croyait : l'habile homme, après avoir essuyé le premier feu, n'était peut-être pas fâché de laisser suivre ailleurs une affaire qui commençait si mal et pouvait plus mal finir.

La lettre de Philippe V à son neveu ne manquait ni de dignité ni d'adresse. Tout en insistant sur les engagements pris à son égard et le déshonneur d'y manquer, il ne se bornait pas à faire appel à la foi jurée, il discutait la situation politique avec des considérations qui avaient leur valeur. Était-ce à la France victorieuse en Flandre et en Italie à céder ainsi, sans le disputer, le terrain qu'elle venait de conquérir? Était-ce à la tête d'une armée de quatre-vingt-dix mille hommes qu'il fallait signer une paix honteuse? Quant au motif tiré de la défection du roi de Prusse, ce ne pouvait être qu'un prétexte, puisque la négociation était engagée et même déjà conclue à Turin avant qu'on y eût eu la nouvelle de la paix de Dresde : « Je ne puis donc penser, disait le roi, que ce soit Votre

Majesté qui se soit déterminée à de pareilles choses, qui ne répondent nullement à l'amitié qu'Elle veut bien avoir pour moi et pour ma maison. C'est sans doute un outrage de qui serait bien aise de nous voir mal ensemble. Que Votre Majesté me permette qu'en même temps que je le reconnais pour le chef de notre maison, je prenne la liberté, comme le plus vieux, et par conséquent plus expérimenté qu'un autre, par les conjonctures épineuses où je me suis trouvé, de lui conseiller de ne point écouter les conseils de ceux qui veulent l'éloigner de l'union sincère et constante que je crois avoir méritée par la bonne foi avec laquelle je lui ai toujours été attaché. Je me persuade que Votre Majesté pourra bien s'imaginer que l'inexécution de traités qui sont trop récents pour qu'on puisse les avoir oubliés, la limitation du temps qu'on me prescrit pour donner la réponse, et encore plus les menaces qu'on y insinue, ne sont pas des moyens propres pour la conserver. Je connais trop la justice de Votre Majesté pour pouvoir croire qu'Elle pense de la sorte, et bien que je l'aie vu écrit de sa main, je le crois inspiré par des gens qui couvrent leur malice d'une apparence de bonne intention. »

L'original de ce portrait était aisément reconnaissable, et d'Argenson, si Louis XV lui communiqua la pièce, ne dut pas s'y méprendre. Et comme l'envoi était complété par une lettre de la fille de Louis XV à son père, le conjurant de ne pas abandonner son époux, et une autre d'Élisabeth à la dauphine sa fille, il put bien imaginer que dans ces épanchements de tendresse conjugale et filiale, il était peint sous des traits plus noirs encore [1].

A Versailles, d'ailleurs, il commençait à mal passer son temps. On n'avait pas voulu prévenir de la communication faite à Madrid l'envoyé d'Espagne, Campo Florido (le même dont Vauréal a fait un portrait si peu flatteur), mais l'éveil fut donné à l'ambassade par un membre même du conseil, le ministre Maurepas, qui, inquiet de voir de si longs et de si fréquents tête-à-tête entre le roi et un collègue qu'il n'aimait pas, en soupçonna vaguement le motif. Le vieux courtisan, d'ailleurs, né pour l'intrigue, partout où il flairait un mystère, était pressé de le dépister. Poussé par lui, Campo Florido s'en vint droit à Marly demander au roi s'il était vrai qu'on eût

1. Philippe V à Louis XV, 30 janvier 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

expédié à Madrid une dépêche importante dont il ne connaissait pas le contenu. Le roi, jugeant que la dissimulation n'était plus de saison, trouva plus commode de convenir de tout, et raconta même les détails du traité. Le marquis avait l'oreille dure, et comme il arrive aux sourds, ne mesurait pas lui-même la portée de sa voix : le dialogue devenant très vif, il poussa, dit d'Argenson, de véritables hurlements qui furent entendus du dehors. Puis, il descendit en droiture chez le ministre, se plaignant aux échos, surtout de la sotte figure que lui faisait faire l'ignorance où on l'avait laissé. D'Argenson, devant ce tapage ridicule, eut peine à garder son sérieux. — « Qui sommes-nous donc, lui dit-il, vous et moi, pour mêler nos personnes aux grands événements qui regardent les grands États? Un point tout au plus. Un capucin réfléchissait en regardant les astres; on lui demanda compte de sa pensée : il dit qu'il songeait à la différence qu'il y a d'un astre à un capucin. Tel est, monsieur, par rapport à nous, l'intérêt d'un bon partage de l'Italie [1]. »

1. D'Argenson à Vauréal, 29 janvier 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères. — *Journal*, t. IV, p. 297.)

Les meilleures plaisanteries n'ont jamais remédié à rien : l'éclat était fait; et ce que le roi avait dit à un ministre étranger, il ne pouvait le cacher plus longtemps aux siens. Il fallut, dès le lendemain, convoquer le conseil pour le mettre au courant de tout. La consternation, dit d'Argenson, fut terrible. Tous les ministres étaient surpris, offensés, alarmés. Personne ne voyait clairement où tendait ce brusque changement de politique, ni jusqu'où le roi y était engagé, ni s'il y persisterait, ni ce qu'en penseraient la reine, le dauphin et les princesses, et dans le doute c'était à qui tirerait son épingle du jeu, chacun jurant qu'il n'avait rien su de l'affaire et n'y était pour rien. Le ministre de la guerre surtout tenait à dégager sa responsabilité, en faisant bien connaître qu'il n'avait été prévenu que quand tout était décidé. En attendant, la nouvelle circulait de bouche en bouche, de la cour à la ville, confirmée bientôt par la venue d'une ambassade extraordinaire d'Espagne. Les conversations, les commentaires allaient leur train, et d'Argenson sentait le terrain ministériel s'ébranler sous lui. A la vérité, il avait comme consolation l'approbation de Voltaire, qui, à peine averti par le bruit public, lui écrivait dans un accès d'admiration

toute lyrique : « Je vous fais mon compliment de la belle chose que j'entends dire. Comptez que quand vous serez au comble de la gloire, je serai à celui de la joie. Souvenez-vous, monseigneur, que quand vous ne pensiez pas à être ministre, je vous disais qu'il fallait que vous le fussiez pour le bien public. Vous nous donnerez la paix en détail; vous ferez de grandes et bonnes choses, et vous les ferez durables parce que vous avez justesse dans l'esprit et justice dans le cœur. Ce que vous faites m'enchante, et fait sur moi la même impression que le succès d'*Armide* sur les amateurs de Lulli... Les Italiens feront des sonnets pour vous, les Espagnols des rondedillas, les Français des odes, et moi un poème épique pour le moins. Ah! le beau jour, que celui-là, monseigneur! En attendant, dites au roi, dites à madame de Pompadour que vous êtes content de l'historiographe [1]. »

C'était bien d'être loué, mieux valait encore réussir, et d'Argenson lui-même ne devait pas tarder à penser que pour avancer les affaires, un peu de raison à Madrid, un peu de fermeté chez Louis XV, un peu de loyauté chez Charles-

1. Voltaire, *Correspondance générale*, 14 janvier-17 février 1746.

Emmanuel, étaient préférables à tous les compliments du monde.

Pendant que tout était ainsi à trouble et confusion dans le cabinet français et que force était bien de mettre en panne jusqu'à l'arrivée de l'envoyé espagnol, à Turin, au contraire, la situation devenait d'heure en heure plus aiguë et plus pressante.

Champeaux, en arrivant trouvait, comme il devait s'y attendre, et comme Montgardin l'en avait prévenu, l'humeur très changée avec les circonstances. La pacification, maintenant connue, de l'Allemagne, et l'espoir (bien qu'encore éloigné) de l'arrivée des secours autrichiens avaient fait renaître la confiance dans l'entourage royal. Emmanuel et ses ministres commençaient à se demander s'ils ne s'étaient pas bien pressés, en signant l'engagement du 26 décembre, de se prêter à un acte d'une loyauté douteuse qu'une extrême nécessité pouvait seule justifier. A vrai dire, même dès le premier jour, cette démarche compromettante, une fois consommée, les avait laissés dans un grand trouble d'esprit. Non que ce fût le scrupule de manquer de foi à d'anciens alliés qui les tourmentât, — leur conscience ne parlait pas si haut, — mais c'était la

crainte de s'être brouillés avec leurs amis d'Autriche et d'Angleterre, sans être parfaitement sûrs de la durée et de la solidité des nouveaux liens qu'ils contractaient. La preuve de l'état d'incertitude et même d'angoisse où ils restaient, c'est qu'ils avaient cru devoir faire part d'une résolution si contraire à leurs obligations envers l'Angleterre, à qui? au ministre d'Angleterre lui-même, M. Villette, en lui faisant promettre, sur sa vie et sur son honneur, d'en garder religieusement le secret, mais ils le suppliaient, en même temps, de faire partir un courrier de son ambassade pour plaider auprès de sa cour les circonstances atténuantes de leur défection. Le roi avait voulu s'en expliquer en personne avec l'agent anglais dans un entretien où il donna les marques de la plus extrême douleur et protesta que jamais rien dans sa vie ne lui avait plus coûté. L'Autriche, disait-il, s'était si mal comportée à son égard et lui prêtait si peu d'aide, qu'il ne se croyait pas obligé de se justifier auprès d'elle; mais le roi d'Angleterre, son meilleur ou plutôt son seul ami, il ne se consolerait jamais d'être accusé de lui manquer de parole et d'être devenu indigne de son affection. Mais que pouvait-il faire cependant? George lui-même

était menacé sur son trône et ne pouvait lui apporter aucun appui. Devait-il attendre que les généraux français et espagnols vinssent l'assiéger et le prendre, lui et sa famille, dans sa capitale? Villette, touché de ces considérations (qui en ce moment-là paraissaient encore sans réplique), avait promis de s'en rendre l'interprète et il allait même jusqu'à garantir qu'on y aurait égard à Londres, le roi d'Angleterre n'ayant jamais voulu que le bien de son allié et non sa perte. Sur quoi, Charles-Emmanuel, un peu soulagé, s'était empressé de dire qu'après tout rien n'était définitif, et que les deux souverains amis trouveraient toujours bien quelque moyen de maintenir entre eux une correspondance secrète qui leur permît de veiller à leurs intérêts communs. Bref, il était clair que ce que le cabinet piémontais cherchait avant tout, c'était la suspension d'armes, qui le dégagerait d'un danger pressant, et qu'une fois cette délivrance d'un péril immédiat obtenue, il espérait pouvoir reprendre sa liberté pour en faire usage dans le sens où la fortune des combats lui ferait espérer de rencontrer meilleure chance et plus de profit [1].

1. Villette, ministre d'Angleterre à Turin, au duc de Newcastle, 31 décembre 1746 et 3 janvier 1747. (*Correspondance de Turin.*

On peut juger, dès lors, combien Champeaux fut mal reçu quand il lui fallut convenir qu'au lieu de l'armistice attendu et de l'assentiment promis de l'Espagne, il n'apportait qu'un nouvel instrument diplomatique à rédiger et à débattre. Le mécompte était grand, et Gorzegue ne se fit pas faute de le laisser voir. Cependant, s'il n'eût été question, comme Champeaux se hâta de l'assurer, que de traduire en termes plus précis des points déjà accordés, un changement de forme, n'altérant pas le fond, n'aurait pas donné prétexte à une contestation sérieuse.

Mais la lecture du document apporté par Champeaux fit voir qu'il était loin d'en être ainsi et

— *Record office.*) — Cette étrange commmunication faite au ministre d'Angleterre d'une négociation qui était un véritable manque de foi envers le gouvernement britannique paraît avoir été ignorée de l'historien de Charles-Emmanuel III, M. Carutti, et de l'historien de Marie-Thérèse, M. d'Arneth. Je n'en avais trouvé la trace que dans un écrit du comte Selopis, intitulé : *Delle relazioni politiche tra la dinastia di Savoia ed il governo britannico* (1240-1815. — Turin, 1853, p. 82, 164). C'était un des points que j'aurais eu particulièrement à cœur de vérifier dans les documents des archives de Turin, dont la communication m'a été refusée. J'y ai suppléé par la dépêche anglaise, consultée et copiée au *Record office* de Londres. Il résulte de la dépêche de M. Villette qu'il eut connaissance des moindres détails de la mission de Champeaux, du déguisement que cet agent avait pris, du faux nom qu'il portait, et qu'il put prendre lecture de ses notes. On se demande alors qui Charles-Emmanuel espérait tromper, de George II ou de Louis XV, et si c'était à Londres ou à Paris que ses agents étaient chargés soit de mentir, soit de dire la vérité.

qu'il s'agissait de toute autre chose que de donner une tournure différente à des idées convenues. Des dispositions y étaient insérées, non pas nouvelles (ce qui eût pourtant été grave), mais au contraire déjà discutées et écartées : ainsi les deux premiers articles consacraient bien le partage territorial, tel que l'acte du 26 décembre l'avait établi; mais le troisième (ô surprise !) n'était que la reproduction à peu près littérale du projet de confédération italique, deux fois proposé au cabinet piémontais et deux fois repoussé par lui avec énergie. Et pour en assurer tout de suite l'exécution et bannir sans délai tout Allemand du sol italien, on revenait à l'idée d'enlever le grand-duché de Toscane à l'époux de Marie-Thérèse. On a, en vérité, quelque peine à le croire, — à cette heure suprême, quand toutes les minutes étaient comptées et que le moindre retard remettait tout au hasard, — d'Argenson, sous l'empire d'une préoccupation passionnée, n'avait pu se défendre de tenter, en faveur de la généreuse conception qui lui était chère, un effort vraiment désespéré [1].

1. Ce fait est tellement étrange que j'ai hésité moi-même à y ajouter foi. Cependant le texte du projet de traité, inséré par d'Argenson lui-même en appendice à son journal, ne laisse à cet égard aucun doute; il y est dit en propres termes : « Il sera signé de la part de Sa Majesté Très Chrétienne, de Sa Majesté

La réapparition inattendue de cette exigence, dont on croyait avoir fait justice, porta au comble l'émotion de Charles-Emmanuel et de ses ministres. Leur situation, en effet, devenait de plus en plus critique. D'une part, nous dit un historien piémontais, la signature du procès-verbal du 26 décembre avait été un acte plus nécessaire qu'agréable. Les secours maintenant attendus de l'Autriche rendaient la nécessité moins pressante. Le retard du concours de l'Espagne rendait les avantages plus douteux. Et c'était dans de telles conditions que la France, loin de modérer ses

Catholique et de Sa Majesté le roi de Sardaigne, un traité particulier contenant les conditions de l'union et association qui sera formée entre les princes les plus considérables de l'Italie pour maintenir conjointement et de concert le repos et la tranquillité dans cette partie de l'Europe et pour empêcher qu'aucune armée étrangère puisse jamais y entrer sous quelque prétexte que ce soit. » (*Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. IV, p. 464.) — Faut-il donc penser que Champeaux, désireux de ménager d'Argenson, ne l'avait pas suffisamment averti de la résistance invincible qu'il trouverait sur ce point dans le cabinet piémontais? J'ai été un instant tenté de le supposer, d'autant plus que la note piémontaise, si catégorique, que j'ai citée plus haut, ne figure pas dans les pièces restées au ministère des affaires étrangères; mais cette omission s'explique par le fait que Champeaux, envoyé seul, sans secrétaire, avertit lui-même qu'il ne peut donner copie de tous les documents échangés entre lui et le ministre piémontais et qu'il se borne à en analyser la substance. En tout cas, la première note remise par Montgardin, le 12 novembre à Paris et le silence gardé dans l'acte du 26 décembre devaient avertir suffisamment de l'impossibilité de faire insérer, dans un acte tardif et dont la conclusion était gente, une disposition de cette importance.

demandes, y ajoutait des exigences qu'elle savait particulièrement désagréables! C'était une prétention exorbitante, et qui ne pouvait être admise. Mais, d'un autre côté, renvoyer Champeaux avec un refus tout sec, c'était la rupture immédiate : et les auxiliaires annoncés par Marie-Thérèse n'avaient pas encore franchi les Alpes : avant d'arriver jusqu'aux rives supérieures du Pô, ils devaient passer sur le corps des Espagnols, déjà maîtres de la Lombardie; la capacité des généraux autrichiens n'était pas assez éprouvée pour qu'on pût attendre d'eux, ni une victoire certaine, ni une marche prompte et facile. Les Français, au contraire, étaient encore campés en plein Piémont, en possession de toutes les places fortes (sauf Alexandrie, dont les jours étaient comptés); ils pouvaient d'une heure à l'autre, apparaissant devant Turin, mettre la main sur la capitale et sur le souverain. Dans cette alternative vraiment alarmante, Charles-Emmanuel rassembla son conseil des ministres et demanda à chacun son avis par écrit. La trace de cette délibération solennelle est ainsi conservée dans les archives de Turin.

Les sentiments furent partagés : le ministre de la guerre, le comte Bogino, qui passait pour avoir été hostile dès le début à toute la négocia-

tion, insista pour le parti le plus décisif. Point de changement, ni dans le fond, ni dans la forme à l'acte du 26 décembre. C'était à prendre ou à laisser. — Un autre des conseillers, le marquis de Borzeglio, inclina au contraire à la concession et à la faiblesse : à tout prix, il fallait, suivant ce prudent personnage, sauver Alexandrie et préserver Turin d'un coup de main. On verrait ensuite, si, en prévenant l'Autriche et l'Angleterre, on ne pourrait trouver moyen de se dégager des paroles données. Gorzegue, suivant une voie intermédiaire, proposa de consentir à une rédaction nouvelle des engagements du 26 décembre, pourvu qu'elle fût rigoureusement conforme au programme primitif et qu'on n'y fît place à aucune condition supplémentaire. Il exigeait de plus que cette fois la convention fût définitive, et que la suspension d'armes en fût la suite immédiate. Ce fut l'opinion qui prévalut. Dans les situations difficiles, les termes moyens, sans satisfaire tous les esprits, rallient habituellement tous les suffrages[1].

La marche indiquée par Gorzegue, d'ailleurs, bien que conciliante en apparence, était en réalité plus adroite et même plus insidieuse qu'elle

1. Carutti, *Histoire de Charles-Emmanuel* (t. III, p. 212 et suiv.).

n'avait l'air, car il était clair que Champeaux n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour modifier lui-même le texte nouveau qu'il avait apporté, et moins encore pour notifier aux généraux français l'injonction de suspendre les hostilités. Tout revenait donc en définitive à renvoyer une troisième fois l'affaire à Paris. C'est effectivement à quoi, après quelque débat, il fallut bien se résoudre, et Champeaux ne voulant pas même, de crainte de nouveaux malentendus, se faire l'interprète des volontés du cabinet piémontais, ce fut Gorzegue qui se chargea de les formuler lui-même dans une série d'articles, constituant une sorte d'ultimatum. Il y ajouta l'exigence expresse que tout fût conclu (principalement l'armistice) avant la fin du mois de février déjà en cours. Cette date était de rigueur, puisqu'à ce moment les Autrichiens seraient certainement en marche, peut-être déjà aux prises avec les Espagnols, et qu'il importait de savoir quelle attitude le roi de Sardaigne devrait prendre à leur égard [1].

Le ministre anglais eut connaissance de cette détermination comme des précédentes, et en fai-

1. Champeaux à d'Argenson, 5 février 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères.)

sant part à sa cour, il exprimait, non sans raison. l'espérance que, tout étant de nouveau mis en question, une rupture complète pourrait s'ensuivre. La seule chose qui le surprît et qu'il ne pouvait s'expliquer, c'était la persistance du ministre français dans le plan chimérique de confédération italienne. Il fallait que ce fut, disait-il, la conception propre et favorite du roi de France (*own darling offspring*), et pour s'en rendre compte, il en était réduit à imaginer que Louis XV voulait se faire empereur de la confédération d'Italie pour égaler l'époux de Marie-Thérèse, devenu empereur de la fédération germanique.

Si Champeaux n'eût pas été avant tout préoccupé de garder le rôle inespéré qui lui était échu, si même il n'eût pas été réduit à vivre dans une cachette obscure, dont il ne sortait que de nuit, n'entretenant de communications avec personne, et n'apprenant que ce qu'on voulait bien lui dire, la fixation de ce délai pendant lequel toute l'affaire de la négociation devait rester secrète, lui aurait ouvert les yeux sur la situation singulièrement avantageuse que le ministre piémontais réussissait par là à se ménager. Charles-Emmanuel allait ainsi avoir un mois pour se décider, suivant son humeur ou suivant les cir-

constances, entre les deux alliances autrichienne et française, demeurant libre également de rester fidèle ou de faire défection à l'une, de se rapprocher ou de demeurer éloigné de l'autre. Il gardait les deux cartes entre les mains, pouvant jouer jusqu'à la dernière heure celle qui lui présenterait le plus de chance de succès. Si la France entraînait l'Espagne à sa suite, Alexandrie était sauvée, le Piémont délivré, et l'on marchait, d'accord avec les puissantes armées des deux royautés de la maison de Bourbon, au-devant des Autrichiens pour leur barrer l'entrée de l'Italie et enlever à Marie-Thérèse une part de son patrimoine. Dans le cas contraire, le même délai d'un mois laissait aux Autrichiens le temps d'avancer; on pouvait les attendre sans trop de péril, et leur tendre la main à leur arrivée, en prenant à revers Français et Espagnols et en les plaçant entre deux feux. C'était bien la vieille politique à double face et à deux tranchants tant reprochée à la maison de Savoie, mais jamais elle n'avait opéré dans des circonstances plus saisissantes. Il ne s'agissait pas cette fois de se retirer simplement d'une lutte engagée et de contracter une obligation à longue échéance. C'était à huit jours de la décision à prendre et des combats à livrer, en

face des armées prêtes à entrer en campagne, qu'on discutait tranquillement dans le cabinet de Charles-Emmanuel de laquelle des deux nations rivales il convenait de verser le sang, ou de recevoir l'argent. Il y a certainement eu dans l'histoire des manœuvres plus loyales, je ne crois pas qu'elle en signale d'une plus audacieuse habileté.

Et ce n'était pas malheureusement le seul avantage que les hésitations des deux cabinets de Versailles et de Madrid assuraient à celui de Turin. L'invitation secrète adressée, nous l'avons vu, par d'Argenson au commandant de l'armée française l'engageant à se tenir tranquillement sur la défensive, pendant la durée d'une négociation dont on ne lui indiquait ni les conditions ni la nature, — cette communication si imprudemment faite et plus imprudemment encore révélée à Charles-Emmanuel, — allait avoir une bien autre conséquence : car l'armée piémontaise déjà remise, par le repos de l'hiver, de ses revers de l'année précédente, acquérait ainsi la facilité de prendre d'avance, sans exciter de soupçons et sans provoquer de représailles, toutes les mesures nécessaires pour se trouver prête, au cas où la négociation viendrait à échouer, à recommencer du jour au lendemain les hostilités.

Advenant ce cas de rupture, toujours possible et même aisé à prévoir, cette armée, qui nous redevenait ennemie et n'aurait même jamais cessé de l'être, aurait quelques semaines d'avance sur la nôtre : elle se trouverait sous les armes et prête à l'attaque, tandis que Maillebois, endormi dans une fausse sécurité, et ne redoutant aucune agression, aurait à peine pris les précautions nécessaires pour se défendre.

Rien dans les verbeuses dépêches adressées par Champeaux à d'Argenson pour lui transmettre les dernières propositions, ou plutôt les dernières injonctions de Gorzegue, ne fait voir qu'il ait eu le moindre pressentiment de ces périls. Il n'y est occupé qu'à se justifier d'avoir dû sacrifier une seconde fois le *magnifique projet* de fédération italienne et d'expliquer pourquoi il ne se faisait pas lui-même le commissionnaire de ce nouvel envoi. Il restait, disait-il, pour surveiller sur place la suite des événements. En réalité, c'était dans l'espérance (et il le laisse trop voir) que le traité définitif serait signé à Turin et qu'il aurait la gloire d'y attacher son nom. D'Argenson, en recevant cette longue missive, n'y vit pas plus clair que son agent. Une seule chose le frappa : c'est que tout serait man-

qué si tout n'était pas fait au 1er mars, et qu'il fallait à tout prix avoir conclu avant cette fatale échéance.

L'impatience d'ailleurs le gagnait lui-même, il avait plus d'une raison d'être pressé d'en finir. On attendait l'envoyé de Philippe V, le duc d'Huescar, qui voyageait lentement avec tout l'appareil d'une ambassade extraordinaire, comme s'il eût voulu protester par cette marche solennelle contre la décision précipitée qu'on avait prétendu arracher à son souverain. Louis XV, très mécontent de ce retard, tenait toujours bon, et répétait très haut, malgré les clameurs d'une partie de sa famille, et les répugnances de la plupart de ses ministres, qu'il n'écouterait aucune remontrance et ne ferait pas de concession. D'Argenson crut faire un coup de partie en profitant de cette disposition, pendant qu'elle durait, pour engager le souverain à fond, par un acte sur lequel il ne fût plus possible de revenir, et qui mît le duc d'Huescar, dès son arrivée, dans l'alternative de céder ou de se retirer immédiatement. C'est la seule explication qu'on puisse donner de la décision imprévue qu'il allait prendre. Dès le 17 février, c'est-à-dire, après avoir pris à peine le temps de jeter les yeux sur les pièces que Cham-

peaux lui faisait tenir (émanées, nous l'avons vu, de la rédaction du ministre piémontais lui-même), il manda chez lui le comte de Montgardin et signa, au courant de la plume, le fameux armistice, objet de tous les vœux de la cour de Turin, sans y mettre ni une condition,ni une réserve,et en y laissant insérer un article spécial qui stipulait la levée immédiate du blocus d'Alexandrie. La seule précaution qu'il prît (et encore était-ce en fait plutôt qu'en droit, car l'acte lui-même n'en porte aucune trace), ce fut d'ajourner la publication jusqu'à l'arrivée à Paris de son gendre le comte de Maillebois, qu'il résolut d'envoyer en qualité de plénipotentiaire pour prendre la place de Champeaux et terminer tous les arrangements définitifs. C'était au comte, après avoir pris connaissance de l'état des choses à Turin, à s'entendre avec le maréchal son père sur le moment où il conviendrait de mettre la suspension d'armes à l'ordre du jour des troupes françaises [1].

1. C'est à ce moment seulement, comme on peut le voir par une lettre de d'Argenson à son frère (9 février 1750), que celui-ci eut connaissance de la note envoyée au maréchal de Maillebois; d'Argenson l'en avise en ces termes: « J'ai eu ordre d'écrire au maréchal de Maillebois en grande confidence qu'il n'était pas possible que nous fissions affaire avec le roi de Sardaigne et qu'il fallait que son bon esprit s'arrangeât sur cela. » (*Mémoires et Journal de d'Argenson*, édit. Janet, t. V, p. 16.)

Ainsi nous passions d'un extrême à l'autre : entre la persistance obstinée dans des espérances chimériques, ou la concession précipitée d'un point capital, il y avait pourtant quelque intermédiaire à garder; quel contraste entre cette conduite saccadée et incohérente et la marche savante et calculée du cabinet de Turin[1] !

Les signatures étaient à peine échangées que d'Argenson pouvait se demander s'il ne s'était pas trop hâté. Le duc d'Huescar arrivait et, quoique dans sa première audience, il se fût montré aussi absolu dans sa résistance que son maître l'avait été à Madrid, dès la seconde ou troisième séance il commença à murmurer tout bas que peut-être un arrangement serait possible si l'on pouvait élargir la part faite en Lombardie à l'infant Philippe. Devant cette lueur d'espoir d'un accommodement pacifique, la résolution tout à l'heure intraitable du roi commença à mollir, et

1. Le texte du traité d'armistice, publié dans le *Journal de d'Argenson* (t. IV, 270), porte en *post-scriptum* sous ce titre : *Article séparé*, une clause stipulant que l'armistice ne sera publié qu'après que le traité de paix définitive aura été conclu. Cet article ne se trouve pas dans l'instrument officiel conservé aux affaires étrangères, et, d'ailleurs, la suite des faits va prouver que rien de pareil n'avait été arrêté. Les incidents qui firent échouer la mission du comte de Maillebois n'auraient pas eu lieu si l'armistice n'avait dû être consenti que conditionnellement.

il se demanda s'il n'y aurait pas là un terrain de conciliation sur lequel on pût entrer en conversation avec le roi de Sardaigne. Mais ce fut bien autre chose quand, peu de jours après, Champeaux fit savoir que, la nouvelle de la mission du duc d'Huescar étant arrivée à Turin, le fait jusque-là soupçonné de la résistance de l'Espagne était devenu par là même public, et que Gorzegue exigeait, en conséquence, qu'on rendît publique aussi la résolution de la France dont on lui avait fait part à l'oreille : — à savoir que l'Espagne serait laissée seule dans son abstention et que les troupes françaises, se séparant de celles de l'infant, se retireraient d'Italie. Pour le coup le cœur paternel du roi s'émut tout à fait. Déclarer tout haut, en face de l'Europe, qu'il allait livrer l'époux de sa fille aux injures des Autrichiens, au risque de le voir, après une bataille perdue, emmener captif à Vienne! C'était une extrémité odieuse et un aveu trop pénible. « J'avais bien fait cette menace, disait-il naïvement à d'Argenson, et je voulais que l'Espagne le crût : mais je n'avais jamais pensé qu'on l'exécuterait. » Et de fait, l'idée de faire évacuer l'Italie par les troupes françaises avait bien, même à un point de vue moins sentimental, quelque inconvénient pra-

tique. Les Français partis, qui allait tenir tête aux Autrichiens en Italie? Charles-Emmanuel s'en chargerait-il à lui seul? et s'il s'en dispensait et se réfugiait dans une neutralité prudente, le généreux projet de bannir les Allemands d'Italie n'allait-il pas aboutir à la duperie de les laisser au contraire maîtres absolus du terrain? Il était tard pour s'en apercevoir. Était-il temps d'y aviser[1]?

En tout cas, d'ailleurs, une chose était claire, c'est que, soit pour discuter les demi-concessions de l'Espagne, soit pour écarter les exigences du cabinet piémontais, on entrait dans une nouvelle phase de pourparlers qui se prolongerait assurément au delà du terme fixé. Dès lors, que faire, à cette date du 1er mars qui approchait, de l'armistice qu'on venait de signer? Pouvait-on le déchirer quand l'encre était encore toute fraîche? Fallait-il y donner cours devant une situation redevenue aussi incertaine que jamais? C'est sur quoi un très vif débat s'éleva de nouveau entre le marquis d'Argenson et le comte son frère : le marquis soutenait que la publication, loin d'être nuisible, aurait

1. La phrase que je mets dans la bouche du roi est prise textuellement dans une note de sa propre main mise à une dépêche préparée par d'Argenson, 7 mars 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères).

l'avantage de compromettre le roi de Sardaigne, et, suivant son expression, *d'embarquer l'affaire, en déclarant Sa Majesté sarde en pleine défection avec ses alliés*. Le comte répondait que, comme il fallait bien que le roi de Sardaigne trahît quelqu'un en cette occasion, on ne pouvait savoir d'avance si c'était à ses anciens ou à ses nouveaux alliés qu'il comptait fausser compagnie, et que le plus sûr était de se mettre en garde à tout événement pour n'être pas le jouet de ses artifices, et il montrait sans peine le danger qu'un désarmement précipité ferait courir à l'armée française : « Nous en répondrions sur nos têtes, » s'écriait-il. Le marquis était obligé alors de confesser son incapacité complète dans les affaires de guerre, et d'ailleurs, il avoue lui-même qu'entre tant de prétentions et d'intérêts divers à concilier sur trois théâtres différents, son trouble était extrême : « La délicatesse et la passion, dit-il quelque part, qui excèdent le sentiment qu'on en devrait avoir font trembler à chaque pas dans une négociation de ce genre [1]. »

Bref, on finit par se mettre d'accord en n'auto-

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 298, 299); — d'Argenson à Champeaux, 28 février 1746. (*Correspondance de Turin*. — Ministère des affaires étrangères.)

risant le comte de Maillebois à publier l'armistice que sous les trois conditions suivantes : la durée en serait indéfinie et non seulement de deux mois; on ferait précéder la publication d'une déclaration renouvelant les engagements du 26 décembre, et leur donnant ainsi ce qu'ils n'avaient pas encore reçu, un caractère public et irrévocable; enfin (et c'était le point sur lequel le ministre de la guerre insistait le plus), le blocus de la citadelle d'Alexandrie ne serait pas levé, mais on introduirait seulement dans la place un ravitaillement suffisant pour huit jours, qui serait renouvelé de semaine en semaine jusqu'à l'arrangement définitif; et c'est avec cette quatrième édition d'un même texte revisé, mutilé et complété à tant de reprises, que le comte de Maillebois se mit en route et arriva le dernier jour de février à Briançon, où il devait trouver les laissez-passer nécessaires pour franchir la frontière piémontaise.

Les passeports l'attendaient bien, en effet, mais avec une lettre de Champeaux qui en renfermait une autre de Gorzegue, très polie, très empressée même, se terminant pourtant par cette question nettement posée : le comte était-il, oui ou non, en mesure de publier l'armistice dès son arrivée à Turin? Si oui, qu'il arrivât au plus tôt,

si non, qu'il voulût bien s'arrêter et attendre qu'on vînt le trouver sur le territoire français, parce que sa présence dans la capitale ne pourrait être ignorée des cabinets anglais et autrichien, déjà très inquiets des bruits qui circulaient, et placerait ainsi le roi de Sardaigne dans la position la plus fausse vis-à-vis de ses alliés.

Le motif allégué pour une interrogation si pressante n'était pas absolument un prétexte. Il est certain que le voyage du duc d'Huescar avait donné partout l'éveil. Une démarche si publique, et dont le but n'était plus un mystère, ne pouvait manquer d'avoir un grand écho à Vienne et à Londres. La nouvelle de la défection du roi de Sardaigne était répandue dans toutes les chancelleries et tous les cafés d'Europe. Le moins que pouvaient faire les deux cours menacées de cet abandon était de mettre le cabinet de Turin en demeure de démentir ces soupçons en donnant quelque gage incontestable de sa fidélité, et le plus éclatant était, certainement, la reprise immédiate des hostilités. C'est aussi ce qu'était venu demander le prince de Lichtenstein, accouru de sa personne de Novare à Turin, pour chercher des ordres et s'étonnant déjà tout haut qu'on les lui fît encore attendre. En un mot, l'instant cri-

[illegible] sans [illegible] aucune condi- [illegible] quelconque ne serait [illegible] ainsi, du [illegible] rupture immédiate, le [illegible] deux des points

qu'on lui avait recommandé d'obtenir, il n'y en eut qu'un, le ravitaillement limité d'Alexandrie, sur lequel (connaissant le prix que son oncle, le ministre de la guerre français, y avait mis) il persista à ne pas céder. Bogino, de son côté, tint ferme sur la négative, et, en se levant, il déclara que, tous les délais prévus étant expirés, un corps de troupes piémontaises était prêt à se mettre en marche pour aller porter secours à Alexandrie, que l'ordre de départ avait même été retardé d'un jour pour laisser au plénipotentiaire français le temps de se décider, mais que, si le lendemain, 5 mars à l'aube du jour, on n'avait rien fait dire de nouveau à Turin, la marche serait commencée et ne pourrait plus être arrêtée [1].

C'était bien là, en effet, le mot de l'énigme. Pendant le mois que le cabinet de Turin s'était réservé, je l'ai dit, pour délibérer tout à son aise, la cause de l'alliance française n'avait pas cessé de perdre du terrain dans le conseil et dans

1. Carutti, *Histoire de Charles-Emmanuel* (t. II, p. 321-322, — Champeaux à d'Argenson, 5 mars; — le comte de Maillebois à d'Argenson, 6 mars 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères.) — (Voir toute la correspondance échangée entre Gorzegue et le comte de Maillebois les 2, 3, 4 et 5 mars. — Rendu, p. 168, 174.)

l'esprit même de Charles-Emmanuel. C'était l'effet naturel de l'hésitation de l'Espagne et des dissentiments intérieurs de la famille royale comme du ministère de France, dont des agents bien informés ne laissaient rien ignorer à Turin. Marie-Thérèse, au contraire, prenait son parti avec sa résolution et sa perspicacité accoutumées. Avertie par le bruit public, elle connaissait assez le caractère de son volage allié pour ne pas douter de la défection dont elle était menacée; elle ne prêtait naturellement aucune foi aux dénégations obstinées qu'opposait, à toutes les questions qui lui étaient posées, le ministre sarde à Vienne. L'embarras seul de cet agent, trop visible dans son attitude, était un indice auquel on ne pouvait se méprendre. Mais, d'autre part, la mission même du duc d'Huescar indiquait assez clairement que la nouvelle alliance, bien que sérieusement mise sur le tapis, n'était pas chose faite, puisque l'Espagne discutait sur les conditions de son adhésion. Dès lors, la seule manière de prévenir le mal, s'il en était temps encore, c'était non de se livrer contre Charles-Emmanuel à des récriminations blessantes, mais de lui rendre le courage d'opérer en silence un nouveau changement de front. La peur avait dû dicter sa

trahison, c'est en le rassurant qu'on pouvait l'empêcher de la consommer. Aussi, sans se mettre trop en peine de savoir quel accueil ses troupes allaient recevoir, la prudente souveraine ne songea-t-elle qu'à imprimer à leur marche une célérité inaccoutumée. Un corps de trente mille hommes arrivait donc, faisant dix lieues par jour, et les premiers détachements étaient déjà signalés aux environs de Mantoue. Ce contraste entre l'indécision, d'une part, et la hardiesse, de l'autre, frappait l'égoïste prudence du roi de Sardaigne et le faisait incliner de jour en jour davantage du côté de l'Autriche. Il fut bientôt évident qu'il ne cherchait plus qu'un prétexte pour se dégager d'une parole imprudente et faire oublier une défaillance momentanée. Quand on cherche en ce genre, on finit toujours par trouver. C'est ce que pensa sans doute le ministre de la guerre, le comte Bogino, qui, ne doutant plus d'une rupture qu'il avait toujours désirée, se mit silencieusement à l'œuvre pour reprendre les opérations militaires, dès que la permission lui en serait donnée, en les inaugurant par un grand coup de surprise et d'audace.

Son plan (dont tous les historiens piémontais parlent avec admiration, presque comme d'une

conception de génie) était de réunir les bataillons les plus alertes et les plus aisément disponibles qu'il eût à ses ordres, de mettre à leur tête un chef connu par sa résolution et son esprit d'entreprise, le baron de Leutrum, puis de les lancer à travers les lignes française, dans l'espoir de les faire arriver sous les murs d'Alexandrie avant que la place, déjà réduite aux horreurs de la famine, eût été contrainte à capituler. Quand on jette les yeux sur la carte, et qu'on examine la position respective des armées, on a peine à concevoir comment un dessein d'une si folle témérité avait pu passer par la tête d'un tacticien quelconque. L'accès d'Alexandrie, du côté de Turin, était défendu par une chaîne de places fortes, toutes occupées par les Français, qui y gardaient des garnisons respectables. En arrière, autour de Tortone, était campé le maréchal de Maillebois lui-même, avec le gros de ses troupes. C'était donc l'armée française tout entière que les agresseurs pouvaient trouver, au premier signal, en face d'eux. D'où venait à Bogino la hardiesse de tenter une pareille aventure? Uniquement (il est impossible de le méconnaître) de la confiance que lui inspirait la recommandation donnée par d'Argenson à Maillebois de ne faire

aucun mouvement tant que durerait la négociation pendante. On était sûr de trouver devant soi un adversaire qui avait promis de ne pas bouger; l'essentiel était de le maintenir dans cette attitude passive, en lui laissant ignorer tout ce qui se passait en dehors de lui, jusqu'à ce qu'il ne fût plus en mesure de se mettre en garde. Assurément, l'engagement n'étant pas réciproque, il était, dans la rigueur du droit, permis au gouvernement piémontais de prendre cette initiative sans prévenir; mais s'il y eut jamais des cas où, suivant l'ancien adage, le droit extrême touche à l'extrême injure, celui-ci était du nombre.

Telle était la manœuvre plus habile qu'honnête qui, comme on le voit, réussissait à souhait. Il faut convenir que tous les politiques français semblaient donner à l'envi dans le piège qui leur était tendu. On n'avait pu laisser ignorer au maréchal de Maillebois l'envoi de son fils comme plénipotentiaire à Turin, et rien n'était mieux fait pour entretenir le chef de l'armée française dans l'attente et dans l'illusion d'une pacification prochaine. Comment croire, en effet, qu'un personnage aussi important que le gendre du ministre des affaires étrangères et le fils du commandant en chef de l'armée se déplaçât pour

autre chose que pour mettre le sceau à un pacte déjà conclu? Mais les réserves apportées, après coup, à une convention déjà signée, fournissaient au cabinet piémontais justement le meilleur prétexte de rupture qu'il pût désirer. Enfin, le comte de Maillebois lui-même, en prolongeant les pourparlers sans les clore, et en venant se placer aux portes de Turin dans un point où il ne pouvait communiquer même avec les postes les plus avancés de l'armée française, permettait à Bogino de compléter ses préparatifs sans crainte d'être inquiété. Et c'est ainsi que l'adroit ministre arrivait au résultat vraiment inespéré de garder tout en suspens jusqu'à la derrière heure, et de ne congédier le fils que quand il n'y aurait plus aucun moyen d'aviser le père, en temps utile, de son échec et de son renvoi.

Tout étant de la sorte heureusement combiné, le 5 mars, au matin, l'expédition piémontaise reçut l'ordre du départ; et quand, dans la journée qui suivit, le comte de Maillebois, qui, jusque-là, s'était naïvement refusé à prendre la menace au sérieux, fit savoir qu'il était prêt enfin à tout céder, la réponse fut qu'il était trop tard, que les troupes étaient en route et trop éloignées déjà pour qu'un ordre de rétrograder pût les atteindre.

Sa présence, dès lors, qui commençait à être connue, devenant à la fois compromettante et inutile, on l'engageait à rentrer sur le territoire français pour y attendre la suite des événements. On avait même eu le soin de lui faire préparer des chevaux sur toute la route, jusqu'à Suse, pour qu'il n'eût de prétexte de s'arrêter nulle part [1].

En même temps, le marquis de Gorzegue mandait auprès de lui les ministres d'Autriche et d'Angleterre et prenait enfin son parti de confesser tout haut ce qui ne pouvait plus être caché, à savoir qu'une négociation avait été engagée avec la France et qu'un envoyé français de haut rang était venu jusqu'à la porte de Turin. Mais il ne s'était agi, suivant lui, que de conclure un armistice pour sauver la ville d'Alexandrie, menacée d'une chute imminente. Quant au fond même de la transaction et au projet de partage des États autrichiens (qui avait été un instant accordé et convenu), il n'y fit qu'une légère et très vague allusion. « Quelques points, disait-il, avaient bien été un instant mis en avant qui semblaient satisfaire l'agent français, mais, tout étant resté subordonné à la condition prélimi-

1 Gorzegue à Maillebois, 5 mars 1746. — Rendu, p. 170.

naire de la suspension d'armes, sur laquelle on n'avait pu s'accorder, l'affaire était rompue, l'envoyé français était reparti; et il n'y avait plus qu'à se mettre en campagne, ce qui allait être fait ce jour-là même. Le roi, ajouta-t-il, m'a donné ordre de vous faire part de tout ceci pour faire connaître la *droiture* de ses *intentions.* »

L'attitude des deux agents en recevant cette communication fut nécessairement assez différente. Pour le ministre anglais, qui savait tout, à qui on n'avait laissé ignorer aucun des incidents de la négociation, il eut peine (il en convient lui-même) à affecter la surprise; il ne répondit que peu de mots, admirant en vérité, ajoute-t-il, l'art avec lequel le ministre avait su faire le silence sur les points délicats. Quant au ministre autrichien, il resta matériellement atterré, ce qui lui donna une apparence de calme dont son collègue resta étonné. Mais l'entretien fini et la porte fermée, il reprit ses sens, et de la stupeur passa à la plus vive irritation. Jamais, s'écriait-il, on n'avait vu conduite si perfide et si indécente. Qu'était-ce donc que ces *points* sur lesquels on avait réussi à se mettre d'accord, *un instant*, à la satisfaction de la France? Il n'était pas difficile de les deviner. Il vaudrait cependant la peine de les

tirer au clair, et de concert avec le prince Lichtenstein (à qui son aide de camp venait de tout raconter) il allait demander une audience au roi où il le forcerait bien de s'expliquer. L'Anglais laissa passer ce flot de colère avec le sang-froid britannique, sans mot dire, jusqu'à ce que la fatigue vînt y mettre un terme (*I let go this way for some time and till he seemed tired*). Prenant alors la parole, avec calme, il lui fit remarquer que sans doute une audience du roi serait très utile pour obtenir de lui la promesse formelle que tout était fini avec la France et qu'aucun pourparler ne serait repris, mais que, quant à revenir sur le passé et à lui poser des questions qui l'embarrasseraient, de deux choses l'une, ou il n'y répondrait pas, ou les réponses qu'il ferait n'inspireraient aucune confiance.

« J'ajoutai, dit-il, que nous devions regarder la découverte que nous venions de faire comme des plus heureuses pour nos intérêts communs, puisque ce qui venait d'arriver à M. de Maillebois ne pouvait que creuser un fossé profond (*widen the breach*) entre Sa Majesté Sarde et la France, et qu'il valait mieux, par conséquent, profiter de la circonstance que d'exaspérer ces gens-là par des marques inopportunes de ressentiment, qui ne

pourraient que les rejeter dans les bras des Français; nous devions donc, dans mon opinion, nous borner à rapporter les faits à nos cours sans les accompagner d'aucune réflexion et en laissant nos maîtres en faire tel usage qu'il leur conviendrait. Quant à nous, nous devions profiter de l'occasion qui nous était offerte pour rétablir nos affaires et faire tort à l'ennemi commun. Cette manière de voir ne parut pas très goûtée quand je l'exposai, mais j'ai lieu de croire qu'on en a pourtant tenu compte. » Effectivement, la réflexion porta conseil et le comte de Richecour (c'était le nom du ministre d'Autriche), en rendant compte de l'incident à Marie-Thérèse, au lieu d'en accroître la gravité, s'efforça de l'atténuer. Il se borna à se prêter le mérite d'avoir trouvé sur place une réponse tournée en épigramme et probablement aiguisée après coup, puisque le récit anglais n'en parle pas : « J'ai répondu à M. de Gorzegue, dit-il, que je lui étais fort obligé de sa communication et que je m'empresserais d'en informer Votre Majesté Impériale, qui avait déclaré tant de fois qu'elle aimerait mieux perdre de son propre bien que de voir le roi en perdre du sien. » Quant au prince de Lichtenstein, il se mit en chemin sans délai pour aller porter ses

troupes sur les derrières de l'armée française tandis qu'elle serait attaquée de front par les troupes piémontaises sous les murs d'Alexandrie[1].

Un tour diplomatique si bien joué devait aboutir à un succès militaire aussi complet. L'agression, tout à fait imprévue, trouva le maréchal de Maillebois plongé dans la confiance la plus absolue. Il s'y abandonnait avec d'autant plus de complaisance que, ses rapports avec les généraux espagnols devenant de jour en jour plus aigres, il ne se souciait nullement de reprendre en leur compagnie une nouvelle campagne dans les conditions

1. Villette au duc de Newcastle, 15 mars 1746. (*Correspondance de Turin. — Record office.*) — Richecour à Marie-Thérèse, 6 mars 1746 (dépêche communiquée par M. d'Arneth). — On a quelque peine à croire que, le ministre d'Angleterre à Turin ayant été pleinement informé du détail de la négociation et ayant communiqué tous ces renseignements à son gouvernement, le cabinet de Londres n'en ait rien fait savoir à Vienne et que Marie-Thérèse soit restée jusqu'au dernier moment dans l'ignorance d'un fait qui l'intéressait à un si haut degré. C'est cependant ce qu'affirme M. d'Arneth dans son *Histoire de Marie-Thérèse* et ce qu'il a bien voulu me confirmer par une lettre écrite en réponse à la question que je lui avais faite et à la suite de laquelle il a eu l'obligeance de se livrer à de nouvelles recherches. Il reste convaincu que l'Autriche n'a rien su de ce qui se passait à Turin avant la fin de février et n'a été avertie à ce moment même que par les bruits publics vaguement répandus à Londres. Comment expliquer ce silence observé par le gouvernement anglais envers son alliée sur un point qui les touchait également l'un et l'autre? Faut-il croire que l'Angleterre, moins intéressée que l'Autriche dans les affaires d'Italie, voyait sans trop de déplaisir l'agrandissement du roi de Sardaigne? C'est possible, mais je n'oserais l'affirmer. On a peine à se reconnaître dans ce dédale de fourberies et d'intrigues.

de l'année précédente. L'annonce de l'arrivée de son fils, porteur d'une convention d'armistice et chargé de pleins pouvoirs, le comblait de joie. Il se préparait à en faire à son armée, par un ordre du jour public, la joyeuse surprise; et, en attendant, il n'en gardait plus le secret avec son entourage. Le déplaisir que paraissaient en éprouver ses maussades alliés ne faisait qu'accroître la satisfaction qu'il allait avoir à tendre amicalement la main à ses ennemis de la veille. Sa sécurité était telle qu'au moment où tout était prêt déjà pour le surprendre,il en était encore à demander à Paris des instructions pour savoir à qui, de l'infant ou du roi de Sardaigne, il convenait de céder, en cas d'expédition commune, le pas et le commandement. Aussi quand, dans les premiers jours de mars, le comte de Montal, qui commandait à Asti, lui fit savoir que ses éclaireurs lui signalaient des mouvements suspects du côté de Turin, des passages de troupes et d'artillerie dont l'aspect était menaçant, le maréchal se refusa absolument à prendre l'alarme; et, au lieu de se porter tout de suite, comme il l'aurait fait en toute autre occasion, à l'aide de son lieutenant, il haussa les épaules et parut se moquer du message et du messager. On se trompait, dit-il,

ou on le trompait, et ces menaces apparentes n'avaient pour but que de donner le change aux soupçons, déjà éveillés, des Autrichiens. Montal ayant insisté, il se borna à lui ordonner de prendre quelques précautions insignifiantes. Telles qu'elles étaient, cependant, ces recommandations n'arrivèrent pas à leur adresse : le courrier qui les portait trouva les Piémontais déjà sous les murs d'Asti, bombardant les faubourgs, creusant des tranchées et prêts à ouvrir la brèche [1].

1. Voir toute la correspondance échangée entre Montal et Maillebois dans l'ouvrage publié par le marquis de Pezay, sur les campagnes du maréchal de Maillebois en Italie (vol. III, p. 513, 520); mais cet ouvrage doit être consulté avec réserve, parce que l'auteur, écrivant sous les yeux et à la demande de la famille du maréchal, fait plutôt un panégyrique et un plaidoyer qu'une histoire. Montal, écrivant après l'événement, à Paris, pour se justifier, dit en propres termes que le maréchal lui avait fait dire qu'il était sûr de notre paix, « signée avec le roi de Sardaigne et que je ne devais avoir aucune inquiétude sur la marche des ennemis ». « Il paraît, par les ordres que M. le maréchal m'a donnés, qu'il était dans la bonne foi. » (Montal au comte d'Argenson, 24 mars 1746. — Ministère de la guerre.) La lettre porte en marge cette note de la main du ministre : *J'ai rendu compte au roi, rien à répondre.* — Voir aussi en *Appendice* au volume VII du *Journal de Luynes* (p. 36), une lettre sans signature, évidemment écrite par un officier de l'armée de Maillebois. Il y est dit que la nouvelle du traité signé avec la cour de Paris était publique dans l'armée, qui n'attendait que le moment de la publication d'un armistice... Puis, à propos de l'attaque d'Asti : « La marche des ennemis n'avait rien dissimulé : elle se faisait tambour battant ; on l'annonçait de toutes parts à M. le maréchal. Mais, par je ne sais quelle fatalité, ou séduit par les apparences d'une paix prochaine, il ne semblait faire aucune attention à ce récit.

C'était sur Asti en effet, que Leutrum et sa petite troupe s'étaient portés, comme sur le point qui commandait la route directe d'Alexandrie. Montal, réduit à ses propres forces, était-il en état de leur tenir tête? C'est une question qui a été fort disputée entre lui et ses supérieurs, et peu s'en est fallu que la solution en ait été remise à un conseil de guerre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'essaya seulement pas de résister. Ne comprenant rien à ce qui se passait et perdant complètement la tête, après quelques coups de canon échangés, il se décida à députer un parlementaire à Leutrum : « Que se passe-t-il donc? dit cet envoyé, et que faites-vous? Tout le monde sait que la paix est faite avec votre maître, et vous nous attaquez sans prévenir? — Je ne sais rien de tout cela, répondit brusquement Leutrum, le roi m'a ordonné de prendre Asti : Je fais ce qu'on m'a dit de faire. »

Plus surpris et plus démoralisé que jamais, ne pouvant faire accorder les avis de Maillebois et le spectacle qu'il avait sous les yeux, Montal se laissa parler de capitulation. Il aurait voulu obtenir la sortie avec les honneurs de la guerre, et la faculté de se retirer sous Alexandrie. De la sorte, rien n'eût été compromis, et il aurait pu aller

demander à Maillebois l'explication de ce mystère. Mais Leutrum, sentant son avantage, déclara que toute la garnison était déjà en fait prisonnière de guerre et qu'il ne la laisserait pas échapper. Il lui fallait la soumission complète, ou dans deux heures il donnait l'assaut. Au bout de deux heures, Montal ne demandait plus pour sa troupe que la faculté de conserver ses bagages. « Je n'ai jamais fait la guerre aux bagages, » dit dédaigneusement Leutrum, et il fit sans peine cette injurieuse concession. La capitulation fut signée dans ces termes. Onze bataillons français déposèrent leurs armes et durent être emmenés en captivité. La route d'Alexandrie était ouverte [1].

Aucun fait plus honteux, dit l'historien piémontais dont je transcris le récit, n'est inscrit dans l'histoire militaire de la France. L'assertion n'est peut-être pas trop sévère : mais il reste à savoir si aucun fait plus glorieux que ce succès, dans les conditions où il était obtenu, n'est inscrit dans les

1. J'ai suivi, dans le récit de ce véritable guet-apens celui de l'historien piémontais Carutti lui-même. Il est vrai que Carutti ne parle pas de la promesse faite à Charles-Emmanuel par d'Argenson et de l'immobilité ainsi imposée au maréchal de Maillebois. Il est difficile pourtant de croire que le fait n'ait laissé aucune trace dans les archives de Turin. En tout cas, le billet de d'Argenson à Maillebois est inséré à peu près textuellement dans son *Journal* où il aurait été facile de le trouver.

fastes militaires du Piémont. J'ose affirmer qu'un lecteur de bonne foi admirera plutôt ici l'adresse d'une intrigue bien nouée, que l'éclat d'un haut fait d'armes. Il manquerait même quelque chose au caractère moitié tragique et moitié plaisant de l'aventure, si on n'y ajoutait que, pendant la première journée, le bruit s'étant répandu à Turin que le coup était manqué, Gorzegue fit venir Champeaux et lui demanda s'il ne pourrait pas faire courir après le comte de Maillebois, pour le prier de redire son affaire : le lendemain, le résultat étant connu, nouveau contre-ordre. Ce trait, qu'un auteur comique ne négligerait pas, achève le tableau [1].

La signature de Montal était à peine apposée au texte de la capitulation qu'on entendit un signal partant des hauteurs qui dominent Asti. C'était le maréchal de Maillebois qui, enfin, sorti de sa confiance léthargique, accourait en toute hâte, plein de confusion et de colère. Quand on lui apporta le malheureux écrit que venait de souscrire son lieutenant, à peine pouvait-il en croire ses yeux; sa consternation et son désespoir furent au comble. Un récit du temps dit que

1. Champeaux à d'Argenson, 5 mars 1746. (*Correspondance de Turin.* — Ministère des affaires étrangères.)

ses genoux se dérobèrent sous lui, et qu'il faillit tomber à la renverse. A la joie d'une pacification triomphante, substituer du jour au lendemain l'humiliation d'un échec presque sans exemple! Il était impossible de tomber de plus haut. Et pas un avis, pas un mot ni de son fils, ni de Champeaux! Où étaient-ils? Où les chercher dans cette bagarre? Sa première lettre au comte d'Argenson, son ministre, écrite le soir même du désastre, porte le caractère d'un véritable affolement « Jamais, dit-il, on ne vit de situation pareille à la mienne : j'ai la mort dans le cœur! » Et il avoue que les idées les plus étranges lui passaient par l'esprit, celle entre autres de s'adresser directement au général ennemi pour le prier de faire passer une lettre à son fils, s'il était encore à Turin. Mais au milieu de son trouble, il conservait pourtant encore assez de calme et de soin de sa légitime défense pour transcrire textuellement le malheureux billet que le marquis lui avait écrit et qui était en réalité, à ses yeux, la cause de tout le malheur [1].

Rien pourtant n'eût été tout à fait irréparable si on avait pu marcher en toute hâte sur Alexan-

1. Le maréchal Maillebois au comte d'Argenson, 9 mars 1746. (Ministère de la guerre.)

drie pour y devancer et attendre Leutrum. Mais comment s'aventurer ainsi, au lendemain d'une pareille surprise qui pouvait en annoncer d'autres, quand on apprenait que Lichtenstein et ses Autrichiens s'apprêtaient à tenter le même coup sur Montcalvo? A la vérité, là veillait le brave Chevert, moins sujet que Montal à la défaillance. On ne pouvait pourtant abandonner ainsi un terrain menacé et laisser dégarnir toute la rive supérieure du Pô. Maillebois se borna donc à envoyer en toute hâte demander des renforts à l'armée espagnole qui était campée devant Milan; mais, avant que la demande pût être parvenue à son adresse, tout était fini à Alexandrie. Le commandant du siège (un officier espagnol comme je l'ai dit), le comte de Lasci, n'avait pas même attendu d'être attaqué. Sur la nouvelle de la prise d'Asti et de l'arrivée des Piémontais, il avait levé le camp, se retirant sur Tortone et emmenant avec lui tout le contingent espagnol. Les bataillons français, ne pouvant se défendre seuls, avaient dû le suivre. Et quand le maréchal manda Lasci auprès de lui, pour lui demander l'explication de sa conduite : « Vous n'allez pas me faire croire, dit l'Espagnol avec insolence, que vous avez besoin de nous pour vous défendre

contre les Piémontais : vous vous entendez trop bien avec eux [1].

C'était là le dernier coup et le plus cruel, réservé à l'infortuné maréchal. Dupe et jouet des Piémontais, il ne lui manquait plus que de passer pour leur complice : et c'est, en effet, ce qui avait lieu. L'idée d'un accommodement secret intervenu entre les rois de France et de Sardaigne était si fort répandue, on croyait si bien la chose faite, dès lors l'agression des Piémontais était si étrange et la faiblesse des Français si peu croyable, que le soupçon d'un jeu concerté et d'une connivence entre eux paraissait aux spectateurs l'explication la plus vraisemblable. Fausse attaque d'un côté, résistance simulée de l'autre, disaient les témoins ébahis, le tout pour prolonger l'équivoque quelques jours de plus et surtout pour peser sur les résolutions incertaines de l'Espagne [2].

1. Henri Moris, *Opérations militaires dans les Alpes et les Apennins pendant la guerre de la Succession d'Autriche* (1886, p. 161). La plupart des historiens expliquent cette étrange conduite de Lasci par des ordres qu'il aurait reçus de Milan, après la nouvelle de la chute d'Asti. Le rapprochement des dates me paraît rendre cette interprétation impossible : Asti capitula le 8 mars et Alexandrie fut évacuée le 10. Il n'y a pas entre les deux jours le temps nécessaire pour un échange de courrier entre Alexandrie et Milan. Lasci a donc dû devancer l'ordre, que, d'ailleurs, il n'aurait pas manqué de recevoir.

2. Cette supposition, bien que singulière, pouvait se justifier

Nulle part cette odieuse interprétation ne rencontra plus de faveur que dans le camp des Espagnols et autour de don Philippe lui-même. L'infant était tenu au courant, de Madrid, par sa mère, de toute la négociation engagée à Turin, et des commentaires passionnés ne lui avaient rien laissé ignorer des moyens de contrainte qu'on avait tenté d'employer sur le roi son père. La France, lui avait-elle écrit, vous traite comme un *marmouset*. La chute d'Asti, sans résistance réelle, lui parut tout simplement le prélude de l'abandon complet dont il se savait menacé; ni lui ni le comte de Gages ne se firent faute de le dire tout nettement au maréchal lui-même. « Un coup pareil, lui écrivait le comte de Gages, étonnerait toute l'Europe, qui connaît vos grandes qualités dans le métier de la guerre. L'infant a dans les mains la copie du traité fait entre le roi Très Chrétien et le roi de Sardaigne : il a même une lettre du roi, son père, où il est annoncé qu'on rendra libre la communication d'Alexan-

par des exemples récents. On avait vu, en effet, Frédéric et Marie-Thérèse quatre ans auparavant jouer un jeu analogue au siège de Neiss en Silésie. La ville s'était rendue aux Prussiens presque sans résistance pendant que Frédéric s'engageait à ne tirer aucun parti de cette victoire et à se contenter des avantages qu'un traité secret lui assurait au même moment. (*Frédéric II et Marie-Thérèse*, t. II, p. 197 et 110.)

drie, et il ne doute pas que vous ayez agi en conséquence. Vous jugez bien, monsieur, que personne ne croira qu'un dérangement si extraordinaire ait pu se faire sans mystère. » — « Je ne puis me persuader, écrivait l'infant lui-même, qu'un général aussi expérimenté, tel que vous, ayez pu commettre une faute semblable, sans qu'il y ait quelque motif que je crains d'entendre, tout opposé qu'il est aux sentiments de mon cœur [1]. » Et il ajoutait que, ne pouvant plus compter que sur lui-même pour se défendre, il rappelait toutes ses troupes autour de lui pour faire face aux renforts autrichiens qui arrivaient de Mantoue. Le maréchal, comme on le pense bien, justement offensé, ne voulait pas rester en reste de récriminations. Tout le mal, répondait-il, venait de la sotte expédition poussée sur Milan, qui l'avait laissé dans l'abandon, avec une ligne de défense toute dégarnie et ouverte à toutes les surprises. »

Décrire le trouble et le désordre que ces soupçons réciproques jetaient dans les deux armées serait chose véritablement impossible. Jamais, de mémoire d'homme, on ne vit pareille confusion

1. Le comte de Gages à Maillebois, 10 mars 1746; — l'infant à Maillebois, même date. (Ministère de la guerre.)

des langues. Des courriers passaient d'un état-major à l'autre, chargés de gros mots et d'injures. C'était, de part et d'autre, un échange d'imputations outrageantes : il n'était pas de bruit étrange qui ne trouvât créance. C'était le maréchal, à qui on venait dire que, s'il essayait de se présenter au camp de l'infant, tout était prêt pour l'arrêter et le conduire à Madrid comme traître à la cause commune. Puis des officiers espagnols rencontrant des voitures de l'intendance française avaient la prétention de les fouiller pour y trouver la preuve des lâches intrigues dont ils étaient victimes. Enfin, on allait jusqu'à dire que, quand les Autrichiens arriveraient, les Espagnols, usant de représailles à leur tour, au lieu de les combattre, se jetteraient dans leurs bras, et que, les Piémontais, coupant nos communications avec la Méditerranée, l'armée française se verrait cernée et obligée de mettre bas les armes. Tout paraissait possible et tout à craindre. En un mot, dit un historien contemporain, une perfidie supposée faisait naître mille trahisons réelles.

Au milieu de ce trouble général, on retrouvait par instant quelqu'un de ces traits de vaillante gaieté fançaise qui ont toujours éclairé les jours

les plus sombres de notre histoire. Telle est l'anecdote du sergent Va-de-bon-cœur que rapportent toutes les chroniques du temps. Obligé d'évacuer rapidement la ville de Moncalvo pour répondre à l'appel de Maillebois, Chevert avait dû y laisser ses blessés et ses malades, en les recommandant à la clémence du vainqueur, qui, entrant dans la ville sans résistance, n'aurait eu aucune raison pour maltraiter des infortunés. Mais avant que les Piémontais eussent paru devant les remparts, un de ces pauvres abandonnés, qui portait le nom de guerre de Va-de-bon-cœur, se soulevant sur son grabat et se retournant vers ses compagnons : « Camarades, leur dit-il, est-ce que nous allons nous rendre sans souffrir au moins pour *deux liards* de siège? » Et il leur fit comprendre que, moyennant quelques vieilles pièces de canon rouillées, mises en place sur les remparts, on pourrait faire un simulacre de défense qui leur donnerait droit aux conditions d'une capitulation honorable. Aussitôt dit, aussitôt fait, et quand le baron de Leutrum arriva aux portes de la ville, il fut reçu, à sa grande surprise, par une décharge d'artillerie qui mit quelques-uns de ses hommes hors de combat. Touché lui-même de ce trait d'énergie, il fit tout

de suite offrir à ces défenseurs improvisés de leur accorder le traitement qui leur conviendrait. « Non, répondit Va-de-bon-cœur, nous ne nous rendrons pas que vous n'ayez fait une tranchée, ne fût-elle que de la longueur de ma pipe. » Leutrum se prêta à la plaisanterie, et après une heure de bombardement assez mollement opéré, il accorda aux assiégés une capitulation qui leur permettait de sortir avec les honneurs de la guerre. Le régiment des infirmes défila alors devant lui, chacun portant, en guise des armes qu'il n'aurait peut-être pas été en état de soutenir, quelque signe de sa maladie ou de sa blessure : celui-ci brandissant sa béquille, cet autre le bras en écharpe, quelques-uns montés sur les épaules de leurs camarades, et ce fut dans cet appareil qu'ils rejoignirent l'armée française, où ils furent reçus avec de joyeuses exclamations. Quelques semaines plus tard, disons-le à l'honneur de l'ancien régime, Va-de-bon-cœur était nommé officier, et son nom figurait sur les contrôles à côté des plus illustres de la noblesse française [1].

Sans produire d'aussi fâcheuses conséquences que sur le théâtre du désastre, l'effet de la sur-

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie en* 1745 *et* 1746 (Amsterdam, 1777).

prise causée par le coup de main d'Asti ne fut guère moindre à Versailles. Là aussi, le départ du comte de Maillebois ne laissait plus aucun doute sur la conclusion de l'alliance piémontaise; et d'Argenson lui-même, qui devait pourtant savoir à quoi s'en tenir, se croyait encore si sûr de son fait que, le 7 mars (le jour même de la prise d'Asti), il entrait en conversation avec l'ambassadeur de Venise à Paris pour offrir à la république la ville de Mantoue, comme sa part dans la nouvelle distribution de l'Italie. Quand la triste réalité fut connue, ce fut une stupeur et bientôt un soulèvement général. Une véritable tempête de reproches fut déchaînée contre tous ceux, diplomates ou militaires, qui avaient mené perdre l'honneur de l'armée française dans une si cruelle aventure. Ni Champeaux, ni Maillebois, ni son fils n'étaient épargnés, on allait même jusqu'à accuser tout bas le roi lui-même qui avait voulu conduire une si grande affaire à l'insu de ses ministres. « La personne du roi de France, écrit Chambrier au roi de Prusse, est intéressée dans l'affaire de Sardaigne; c'est lui qui a voulu entamer la négociation, voulant imiter Votre Majesté. » Mais d'Argenson, naturellement, recevait en pleine poitrine la plus forte

atteinte. Les premiers et les plus ardents à l'accuser étaient ses collègues, naguère très piqués, maintenant heureux de n'avoir rien fait ni rien su; celui qui parlait le plus haut, c'était le comte son frère, ne se faisant pas faute de montrer ce malheureux billet (source de tout le mal), dont on lui avait dérobé la connaissance. D'Argenson, au contraire, avec sa générosité accoutumée, ne cherchait nullement à se disculper aux dépens d'autrui, il ne pouvait souffrir surtout qu'on s'en prît aux deux Maillebois qui lui étaient unis par les liens de l'amitié et du sang. « Le père et le fils, écrivait-il à Vauréal, dans son style imagé, sont innocents comme la chaste Suzanne [1]. »

Par une étrange fatalité, un événement longtemps attendu, qui un peu plus tôt aurait comblé tous ses vœux, arriva juste à point pour accroître ses regrets. L'Espagne cédait enfin et acceptait sans réserve les conditions proposées. Déjà, depuis quelques jours, cette modification d'humeur était visible : la reine avait dit à Vauréal : « J'ai fait dire beaucoup de messes pour les

1. D'Argenson à Vauréal, 22 mars 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère de la guerre.) — Chambrier à Frédéric, 25 mars 1746.

âmes du purgatoire, ce sont mes bonnes amies; mais j'y ai mis pour condition qu'elles inspireraient au roi une bonne résolution. » En conséquence, le 8 mars, le jour même où Asti ouvrait ses portes, elle faisait venir de nouveau l'ambassadeur. « Nous n'avons pas dormi cette nuit, le roi et moi, disait-elle, nous n'avons fait que raisonner sur le traité que le roi Très Chrétien a signé avec le roi de Sardaigne et de la fermeté qu'il apporte à le soutenir, nous cédons enfin et nous voulons bien l'exécuter[1]. »

Concession tardive qui, dans le trouble général, ne fut pas même écoutée. Il n'y eut que d'Argenson qui y vit un rayon d'espoir et eut encore assez de crédit sur Louis XV pour le déterminer à faire l'essai d'en profiter. Charles-Emmanuel avait écrit à son neveu une lettre d'excuse banale où il persistait, malgré le contretemps survenu (c'est ainsi qu'il appelait la surprise d'Asti), à l'assurer de ses dispositions amicales et pacifiques. La réponse dictée à Louis XV fut d'une mansuétude exemplaire absolument exempte de tout ressentiment. « Personne, lui

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 306). — Vauréal à d'Argenson, 15 mars 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

faisait-on dire, n'est plus persuadé que moi du caractère de vérité, de religion et de candeur de Votre Majesté. » Et il annonçait de nouvelles instructions adressées à M. de Champeaux, relatives aux circonstances présentes. Charles-Emmanuel mit le satisfecit en poche, pour se justifier devant l'histoire ou pour en faire par la suite tel usage que de raison. Mais il n'en fit pas moins très nettement savoir à Champeaux que, la face des choses ayant changé, les arrangements pris ne pourraient être maintenus sans de grandes modifications. Dès lors, son séjour à Turin donnant lieu à de fâcheux commentaires, il paraissait convenable d'y mettre un terme. « Il faut qu'il s'en aille, disait Charles-Emmanuel à Villette, je le porte sur les épaules. » Champeaux dut plier bagages, sans mot dire, et tout fut fini de ce côté[1].

Un seul résultat restait donc de cette noble tentative condamnée à un si triste avortement : c'était le trouble profond apporté dans les rela-

1. Voir les lettres de Charles-Emmanuel et de Louis XV (8, 25 mars et 5 avril 1746), dans Rendu, page 178, 180. La lettre de Louis XV porte en marge des notes critiques et railleuses du ministre Gorzegue. — Villette au duc de Newcastle, 22 mars 1756. — Voir à l'*Appendice* A, une note de d'Argenson sur la manière dont toute cette négociation devait, suivant lui, être présentée dans une circulaire à tous les agents diplomatiques. Tout le tort est rejeté sur l'Espagne et le gouvernement piémontais est absolument disculpé.

tions des deux armées et des deux cabinets de France et d'Espagne, et, puisqu'on allait se retrouver en tête à tête et obligé de faire campagne ensemble, rien n'était plus pressé que de faire cesser un état violent de discorde qui rendait tout concert d'efforts impossible. Que ne pouvait-on craindre, d'ailleurs, de la part de l'irascible Élisabeth, qui allait se trouver d'autant plus humiliée de la concession qu'on lui avait arrachée, qu'elle n'en recueillait pas le bénéfice? Que l'Angleterre et l'Autriche lui fissent des offres séduisantes, ne se croirait-elle pas en droit d'user de représailles en se séparant de l'alliance française sans prévenir? Des correspondants secrets signalaient déjà la présence à Padoue d'un ecclésiastique espagnol qui était admis à des entretiens confidentiels avec les représentants de Marie-Thérèse, réfugiés dans cette ville depuis la prise de Milan[1].

1. Arneth (t. III, p. 182, 183, 449). — Cet ecclésiastique, un abbé Armandi, ne proposait rien de moins, nous dit M. d'Arneth, qu'une alliance de l'Espagne avec l'Autriche pour lui faire rendre la Silésie par la Prusse et enlever à la France la Lorraine et l'Alsace en échange d'un établissement fait à l'infant Philippe en Italie. Il est impossible de savoir jusqu'à quel point cet agent obscur était autorisé à engager ces pourparlers Plus tard, d'autres négociations furent directement engagées entre Vienne et Madrid, entre autres par le marquis de Grimaldi, ministre de Gênes auprès de la cour d'Espagne. Mais d'Argenson prétend, dans ses *Mémoires*, que c'était avec la

C'était donc à Madrid qu'il fallait aller en toute hâte panser la plaie de l'orgueil royal. Le vieux maréchal de Noailles, en sa qualité d'ancien compagnon d'armes de Philippe V, qui avait contribué à le mettre sur le trône, se crut propre à cet office délicat et s'offrit pour le remplir. Louis XV accepta sa proposition avec empressement, sans songer que Noailles était l'adversaire direct et le contradicteur habituel de d'Argenson dans le conseil, et que donner à un ministre son propre rival comme ambassadeur, pour réparer ses fautes, c'était lui causer un dégoût difficile à supporter. Mais les princes, accoutumés à être obéis dès l'enfance, prennent peu de souci de la dignité de leurs serviteurs; et, quant à craindre une démission volontaire, c'était un acte d'irrévérence que les habitudes du temps ne comportaient pas. D'Argenson dut donc dévorer l'injure sans se plaindre, il en fut quitte pour s'attribuer à lui-même la nomination de son rival et déclarer (comme il le fait encore

connaissance et le consentement du maréchal de Noailles qui en avait préalablement informé le roi, ce qui suppose que les intérêts français n'auraient pas été sacrifiés. Cette assertion n'a rien d'invraisemblable, étant donnée l'habitude que Louis XV commençait à prendre de suivre les affaires diplomatiques par des voies secrètes à l'insu des ministres. (*Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 315.)

dans ses *Mémoires*) qu'il était trop heureux de débarrasser le conseil, au moins pour quelques semaines, d'un brouillon et d'un importun. Mais sa disgrâce apparut dès lors comme prochaine à tous les yeux : il n'était plus ministre que de nom.

Ainsi, par une singularité dont ce n'est pas l'unique exemple, l'acte de la vie ministérielle de d'Argenson qui, auprès de la génération présente, a fait le plus d'honneur à sa mémoire, fut celui-là même qui le perdit dans le jugement de ses contemporains, et qui prépara sa chute. Cette réhabilitation tardive d'un dessein longtemps méconnu n'est pourtant pas sans justice, et c'est à bon droit que le nom de d'Argenson est resté attaché au plan d'émancipation de l'Italie, car il n'est aucune de ses œuvres à laquelle il ait porté une passion plus vive et plus désintéressée. Il s'y adonna sans réserve, et n'est-il pas vrai que, dans le récit qu'on vient de lire, on le voit apparaître tout entier avec l'élévation de ses vues, la générosité de ses sentiments, la loyauté de sa parole, son ignorance de la malignité humaine, ses conceptions originales poursuivies un peu au hasard, sans souci (pour parler comme les politiques savoyards) *de la trop forte impression de nouveauté* qu'elles produisaient autour de lui, en

un mot, cette recherche d'un résultat idéal qui l'exposait trop souvent à manquer le but en visant trop haut?

C'est bien le jugement que porte de lui, en lui témoignant sa reconnaissance au nom de l'Italie, l'illustre écrivain Botta, plus équitable et plus impartial, sur ce point, que les autres historiens ses compatriotes. Après avoir raconté le cruel mécompte infligé par le savoir faire du ministre de Charles-Emmanuel à la naïveté de celui de Louis XV, il conclut en ces termes : « D'Argenson, trompé par l'excès de sa bienveillance envers l'Italie, mérite plus d'éloges pour l'excellence de ses intentions que pour l'habileté de sa conduite : Bogino, au contraire, avec sa froideur calculée, fait preuve de plus d'adresse que de sincérité ou de droiture. L'abbé de Saint-Pierre aurait mieux aimé d'Argenson : Machiavel aurait préféré Bogino. Du train dont va le monde, je laisse au lecteur à décider laquelle des deux préférences serait la mieux placée[1]. » Cet avis ne diffère guère de celui qu'exprimait, au lendemain même de l'événement, un témoin intelligent, l'ambassadeur de Venise à Paris, plus en mesure que per-

1. Botta, *Histoire d'Italie*, faisant suite à Guichardin (t. V, p. 119).

sonne d'apprécier cette finesse italienne dont son propre gouvernement n'ignorait aucun des secrets. « Il est certain, disait-il, qu'en tout temps la maison de Savoie a su, mieux que toutes les autres cours, le moyen de mener à bien une négociation, et qu'elle doit son agrandissement surtout à l'art d'avoir su bien tromper les hommes, et les cours en tout temps ne changent guère leur manière d'agir [1]. »

Le tort du plan de d'Argenson (il l'a reconnu lui-même) était d'être prématuré, et de devancer de plus d'un siècle le temps où l'exécution en eût été possible. C'était d'ailleurs en toutes choses (qu'il portât ses regards et son action au dedans ou au dehors de sa patrie) le trait particulier qui distinguait l'esprit de d'Argenson, de savoir s'élever au-dessus des horizons bornés de la société où il était né, et de pressentir un cours d'événements et d'idées, que personne autour de lui ne soupçonnait. Mais ce qui faisait le mérite du philosophe causait aussi les fautes du

1. Egli è certo che in tutti li tempi quella casa a saputo meglio di tutte le altre li modi di negoziare, e che all' arte di saper bene ingannare gli uomini deve sopre ogni altra cosa il proprio ingrandimento. E le corte in tutti li tempi conservano sempre, poco più poco meno, le medesime massime. (Tron, ambassadeur de Venise à Paris, 4 avril 1746. — Bibliothèque nationale.)

politique. Quand on veut gouverner les hommes, il faut les connaître et les accepter tels qu'ils sont, non tels qu'ils devraient être, ou qu'on espère qu'ils seront un jour. Il est presque aussi dangereux de vivre par l'imagination dans l'avenir que de s'attarder dans des traditions surannées. Si Louis XV eût chargé d'Argenson de réformer la constitution de la France, la hardiesse de ses principes démocratiques aurait étonné Rousseau lui-même et dépassé d'un bond le *Contrat social.* Ses notes diplomatiques nous le montrent préoccupé, avec la même témérité d'innovation, d'établir sur des bases rationnelles une nouvelle répartition des peuples et des territoires entre les États d'Europe, et, en ce genre non plus, aucune révolution ne l'aurait effrayé. « Dois-je donc, disait Marie-Thérèse au ministre d'Angleterre qui la pressait de céder quelques-unes de ses provinces, abandonner l'Allemagne au roi de Prusse et l'Italie au roi de Sardaigne? » — Si la question eût été posée à d'Argenson, elle ne l'aurait peut-être pas surpris, et sa réponse aurait pu être affirmative. Car de ces deux grandeurs nouvelles que Marie-Thérèse voyait poindre avec un effroi prophétique, il avait consenti de grand cœur à l'accroissement de l'une, et il n'a

pas tenu à lui, nous venons de le voir, de préparer les voies à l'autre. Seulement il est douteux que, s'il eût été appelé à prêter ainsi son concours à la fortune d'autrui, il eût su faire preuve d'autant de prudence que de désintéressement et qu'il eût pris les précautions suffisantes pour que ses services fussent payés de reconnaissance. Il est vrai que, s'il sortait aujourd'hui de la tombe, c'est un reproche qu'il aurait le droit d'adresser avec plus de justice encore à ceux qui, chargés, un siècle après lui, de la conduite de nos destinées, et placés en face des mêmes problèmes, ont pris à tâche de les résoudre.

CHAPITRE III

AMBASSADE DU MARÉCHAL DE NOAILLES EN ESPAGNE. — NEUTRALITÉ DE L'EMPIRE.

Le maréchal de Noailles est envoyé en Espagne pour calmer le ressentiment de Philippe et d'Elisabeth. — Bon accueil qui lui est fait. — Il correspond secrètement avec Louis XV à l'insu de d'Argenson, et se fait publiquement à Madrid l'accusateur de ce ministre. — Il ne peut obtenir de Philippe et d'Elisabeth qu'ils consentent à substituer des conditions raisonnables à l'exécution complète du traité de Fontainebleau. — Projet de pacification fait à Versailles entre le ministre français et le plénipotentiaire hollandais. — Ce projet n'est agréé nulle part, ni à Londres, ni à Madrid, ni à Vienne. — Reprise des hostilités. — Le roi se rend à l'armée de Flandre auprès du maréchal de Saxe. — Négociations de d'Argenson pour assurer la neutralité de l'Empire. — Conclusion d'une convention avec la Saxe. — Auguste III s'engage, moyennant un subside pécuniaire, à ne pas entrer en hostilité contre la France.

I

La Flandre (disait tristement d'Argenson au ministre de Prusse, peu de jours après avoir reçu la nouvelle du désastre d'Asti) devra payer

les dettes de l'Italie. Rien n'était plus vrai. Non seulement, en effet, ce douloureux incident nous enlevait le prestige de la victoire encore intact la veille, mais, pour avoir entraîné avec nous nos alliés espagnols dans le piège ridicule où nous étions tombés nous-mêmes, nous nous trouvions exposés à un grave danger : c'était d'être délaissés par eux à notre tour, et de rester aussi isolés sur terre que sur mer et au delà des Alpes qu'au delà du Rhin. A tout prix et au plus tôt il fallait, je l'ai dit, calmer l'irritation de la cour de Madrid. Or il n'existait qu'un moyen d'empêcher Élisabeth de se jeter dans les bras ou même aux pieds de l'Angleterre et de l'Autriche, c'était de lui donner quelque gage éclatant contre le retour de pareilles surprises et de nouveaux mécomptes. Ce gage, nos conquêtes de Flandre offertes libéralement en sacrifice et en échange pour l'établissement de l'infant en Italie pouvaient seules le fournir [1].

Dès lors le terrain de la négociation engagée à Versailles, avec l'envoyé hollandais, devait nécessairement changer. D'une part, il n'était guère plus possible d'agiter le fantôme d'une agression victorieuse prête à faire apparaître, du jour au

1. Chambrier à Frédéric, 25 avril 1746. (Ministère des affaires étrangères.)

lendemain, malgré les rigueurs de l'hiver, Maurice en armes, devant Amsterdam ou La Haye. On connaissait nos embarras en Italie et la nécessité d'y pourvoir par de nouveaux renforts qui (s'ils n'obligeaient pas de diminuer l'armée des Pays-Bas) empêchaient du moins de l'accroître et même d'en combler les vides. Les paroles comminatoires perdaient par là une partie de leur effet. Puis du moment où les provinces soumises ne devaient pas servir d'extension au territoire français, mais seulement d'éléments de négociation pour obtenir de nouveaux arrangements politiques, à quoi bon pousser plus loin la conquête? Le fait seul qu'une partie considérable de la Flandre autrichienne était déjà occupée par les armes françaises suffisait pour peser sur les décisions de la cour de Vienne et lui arracher des concessions en Italie. Il n'était plus nécessaire d'aller pousser dans ses retranchements et blesser au cœur une république autrefois amie, avec qui on n'était pas officiellement en guerre, qui jouissait d'un grand crédit en Europe par sa puissance financière et dont les gémissements répétés par tous les échos de sa presse auraient réveillé les souvenirs fâcheux de l'ambition de Louis XIV. Le système de désintéressement, dejà si chaleu-

reusement plaidé par d'Argenson au nom de l'honneur de la France, pouvait désormais, par l'effet d'un malheur imprévu, être soutenu par des arguments moins chevaleresques et plus conformes aux conseils de la prudence et de la politique. Et comment Noailles lui-même, qui s'en était fait si résolument l'adversaire, aurait-il mis tant d'ardeur à le combattre, quand, pour se faire admettre et écouter à Madrid, il avait besoin d'arriver, de son côté, les mains pleines d'offres généreuses?

Un événement d'une gravité plus grande encore ne tarda pas à venir aussi améliorer la situation si difficile, à la première heure, à laquelle avait dû faire face seul, au milieu d'une cour ennemie, le spirituel comte de Wassenaer. La rébellion écossaise qui paralysait toutes les forces de l'Angleterre se trouva tout d'un coup supprimée et comme étouffée par la victoire que le duc de Cumberland remporta à Culloden sur Charles-Édouard. Bien que déjà, depuis le commencement de l'hiver, la fortune, jusque-là si favorable à l'insurrection jacobite, eût paru visiblement tourner contre elle, — bien que la petite armée du prétendant, perdant chaque jour du terrain, et forcée de se réfugier dans les montagnes d'Écosse, eût peine

à se défendre contre des privations et des souffrances de tout genre, rien pourtant ne faisait prévoir un si brusque dénoûment. La résistance concentrée dans des hauteurs inaccessibles, au milieu de populations dévouées à la race des Stuarts, pouvait, en se prolongeant pendant bien des mois encore, donner à réfléchir au gouvernement anglais et tenir ses troupes en échec. Ce fut Charles-Édouard lui-même qui, lassé de l'épreuve et de l'attente, désespérant de voir à l'horizon l'escadre tant de fois annoncée qui devait lui amener les secours de l'armée française, se résolut, malgré les conseils de ses partisans, à venir chercher son adversaire en rase campagne et à tout risquer dans une partie décisive. La défaite qui suivit fut complète. Resté seul sur le champ de bataille, obligé de fuir et de se cacher dans des réduits obscurs, Charles-Édouard commença ce jour-là cette odyssée aventureuse que le roman et le drame se sont plu tant de fois à célébrer. Plus heureux, ou plus avisé, l'agent français, le marquis d'Éguilles, en se réfugiant à temps dans une place forte avec sa petite troupe, eut l'art d'obtenir une capitulation et de se faire traiter en prisonnier de guerre. Rien n'égala, on le conçoit, la joie ou plutôt l'ivresse que causa à Londres ce succès inespéré;

mais à La Haye le contentement ne fut guère moindre. Sûre maintenant d'être secourue à bref délai par les troupes qui venaient de vaincre à Culloden, la république prenait sa part du triomphe sans avoir été mêlée au combat. Elle n'était plus l'humble suppliante réduite à demander grâce, mais bien un intermédiaire utile à ménager pour traiter, avec une puissance victorieuse, des conditions de la paix générale. C'était le rôle que son plénipotentiaire avait tenu à jouer dès le premier jour, que d'Argenson avait eu le tort de lui laisser prendre quand il était en mesure de le lui disputer, et que ce retour de fortune lui rendait sans contestation.

Bien que gravement atteint dans son crédit et très mortifié dans son amour-propre par la suite des échecs qui amenait un tel revirement, d'Argenson laisse clairement apercevoir, dans ses *Mémoires*, qu'il n'en regretta pas autant la conséquence. N'importe à quel prix, ses maximes de droit public prévalaient, et la négociation se trouvait replacée sur les bases qu'il avait tenu à lui assigner. Il n'y avait pas jusqu'à la déroute de l'héritier des Stuarts qui ne lui parût présenter quelque avantage, en terminant une question dynastique qui engageait la France dans une que-

relle à mort avec la personne du roi George et ne permettait pas même d'entrer en pourparlers avec ses ministres [1]. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se remit tout de suite à l'œuvre, de concert avec Wassenaer, pour ramener à des proportions plus modestes et à des termes acceptables le projet arrogant présenté par cet agent et dont la première lecture avait soulevé, dans le conseil de Louis XV, une réprobation unanime.

Fut-ce par lui, fut-ce à ce moment et pour masquer cette retraite que fut suggérée à Louis XV cette formule déclamatoire dont Voltaire lui a fait plus tard un compliment peut-être ironique : « Le roi de France veut faire la guerre en roi et non pas en *marchand*; il ne demande rien pour lui-même : il ne prend la cause que de ses clients et de ses protégés? » C'est possible, et ce ne serait pas la seule fois que, même en diplomatie, l'emphase de la forme aurait été appelée en aide pour couvrir la pauvreté du fond. Quoi qu'il en soit, Wassenaer, qui faisait moins de phrases et plus de besogne, trouva bientôt l'affaire assez avancée et peut-être assez voisine d'une conclu-

1. Avant la bataille perdue à Culloden, dit en propres termes d'Argenson dans ses *Mémoires* (t. IV, p. 341), la paix n'était pas faisable.

sion possible pour demander à sa cour de lui adjoindre un auxiliaire qui partageât sa responsabilité. Les États généraux firent choix du pensionnaire Gillés, un des premiers personnages de l'État. La Hollande se trouva ainsi représentée à Versailles par trois agents, l'ambassadeur ordinaire, le bon Van Hoey avec qui on ne comptait guère, mais qui n'en parlait pas moins haut, et deux à titre extraordinaire. On eût dit un petit congrès. Pour un faible État naguère aux abois, c'était avoir acquis en peu de temps autant d'honneur que d'importance.

Le résultat de ces conférences, où le ministre avait affaire à de si habiles interlocuteurs, fut la confection d'un projet en vingt-deux articles, dont les termes, légèrement modifiés à l'avantage de la France, ne s'écartaient pourtant pas essentiellement des bases du projet hollandais. Encore à plusieurs reprises, le rédacteur du nouveau projet, l'abbé de La Ville, naguère ministre en Hollande et qu'on avait appelé pour tenir la plume, eut-il à intervenir pour repousser des conditions que son chef eût peut-être admises, mais qu'il jugeait, dit-il, de nature à révolter l'honneur et la conscience du roi. Le principe du rétablissement du *statu quo ante bellum* fut expressément

maintenu. Par suite, restitution par la France de toute la Flandre autrichienne, et par l'Angleterre de tous les points occupés en Amérique. Tout au plus la France dut-elle être admise à garder deux petites villes du Hainaut sans importance (Beaumont et Chimay), nécessaires pour relier au territoire français des enclaves qui en étaient séparées. En vertu de la même règle, toutes les places fortes dans lesquelles la Hollande tenait garnison depuis le traité d'Utrecht, et qu'elle considérait comme une barrière indispensable pour sa défense, devaient également être remises dans l'état où elles avaient été trouvées, y compris les munitions de guerre et de bouche dont elles étaient garnies au moment de l'occupation. Dure condition, on en conviendra, pour des vainqueurs. Mais ce n'était rien auprès d'une autre conséquence du même principe, qui parut tellement pénible et même exorbitante qu'on n'osa pas l'articuler sans ménagement : je veux parler de cette condition vraiment humiliante du même traité d'Utrecht, qui condamnait la cité française de Dunkerque à rester éternellement dans un état de désarmement et d'impuissance. Pour ne pas rétablir expressément cette odieuse précaution de la jalousie britannique, on s'en tira par une distinction ; tous

les travaux du port qui pouvaient porter ombrage à la marine anglaise durent être détruits; mais on consentait à faire grâce aux fortifications élevées du côté de la terre qui pouvaient servir à clore ce coin de la frontière resté jusque-là découvert.

C'était là tout ce que la France demandait et obtenait pour elle-même. Pour tant de sang répandu et de gloire acquise, on conviendra que c'était peu de chose. Plus exigeante pour ses alliés, elle réussissait à leur faire promettre un meilleur traitement : à l'électeur palatin, qui nous avait tenu si fidèle compagnie quand son puissant collègue Frédéric s'éloignait de nous, elle faisait attribuer, en récompense de son dévouement, la Gueldre autrichienne et le Limbourg. Pour le duc de Modène, elle obtenait la réintégration dans son petit État. Mais le plus favorisé devait être don Philippe, puisqu'il était convenu que tout devait lui être sacrifié. Après bien des difficultés et des hésitations, les Hollandais se chargèrent de réclamer pour lui un lot vraiment magnifique, le grand-duché de Toscane. Il n'était nullement certain ni qu'on pût le lui faire attribuer, ni que lui-même s'en contentât[1].

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 341-342). — Jonge, *Histoire de la diplomatie hollandaise pendant la guerre*

La singularité, en effet, de cet arrangement fait ainsi à huis clos et en tête à tête entre des négociateurs officieux, c'est que ceux qui remaniaient si librement la carte de l'Europe n'avaient de pouvoir de personne : ni George, ni Marie-Thérèse, ni Philippe n'étaient consentants ni même prévenus. Avant toute chose, il fallait sonder le terrain pour connaître quel accueil chacun des intéressés pourrait faire aux propositions ainsi bénévolement enregistrées en son nom. Et pour le cabinet français, c'était par Madrid que cette enquête devait commencer. Il aurait été imprudent d'y porter aucune proposition nouvelle avant de savoir comment le maréchal de Noailles y serait reçu. Aurait-il l'art de faire oublier les injures passées et de faire agréer pour l'avenir des conseils de modération et de sagesse?

de la Succession d'Autriche (p. 121-126 et appendice 184 et 186). — Parmi les conditions proposées par la France et acceptées provisoirement par les négociateurs hollandais, il en est une que je ne mentionne pas, parce que, retirée tout de suite par les États généraux, elle ne devait plus reparaître dans la suite des négociations : ce fut l'idée d'une convention internationale qui assurerait aux Pays-Bas autrichiens les avantages en leur imposant les devoirs de la neutralité. La Hollande aurait été ainsi garantie contre les attaques de la France et la frontière septentrionale française contre les attaques de l'Autriche. Cette combinaison très préférable à celle de la *Barrière*, établie par le traité d'Utrecht, a été réalisée de nos jours en faveur du royaume de Belgique au moment de la création de ce petit État.

L'ambassadeur Vauréal, très déçu, à la vérité, d'avoir travaillé sans fruit, et peu content, d'ailleurs, de voir arriver un suppléant et un supérieur, n'annonçait rien de bon à cet égard. La reine, suivant lui, loin de s'émouvoir de l'humiliation des armes françaises, laissait éclater une satisfaction malicieuse et presque indécente. « J'ai vu peu de nouvelles, écrivait-il, reçues avec tant de joies. » Nulle compassion surtout pour la déconvenue, soit de Maillebois, soit de d'Argenson, deux traîtres à ses yeux justement pris dans leurs propres pièges. Quant à elle, elle avait tout prévu, tout prédit, et triomphait d'être encore à temps de revenir sur des concessions qu'on lui avait arrachées par violence. « Votre diligence me paraît bien embourbée, écrivait à Noailles Louis XV lui-même, en lui envoyant ses dernières commissions pour son départ, nous verrons ce qui en arrivera : vous êtes instruit et sage; si quelqu'un peut réussir, ce sera vous. »

A vaincre sans péril on triomphe sans gloire.

Et pour lui rendre les premiers moments d'entretien plus faciles, il le chargeait d'une véritable profusion de caresses et de compliments pour chacun des membres de la famille royale. « Je

charge particulièrement, écrivait-il dans un billet autographe à Philippe V, Monsieur le maréchal de Noailles d'assurer Votre Majesté de ma tendresse extrême pour Elle. Il est pleinement convaincu de la nécessité que nous soyons unis à jamais. Je souhaite qu'il revienne satisfait de Votre Majesté et qu'il la convainque que ce que j'ai fait, ce que je fais et ce que je ferai est pour l'accomplissement de ses désirs. Pour la reine, force compliments, amitiés et confiance; à ma fille, tendresses et amitiés. »

Enfin, comme il sentait bien que Noailles ne pourrait même entrer en matière sans entendre mal parler de son ministre, et que la confiance ne serait jamais complète entre lui et le collègue dont on le chargeait d'aller réparer les fautes, le roi avait arrangé que chaque courrier emporterait, outre ses dépêches, une boîte cachetée où seraient censés renfermés de petit envois échangés entre les deux reines et leurs familles; et c'est là que seraient placés les documents confidentiels qu'il conviendrait de soustraire à la connaissance de d'Argenson [1].

1. Louis XV à Noailles, mars et avril 1746. — Rousset (t. II, p. 196 et 200). (*Mémoires du maréchal de Noailles*, édition Petitot, t. III, p. 422, 429, 435.)

Quant à d'Argenson lui-même, qu'il ignorât ou non ces manèges occultes (il est difficile de croire qu'il n'en eut pas au moins le soupçon), il n'en jugeait pas moins convenable de joindre aux instructions du maréchal de Noailles un de ces commentaires de moralité philosophique dont il ne croyait pas l'usage déplacé, même en diplomatie, et dont le ton différait singulièrement de celui des effusions paternelles de Louis XV. C'est par la raison surtout, pensait-il, que le maréchal devait agir sur l'esprit troublé de la reine d'Espagne. — « Que dit-elle donc, cette raison? écrivait-il à Vauréal au sujet de ce qui arrive. Conseille-t-elle de nous livrer à la passion, de nous venger du roi de Sardaigne, de conserver Parme et Plaisance, ces objets de l'affection de la reine d'Espagne, à quelque danger que cela expose? de faire des courses et des invasions dans des lieux où l'on ne pourrait subsister pendant l'hiver? Est-ce enfin de dégarnir nos frontières pour envoyer renforts sur renforts par delà les monts? Il n'y a qu'un moyen de remédier au mal : il faut chasser les flatteurs et les fripons, du moins leur ôter la confiance et la rendre entièrement aux deux généraux, en leur donnant carte blanche pour conduire militairement une affaire toute militaire...

Écarter les bons conseils, se refuser obstinément à la vérité, se livrer à l'entêtement et à la flatterie, sacrifier tout à la fureur, méconnaître ses parents, ses alliés, ses bienfaiteurs, se réjouir de la perte d'un remède salutaire, et cela au milieu des plus grands dangers et des plus grands maux, voilà ce qui cause la perte assurée des affaires de l'État. Dès que toutes les forces de la monarchie de Castille sont aujourd'hui en Italie, comme vous nous l'avez dit à plusieurs fois, comptez que cette grande monarchie périra avec l'entreprise italique... Mais au moins, écrivait-il avec désespoir, si l'Espagne veut périr, qu'elle périsse seule [1]. »

En réalité, ce qui, plus encore que les leçons morales de d'Argenson et même que les caresses de Louis XV, devait contribuer à assurer la bienvenue de l'envoyé français, c'était un ordre expédié en même temps au maréchal de Maillebois, en Italie, et dont Noailles eut la commission expresse de ne rien laisser ignorer à Madrid. En vertu de cette instruction, une des plus tristes et des plus étranges peut-être qui aient été adressées par un ministre de la guerre à un général en chef d'une

1. D'Argenson à Vauréal, 23 avril 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

armée française, nos troupes était mises purement et simplement à la discrétion et sous le commandement des généraux espagnols. Maillebois recevait l'injonction de se conformer, à l'avenir, en toutes choses, aux plans qui lui seraient envoyés de l'état-major de l'infant, dont il ne devait plus se regarder que comme l'auxiliaire et le subordonné.

Avec quelle humiliation et quel désespoir Maillebois dut recevoir une communication de cette epèce, il est aisé de le concevoir! L'ordre lui tombait des nues au moment, on peut se le rappeler, où il avait peine à se reconnaître dans la plus douloureuse et la plus difficile des situations. A peine remis du saisissement causé par la perfidie des Piémontais et par le désastre de son lieutenant à Asti, en butte lui-même aux plus injurieuses suspicions, ayant cessé presque tout rapport avec le camp espagnol, — où tous ses courriers étaient mis en quarantaine et où sa personne, s'il s'était présenté, n'aurait pas été en sûreté, — il avait dû se retirer avec toutes ses troupes au delà du Tanaro, et les garder groupées autour de la position importante de Novi. De là, il ne recevait que des nouvelles affligeantes : c'étaient les Piémontais qui reprenaient, derrière lui, successivement, presque sans résistance, Acqui,

Casal, Valence, presque tout le terrain conquis l'année précédente; puis c'étaient trente mille Autrichiens envoyés par Marie-Thérèse qui arrivaient à marches forcées, chassant devant eux les Espagnols aussi prompts à leur céder la place qu'ils l'étaient naguère de courir sans précaution à leur rencontre : c'était le château de Milan aussi précipitamment évacué qu'il avait été occupé la veille. Un véritable cercle de feu se resserrait ainsi d'heure en heure autour de l'armée française presque prisonnière dans ses positions. Et c'est dans ce moment critique où la moindre faute pouvait amener un désastre, qu'on lui enlevait la disposition de lui-même pour le mettre à la remorque d'une armée cent fois plus désemparée encore que la sienne, et soumise d'ailleurs (il ne le savait que trop par expérience) à tous les ordres fantasques qui pouvaient arriver de l'Escurial ou d'Aranjuez. Le pauvre maréchal, consterné, insista au moins respectueusement pour n'être en aucun cas obligé de s'éloigner de Novi, point central d'où il pouvait rester en relation à la fois avec la Lombardie et avec la république de Gênes notre alliée, et assurer, par le littoral de la Méditerranée, la liberté de ses communications avec la France. Cette réserve ne fut pas admise. « Le roi, écrivait

en propres termes le comte d'Argenson, prend son parti de laisser plutôt couper ses communications avec la France que de se séparer des Espagnols. » — « Vous ferez sentir à l'infant, ajoutait-il, que la nature du sacrifice que le roi fait à cette occasion et les hasards que Sa Majesté consent à faire courir à ses troupes, doivent le convaincre, ainsi que la cour d'Espagne, de la préférence qu'il donne à l'établissement de son gendre sur la sécurité de ses propres frontières. » Il était difficile, en effet, de mieux prouver l'envie de plaire et le besoin de se faire pardonner [1].

Tant de complaisance était bien faite pour trouver grâce, et l'accueil réservé à Noailles, par Leurs Majestés Catholiques fut en effet plus clément qu'on n'osait l'espérer. Philippe V eut le bon goût de traiter l'envoyé de Louis XV, non comme un ambassadeur chargé d'une mission délicate, mais comme un vieil ami, un compagnon d'armes des jours héroïques de sa jeunesse. La cour était à Aranjuez : des logements à proximité du palais furent assignés au maréchal et à son fils, le comte de Noailles, brillant officier, qui l'accompagnait en qualité de secrétaire. L'un et l'autre eurent

1. Le comte d'Argenson à Maillebois, 29 mars 1746. (Ministère de la guerre.)

ainsi la facilité d'être reçus sans cérémonie à toute heure. Charmé de ces bontés qui passaient son attente, le maréchal en exprimait dans sa première lettre à Louis XV une joie presque naïve. Il passait en revue tous les membres de l'intérieur royal avec la bienveillance que donne la satisfaction de soi-même, et entrait sur chacun d'eux dans des détails d'une nature intime et presque familière, comme s'il n'eût pas été fâché de faire voir que le neveu de madame de Maintenon et le beau-frère du comte de Toulouse savait se mettre, chez des descendants de Louis XIV, sur un pied de quasi-parenté. « Je commencerai par dire à Votre Majesté, écrivait-il, que j'ai trouvé le roi d'Espagne si changé que je l'aurais à peine reconnu si je l'avais trouvé ailleurs que dans son palais. Il est grossi considérablement et m'a paru plus petit qu'il n'était, ayant beaucoup de peine à se tenir debout et à marcher, ce qui ne vient que du manque absolu d'exercice. A l'égard de l'esprit, il m'a paru le même : beaucoup de sens, répondant avec justesse et précision à ce qu'on lui dit, quand on lui parle d'affaires et qu'il veut bien s'en donner la peine. Il n'a rien oublié de tout ce qu'il a fait, vu et lu, il en parle avec le plus grand plaisir. Il n'y a pas un rendez-vous

de chasse de la forêt de Fontainebleau dont il ne se souvienne. Il vous chérit, sire, et ne parle de vous qu'avec tendresse et le plus vif intérêt. Il n'y a personne ici qui ne dise à Votre Majesté qu'il est plus touché de vos succès en Flandre que de ceux de l'infant en Italie, et on peut dire avec vérité que ce prince a le cœur tout français. »

Ce n'était pas là absolument, on l'a vu, l'opinion de Vauréal, qui n'aurait pas signé non plus le portrait suivant de la reine, si différent de celui qu'il avait tracé tant de fois lui-même; mais cette fois on avait affaire à un peintre résolu à voir tout en beau : « A l'égard de la reine, dit Noailles, elle me paraît avoir de l'esprit, de la vivacité, entend finement, répond juste, elle a une politesse noble. Je n'ai pas encore assez traité avec elle pour avoir pu approfondir son caractère; mais, en général, je crois que l'on peut avoir excédé dans les portraits qu'on en faits : elle est femme, elle a de l'ambition, elle craint d'être trompée : *elle l'a été*, ce qui lui donne de la défiance qu'elle pousse peut-être un peu loin, mais je crois qu'un homme sage et désintéressé, qui saurait gagner sa confiance, la ramènerait avec patience à ne prendre que des partis raisonnables. »

Ce n'eût pas été la peine d'être un correspondant intime si, après avoir parlé à l'esprit du roi, on n'eût touché aussi le cœur du père; aussi, passant légèrement sur le prince des Asturies, « fort aimable à sa figure près », et sur la princesse sa femme, « dont malheureusement le visage est tel qu'on ne peut le regarder sans peine », c'est sur Madame, fille de Louis XV, qu'est concentrée toute la lumière du tableau : « Cette princesse est infiniment mieux que lorsqu'elle est partie de France. Rien n'égale l'amour des grands et petits pour elle. Elle est, en effet, charmante, sa figure est très agréable, les plus beaux yeux du monde, le regard perçant et annonçant de l'esprit, bonne, franche, cherchant à plaire et à obliger, et, pour tout dire en un mot, sire, c'est votre véritable portrait. » Voici enfin le trait réservé pour le dernier comme le plus délicat : « Je ne puis finir le compte que j'ai rendu à Votre Majesté de la famille royale d'Espagne sans lui parler d'une princesse qui lui appartient de très près : c'est sa petite-fille. Jamais on ne vit une si jolie enfant; elle est très grande pour son âge; son visage est des plus agréables, mais surtout, sire, c'est son maintien et l'air de dignité avec lequel elle reçoit son monde. Elle sent déjà ce

qu'elle est, à qui elle appartient et ce qu'elle doit être un jour [1]. »

Ce que Noailles n'ajoute pas ou qu'il laisse du moins à peine entendre, même dans cette communication, c'est qu'une partie de la bonne grâce que la reine lui témoignait tenait à l'extrême liberté avec laquelle il s'exprima tout de suite sur le traité de Turin, comme sur le ministre qui l'avait conclu et sur le général qui avait été sur le point de l'exécuter. Il eût peut-être été imprudent de reprendre (comme ses instructions officielles le lui commandaient) une apologie tardive d'une manœuvre qui venait de si mal tourner. Mais Noailles n'essaya pas même un mot d'explication ni d'excuse, et le péché ainsi confessé, d'Argenson et Maillebois durent en être les deux boucs émissaires. Le ministre surtout fut le moins ménagé. Les épithètes de *fou* et de *brutal* étaient les plus douces qui fussent habituellement accolées à son nom, et le comte de Noailles, avec l'emportement de son âge, s'exprimait encore plus haut et plus vertement que son père. De tels propos n'avaient rien qui choquât les habitudes, pas plus que les passions de la reine;

1. Rousset (t. II, p. 202, 206).

heureuse d'être enfin comprise, elle revenait avec complaisance sur ses peines passées, et en sortant de ces épanchements, Noailles disait volontiers : « Après tout c'est une bonne femme, on l'a calomniée, voyez comme elle m'honore de ses petites confidences [1]. »

Une seule chose dérangeait cet accord : c'est que d'Argenson, toujours ministre à Versailles pendant qu'il était raillé et ainsi cavalièrement exécuté à Aranjuez, ne cessait de cribler l'ambassadeur d'Espagne de remontrances aigres et de récriminations chagrines, revenant sans cesse sur le passé, inconsolable dans le regret de voir son œuvre détruite, et accusant de son échec, bien plus les sottes tergiversations de l'Espagne que la mauvaise foi des Savoyards. Cette note fausse, troublant le concert qu'il voulait établir, importunait Noailles, qui se crut en mesure, en le prenant de haut, d'y mettre un terme : « Il faut absolument, ne craignait-il pas d'écrire au ministre lui-même, faire cesser les plaintes et les récriminations de nos généraux. Cela est essentiel pour M. de Maillebois et pour son fils, et trouvez bon que je vous le dise pour vous-même. Regardez, je

1. Vauréal à d'Argenson.

vous prie, ce conseil comme venant d'un homme qui ne cherche que le bien et qui voudrait pouvoir procurer satisfaction à tous ceux qui vous appartiennent... C'est un avis que je vous donne en ami, comme un point de politique nécessaire à observer par rapport à vous-même : mais en même temps, je vous prie de ne point oublier l'entreprise d'Asti et la rupture de votre négociation qui a suivi; toutes ces circonstances paraissent bien mériter que vous n'ayez pas pour ce prince autant d'égards que vous en avez montré jusqu'ici. » Il écrivait en même temps à peu près sur un ton pareil, au ministre de la guerre, en le priant de transmettre les mêmes conseils au maréchal de Maillebois.

C'était mal connaître d'Argenson que d'essayer de faire céder ses convictions et plier sa dignité devant des vues de prudence intéressée. Aussi, en recevant cette missive hautaine, la noblesse de son caractère se retrouva tout entière et, se redressant devant le collègue qui prenait ce ton de maître, il le remit assez nettement à sa place dans le rang qui leur était encore commun.

« On ne peut être plus touché, disait-il, que je le suis, monsieur, des avis que vous avez bien voulu me donner sur ce qui peut me regarder personnellement, je les regarde comme des

marques de votre bonté et de votre amitié pour moi, et c'est pour y répondre avec franchise que j'aurai l'honneur de vous exposer ici quels sont les principes de mes sentiments et de ma conduite. Je n'ai, dans l'exercice des fonctions que le roi a daigné me confier, d'autre objet que sa gloire et le bien de son royaume, et je ne puis ni ne dois avoir d'autres ennemis que ceux qui voudraient sacrifier à leurs vues personnelles d'ambition et d'intérêt, l'honneur de Sa Majesté et les avantages de son État. Vous êtes, monsieur, trop bon serviteur du roi et citoyen trop zélé pour ne point applaudir aux maximes qui me gouvernent. Je me flatte même que vous m'aurez rendu à cet égard, auprès de Leurs Majestés Catholiques, la justice que je mérite; après tout il me suffit de savoir que je n'ai que pureté et droiture dans les intentions, que je suis isolé de toutes les autres considérations que celle du bien public, et que nous avons l'honneur de servir un maître équitable et bienfaisant. »

Suivait, après quelques mots d'apologie sur la négociation passée, une explication après tout assez raisonnable de la modération qu'il croyait devoir garder dans ses plaintes sur les procédés des Piémontais : « Nous àvons l'attention,

disait-il, de ne point nous répandre en reproches injurieux et en dénonciations publiques contre la cour de Turin, parce que cette espèce de vengeance ne saurait convenir à une aussi grande puissance que la nôtre, et que, d'ailleurs, il est d'une prévoyance éclairée et d'une politique sage de ne point se fermer entièrement toutes les voies de réconciliation avec son ennemi, dans une circonstance qui ne nous offre rien d'agréable pour le présent, ni peut-être pour l'avenir pour le rétablissement de nos affaires en Italie [1]. »

D'Argenson avait d'autant plus de mérite à garder, dans sa réplique, cette mesure de politesse froide que, pour deviner le traitement dont il était l'objet dans les tête-à-tête de l'envoyé extraordinaire et de la reine, il n'en était pas réduit à lire entre les lignes d'une lettre désobligeante : un témoin bien placé ne lui en laissait rien ignorer. C'était Vauréal, très mécontent d'être laissé à la porte d'une intimité royale où il ne lui était pas donné de pénétrer, sentant d'ailleurs qu'il était sacrifié lui-même avec la politique dont il avait été le défenseur et l'inter-

1. Noailles à d'Argenson, 13 mai; — d'Argenson à Noailles, 27 mai 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

prête. Rien n'échappait à sa malicieuse observation, ni la confiance un peu enfantine du vieux maréchal, heureux d'être reçu dans un palais comme dans sa famille et regardant comme gagné tout le terrain qu'il avait cédé lui-même, ni les épanchements du père et du fils se félicitant mutuellement du succès dû à leur complaisance et qu'ils croyaient acquis par leur habileté; tout était noté au passage, dans des lettres particulières à d'Argenson, et on a vu comment le mordant évêque savait peindre. A ces révélations qui ne lui apprenaient rien, d'Argenson répondait en soupirant : « Je vois que je suis bien mal voulu là où vous êtes : nous aurions encore plus raison du roi de Sardaigne, si nous voulions; mais il y a maintenant trop d'Autrichiens en Italie, et l'exécution du plan inestimable de chasser les Allemands d'Italie demanderait trop d'efforts. »

Ainsi chaque courrier parti de Madrid emportait deux correspondances occultes : l'une adressée au roi et l'autre au ministre, l'une et l'autre commentant en sens divers la correspondance officielle. Si, par une mesure qui n'eût été qu'un acte de légitime défense, d'Argenson se crut parfois en droit de faire part au souverain de ce

qu'il apprenait ainsi par une voie secrète, ce rapprochement put procurer à Louis XV un divertissement bien propre à développer chez lui le goût qu'il avait déjà, je l'ai dit, pour ces manèges clandestins [1].

Restait à savoir des deux procédés quel était le meilleur et si, en prenant le ménage royal par la douceur, Noailles arriverait à le rendre plus accommodant et à en tirer un meilleur parti que d'Argenson n'y avait réussi de haute lutte et par la force. Le but de la mission extraordinaire

1. Vauréal et d'Argenson, 30 mars, 17 mai, 16 juin 1746. — La peinture satirique de la conduite du maréchal de Noailles se trouve dans les lettres particulières de l'ambassadeur ordinaire au ministre, et aussi dans une relation *ad hoc,* rédigée par Vauréal après le départ de Noailles et qu'il avait laissée dans ses papiers. Par un hasard assez étrange, cette relation passa vingt ans après sous les yeux du comte de Noailles qui avait survécu à son père et était en voie de devenir maréchal comme lui. Le comte, très offensé de ce récit, crut devoir mettre en marge des notes rectificatives, où il conteste plus d'un des actes ou des propos prêtés à son père par Vauréal. Parmi les traits qu'il relève le plus vivement et qui semblent l'avoir le plus choqué, est cette qualification de *bonne femme* que le maréchal était censé avoir donnée à une princesse dont le mauvais caractère était resté légendaire dans la diplomatie européenne. (*Mémoires* de Vauréal sur la mission du maréchal de Noailles, 27 juin 1746. *Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.) — Si d'Argenson dit vrai dans ses *Mémoires,* au lieu de deux correspondances secrètes parties de Madrid à cette époque, il ne tint qu'à lui qu'il y en eût trois. Un employé supérieur de son ministère, Bussy, emmené par Noailles pour l'aider dans sa mission, lui offrit de le tenir au courant de tout ce que ferait le maréchal. D'Argenson s'y refusa, dit-il, avec indignation.

était double. Il fallait d'abord faire adopter un plan de campagne plus raisonnable, moins incohérent, moins livré aux aventures et moins sujet aux surprises que celui qui avait été suivi l'année précédente; objet d'autant plus nécessaire à négocier à Madrid même que, la direction suprême étant remise désormais aux généraux espagnols, les généraux français n'allaient plus rien avoir à décider eux-mêmes, mais seulement à exécuter et à obéir. Sur ce point, Noailles reçut une satisfaction au moins apparente. Le projet qu'il proposa fut accepté sans trop de difficultés. De savoir s'il n'eût pas été abandonné et dénaturé plus tard et si de brusques fantaisies ne seraient pas venues interrompre le cours des opérations, c'est ce que les malheurs qui suivirent n'ont pas permis de vérifier.

Mais il fallait aussi (et c'était là le point véritablement délicat) avertir la reine que, si les concessions qu'on lui avait arrachées pour le traité de Turin étaient devenues caduques avec le traité lui-même, ce triomphe d'amour-propre, dont elle se vantait bruyamment, ne pouvait être que passager : le retour aux stipulations du traité de Fontainebleau était aussi impossible que jamais, et un sacrifice quelconque, dont

l'étendue restait à déterminer, devait être consenti dans l'intérêt supérieur de la paix générale. Sur ce point, la résistance fut plus grande et ne put être complètement vaincue. Au premier mot qui en fut touché : « Allez-vous me répéter, dit le roi d'Espagne d'un ton assez sec, que le traité de Fontainebleau est l'ouvrage de la colère et de l'ambition, comme on me l'a déjà dit? — Non, sire, répondis-je (c'est Noailles qui parle), je ne vous dirai rien là-dessus, sinon qu'il n'en est pas des traités entre deux grands princes comme des actes que des particuliers passent entre eux, parce que l'exécution des premiers est subordonnée aux événements. — Je vis, ajouta-t-il, que le rouge lui montait au visage, et je changeai de conversation [1]. »

Averti par cette première rencontre de l'orage qu'il allait soulever, et décidé à vivre en paix à tout prix, Noailles prit le parti d'éviter des dialogues dans lesquels l'humeur pourrait s'échauffer de part et d'autre. Il rédigea de sa main un mémoire très bien raisonné, où la situation diplomatique et militaire de toute l'Europe était dé-

1. Noailles au roi, 30 avril 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.) — Rousset (t. II, p. 207).

peinte avec assez d'art pour en faire ressortir la nécessité de concessions mutuelles dont on ne demandait à l'Espagne de prendre que la moindre part. Le roi, ou plutôt la reine (car elle seule avait, comme toujours, le dernier mot), agréa ce mode de communication, et réponse fut faite également par écrit. Rien de plus doux dans le ton et de plus mesuré dans les termes que cette réplique, dont les premières lignes durent même procurer à Noailles un moment de satisfaction. Puisque le traité de Fontainebleau, y était-il dit, ne pouvait recevoir son entier accomplissement sans prolonger indéfiniment les maux de la guerre, Leurs Majestés Catholiques renonçaient généreusement à réclamer la complète exécution des promesses qui leur étaient faites. Seulement (et c'est ici que Noailles dut commencer à froncer le sourcil), ce traité n'en restait pas moins, à leurs yeux, un *pacte solennel de famille*, et la bonne foi exigeait qu'on leur procurât une compensation proportionnée à leur sacrifice. La Lombardie, qui leur était assurée, leur échappait; mais le Piémont, auquel, après sa perfidie, aucun ménagement n'était dû, ne pouvait-il pas fournir un équivalent? En conséquence, une ligne de démarcation était tirée sur la carte, ajoutant aux

deux duchés de Parme et de Plaisance un vaste territoire situé sur les deux rives du Pô, dans lequel étaient compris Alexandrie, Novare, Valence et Casal, c'est-à-dire plus du tiers du patrimoine héréditaire des ducs de Savoie. Une fois en si beau train, pourquoi ne pas demander aussi Turin? C'était sans doute parce que cette capitale, ainsi privée de toutes ses lignes de défense et ouverte à toutes les attaques, devenait une place absolument sans importance.

Jamais ironie ne fut plus sanglante. La veille, Élisabeth s'était vue contrainte par la France à mettre sa main dans celle du roi de Sardaigne; aujourd'hui, elle voulait à son tour forcer la France à porter à ce même prince le poignard dans le cœur, en lui enlevant la moitié de ses États. C'était un véritable trait de vengeance féminine, et Noailles ne put manquer d'en ressentir amèrement la malice. Mais, résolu à tout supporter, il fit mine de prendre au sérieux une proposition dérisoire; et, comme si le ridicule n'eût pas suffi pour en faire justice, il se donna la peine d'en démontrer gravement l'impossibilité dans un nouveau mémoire rédigé *ad hoc*. Cette fois, sa pièce d'écriture n'obtint pas un instant d'examen, elle lui fut renvoyée avec cette

simple note : « Leurs Majestés Catholiques, connaissant les bonnes intentions de M. le maréchal de Noailles, tiennent grand compte de son expérience et de son zèle. Elles verront toujours avec plaisir ce qu'il leur représente ou propose; et, pour ce motif, elles ont vu sans déplaisir les observations de son mémoire sur l'établissement de l'infant. Mais Leurs Majestés ne croient pas opportun d'entrer dans des explications plus détaillées, parce qu'il ne s'agit pas actuellement de traiter avec les ennemis et qu'elles doivent supposer qu'il n'y a pas de négociation pendante, puisqu'on ne leur en a pas fait part [1]. »

Si Noailles ne comprit pas tout de suite la portée de ce dernier trait, l'explication ne se fit pas attendre : un courrier était arrivé apportant, comme toujours, à la reine, des lettres et des nouvelles de la cour. On l'avisait du mouvement que Wassenaer se donnait et de ses conférences avec d'Argenson, et elle prenait feu sur la pensée qu'on allait encore une fois traiter de ses affaires sans la consulter. « Eh bien! dit-elle à Noailles la première fois qu'elle le revit, quel partage les

1. *Mémoire de Noailles au roi d'Espagne*, 7 mai. — *Mémoire fait en réponse par le roi d'Espagne*, 13 mai. — Second *Mémoire de Noailles*, 24 mai 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.)

Hollandais font-ils à l'infant? Il n'est pas considérable, à ce qu'on me dit. » Et comme Noailles faisait l'étonné et jurait qu'il ne savait pas de quoi on voulait lui parler : « Eh bien! reprit-elle, puisque vous êtes si mal informé, nous sommes bien aises de vous apprendre qu'il y a un nouveau projet de paix générale présenté par M. de Wassenaer, et qu'on y donne un très mince partage à l'infant; qu'il y a eu sur cela des conseils tenus à Paris; que le marquis d'Argenson, le maréchal de Belle-Isle et les envoyés de Hollande se sont assemblés chez le cardinal de Tencin, où l'affaire a été discutée dans une longue conférence. »

En réalité, Noailles, qui avait quitté Versailles pendant que les pourparlers avec les Hollandais duraient encore (et avant qu'ils eussent abouti même à l'ébauche de pacification dont j'ai parlé), ne pouvait donner aucun détail sur ce qui s'était passé et dit depuis son départ. Mais, eût-il été même mieux informé et plus en mesure de répondre aux questions pressantes de la reine, il aurait hésité probablement à livrer par anticipation à une critique passionnée et à une discussion bruyante un projet vague et des idées encore en l'air auxquelles manquait l'adhésion de tant de

parties intéressées. Tout ce qu'il put faire fut donc de promettre qu'il allait écrire, sans délai, pour demander des renseignements : mais, comme, par la même raison, on se garda bien de les lui envoyer, la défiance une fois éveillée de la reine ne put plus être calmée, et elle déclara nettement qu'elle ne s'expliquerait que sur des propositions fermes dont elle connaîtrait la nature, à la suite d'une négociation où son représentant aurait été admis [1].

Le but de la mission était donc bien réellement manqué, puisque la seule chose obtenue, l'abandon conditionnel du traité de Fontainebleau sous des réserves impossibles à réaliser, n'était qu'une plaisanterie de mauvais goût. Mais Noailles ne voulait pas, même vis-à-vis de lui-même, convenir de son échec, et la reine, malgré sa violence, n'était pas assez dépourvue de la finesse féminine pour ne pas sentir que son intérêt n'était pas de le renvoyer mécontent (surtout depuis qu'il se déclarait satisfait à si bon marché). Il fallait, au contraire, se ménager en lui un avocat qui pût défendre sa cause à Versailles avec la chaleur d'une amitié personnelle et reconnais-

1. *Mémoires de Noailles* (F.-Ed. Petitot, t. II, p. 443).

sante. Elle le combla donc de politesses jusqu'à la dernière heure, et quand le jour de la séparation arriva, on se quitta avec toutes les effusions d'une tendresse mutuelle. Le comte de Noailles reçut, de la main du roi, l'ordre de la Toison d'or, dont son père était déjà pourvu, faveur exceptionnelle dont aucune famille, même en Espagne, ne jouissait; un grand d'Espagne, le duc de Beurnonville, parent de la famille de Noailles, qui sollicitait vainement depuis longtemps la place de commandant des gardes flamandes, obtint ce poste important sur une demande exprimée par le maréchal.

« M. de Noailles part demain, écrivait malicieusement Vauréal; le séjour qu'il a fait à Aranjuez finit avec le même agrément qu'il a commencé... et je ne doute pas que, dans des mains si habiles, tous ces avantages n'aient tourné au profit du service du roi... J'avais déjà grande opinion de ses talents, mais elle augmente encore quand je vois que, dans un champ couvert de ronces, il a su faire une moisson de fleurs et de fruits. Jusqu'à présent je suis dans les ténèbres, mais il reste encore demain et peut-être attend-il au dernier moment pour me parler. » Et deux jours après il ajoutait « que, même en

partant, le maréchal ne lui avait rien dit, sans doute parce qu'il n'avait rien à lui dire[1] ».

Le scepticisme de Vauréal n'était que trop bien fondé. Le maréchal avait si peu réussi à modérer les prétentions de la cour d'Espagne que ses exigences allaient continuer à peser sur la situation politique et militaire pendant toute la durée de la guerre et devaient exercer, même sur la solution, l'influence la plus fâcheuse.

Noailles, dans ses *Mémoires*, fait insérer les lettres de compliments qu'il reçut de ses collègues sur le succès de sa mission, et en particulier de Maurepas, celui des ministres qui lui

1. Vauréal à d'Argenson, 6-8 juin 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.) — Le récit que je fais de la mission du maréchal de Noailles diffère absolument de celui que le maréchal fait lui-même dans ses *Mémoires* (rédigés sur ses papiers par l'abbé Millot). Il affirme, en effet, qu'au moment de son départ, le roi d'Espagne (dans une note dont il donne même la date) remit pour *tous les temps,* entre les mains du roi, son neveu, le sort de la reine, son épouse, et celui de ses enfants, Charles et Philippe. Je n'ai pas trouvé le texte de cette note dans la correspondance d'Espagne du ministère où figurent pourtant les mémoires remis par le maréchal et les réponses qui lui furent faites. La note ne figure pas davantage dans la correspondance secrète de Noailles avec Louis XV, que M. Rousset a trouvée au dépôt de la guerre et publiée. Il est donc impossible de savoir quelle fut la portée exacte de cette communication faite suivant Noailles *in extremis*. Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai présenté la suite des faits tels qu'ils se déroulent dans la correspondance officielle et tels que le maréchal lui-même les a exposés dans un mémoire justificatif remis au roi à son retour (16 juillet 1746). Voir à l'Appendice B, un récit fait par d'Argenson de l'ambassade de Noailles.

tenait la plus fidèle compagnie, surtout dans la haine contre d'Argenson. Il ne manqua pourtant pas, même à la cour, d'observateurs perspicaces pour deviner qu'il revenait au fond plus glorieux que satisfait et les mains à peu près vides. Luynes l'insinue avec ces sous-entendus discrets qui sont le trait piquant de son journal, et il va même jusqu'à faire supposer que l'envoyé de Louis XV, en sus des faveurs qu'il avait reçues, s'était laissé payer sans une autre monnaie que des paroles et des honneurs. « On attend incessamment, dit-il, M. le maréchal de Noailles : ses amis disent qu'il a parfaitement réussi dans sa négociation; il est certain qu'il a été fort bien reçu à la cour de Madrid... On prétend (mais on ne le sait jusqu'ici que par des lettres particulières) que le roi d'Espagne lui a accordé le payement de ce qui lui était dû d'appointements en qualité de capitaine général. Ce titre fut donné à M. le maréchal de Noailles en 1711, ce qui ferait trente-cinq années... ce serait un objet considérable. Comme le public ignore quelles étaient les instructions de M. le maréchal de Noailles et que, même lors de son départ, on jugea qu'il était bien tard, par rapport aux affaires d'Italie, leur situation ne doit faire porter

aucun jugement sur la négociation : cette situation est tout au plus mal qu'elle puisse être [1]. »

Au demeurant, au moment où Noailles reprenait le chemin de Versailles, il devenait assez indifférent de savoir quelle nature et quelle mesure de succès il avait obtenues, car les plans de pacification générale étaient de nouveau évanouis en fumée, et les opérations militaires allaient reprendre. « La paix s'éloigne, écrivait d'Argenson à Voltaire, comme le chien de Jean de Nivelle. » C'est que les propositions hollandaises, dont l'idée seule, on vient de le voir, était si mal vue à Madrid, ne recevaient ni à Vienne ni à Londres, un accueil plus encourageant. Marie-Thérèse surtout était inabordable, elle gardait sur le cœur le ressentiment de l'humiliation que la France lui avait fait subir à Dresde, en rejetant des propositions presque suppliantes, arrachées par un extrême péril. La singulière prédilection dont le ministère français avait fait preuve ce jour-là en faveur de Frédéric l'avait surprise autant qu'exaspérée. A la première ouverture qui lui fut faite par une voie détournée, son ministre Uhffeld eut ordre de répondre par cette

1. *Journal de Luynes* (t. VII, p. 331).

question railleuse : « La France est-elle prête cette fois à tomber avec nous sur la Prusse? Tant que nous n'aurons pas cette garantie, il n'y aura rien à faire avec elle. Nous ne pouvons traiter avec des gens qui veulent faire du roi de Prusse le dictateur de l'*empire*. » Pense-t-on qu'en recevant ce refus hautain, d'Argenson ait été traversé par la pensée qu'il avait manqué une occasion qui ne reviendrait pas? Nullement. On trouve seulement à la marge de la lettre qui rompait si brusquement tout pourparler, cette note de sa main : « On voit de là combien la cour de Vienne croit avoir à craindre du roi de Prusse ayant la Silésie [1]. »

Sur ce point, d'ailleurs, l'unanimité d'opinion était complète, sinon parmi les politiques de Vienne, au moins dans l'entourage et dans le ménage impérial, car rien n'égalait l'irritation du nouvel empereur contre la France. Seulement,

1. Extrait d'une lettre au comte de Loos, envoyé saxon à Vienne, au comte de Brühl, 27 avril 1746. (*Correspondance de Vienne*.—Ministère des affaires étrangères.)—M. d'Arneth nous apprend que l'Angleterre, en transmettant à Marie-Thérèse les propositions de la France et de la Hollande, lui conseillait de céder la Toscane, mais se refusait, elle, à la restitution du cap Breton. Marie-Thérèse répondant, de son côté, par le conseil inverse, il n'est pas étonnant que l'affaire ne fît aucun pas, et il en sera ainsi pendant plus de deux ans encore. (D'Arneth, t. III, p. 230.)

là comme partout, la différence des caractères de l'impératrice et de celui qui lui devait sa couronne était sensible. Car le sentiment qui partait chez la noble femme d'un courroux patriotique n'était chez son époux que le mesquin plaisir d'un ancien vassal de la France, heureux de se trouver l'égal de son suzerain, et en mesure de lui tenir tête. Il l'exprimait dans des termes qui auraient attesté à eux seuls la petitesse et la frivolité de son esprit, au marquis de Stainville qui continuait à représenter à Versailles le grand-duché de Toscane, et qui lui transmettait des paroles bienveillantes de d'Argenson. « Point de rapports, écrivait-il, avec une cour qui ne veut pas me reconnaître comme empereur, excepté ceux qui seront nécessaires, pour m'informer des bagatelles qui peuvent être drôles, en fait de chansons, de vers et de toutes sortes de nouveautés pour me divertir [1]. »

Mais, si en Autriche la cour était unanime dans des sentiments belliqueux, en Angleterre c'était pis encore : c'était tout le monde, roi, parlement et nation qui ne respirait plus que la reprise des

1. L'empereur François au marquis de Stainville, 4 mai 1746. (Lettre interceptée : *Correspondance de Vienne*. — Ministère des affaires étrangères.)

hostilités. La coïncidence de la défaite de Charles-Édouard et du désastre d'Asti avait exalté toutes les têtes : on était convaincu que les succès de Maurice de Saxe n'étaient dus qu'à l'absence de Cumberland et qu'il suffirait que le vainqueur de Culloden reparût en Flandre pour que, sur ce théâtre comme sur tout autre, un coup mortel fût porté à la puissance française. C'était contre le nom français une fureur qui faisait rage, non seulement parmi les partisans triomphants de la dynastie protestante, mais plus encore, peut-être, parmi les soldats vaincus de l'armée écossaise. Ceux-là étaient très irrités d'avoir attendu vainement un secours toujours promis qui n'était jamais venu; ils restaient convaincus qu'on s'était joué d'eux, en poussant leur chef en avant pour le délaisser ensuite, dans l'unique intention de créer au roi George un embarras momentané. Aussi c'était dans leurs rangs un concert d'imprécations, et les plus ardents à y prendre part (dit un agent secret que la France entretenait à Londres) « sont les plus entichés du fanatisme jacobite et surtout les prêtres catholiques. On n'entend que menaces et prières qu'on offre à Dieu pour la destruction et la ruine de la France : ce serait venger l'innocence et sauver l'Europe

que de mettre le feu aux quatre coins de Paris. Un homme qui a l'air français n'est pas en sûreté dans nos rues. On ne peut digérer qu'on ait sacrifié le fils du prétendant et un nombre de familles qu'on regarde comme perdues et anéanties ». Et comme le gouvernement anglais exerçait, contre les rebelles captifs, une répression impitoyable, chacun des malheureux condamnés, en montant à l'échafaud, semblait envoyer au ciel une malédiction contre la perfidie française. Que serait-ce donc, si Charles-Édouard lui-même, toujours fugitif et errant dans des retraites ignorées, finissait par tomber entre les mains de ceux qui avaient mis sa tête à prix [1]?

D'Argenson, très ému de ce *tolle* général, comme il l'était toujours de toute suspicion élevée contre la loyauté de son caractère et de sa politique, crut son honneur sérieusement intéressé à tenter quelque démarche pour adoucir le sort des nobles clients que la France avait compromis sans pouvoir les protéger. Le moyen n'était pas aisé à découvrir, car, entre deux puissances en pleine guerre l'une contre l'autre, nul rapport direct ne

1. *Correspondance de Londres* envoyée au chargé d'affaires de France à La Haye, 14 juin 1746. (*Angleterre.* — Ministère des affaires étrangères.)

pouvait s'établir. Mais la tâche de générosité et de compassion dont il ne pouvait s'acquitter lui-même ne pouvait-elle être, pensa-t-il, remplie par l'envoyé d'une puissance encore officiellement neutre, bien qu'alliée et amie de l'Angleterre, comme la Hollande, et n'avait-il pas sous la main son excellent ami Van Hoey, toujours prêt à entrer, avec une candeur égale à la sienne, dans toutes les illusions que pouvait leur suggérer l'amour de l'humanité? Les deux belles âmes furent bientôt d'accord et se mirent à l'œuvre : le ministre français dut écrire à l'envoyé hollandais une lettre que celui-ci se chargea de faire passer sous les yeux du ministère britannique, et ni l'un ni l'autre ne parurent se douter du sentiment qu'éprouverait le roi d'Angleterre à voir la France intervenir en faveur de ceux à qui, la veille encore, elle envoyait des armes et de l'argent pour le détrôner.

La lettre de d'Argenson (la nature de la démarche une fois donnée) était rédigée avec assez d'art. « Le roi, disait-il (car il faisait parler le roi lui-même), m'ordonne d'écrire à Votre Excellence au sujet de la situation dans laquelle le prince Édouard et ses partisans se trouvent, depuis l'avantage que les troupes d'Angleterre ont

remporté sur eux, le 29 de ce mois. Toute l'Europe connaît les relations de parenté qui existent entre le roi et le prince Édouard. D'ailleurs ce jeune prince réunit en lui toutes les qualités qui doivent intéresser en sa faveur les puissances qui estiment et chérissent la valeur et le courage, et le roi d'Angleterre est lui-même un juge trop impartial et trop équitable du vrai mérite pour n'en pas faire cas lors même qu'il se trouve dans son ennemi. Le caractère de la nation britannique ne peut aussi qu'inspirer à tous les Anglais les mêmes sentiments d'admiration pour un compatriote aussi distingué par ses talents et par ses vertus héroïques... Cependant, monsieur, comme, dans les premiers moments d'une révolution, on porte quelquefois le ressentiment et la vengeance à des excès qui n'auraient pas lieu dans des conjonctures plus tranquilles, le roi doit prévenir à cet égard, autant qu'il dépendra de lui, le dangereux effet de toute résolution trop sévère que Sa Majesté Britannique prendra. C'est dans une vue aussi juste et aussi décente, que le roi m'a ordonné, monsieur, de demander à Votre Excellence de vouloir bien écrire au ministère anglais et de lui représenter, avec toute la force et l'onction possibles, les inconvénients qui résulteraient

infailliblement de toute entreprise violente contre le prince Édouard. Si, contre toute espérance, on attentait ou à la liberté du prince Édouard ou à la vie de ses amis et de ses partisans, il est aisé de prévoir quel esprit d'animosité et de fureur pourrait être la suite funeste d'une pareille rigueur, et combien d'innocents deviendraient peut-être de part et d'autre, jusqu'à la fin de cette guerre, les tristes victimes d'une violence qui ne ferait qu'aigrir et irriter le mal et qui, assurément, n'édifierait pas l'Europe... Le roi désire très sincèrement que le roi d'Angleterre ne lui donne à suivre que des exemples d'humanité, de douceur et de grandeur d'âme. »

Ces dernières paroles, en laissant entrevoir l'éventualité d'une représaille, relevaient le ton de la supplique et sauvaient la dignité royale. C'est sans doute de crainte de pécher par ce défaut d'humilité que le bonhomme Van Hoey (c'est ainsi que d'Argenson lui-même l'appelle) n'en laissa rien subsister dans sa lettre d'envoi, dont il fit (c'est encore d'Argenson qui parle) une véritable paraphrase du *Pater noster*.

« Puissé-je, milord, disait l'excellent homme, posséder toute l'éloquence de la terre; puissé-je être à portée pour employer efficacement tous les

moments de ma vie à faire comprendre aux hommes que d'agir envers les autres comme nous souhaitons que les autres agissent envers nous, fait le bien suprême des États, des nations, des sujets et de chaque homme. Mais c'est un devoir que la Providence vous a imposé, en vous élevant si haut et par tant de talents qu'elle a réunis en vous : puisse la persuasion couler de vos lèvres comme du miel, et personne ne doutera plus qu'on n'est heureux qu'autant qu'on fait le bonheur des autres... Votre Excellence sait que le courage est appelé par excellence vertu, parce que c'est l'amour pour le bien qui le donne seul, et que ce sont l'équité, la modération et la bonté qui en règlent toutes les actions. C'est ainsi que le vrai héros rend ses victoires salutaires aux vaincus mêmes; c'est ainsi qu'il se dresse des trophées immortels pour avoir triomphé de la vengeance et de la colère, passions si naturelles à l'homme et si difficiles à vaincre : c'est ainsi que la clémence a été estimée, par les sages de tous les temps, la meilleure, la plus magnanime, la plus utile et la plus salutaire de toutes les vertus royales... Connaître la vertu, vous le savez, milord, et être épris de ses célestes beautés n'est qu'une seule et même chose. »

Suivaient des vœux, ou plutôt une prière adressée à Dieu pour les deux puissants rois de France et d'Angleterre. « Puissent-ils jouir encore longtemps sur la terre de la juste reconnaissance du genre humain! Puissent ces grands rois s'assurer ainsi de plus en plus la félicité éternelle! »

En toute autre circonstance, une pièce écrite sur ce ton, si peu conforme aux habitudes diplomatiques, aurait fait sourire. Mais à Londres, dans l'état d'exaltation que laisse toujours une grande crainte à laquelle on vient d'échapper, personne n'était en humeur de rire. Aussi ce fut un cri d'indignation, factice ou sincère, qui s'éleva contre la prétention élevée par la France de dicter des conseils au gouvernement qu'elle avait essayé de renverser. La lettre de d'Argenson, insérée dans les gazettes, fut commentée avec fureur dans des réunions publiques. Un pair d'Angleterre, lord Cholmondeley, proposa sérieusement de la faire brûler par la main du bourreau. « Les Anglais traiteront toujours les Français, disait-il, avec le mépris que des esclaves méritent. » — Quant au pauvre Van Hoey, il n'échappa à une demande de révocation, qui était déjà adressée contre lui aux États-Généraux, qu'à la condition de recevoir une verte semonce du

duc de Newcastle et d'y répondre par une humble lettre d'excuses. Encore n'évita-t-il cette mesure de rigueur que parce que les envoyés extraordinaires hollandais, ses collègues, firent savoir que son rappel porterait la plus sérieuse atteinte à la situation ministériellle déjà menacée de d'Argenson, « accusé, disaient-ils, d'avoir fait une grande sottise. Or, ajoutaient-ils, il nous convient que M. d'Argenson reste en place [1] ».

D'Argenson constate lui-même avec mélancolie, dans ses *Mémoires*, le triste effet de sa charitable intervention : « Les lettres, dit-il, firent deux effets contraires, par suggestion de malignité. A Paris, on les trouva basses et tendant trop à la miséricorde; à Londres, on trouva inouï que la France se mêlât des affaires intérieures de l'Angleterre et demandât grâce pour des rebelles! » Il n'ajoute pas ce que Luynes rapporte : c'est que les plaisanteries, les quolibets, les caricatures déjà répandues contre lui ne circulèrent que de plus belle. Mais ce qui l'affligea plus que tout, ce fut la pensée que le gouvernement anglais, se trouvant offensé, pouvait être poussé par là à sévir avec une sévérité encore plus impitoyable contre

1. Wassenaer au pensionnaire Van Heim, 27 juin 1746 (*Archives* de La Haye).

des victimes qu'une main étrangère ou ennemie avait essayé de lui disputer [1].

Inquiet du jugement que portaient sur sa conduite les hommes d'expérience qui prétendaient s'entendre en matière d'État, et principalement tous les diplomates étrangers, d'Argenson eut-il la pensée de se faire défendre par le souverain qui, ayant porté la philosophie sur le trône, devait être disposé à lui reconnaître le droit de se faire entendre, même dans les crises les plus violentes de la politique? On serait tenté de le croire, car ce n'est pas sans surprise qu'on trouve à cette date, dans la collection des lettres de Voltaire, une épître intitulée : *Lettre de M.* ***, *chambellan du roi de Prusse, à l'occasion de la lettre de M. d'Argenson à M. Van Hoey*, où le correspondant supposé fait hardiment, au nom de Frédéric, non pas seulement l'apologie, mais le panégyrique de la lettre incriminée. « Le roi mon maître, dit ce prétendu chambellan, en eût fait autant, s'il eût été requis... Cette déclaration

1. D'Argenson à Van Hoey. Van Hoey au duc de Newcastle, 3 juin 1646. — Le duc de Newcastle à Van Hoey et réponse, 18 juin, 24 juillet 1746. — Lettres de Londres, 24 et 27 juin 1746. (*Correspondances de Hollande et d'Angleterre.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 304). — *Journal de Luynes* (t. VII, p. 339).

encore jamais la trace dans aucun des écrits marqués de l'empreinte caustique et cynique du conquérant de la Silésie. Aussi la seule pensée que l'incident en lui-même dût suggérer à Frédéric (s'il y donna un instant d'attention), c'est qu'à la veille d'une campagne qui pouvait être décisive pour son pays, un ministre perdait singulièrement son temps à prendre pitié des vaincus et à demander grâce pour des malheureux.

II

Toutes les tentatives pacifiques étant ainsi repoussées avec perte en Angleterre, aussi bien qu'en Autriche, il ne restait plus qu'à se résigner à la guerre et à donner le signal de la reprise de hostilités. Mais avant d'y procéder, plus d'une question importante était encore à résoudre. D'abord, sur quel terrain et en vue de quel but à atteindre allait-on engager la campagne? Sur quel champ de bataille Maurice serait-il chargé de faire manœuvrer son armée victorieuse et aurait-il à conduire le roi, qui, cette année encore, tenait à l'accompagner? Devrait-on se borner à achever la soumission déjà à moitié

faite des Pays-Bas autrichiens, ou bien se résoudrait-on à passer enfin la frontière de la république! Irait-on surprendre en Hollande, dans le travail de leur formation, les armées alliées qui s'y étaient donné rendez-vous, et leurs généraux qui y tenaient conseil?

Le moment semblait venu de prendre ce parti décisif et de réparer ainsi (on le pouvait encore) le temps et les occasions perdues; c'était l'attente commune. On ne tarda pas à savoir qu'elle allait être encore déçue; car pour commencer et se rendre libre d'agir, la première chose à faire eût été de congédier les envoyés hollandais, ce qui était tout naturel, puisque leur intervention, si maladroitement acceptée au début, n'avait abouti à aucun résultat effectif. Leur correspondance fait voir que c'était bien là, en effet, ce qu'ils redoutaient l'un et l'autre; aussi employaient-ils tout leur art à prolonger un entretien qui ne concluait jamais, ils surent si habilement profiter de la lenteur des communications pour faire attendre tantôt une dépêche de Londres qui annonçait des sentiments plus modérés, tantôt un courrier de La Haye qui promettait des dispositions plus énergiques, que le jour indiqué pour le départ du roi arriva, et le ministre des affaires étran-

gères devant, suivant l'usage, l'accompagner; ils obtinrent l'autorisation de faire partie du cortège royal et d'aller à Bruxelles continuer leurs interminables conversations. C'était, en fait, déclarer que, la négociation durant encore, le sol hollandais continuerait à être regardé comme inviolable, et enfermer ainsi d'avance dans les limites les plus étroites l'expédition que Louis XV allait honorer de sa présence.

Pauvre spectacle, assurément, que celui qu'allait donner ce grand roi, à la tête d'une grande armée, secondé par un grand capitaine et se laissant dicter et paralyser ses mouvements par un petit État bourgeois, qui aurait demandé grâce, si on eût osé, quelques mois plus tôt, le regarder en face. La surprise causée par une attitude d'humilité si peu justifiée fut générale et on en riait, à la cour comme à l'armée, assez haut pour que les plaisanteries parvinssent aux oreilles non seulement de d'Argenson, mais même des députés hollandais, à qui on faisait sur leur habileté des compliments railleurs dont ils ne savaient comment se défendre. « J'ai dû avaler hier à Versailles, écrivait le pensionnaire Gilles, divers raisonnements baroques tenus par des courtisans, des évêques, des abbés, des

femmes qui s'amusent ici à discuter de politique et à battre la campagne, raisonnements dans lesquels on nous reprochait d'être trop fins pour le ministre français et de ne chercher qu'à l'amuser. Un homme, du reste très intelligent, me dit que nous agissons comme Josué, qui ordonnait au soleil de s'arrêter. Je réponds à ces fadaises évasivement et en raillant. »

D'Argenson, de son côté, constatait cette impatience générale sans trop s'en émouvoir et disposé plutôt à se faire un mérite de savoir la braver. « Toute l'Europe, écrivait-il dans un billet au comte de Wassenaer, ou du moins tous les nouvellistes disent que nous sommes de grandes dupes, que vous nous amusez. Qu'en est-il? Il est vrai que nous nous conduisons en dupes; mais nous le sentons, et ce n'est pas l'être tout à fait [1]. »

Par malheur, ce n'étaient pas seulement des ecclésiastiques et des femmes, c'étaient aussi de très bons juges, et même les meilleurs qu'il y eût en Europe, qui portaient sur cette timidité du cabinet français l'appréciation la plus sévère. D'Argenson pouvait s'en convaincre par la lettre

1. Gilles au pensionnaire Van Heim; — d'Argenson à Wassenaer, 22 juin 1746. (*Archives* de La Haye.)

suivante que le ministre de la guerre, son frère, dut lui transmettre en l'avertissant qu'elle était émanée, par voie indirecte, de Berlin et de l'entourage militaire de Frédéric. Celle-là, il faut en convenir (à la différence de celle que j'ai dû citer tout à l'heure, et que Voltaire aurait voulu dicter), n'avait rien qui démentît cette auguste origine, car cette fois, ce n'était pas un chambellan, mais un général qui était censé prendre la plume. C'était un vieux compagnon d'armes des troupes françaises qui, au nom de l'intérêt inspiré par ce souvenir et avec toute la franchise de l'amitié, se croyait en droit de représenter à la France de quel ridicule elle se couvrait en se laissant berner par les Hollandais, au lieu d'entrer le fer à la main sur leur territoire. « Les Hollandais, y était-il dit, peuple fin qui connaît parfaitement ses intérêts, vous amusent depuis longtemps et vous font perdre un temps précieux. A moins que vous n'ayez un traité fait et conclu avec eux, on ne comprend pas en Europe votre tranquillité. L'armée des alliés est retirée en Hollande; en supposant même que vous soyez engagé d'honneur à ne pas déclarer la guerre à la Hollande, qui empêchait votre armée d'y entrer pour suivre les Autrichiens et vous y faire traiter sur le

même pied qu'ils y ont? Entrez donc en Hollande; ce peuple tremblera de vous y voir; il est accoutumé à voir le danger de loin; aussi, jugez de sa frayeur quand il vous verra armé dans son propre pays, en état de lui faire la loi... *Si le roi mon maître était à la place du vôtre, il serait en Hollande et il y porterait l'effroi et la consternation...* Tant de résolution et de diligence sont nécessaires à qui veut vaincre! Ne rien laisser au hasard, profiter des événements et ne pas laisser respirer son ennemi, *c'est la première pensée d'un prince qui fait la guerre...* Mon expérience m'engage à vous prévenir que vos soldats s'ennuieront bientôt dans leur camp et déserteront en grand nombre et que la maladie pourra faire tort au reste. Faites agir le Français, donnez de l'exercice à sa vivacité et à son inconstance; sans cela, il s'ennuiera... Vous ne pensez pas, sans doute, que vos soldats soient immortels et invincibles, et vous agissez comme s'ils l'étaient... En voilà assez pour exciter vos réflexions, si vous aimez votre patrie... Savez-vous qu'on écrit de France en ce pays que la jalousie seule contre le comte de Saxe était le motif de votre inaction? Je n'en crois rien; mais à quoi attribuerait-on votre conduite, s'il est vrai

que vous n'ayez absolument rien de conclu avec la Hollande?... Je vous tais mon nom, dit en finissant le correspondant (comme s'il s'apercevait trop tard que ce ton de l'homme habitué à vaincre et à commander équivalait à une signature), parce que j'écris sans en avoir fait part au roi mon maître [1].

J'imagine que cette réserve ne trompa personne. Le voile de l'anonyme était, en vérité, trop facile à lever; car l'auteur de cette lettre était certainement le même qui écrivait à Chambrier, le 26 avril, qu'il fallait détacher les Hollandais de la reine de Hongrie en *leur serrant le bouton* par des opérations vigoureuses.

Quand un témoin désintéressé comme Frédéric, du fond de sa retraite paisible de Berlin, raisonnant à un point de vue esthétique et pour le beau de la chose, avait peine à contenir l'expression de son impatience, on juge l'humeur que devait ressentir le maréchal de Saxe lui-même en se voyant condamné à piétiner sur place et à

1. Lettre anonyme envoyée par le comte d'Argenson à son frère, juillet 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.) — Le comte, en transmettant la lettre, émet l'opinion qu'elle pourrait être du maréchal de Schmettau. — Je me permets de croire qu'elle fut inspirée et même dictée par le roi de Prusse lui-même; c'est bien lui qu'on croit entendre parler. (*Pol. Corr.*, t. V, p. 74.)

attendre l'ennemi sur le théâtre même de ses victoires. Obligé de subir cette condition, quoique maugréant assez haut, il demandait au moins que, puisqu'il devait laisser les alliés prendre leurs aises et choisir eux-mêmes le lieu et le moment où il leur conviendrait de l'attaquer, on lui mît en main des forces suffisantes pour être sûr, quoi qu'il arrivât, de leur tenir tête. C'était déjà beaucoup de maintenir une armée française en Italie et même de lui envoyer des renforts; mais au moins fallait-il que cette division de forces fût la seule, qu'il n'y eût qu'une armée dans le Nord et que ce fût lui qui la commandât. Ce fut un point qu'il eut encore peine à obtenir, et qu'on ne lui accorda qu'après un débat très vif : ce fut d'Argenson (il faut lui rendre cette justice) qui vint très efficacement en aide à une demande si raisonnable, tant par son action directe dans le conseil que par le résultat de négociations diplomatiques qu'il avait très heureusement préparées pendant tout l'hiver.

On doit se rappeler, en effet, que, l'année précédente, Maurice n'avait pas eu le commandement de toutes les troupes françaises qui opéraient dans le Nord. Pendant qu'il s'avançait victorieusement dans les Flandres, une autre armée, par-

faitement indépendante de la sienne et placée sous les ordres de Conti, était demeurée en observation sur le Rhin; puis, n'osant pas s'avancer en Allemagne et obligée de repasser le fleuve, elle avait dû assister de loin à la marche triomphale et au couronnement de Marie-Thérèse. La question était de savoir si cette division, dont l'utilité avait été si médiocre, devait être reproduite dans la campagne nouvelle. Rien d'étonnant que Maurice protestât contre la pensée d'être privé une seconde fois d'une partie des moyens d'action dont il savait faire si bon usage. Mais Conti, qui était revenu de sa triste campagne mécontent de lui-même, et sentant que son rôle avait manqué d'éclat, brûlait de chercher une revanche et n'était disposé ni à rentrer dans la retraite, ni à servir sous un supérieur. Il insista donc vivement pour qu'on lui rendît son commandement et qu'on l'envoyât reprendre ses anciennes positions. Il était bien en cour et sa mère mieux encore, depuis qu'elle s'était prêtée à la tâche ingrate de présenter à la reine la nouvelle favorite, « ce qui constituait à son égard, nous dit d'Argenson, une obligation immortelle ». De plus, Conti avait l'art d'intéresser à ses prétentions tous les officiers généraux qui avaient servi sous

ses ordres, et qui craignaient de trouver auprès de Maurice une clientèle favorisée qui leur fût préférée. Une intrigue fut ainsi très bien montée par la princesse douairière et son fils et eut un instant un plein succès. A part le cardinal de Tencin et d'Argenson, tous les ministres promirent à Conti un *grand généralat* sur le Rhin.

Le prince et ses amis, il faut le dire, faisaient valoir à l'appui de leur désir des raisons qui n'étaient pas sans valeur. Ils représentaient que, si l'armée du Rhin, dans la dernière campagne, n'avait rendu que peu de services, c'est que Marie-Thérèse, tenue en échec par Frédéric, ne sortait pas d'Allemagne et que, pour l'atteindre, il aurait fallu l'aller chercher chez elle, au risque de renouveler les malheurs de l'expédition de Prague. Mais il n'en serait plus de même, disaient-ils, depuis qu'une paix funeste pour nous avait rendu à l'impératrice la liberté de ses mouvements et que, le front ceint maintenant du diadème impérial, elle exerçait sur toute la fédération germanique une autorité morale dont son génie saurait user. Toute-puissante dans la diète électorale qui venait de la couronner, et se flattant d'être obéie à Ratisbonne comme elle l'avait été à Francfort, elle ne rêvait que de faire lever à sa

voix tout l'empire et de l'entraîner à sa suite contre l'ennemi de la patrie allemande. Des exhortations éloquentes à se défier de l'ambition et des cajoleries françaises partaient à toute heure de Vienne et étaient transmises à tous les membres du corps germanique par l'archichancelier impérial, l'électeur de Mayence, aveuglément dévoué à tous les intérêts autrichiens. Qu'arriverait-il, disait Conti, si cette femme passionnée réussissait à se faire écouter, si tous les États et tous les cercles bordant le Rhin consentaient à se ranger en armes sous ses ordres? En face d'une telle éventualité, fallait-il laisser la frontière française dégarnie? N'était-ce pas s'exposer à voir d'un jour à l'autre renouveler la même péripétie qui, deux années auparavant, avait obligé Louis XV (vainqueur comme aujourd'hui dans les Pays-Bas) à interrompre le cours de ses succès pour courir à la défense de la Lorraine et de l'Alsace envahies? La présence d'une armée placée en sentinelle entre la Meuse et le Rhin, assez nombreuse pour garder la frontière de Metz jusqu'à Strasbourg, assez forte pour tenir en respect les petits électorats rhénans, était donc plus que jamais nécessaire.

Ces considérations étaient développées par le

prince de Conti lui-même avec une verve d'éloquence naturelle dont il était doué, et appuyées par l'autorité que lui donnait l'expérience qu'il croyait avoir acquise par un an de séjour en Allemagne. « J'ai eu l'honneur, dit d'Argenson, de l'entendre discourir des soirées entières, il assurait que nous aurions incessamment une guerre d'empire sur les bras... Il savait par cœur le nombre des bataillons et des compagnies qui seraient armés dans chaque cercle, ce qu'il en manquerait, ce qu'il en déserterait : il haussait les épaules à quiconque le contredisait. Il convenait bien de quelque retard dans l'armement, mais tout devait être prêt à la fin de juin : mes doutes sur ce point commençaient à lui donner matière à parler de mon incapacité. J'avoue que ce prince s'était enfariné pendant sa dernière campagne de quantité de pédanteries germaniques où la mémoire avait peine à le suivre. On le citait au conseil comme un docteur sur les affaires d'Allemagne. »

La conviction où était le prince que tout l'empire allait prendre les armes était si forte et il réussissait si bien à la faire partager que, sur la demande de Maurepas, le conseil délibéra, en comité solennel, si le parti le plus prudent ne serait pas de prendre les devants, de franchir soi-

même le Rhin sans délai et de mettre le siège devant Philisbourg et Kehl, les deux premières cités impériales qu'on rencontrerait sur son chemin.

D'Argenson fit tête à cette poussée imprudente avec plus de calme et de sang-froid qu'il n'en montrait d'ordinaire. La tâche lui était rendue peut-être moins difficile parce qu'en conseillant une sage expectative, il rentrait dans l'ordre naturel de ses idées et dans la tendance générale de sa politique. Son regret (il ne se fait pas faute de le rappeler) était toujours que la France n'eût pas pris sur toutes ses frontières le même parti, persuadé, suivant sa maxime favorite, que la France ne serait jamais attaquée, si elle n'attaquait pas la première. Cet axiome, sujet en d'autres circonstances à tant de réserves et d'exceptions, se trouvait cette fois pleinement justifié par l'inertie connue du corps germanique, et son incapacité tant de fois éprouvée de se résoudre et de se mouvoir. Ce grand corps, si mal articulé, dont toutes les jointures étaient prêtes à se détraquer à la moindre secousse, cherchait toujours le repos, et on ne pouvait espérer le faire sortir de sa torpeur qu'en l'inquiétant sur sa sécurité. C'était une grande force assurément (d'Argenson ne le niait

pas) pour l'impératrice que de pouvoir parler maintenant au nom de tous les souvenirs de ses aïeux ravivés et rajeunis par une élection nouvelle, mais c'était une force surtout défensive dont la disposition ne serait entière entre ses mains que si elle était attaquée chez elle et si on faisait mine de vouloir passer sur le corps des vassaux pour atteindre le suzerain. L'effet en serait nul, au contraire, si c'était le chef lui-même qui troublait la paix commune pour donner cours à ses ressentiments. Armer le contingent impérial pour la défense du sol germanique, à la rigueur c'était possible : mais l'en faire sortir pour suivre une représaille agressive, c'eût été un effort surhumain. Marie-Thérèse elle-même le sentait si bien qu'en faisant rendre à son époux un décret de commission pour soumettre à la diète de Ratisbonne les mesures militaires qu'elle désirait, elle avait eu soin de faire spécifier que l'unique objet à l'ordre du jour était les précautions réclamées pour la *sécurité* de l'empire.

Il était donc essentiel (d'Argenson n'eut pas de peine à le démontrer) d'écarter toute apparence et tout prétexte de nature à accréditer la crainte d'une nouvelle invasion française et d'effacer même, s'il était possible, le souvenir des inva-

sions précédentes. A ce point de vue, la réunion d'une grande armée prenant une attitude agressive, et commandée par un prince du sang, allait directement contre le but, et servirait au contraire de texte tout préparé aux prédications patriotiques de la chancellerie impériale. Ce langage parfaitement sensé eut le bonheur (dont les protestations de d'Argenson ne jouissaient plus que rarement dans le conseil) d'être écouté et compris, sans doute parce qu'il fut appuyé par le concours de Saxe et de Belle-Isle, tous deux parlant d'accord cette fois par exception. On permit au ministre de faire porter à la diète par le résident français, La Noue, des protestations formelles d'intentions pacifiques et de désintéressement absolu, et pour confirmer tout de suite les paroles par les faits, on l'autorisa à promettre l'évacuation de ce qu'on nommait l'Autriche antérieure. On désignait ainsi (je l'ai déjà dit) ces districts, bordant la rive du haut Rhin, qui faisaient partie du patrimoine de la maison d'Habsbourg et qui avaient été conquis naguère (on l'a vu) par Louis XV lui-même, après la prise de Fribourg. C'était le seul point du territoire de l'empire encore occupé par les armes françaises.

Ces sages précautions produisirent leur effet :

la diète qui siégeait à Ratisbonne, désireuse avant tout de rester tranquille, se laissa aisément rassurer ou, pour mieux dire, endormir, et les incitations belliqueuses de Marie-Thérèse y trouvèrent peu d'écho. On mit en usage, pour éviter d'y répondre, les lenteurs interminables et les formalités sans nombre de toute procédure germanique. Il fut même bientôt évident que ces provocations, du moment où elles n'étaient pas efficaces, devenaient importunes. Car rien n'impatiente à la longue les gens timides et paresseux comme les reproches qu'on adresse à leur indolence. Puis, du moment où il ne devait plus y avoir un soldat français sur le sol germanique, la plupart des griefs exploités par Marie-Thérèse pour exciter l'irritation populaire n'avaient plus d'objet. La situation même se retournait insensiblement. La veille, c'était Belle-Isle ou Maillebois qui, s'avançant en stationnant dans l'empire, soumettaient les populations aux rigueurs qu'entraînent tout passage et toute occupation militaires : maintenant c'étaient les troupes autrichiennes qui, ne pouvant gagner la Flandre sans traverser une série de petits États, devaient opérer partout des réquisitions de vivres ou de logements imparfaitement soldées, et demeuraient responsables de tous les

actes d'indiscipline d'une soldatesque en campagne. Le résultat fut que l'été arriva sans que, contrairement aux prévisions de Conti, l'Autriche eût à compter sur d'autres forces que les siennes et sans qu'il fût question de voir lever nulle part l'étendard impérial[1].

Rien pourtant n'était absolument décidé et ce n'était qu'un repos, ou plutôt un répit toujours précaire, car si les demandes de Marie-Thérèse étaient éludées et ajournées, elles n'étaient pas formellement repoussées et pour ne pas la braver en face, des mesures dilatoires et conciliantes étaient prises, comme la nomination de son beau-frère Charles de Lorraine à la dignité de maréchal de l'empire et la désignation d'un lieu voisin de la frontière autrichienne, où le contingent impérial serait réuni, s'il y avait lieu de le convoquer. De son côté, l'agent français ne recevait en réponse à ses déclarations pacifiques aucun accusé de réception pleinement satisfaisant. La diète, en un mot, trouvait commode de jouir en fait des bienfaits de la neutralité sans contracter en droit l'engagement de la respecter : situation dangereuse,

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 407 et suiv.). — Lanoue à Ratisbonne, à d'Argenson, janvier, juin, *passim*. (*Correspondance d'Allemagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

disait très justement Belle-Isle à d'Argenson, car l'Autriche restait maîtresse de se mouvoir à son gré dans l'empire, tandis que la France n'oserait plus y mettre le pied, et les cercles pourraient ainsi d'un jour à l'autre prendre l'offensive sans qu'on se fût mis en garde d'avance par aucune précaution. Ainsi, on pouvait toujours craindre qu'un incident imprévu, en enflammant les passions, ou en répandant une fausse alarme, ne vînt à entraîner à quelque coup de tête belliqueux les dispositions indécises d'une majorité flottante.

Or, c'était précisément à fixer par avance les incertitudes de cette majorité que d'Argenson s'était appliqué avec soin par des négociations bien suivies auprès des principaux États dont le vote pouvait influer sur les résolutions de l'assemblée fédérale, et c'était le résultat de cette opération diplomatique assez complexe, dont il pouvait rendre compte au conseil, au moment où il s'agissait de déterminer le cours à donner aux mouvements militaires. Il avait d'autant plus de raison de s'en applaudir que c'était le premier succès de ce genre qu'il eût encore obtenu dans sa carrière ministérielle [1].

1. C'est dans cette négociation pour assurer la neutralité de l'empire que M. d'Arneth (t. III, p. 259), croit reconnaître le

Il a fait lui-même, de ces transactions, dans ses *Mémoires*, un exposé très piquant, relevé par des portraits des petits souverains de l'Allemagne, qu'il trace avec une finesse acérée et où il déploie (singularité qui lui est habituelle) autant d'art pour peindre les hommes qu'il en manquait souvent pour traiter avec eux. Il s'agissait, comme il nous l'explique, de prendre un à un chacun de ces potentats au petit pied. Il en était dont le concours était acquis d'avance, comme l'électeur Palatin et le duc de Wurtemberg, restés fidèles à la France pendant toutes les épreuves des dernières campagnes. Il ne fallait pas non plus beaucoup d'efforts pour faire entendre raison aux princes ecclésiastiques des bords du Rhin, toujours Mayence excepté : car un intérêt évident les portait à écarter d'Allemagne une guerre dont leur territoire était le champ de bataille prédestiné et où ils ne pouvaient jouer (quel que fût le vainqueur) que le rôle de souffre-douleurs ou de victimes. Le tout était de venir en aide à ces bonnes dispositions naturelles par des largesses

dessein de former une confédération du Rhin, sous la protection de la France, tandis qu'une autre eût été formée au nord de l'Allemagne, sous la protection de Frédéric. — Je n'ai trouvé, dans les papiers de d'Argenson, aucune trace d'une idée semblable.

offertes à propos et qui étaient bien rarement refusées, car quel intérêt aurait-on à bien faire (disait naïvement l'évêque de Cologne au résident de France), si on n'y gagnait pas quelque chose? Mais une opération plus délicate était nécessaire pour s'assurer la voix de trois souverains qui avaient à la fois leur place marquée, comme électeurs, dans le collège suprême de la diète, et leur entrée dans le collège des princes, au titre de possessions diverses dont ils cumulaient les suffrages. J'ai dit ailleurs que c'était le cas des électeurs de Bavière et du royal, de l'illustre, du plus puissant que jamais électeur de Brandebourg.

De la Bavière, on sut bientôt qu'il n'y avait rien à espérer, et au contraire tout à craindre. Cette cour naguère si ambitieuse, qui s'était posée fièrement pendant des siècles comme la rivale de l'Autriche, semblait résignée maintenant à devenir, au contraire, son satellite. On eût dit que le suprême effort tenté par Charles VII avait tourné comme, pour la grenouille de la fable, l'essai d'imiter le bœuf. Le souvenir des souffrances de la lutte et de l'amertume humiliante de la soumission restait gravé dans la mémoire du jeune et faible électeur et de l'impératrice

douairière sa mère : ni l'un ni l'autre n'osaient plus regarder un envoyé autrichien en face. L'adroit Chavigny avait senti de bonne heure son impuissance et accepté sans regret le rappel que lui infligeait d'Argenson qui ne l'aimait pas. Son successeur, un nommé Renaud, n'avait ni sa justesse de vue ni son habileté. D'ailleurs là, comme partout en Allemage, il y avait avant tout une affaire d'argent à régler. Les besoins de la cour de Munich étaient extrêmes et son trésor à sec; d'Argenson essaya bien de profiter de cette détresse pour offrir de nouveau quelques subsides, mais l'enchère fut aussitôt couverte par l'Autriche, appuyée du crédit des puissances maritimes, et le résultat fut un traité par lequel la Bavière s'engageait à remplir tous ses devoirs envers l'empire, moyennant une somme de vingt-quatre mille florins, payée annuellement pendant quatre ans, et mettait de plus, au service des alliés et à la solde de la Hollande, un corps de six mille hommes. « Quelle honte! s'écriait d'Argenson, ces souverains allemands ne se donnent plus que pour des marchands de chair humaine!... Ils courent une carrière indigne de toute puissance préposée par Dieu au gouvernement des hommes. C'est un des premiers principes du droit naturel et des gens

que le droit des armes est donné aux souverains pour la gloire et la sûreté des nations qu'ils gouvernent, et ils vont directement contre leurs premiers devoirs lorsqu'ils en font un trafic mercenaire qui ne peut aboutir qu'à dépeupler leur pays et à avilir leur souveraineté [1]. »

S'il n'y avait pas lieu d'être surpris de trouver peu d'accueil à Munich, à Berlin, c'était la surprise contraire. Là, la neutralité de l'empire devait être, ce semble, non seulement une affaire d'intérêt, mais une question d'honneur. On s'imagine difficilement quelle eût été la situation du vainqueur de Mollwitz et de Kesselsdorf venant, sur un décret de la diète, prendre les ordres de François de Lorraine, et placer sous le commandement du beau-frère de Marie-Thérèse, avec le contingent de Brandebourg, l'élite de ses troupes et sa garde personnelle. Un tel respect pour le lien fédéral eût étonné de la part de celui qui avait foulé aux pieds tant d'autres droits plus sacrés. On se représente plus malaisément encore la figure qu'aurait faite le prince de Lorraine lui-même en face de ces rudes soldats qui l'avaient

1. D'Argenson à Renaud, ministre de France en Bavière, 14 mars 1746. (*Correspondance de Bavière*, mars, juin, *passim*, 1746. — Ministère des affaires étrangères.)

vu fuir tant de fois. C'eût été un éclat de rire d'un bout de l'Europe à l'autre : nul doute par conséquent que Frédéric, au fond de l'âme, ne fût décidé à éviter une extrémité dont le ridicule eût été le moindre inconvénient, nul doute qu'il n'employât tout son crédit pour appuyer les retards, les difficultés opposées au vœu de Marie-Thérèse et qu'au moment critique son *veto* n'eût été catégorique. Mais une attitude nette, qui aurait empêché la question même de naître, une parole décisive, prononcée d'avance et très haut, de manière à se faire suivre de tous les faibles, en intimidant les uns et en encourageant les autres, j'ai déjà dit que d'Argenson, tout de suite après la paix de Dresde, avait essayé sans fruit de l'obtenir. Ses instances répétées avec plus de vivacité encore à la veille de la reprise des hostilités ne furent pas plus heureuses.

Cette réserve persistante, et de jour en jour plus marquée, causait la désolation du ministre français. Et, effectivement, si elle n'était pas absolument inexplicable, elle donnait beaucoup à réfléchir. Le contraste était singulier entre les conseils que cet allié de la veille, qui se disait encore ami, faisait donner à la France et ceux qu'il suivait pour lui-même. S'agissait-il de se

prononcer sur la conduite de nos agents politiques ou militaires? Soit directement, soit sous le voile d'un anonyme facilement découvert, il s'exprimait dans le sens de l'activité la plus énergique. Les prétentions de la France étaient toujours, à son gré, trop modestes et la guerre trop mollement poursuivie par ses généraux. Mais dès qu'il était question de nous venir en aide, même par une parole qui nous aurait secondés sans trop le compromettre, à l'instant il s'esquivait, et il n'y avait plus moyen de rien obtenir. D'Argenson raconte lui-même la variété et l'impuissance des efforts qu'il fit pour lui arracher tantôt une déclaration positive, qui aurait assuré la neutralité de l'Allemagne, tantôt une adhésion ostensible à un plan de pacification commune, et il avoue que pour déterminer, il ne répugnait pas à lui faire les plus douloureuses confidences... « Je le prêchais, dit-il... J'envoyais à Valori plusieurs instructions pour cela et à Chambrier, un homme que j'avais à Paris pour semblables propositions, et qui lui lisait des mémoires où il appuyait pathétiquement pour lui montrer qu'il ne serait jamais tranquille dans ses possessions de Silésie et même dans ses anciens États, tant que la paix générale ne serait pas conclue... *qu'à la longue*

notre position deviendrait mauvaise et le devenait chaque jour : je ne dissimulais pas des faits humiliants pour nous et glorieux pour lui, que la paix de Breslau avait fait pencher la balance contre nous, et que depuis la paix de Dresde tout allait de mal en pis. Je lui confiais notre négociation de la paix avec les Hollandais : j'insistais pour qu'il la publiât; je l'assurais qu'avec cela il n'avait rien à craindre et qu'il se ferait un honneur éternel. » Si le mode *pathétique* était celui des mémoires écrits que d'Argenson faisait remettre à l'envoyé prussien, en conversation, il le prenait souvent sur un ton différent : il avait recours, pour piquer d'honneur son interlocuteur, à ces sarcasmes d'un goût douteux et d'un sel par trop caustique dont on l'accusait d'avoir l'habitude. Vains efforts; ni supplications, ni épigrammes n'y pouvaient rien. Décidément « ce monarque avait plus de peur dans la gloire qu'il n'en avait eu dans le danger [1] ».

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. IV, p. 370, 374). — Voici l'étrange plaisanterie que se permettait d'Argenson parlant à Chambrier : « Je raillais souvent, dit-il, le roi de Prusse sur l'excès de sa circonspection : j'ai dit à M. Chambrier qu'il n'était plus le même depuis un an, que la paix engourdissait ses résolutions et qu'il troquait toute sa gloire contre des torche-c... » — La singularité, c'est qu'en rapportant ces propos étranges, d'Argenson, dans ses *Mémoires*, en demande en quelque sorte pardon; il convient qu'il avait eu tort d'insister si fort, qu'après

vait calmer. On voit qu'il se souvenait toujours qu'au moment où il signait une paix glorieuse, il venait d'échapper, par une sorte de miracle, à une complication de périls où il aurait dû succomber et qui pouvait toujours renaître.

Rien ne demeure, en effet, longtemps ignoré surtout d'un souverain perspicace et aussi bien servi par ses agents qu'était Frédéric. Pendant la durée de la guerre, il avait bien soupçonné les pourparlers engagés entre Vienne et Versailles, mais il n'avait voulu y voir que des intrigues sans importance, dues à l'autorité remuante et brouillonne du ministre saxon, le comte du Brühl. Il n'avait pas su à quel point la négociation était avancée, combien la conclusion en avait été prochaine et facile, jusqu'où la haine de Marie-Thérèse contre lui l'entraînait à porter ses concessions pour la France. Il avait ignoré les incidents de cette nuit solennelle où l'envoyé français avait tenu dans ses mains la cession d'une partie des Pays-Bas.

Quand il apprit ce qui s'était dit dans cet entretien mystérieux (et il n'est pas douteux qu'il finit par en être [illegible] plus ou moins d'exactitude), il [illegible]reur rétrospective. [illegible]

grenant avait eu l'autorisation de se laisser séduire; si d'un trait de plume, Marie-Thérèse, dont les forces étaient encore intactes ce jour-là autour de Dresde, eût retrouvé la faculté de rappeler pour les concentrer sur la frontière prussienne ses troupes de Flandre et d'Italie? Trente mille Russes frappaient au même moment aux portes de l'Allemagne qui leur étaient ouvertes par la Saxe et la Pologne. Cerné de toutes parts et délaissé par tous, comment aurait-il fait tête à cette terrible coalition? Une seule chose l'avait donc sauvé de cette extrémité où sa renommée, sa couronne et sa vie, tout était en jeu : c'était la préférence obstinée donnée par le ministre français à l'alliance prussienne sur toute autre. Mais cette prédilection si peu justifiée et (il le sentait bien lui-même, si mal récompensée) pouvait-elle durer toujours et la personne même du ministre qui l'éprouvait ne pouvait-elle pas disparaître du pouvoir? Quant à la Russie, si la nouvelle de la paix avait arrêté la marche déjà commencée de ses troupes, ses armements n'avaient pas cessé. L'intimité des deux cours impériales était plus grande et même plus affichée que jamais, et pour resserrer leur alliance, un nouveau traité portant des dispositions plus étendues que celui

constamment est celle d'un complot fait entre Élisabeth et Marie-Thérèse, par l'entremise du gouvernement saxon, pour l'attaquer dès que la paix avec la France sera faite. Cette crainte avait pris chez lui tellement le caractère d'une idée fixe que les envoyés anglais et hollandais, s'en étant aperçus et désirant toujours l'attirer de leur côté, ne négligeaient aucune occasion d'entretenir sa défiance. Le Hollandais en particulier, interrogé un jour par lui sur les raisons que la république avait de continuer contre la France une guerre qui jusque-là lui avait peu profité : « C'est, répondit-il, que, si la cour de Vienne était abandonnée, elle se jetterait dans les bras de la France, et c'en serait fait de notre indépendance. — Elle n'oserait, reprit vivement le roi, et, si un tel fait arrivait, on s'apercevrait que je suis encore au monde [1]. »

A défaut de la Bavière vendue à l'Autriche, et de la Prusse dont on ne pouvait tirer aucune parole positive, avait-on pour obtenir l'assurance de la neutralité de l'empire, meilleure chance avec la Saxe et Auguste III! C'était douteux,

1. Le comte de Brühl au comte de Loos, — lettre interceptée, 21 mai 1746. (*Correspondance de Saxe.* — Ministère des affaires étrangères.)

car on sait quelle intimité avait régné jusqu'à la dernière heure, pendant la guerre qui venait de finir entre Auguste et Marie-Thérèse, et cependant de toutes les positions, c'était celle dont il était le plus désirable de s'assurer, car la situation géographique de ce petit État lui donnait une importance qu'accroissait encore l'union dans la personne du même souverain de l'électorat héréditaire de Dresde et de la couronne élective de Pologne.

Il suffisait, en effet, de jeter les yeux sur une carte pour se convaincre que tant que la Saxe, ainsi doublée de la Pologne, restait engagée dans un lien fédéral étroit avec l'Autriche et avec la Russie, elle assurait à ces deux alliés une influence prépondérante sur toute l'Allemagne du Nord. L'Autriche était préservée par elle de toute attaque imprévue sur ses derrières, et la Russie était libre d'accourir au premier appui en traversant sans obstacles les plaines ouvertes qui bordent la Vistule. C'était une double pression exercée ainsi sur l'empire, à laquelle, à la longue, tout en Allemagne devait finir par céder. Qu'Auguste III, au contraire, sortît de la solidarité qui avait existé jusque-là entre lui et les deux cours impériales, à l'instant tout était changé.

offre nouvelle une mise plus élevée. Déjà d'Argenson se résignait. « Nous ne pouvons pas soutenir ce concours, disait-il avec désespoir, cette cour de Dresde est plus basse et plus autrichienne que jamais. » Maurice insista et obtint de Louis XV, qu'on allât jusqu'au chiffre de deux millions, et pour que cette libéralité ne tirât pas à conséquence ailleurs, Louis XV voulut lui en laisser tout l'honneur. « Sa Majesté, dit d'Argenson au ministre de Saxe, d'après les services signalés que M. le maréchal de Saxe lui a rendus pendant la campagne dernière, et qui viennent d'être couronnés par la prise de Bruxelles, capitale des Pays-Bas autrichiens, est bien aise de lui marquer, par des égards particuliers pour ce qui peut regarder le roi de Pologne, le cas qu'elle fait de ses conseils et de son avis, et c'est, en effet, uniquement sur ses représentations qu'elle veut bien offrir jusqu'à deux millions à ce prince. » L'effet fut souverain : Brühl prit peur qu'une affaire de cette importance, traitée directement à Paris, échappât à son influence, et le marché fut conclu moyennant la promesse d'un secret inviolable et l'espoir que l'Espagne interviendrait à son tour pour ajouter quelques douceurs au prix convenu. « L'affaire



de Dresde est une bonne affaire dans les circonstances présentes, écrivait Louis XV lui-même en apprenant que les signatures étaient données. Je ne suis pas surpris que le maréchal de Saxe ait été un peu vite en promesses pour nous, car il avait une fameuse crainte des Saxons en Flandre : ce qui est assez juste pour lui [1]. »

Moyennant ce succès diplomatique qui dégageait pour quelque temps au moins la situation du côté de l'Allemagne, Maurice obtint l'adoption du plan de campagne dont il avait tracé lui-même les grandes lignes dès le commencement de l'hiver. Il fut convenu que l'armée du Rhin, au lieu de stationner en face du Palatinat et des évêchés ecclésiastiques, se rapprocherait des Pays-Bas, et manœuvrerait dans le Hainaut, de manière à être en mesure, tout à la fois, de combiner ses opérations avec celles de l'armée royale et de se porter rapidement à la frontière française si elle venait par hasard à être menacée.

1. *Correspondance de d'Argenson et de* [illegible], chargé d'affaires à Dresde après le départ de [illegible], 22 février, 1er, 2, 5, 14, 15, 22 mars 1746. *Correspondance de Saxe.* — *Journal de d'Argenson*, t. V, p. 42 et suiv. — C'est à tort que d'Argenson prétend qu'il aurait pu avoir le concours de la Saxe à meilleur compte. La *Correspondance* montre, au contraire, que tout était rompu et que le ministre de [illegible] obtenait un traité analogue à celui de la Bavière, si Maurice de Saxe n'était intervenu.

La conséquence naturelle de ce changement de direction eût été de fondre les deux armées en une seule, placée sous le commandement d'un seul chef, puisque, sauf une éventualité peu probable, elles devaient agir sur des théâtres si rapprochés et concourir au même but. On n'osa pas aller jusque-là : c'eût été retirer tout commandement au prince de Conti, ou le réduire à une situation secondaire. Les armées durent rester distinctes et confiées à des généraux indépendants l'un de l'autre à qui on fit seulement la recommandation de s'entendre. Cette disposition vicieuse, dont les inconvénients n'allaient pas tarder à éclater, fut la concession faite à la reconnaissance que la marquise de Pompadour devait à la mère du prince. On saisit donc ici le premier effet sensible de cette nouvelle influence féminine, qui allait bientôt devenir souveraine et s'exercer d'une façon si déplorable pendant toute la durée du règne. Il est temps dès lors de dire quelques mots de la personne même qui devait jouir de ce triste crédit, puisque le récit des faits qui vont suivre nous obligera désormais souvent à nous occuper d'elle.

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE 1746 EN FLANDRE ET EN ITALIE. — BATAILLE DE ROCOUX. — SECOND MARIAGE DU DAUPHIN.

Caractère et rôle de madame de Pompadour. — Influence des deux frères Pâris-Duverney et Pâris de Montmartel. — Embarras causé au maréchal de Saxe par le prince mis sous ses ordres. — Il fait venir la troupe d'opéra-comique de Favart pour distraire l'armée pendant la longueur du siège qu'il est obligé de mettre devant la principale ville de Flandre. — Différends du maréchal avec le comte de Clermont et le prince de Conti. — Mort de la dauphine, infante d'Espagne et de Philippe V. — Avènement de Ferdinand VI. — Campagne désastreuse en Italie. — Bataille de Plaisance. — Les armées espagnoles et françaises sont forcées d'évacuer le Piémont et de reculer jusqu'à la frontière de Provence. — Prise de Gênes par les Autrichiens. — Négociation pour le second mariage du Dauphin. — Maurice de Saxe intervient secrètement pour le choix de sa nièce, fille d'Auguste III. — Victoire de Rocoux, qui favorise cette prétention. — D'Argenson ignore l'action de Maurice et croit avoir négocié à lui seul le mariage saxon.

« Cette favorite, dit d'Argenson en parlant de madame de Châteauroux, était haute, fière, de grande dignité; on prétend même qu'elle était

de bon sens et de beaucoup de jugement... De la beauté, de la naissance et le manque de bien dans une cour somptueuse, quelques objets de vengeance et des créatures à avancer, voilà les passions qui métamorphosent honteusement une femme bien née en courtisane. » Passant alors à celle qui remplaçait madame de Châteauroux dans la faveur royale : « Madame de Pompadour, dit-il, est de la plus basse extraction; elle est blonde et blanche, sans traits, mais douée de grâce et de talents... Elle emporte le prix du chant, de la danse; elle joue la comédie, imite et contrefait tout ce qu'elle veut, les passions et même la vertu quand il le faut; l'éducation a perfectionné la nature pour exceller dans le rôle qu'elle devait jouer, c'est le gracieux instrument de tristes desseins. »

Ces deux portraits tracés avec art se ressentent par l'opposition des traits que le peintre s'est plu à mettre en regard, de l'impression qui fut éprouvée à la cour quand, pour la première fois, on vit une simple bourgeoise, comme madame Lenormand d'Étioles, élevée à ce poste de maîtresse déclarée du roi, qui n'avait appartenu, jusque-là, qu'à des personnes bien nées. On a presque honte de dire que la noblesse s'en trouva mortifiée

comme d'une atteinte portée à l'un de ses privilèges. Sans s'associer, même de loin, à ce renversement de toutes les lois morales et à cet oubli de la vraie dignité, qui devrait être l'apanage des familles honorées par l'éclat de leur nom, il est impossible de refuser un certain fond de justesse à la comparaison faite par d'Argenson. Il est certain que, tandis que madame de Châteauroux se piquait de rester fidèle, au moins par l'élévation des idées, aux traditions des aïeux dont elle était fière, madame de Pompadour apportait à la cour, avec des prétentions moins hautes, des habitudes et un tour d'esprit qu'on n'y connaissait pas et qui étaient propres au milieu social (comme nous disons aujourd'hui) où s'était passée sa jeunesse.

Non que je veuille dire, assurément, que jusqu'à ce milieu du XVIII[e] siècle, qui marque le déclin de l'ancienne monarchie, la noblesse seule eût le privilège d'approcher du souverain et qu'il ait fallu un caprice de libertinage royal pour ouvrir à la bourgeoisie l'entrée de la cour; encore moins que nos rois n'aient pas accordé de bonne heure à ce tiers état éclairé, qui tient dans notre histoire une place si honorable, les égards mérités par ses lumières et par ses services. Ce serait

l'opposé de la vérité. Ce fut au contraire, on le sait, l'instinct merveilleusement intelligent de la royauté française, de choisir de préférence dans cette classe qui était le cœur même de la nation, ses conseillers et ses ministres. En réalité, depuis deux siècles au moins, en fait, c'était la bourgeoisie (l'humeur d'un écrivain entiché de noblesse comme Saint-Simon l'atteste assez) qui gouvernait la France, et la classe qui avait fourni des ministres comme Colbert, des capitaines comme Fabert et Catinat et des prélats comme Bossuet, n'attendait pas l'apparition de madame de Pompadour pour ne pas être traitée comme une caste inférieure. Nul emploi important et même honorifique ne lui était interdit, et la politique qui lui ouvrait ainsi, à toute heure, les portes du cabinet royal, n'aurait pas laissé celles de la cour se fermer longtemps devant elle.

Mais c'était la bourgeoisie elle-même qui subissait à cette époque de transition une transformation très sensible dans sa manière d'être et de vivre. Pendant les règnes précédents, elle s'était élevée surtout par le travail et par l'épargne; ceux qui sortaient de ses rangs pour pénétrer dans les régions tout à fait supérieures de l'État

montaient par degrés, quittant leur propre sphère, après avoir traversé les emplois austères de la magistrature ou les fonctions, plus modestes en apparence, mais plus importantes, en réalité, de l'intendance. Anoblis alors par grâce royale, ils ne songeaient qu'à se perdre et à se confondre dans le monde où ils étaient appelés et à y faire oublier leur origine. La bourgeoisie, sous Louis XV, commence à présenter un tout autre aspect, prélude d'une révolution économique et symptôme d'une révolution sociale. De très grandes fortunes, acquises soit par des services pécuniaires rendus à la royauté pendant les malheurs des dernières années de Louis XIV, soit dans les grandes opérations financières si malheureusement tentées sous la Régence, — mais dont les joueurs prudents avaient su se retirer à temps, avant la catastrophe, — avaient créé, à Paris surtout, toute une bourgeoisie riche, en état de se suffire pleinement à elle-même. Sa fortune dépassait celle de la noblesse de cour, que de grandes propriétés foncières, mal administrées et encombrées de substitutions, ne préservaient ni des embarras, ni même parfois de la ruine. C'est en réalité la première apparition, dans notre histoire, de cette puissance du

capital et de la richesse mobilière qui, fécondée par le crédit, produit sous nos yeux tant de merveilles. Les dépositaires de ce pouvoir nouveau étaient surtout les fermiers généraux, qui détenaient entre leurs mains, par la perception de l'impôt, toutes les ressources d'un état souvent obéré, obligeaient les ministres et le roi lui-même à compter avec eux, et, dans des jours de détresse et de nécessité pressante, les tenaient véritablement à leur discrétion. Partout où un pouvoir existe, se groupe autour de lui une réunion de clients et de complaisants qui prend plus ou moins l'apparence d'une cour; c'était le cas de ces petits potentats financiers qui formaient, entre eux, une confrérie assez étroite. Loin de cacher une opulence qui, en d'autres temps, en les désignant à l'envie, aurait attiré sur eux une défaveur menaçante, ils prenaient plaisir à l'étaler dans de magnifiques hôtels à Paris, dans de somptueuses maisons de campagne, où ils déployaient un luxe élégant. C'était le théâtre de réunions brillantes où se pressait une société mêlée de toutes sortes de distinctions : des artistes, des gens de lettres, d'illustres étrangers visitant la France, des seigneurs, même du plus haut parage, et des

abbés de cour fuyant l'étiquette et l'ennui des grandeurs.

Madame de Pompadour, quand la faveur de Louis XV vint la chercher, était la reine (on aurait dit volontiers, dans le langage du temps, la déesse) d'une de ces petites cours. Bien que fille d'un simple commis, ses rares agréments de figure l'avaient fait de bonne heure rechercher en mariage par le jeune Lenormand d'Étioles, qui partageait avec son oncle Lenormand de Tournehem une des plus grosses fermes de l'impôt. L'amour d'un mari, que ses charmes dominaient complètement, mettait à ses pieds de larges revenus dont elle usait sans compter. Dans sa belle demeure de la rue Croix-des-Petits-Champs, dans son château d'Étioles, qu'elle avait su orner avec le goût le plus délicat, elle menait une vie toute de plaisirs, faisant elle-même, par ses grâces, ses talents, l'attrait piquant de son esprit, le principal ornement de ses fêtes. « J'ai vu, écrivait le président Hénault à madame du Deffand, chez M. de Montigny, la plus jolie femme que j'aie jamais vue : c'est madame d'Étioles; elle sait la musique parfaitement bien, elle chante avec toute la gaieté et le goût possible, fait cent chansons et joue la comédie, à Étioles, sur un

théâtre aussi bien que celui de l'Opéra, où il y a des manœuvres de changement. » Les visiteurs, les adorateurs affluaient dans ce lieu de délices; et, dans le nombre, il en était (et des plus empressés) dont l'hommage avait un prix tout particulier. C'étaient les écrivains en vogue, même les plus graves, comme Montesquieu; les plus délicats, comme Fontenelle; les plus renommés, comme Voltaire. Tout ce monde de lettrés et de savants, d'humeur naturellement assez susceptible, et devenu déjà très fier par l'importance croissante qu'il prenait dans l'esprit public, supportait plus volontiers le joug capricieux, mais aimable, d'une jolie femme qu'ils avaient vue naître et grandir à côté d'eux, que le patronage des grandes dames qui, en les honorant, les protégeaient toujours d'un peu haut. A Étioles, ils étaient à leur aise et comme chez eux. Voltaire y régnait, tandis qu'il devait encore obéir et même flatter à Versailles. « Après tout, elle était des nôtres », disait d'Alembert après sa mort, et il avait raison. Ce serait d'ailleurs toute une histoire à faire, et dont on trouverait ici le premier chapitre, que celle de ces salons de fermiers généraux, qui, dans toute la seconde partie du siècle, devaient devenir le terrain commun

où la finance et les lettres, deux grandeurs nouvelles, portées par le même mouvement social, allaient traiter de puissance à puissance.

Entrée à la cour, où elle ne connaissait personne (sauf peut-être un jeune ecclésiastique de bonne maison, renommé par ses poésies légères et sa conduite plus légère encore, l'abbé de Pierres de Bernis), madame de Pompadour ne pouvait avoir la prétention d'y être suivie par la pléiade des constellations qui l'entouraient : réunion très brillante, sans doute, mais d'un tout autre éclat que celui du monde où elle allait vivre. Elle n'en eut pas la prétention, mais elle ne pouvait non plus se défaire des habitudes et d'un tour d'esprit dont le charme, d'ailleurs, répondait si bien à celui de sa figure. Elle avait vécu jusque-là pour le plaisir; le jour où elle devenait la maîtresse du roi n'était pas celui où elle devait commencer à songer au devoir, ni même à l'honneur. Elle eut, d'ailleurs, bien vite compris de quel malaise souffrait ce royal enfant gâté. Lassé d'une grandeur dont il avait épuisé les jouissances sans avoir la force d'en remplir les obligations, le roi s'ennuyait : madame de Pompadour sentit que, pour continuer à lui plaire, il fallait sans cesse le distraire et le divertir. Madame de Châteauroux

avait rêvé de l'illustrer en s'associant à sa gloire; madame de Pompadour ne se mit en peine que de l'amuser en partageant ses passe-temps. Elle prit en main tout de suite la direction des plaisirs de la cour; et, par une douce et insensible influence, elle en eut bien vite changé tout le caractère. Les divertissements mêmes avaient jusque-là, à Versailles, quelque chose de fastueux et de guindé qui leur donnait tout l'apparat d'une solennité publique. Louis XIV, dans les jours de sa plus vive jeunesse, n'avait jamais pu dépouiller cette gravité extérieure. Quand il figurait dans un ballet paré, Racine l'en blâmait et on en murmurait déjà; mais au moins il se donnait en *spectacle aux Romains* sous le costume d'une déité de l'Olympe, et la foule, éblouie, pouvait admirer sa majesté native déguisée, mais non dégradée, sous cette noblesse d'emprunt. Tout autre fut le théâtre des petits cabinets, installé par madame de Pompadour dès la première année de son règne. Là, nulle pompe; tout se passait à portes closes, devant un petit nombre d'élus : les pièces, choisies parmi les plus gaies, souvent même les moins décentes du répertoire, étaient jouées par de grands seigneurs et de grandes dames travestis en valets, en soubrettes

ou en villageois, pour chanter des airs d'opéra-comique. Rien de plus différent aussi que les Marly, dont Saint-Simon nous décrit le cérémonial rigoureux, et les petits soupers de Choisy, que Luynes est bien forcé d'enregistrer dans son Journal, mais où la seule condition, pour être admis, était de se montrer bon compagnon et de joyeuse humeur. En un mot, madame de Pompadour ne négligeait rien pour faire à Louis XV, à côté de l'éclat extérieur dont il était lassé, une vie intime affranchie à la fois des conventions de l'étiquette et des convenances de la dignité royale. Tout ce qu'elle touchait demeurait empreint d'une grâce voluptueuse bien différente de la sévère grandeur qui doit régner dans l'entourage d'un souverain. En un mot, si elle n'introduisit pas à la cour la société de mœurs plus libres où elle avait vécu, elle y amenait au moins une aisance et un agrément qui étonnaient les traditions héréditaires des vieux courtisans. Le roi se laissait aller volontiers à en subir le charme; heureux peut-être, sans se l'avouer, de ne plus retrouver dans sa liaison nouvelle les exigences de la passion altière qui, la veille encore, le dominait. Il était fatigué, dit Bernis, de l'ambition des dames de cour; il espérait

qu'une bourgeoise ne songerait qu'à l'aimer et à être aimée [1].

Il n'est pas possible, sous une monarchie absolue, qu'un changement survenu dans les habitudes privées du souverain ne se fasse pas bientôt sentir dans la conduite des affaires publiques. On a justement regretté, mais peut-être accusé avec excès, la part que madame de Pompadour prit dix ans plus tard, à la grande révolution opérée par Louis XV dans le système de notre politique extérieure. Pour le moment, elle ne visait pas si haut : une double préoccupation, d'une nature bien plus modeste, paraît lui avoir dicté le premier usage qu'elle fit de son crédit sur l'esprit de son royal amant.

Elle se proposa d'abord de détourner le roi de se rendre à l'armée, ou au moins d'y rester, si on ne pouvait l'empêcher d'y paraître. De tous les devoirs de la royauté, c'était là, on le sait, le seul que le petit-fils de Henri IV (après avoir vai-

1. Les chansonniers du temps ne manquaient pas de faire remarquer cette entrée de la haute finance de Paris dans l'intimité royale. Voici un de leurs couplets (le seul qu'on puisse citer) :

Des bourgeoises de Paris
Au bal ont eu l'avantage.
Le roi, dit-on à la cour,
Entre dans la finance :
De faire fortune un jour,
Le voilà dans l'espérance.

nement tenté de s'acquitter des autres) avait encore goût à remplir. Le bruit du canon plaisait à ses oreilles et semblait secouer l'engourdissement de sa nature indolente. Puis il pensait, non sans raison, que sa présence (qu'il avait le bon goût de ne pas rendre gênante) était un aiguillon de courage et d'émulation pour la jeune noblesse qui combattait sous ses yeux. Madame de Châteauroux, loin de le retenir, l'avait envoyé au feu et essayé de l'y suivre. Ce coup de tête ayant mal tourné, nulle équipée pareille ne pouvait plus être tentée. D'ailleurs, madame de Pompadour n'avait dans les rangs élevés de l'armée ni amis ni parents, puisque tous les grades étaient occupés par la noblesse et que, de toutes les classes du pays, la haute bourgeoisie était peut-être la plus étrangère au métier des armes; elle se serait sentie dans le camp encore plus dépaysée qu'à Versailles. Ne pouvant plus accompagner le roi, au moins voulait-elle s'en séparer pour le moins longtemps possible.

Ensuite (et ceci était plus grave) dans les compétitions très ardentes qui s'élevaient au début de chaque campagne pour la répartition des postes à remplir et des commandements à exercer, l'adroite favorite avait déjà su se réserver une

voix au chapitre : et ses désignations discrètement insinuées à l'oreille du roi étaient faites, non en considération des mérites qu'elle n'était pas en état d'apprécier, mais en vue de fortifier sa position toujours précaire. Dans la crainte où elle vivait sans cesse d'être précipitée d'une place enviée par un caprice du même genre que celui qui l'y avait élevée, elle cherchait à tout instant à se préparer des appuis contre les intrigues de palais dont elle voyait le réseau se former autour d'elle. C'est ici encore que ses sentiments différaient de ceux de sa hautaine devancière, qui aimait à braver tout le monde, même la reine. Madame de Pompadour, attentive au contraire à ménager la pauvre Marie Leczinska (qui avait la bonté d'âme de lui en savoir gré), ne l'était pas moins à se concilier toutes les puissances secondaires qui pouvaient, en cas de disgrâce menaçante, lui venir en aide. Elle n'avait rien à offrir pas plus qu'à disputer au maréchal de Saxe, qui n'avait besoin de personne et dont tout le monde avait besoin; mais au-dessus et à côté de ce chef sans rival, il y avait encore des positions considérables qu'on pouvait faire attribuer à de nobles protégés avec l'espoir qu'ils payeraient un jour la faveur de reconnaissance et de retour.

Et dans ce dessein d'influer discrètement, mais avec une arrière-pensée, toujours égoïste, sur le partage des commandements de l'armée, elle était malheureusement secondée par ses relations anciennes et intimes avec deux hommes dont l'importance croissait chaque jour, surtout en ce qui regardait la conduite des opérations militaires. Ceux-là n'étaient pas ses nouveaux et douteux amis de la cour, mais au contraire les premiers et fidèles amis de sa jeunesse : c'étaient les fameux frères Pâris-Duverney et de Montmartel, l'un préposé à l'intendance générale de l'armée, et l'autre banquier de la cour et du Trésor. M. Camille Rousset, dans sa charmante histoire du comte de Gisors, a fait de ces deux financiers (de ces *vivriers*, comme les appelle dédaigneusement d'Argenson), et, en particulier, de Pâris-Duverney, un portrait fidèlement tracé que je n'ai garde de refaire après lui. Il a décrit avec sa précision habituelle, les débuts pénibles de Duverney, sorti d'un cabaret du Dauphiné, l'aventure bizarre, racontée par Saint-Simon, qui le fit connaître, puis sa rapide élévation, due aux rares talents, comme munitionnaire d'un corps d'armée, dont il avait fait preuve dans la dernière année de la guerre de la Succession d'Espagne. Il a rendu

justice à la sagesse de vues qui préserva Duverney, malgré les tentations qu'une grande fortune déjà acquise pouvait lui suggérer, de toute participation aux folies financières de Law, et qui le fit ensuite désigner par le duc de Bourbon, après la chute du *système*, pour en réparer les ruines. Une courte disgrâce, subie à l'avènement du cardinal de Fleury, n'avait pas empêché l'adroit ministre, dont le don principal était de se connaître en hommes, de rappeler bientôt auprès de lui cet habile agent et d'en faire dans les guerres, que de loin il se plaisait à diriger, un de ses confidents préférés. En fait, de l'avis unanime de tous ceux qui avaient eu affaire à lui, Pâris-Duverney était reconnu comme un maître dans l'art difficile de faire vivre de grandes armées en campagne. Mais M. Rousset n'exagère rien quand il affirme que, très fier de l'hommage rendu à ses talents, Pâris-Duverney en avait conclu que, pour qu'il fût en mesure de répondre à ce qu'on attendait de lui, il fallait que les généraux consentissent, non seulement à le prévenir de tous leurs mouvements avant de les opérer, mais à le consulter sur toutes leurs résolutions avant de les prendre.

Que telle fût bien, en effet, sa prétention, —

qu'il se considérât déjà, en réalité, comme le conseiller nécessaire et l'associé de fait de tous les commandants militaires; ce n'est pas là seulement l'appréciation personnelle de M. Rousset : j'en trouve dans un document inédit et communiqué par un des héritiers de sa famille, la preuve à la fois naïve et raisonnée : « L'intendant, y est-il dit, ayant la confiance du général, est souvent en état de juger si les armées peuvent en venir à une action, et lorsqu'il y entrevoit quelque apparence, il doit s'occuper de deux objets bien difficiles dans l'exécution. Le premier, c'est, dans la supposition d'un événement malheureux et des suites qu'il peut avoir, pour ne jamais laisser, dans les places de première ligne, que les quantités nécessaires dans les magasins pour la défense de ces places, en cas de siège, et que les gros dépôts de ces magasins soient toujours dans les places de seconde et de troisième ligne. Il doit même prendre connaissance de la position des convois, au jour de l'action, pour les faire placer de manière qu'ils soient en état de se retirer sans embarrasser l'armée. Cette dernière circonstance est plus du fait du général et du maréchal général des logis que de l'intendant, mais elle ne l'exclut pas d'y donner son attention et d'en parler au

général, qui, souvent occupé d'objets trop supérieurs dans ces moments, n'a pas le temps de tout prévoir. Le second cas est plus difficile dans son exécution : c'est quand, par une bataille heureuse, l'armée doit suivre l'ennemi pour profiter de la victoire, comme les troupes s'éloignent par leur marche et que souvent les convois ne sont pas à portée de suivre parce qu'ils sont en route pour retourner au chargement ou qu'ils chargent, l'armée sera forcée de s'arrêter, et l'on perd souvent, par cette raison, les fruits avantageux d'une grande action. On a peu d'exemples en France qu'on ait profité d'une bataille gagnée, et si l'on examine quels en ont été les motifs (et, à la vérité, quelquefois le prétexte), on trouvera qu'on l'a principalement attribué au défaut de pain. Un intendant doit continuellement réfléchir sur la position des armées et supposer les différents événements qui peuvent arriver, et ce qu'il y aurait à faire pour les subsistances dans chacune des suppositions : c'est précisément là ce qu'il y a de plus difficile à la guerre, mais ce n'est qu'en s'en occupant qu'on parvient à s'instruire. »

C'était là, assurément, une manière très élevée de concevoir les devoirs de l'intendance, mais on

voit clairement la conséquence. Puisque, pour bien faire son métier, l'intendant doit tout prévoir, le plus court est de lui faire tout savoir et, de là, il n'y a qu'un pas à prendre sur tout son avis. Aussi, c'est bien ainsi que Duverney l'entendait; mais pour faire accepter un droit de contrôle si étendu (et la suite des faits fera voir qu'en plus d'une occasion il y réussit), tous les talents du monde n'auraient pas suffi. Il fallait y joindre l'influence dominante de l'argent sur un gouvernement qui en avait besoin, et c'était ce ressort principal dont les deux frères Pâris avaient trouvé moyen de se réserver, entre eux deux et à peu près à eux seuls, la disposition. Par les fonctions mêmes de son office, Pâris de Montmartel était chargé de pourvoir au mouvement des fonds, ce service important auquel font face aujourd'hui les comptes courants de la Banque et ceux des trésoriers-payeurs généraux. Suivant qu'il ouvrait avec plus ou moins de libéralité sa caisse (par des avances toujours largement rétribuées), le trésor de l'armée se trouvait aussi rempli avec plus ou moins d'abondance ou de facilité. Duverney, lui-même, ne refusait pas de mettre en dehors des millions de sa propre fortune pour assurer la subsistance de l'armée dans

des moments critiques où le succès d'une opération qu'il avait connue et approuvée était en question. De là l'extrême importance que tous les généraux mettaient à vivre en bons rapports avec lui et à ne pas faire un pas sans s'être assuré de son concours. De là aussi le prix, non moins grand, que tous les ministres attachaient à ne confier les commandements qu'à ceux qui savaient se ménager cette précieuse amitié; si on eût imprudemment froissé celui qui tenait à certains jours le nerf de la guerre entre ses mains, il aurait pu mettre tout le monde dans l'embarras en se retirant sous sa tente, dans sa belle villa de Plaisance, où on ne l'aurait pas laissé languir longtemps. C'est une menace dont il savait faire usage dans l'occasion. Je ne connais pas de meilleure preuve de cette puissance financière croissante que j'ai dû signaler et qui, bien qu'elle se soit fait sentir dans tous les temps, ne s'était pas encore affichée avec une si orgueilleuse ostentation.

Le père de madame de Pompadour avait été commis dans les bureaux de Duverney et lui-même avait contribué d'abord au mariage, puis à l'élévation de la fille; Plaisance et Étioles étaient restées deux demeures tenues sur le même pied,

fréquentées par les mêmes visiteurs, en relations affectueuses et quotidiennes [1]. Je n'oserais affirmer que c'est à cette intimité entre la favorite et le grand fournisseur que fût due une répartition de commandements pour cette campagne de 1746, dont le maréchal de Saxe, obligé de la subir, ne craignit pas de se plaindre assez haut. La vérité est que jamais choix ne parurent plus dictés par la faveur, et, depuis longues années, les troupes françaises n'avaient jamais vu autant de princes à leur tête. Il y avait d'abord le prince de Conti, à qui, comme je l'ai dit, on avait fait don d'une armée absolument indépendante, grossie en outre par un détachement de l'armée royale. Venait ensuite le comte de Clermont, cadet de la maison de Condé, qui consentait bien à servir sous les ordres du maréchal, mais à la condition de commander lui-même à un corps d'armée tout entier : puis le duc de Chartres et tous les petits-fils légitimés de Louis XIV, duc de Penthièvre, prince de Dombes, comte d'Eu, chacun prétendant à remplir un poste où il eût occasion de se signaler et menaçant de se retirer si on ne lui donnait

1. Dans quelques-uns des rares billets qu'on ait conservés de madame de Pompadour, on voit que son intimité avec Paris-Duvernay était si grande qu'elle lui donne couramment le surnom familier de *mon cher nigaud*.

pas satisfaction. Maurice, tiré de droite et de gauche ne savait auquel entendre. Encore s'il se fût agi de marcher tout de suite à une action vive et décisive, il aurait pu se flatter d'entraîner tout ce beau monde, comme à Fontenoy, et d'enlever la victoire par l'élan d'une fougue valeureuse. Mais les conditions modestes que lui imposait la politique adoptée à Versailles ne lui permettaient pas de courir ainsi après un coup d'éclat. Ne pouvant aller chercher l'armée alliée sur la limite de la frontière hollandaise (où elle se concentrait lentement), de crainte d'être entraîné à sa suite sur le territoire qu'il avait ordre de respecter, il voyait bien que toute son action allait se borner à compléter la conquête des Pays-Bas, en faisant le siège de toutes les places encore détenues par les garnisons autrichiennes. Or, de toutes les opérations de guerre, aucune ne répugne plus que les longs travaux de siège, à la vivacité du tempérament français. Nulle part plus que dans la tranchée, officiers et soldats ne se livrent volontiers aux murmures, au découragement, à l'indiscipline. Maurice ne savait qu'inventer pour tromper l'agitation stérile et bruyante des nobles auxiliaires qu'on lui avait donnés.

« Je vois, écrivait-il à son ami Folard, qui s'étonnait de la lenteur et de l'hésitation de ses premiers mouvements, que nous pensons de même sur ce qu'il y avait à faire après l'abandon que les ennemis avaient fait de leur position derrière le Nethe, et je n'y aurais pas manqué si j'avais été seul... mais je ne sais si vous savez ce que c'est qu'une armée de cour et tous les inconvénients qu'elle entraîne. Je détache de cette armée quarante bataillons et cinquante escadrons pour faire l'investiture de Mons. Ce siège se fera sous les ordres de M. le prince de Conti, dont Dieu bénira les inspirations. Quant à moi, je compte me tirer d'affaire, je ne dis pas avec peu, car cette armée est encore formidable, mais couvrir les places que nous avons conquises et empêcher qu'on interrompe le cours de nos progrès, ne laisse pas que de faire une opération considérable. Quant à la politiqne, je n'en parlerai pas, gens plus habiles que moi s'en mêlant [1]. »

1. Maurice de Saxe à Folard, 5 mai 1746. — (Ministère de la guerre.) — Frédéric dit dans l'*Histoire de mon temps* : « La présence du roi et de ses ministres fut un surcroît d'embarras pour le comte de Saxe et une charge pour l'armée. Les courtisans remplissaient le camp d'intrigues et contrecarraient les desseins du général. Le général et une cour aussi nombreuse demandaient chaque jour dix mille rations pour les chevaux et les équipages. »

Et presque à la même date, il écrivait au roi de Prusse, qui lui demandait, tout en le comblant d'éloges, de lui expliquer la timidité de ses opérations. « Ce n'est pas par amour-propre, mais par obéissance que j'ai l'honneur de me conformer aux ordres que Votre Majesté veut bien me donner, et que je vous rends compte, Sire, des opérations de l'armée qu'il a plu à Sa Majesté Très Chrétienne de me confier... Votre Majesté sait bien que le parti militaire est toujours soumis à la politique. Aussi je me flatte que Votre Majesté ne m'attribuera pas les fautes qui pourront être faites pendant le cours de cette campagne [1]. »

Il fallait donc essayer de prévenir cet ennui du repos forcé que Frédéric, on l'a vu, regardait comme si dangereux pour une armée française, mais plus nuisible encore pour une armée de cour que pour tout autre. Ce fut dans cette pensée que Maurice imagina d'enrôler et d'attacher à sa suite une troupe de comédiens qui devait dresser son théâtre et donner des représentations dès que l'on camperait quelque part. Pour réaliser ce dessein original, il eut le bonheur de mettre la main

1. Maurice de Saxe à Frédéric, 19 mai 1746. (*Lettres et Mémoires du maréchal de Saxe*, t. II, p. 200.)

sur une troupe d'opéra-comique qui venait d'avoir à Paris un succès de vogue, et dont le directeur, Favart, était lui-même auteur de plusieurs pièces goûtées du public. Les bouffons italiens, ayant le privilège de faire rire les Parisiens, s'étaient plaints de la concurrence, et Favart venait de se voir interdire le droit de divertir la capitale. Maurice, toujours au courant de ce qui se passait dans les coulisses, lui offrit de venir chercher à l'armée un asile dont personne ne songerait à le faire partir. Les mécontents, les malicieux ne manquèrent pas de plaisanter sur le soin qu'il mettait à se procurer, même en campagne, le genre de plaisirs qu'il avait le plus goûté dès sa jeunesse, avec les distractions moins innocentes qu'il n'avait jamais manqué d'y joindre. Les railleries surtout allèrent leur train quand on vit arriver Favart avec sa compagnie ambulante, y compris une jolie petite actrice connue sur les planches sous le nom de la Chantilly, qu'il venait d'épouser et dont il semblait fort épris. On ne se fit pas faute de remarquer que le maréchal parut tout de suite s'occuper de la femme tout autant que du mari. Je suis loin de me porter garant d'une pureté d'intention que la suite de ses relations avec le ménage Favart per-

met assurément de mettre en doute. Mais je n'en suis pas moins porté à croire que la pensée de faire prendre patience à une jeune noblesse indocile, pendant les longues journées d'attente auxquelles il devait la condamner, ne fut point étrangère à une idée jusque-là sans exemple. Tout n'était pas de sa part mensonge et vain prétexte quand il écrivait à Favart ces mots dont le comédien auteur pouvait encore, bien longtemps après, et malgré tous les déboires qu'il avait dû essuyer, s'enorgueillir complaisamment dans ses *Mémoires*. « Je vous ai choisi de préférence pour vous donner le privilège exclusif de la comédie. Je suis persuadé que vous ferez tous vos efforts pour la rendre florissante. Mais ne croyez pas que je la regarde comme un simple objet de divertissement : elle entre dans mes vues politiques et dans le plan de mes opérations militaires [1]. »

Fier de cette confidence et un peu gonflé de son importance, Favart fit assez de diligence pour que son théâtre fût monté et pût donner sa première représentation à Bruxelles, le jour même où Maurice y vint reprendre son commandement.

1. *Mémoires de Favart* (t. I, p. 22).

Le maréchal ne manqua pas de venir prendre place parmi les spectateurs et au moment où il parut, on entendit un coup de tonnerre, puis l'acteur qui était en scène entonna ce détestable couplet de facture :

> Est-ce là notre général
> Que ramène Bellone?
> Eh! oui, c'est le grand maréchal.
> C'est lui-même en personne,
> Non; je le vois à ces regards,
> C'est le dieu de la guerre,
> Et Jupiter annonce Mars
> Par un coup de tonnerre.

« Cet impromptu, ajoute Favart, fut transcrit par tout le monde avec empressement. On le porta au maréchal, qui était à dîner avec les officiers généraux. On m'envoya chercher. Un plaisant demanda ce qu'un poète comme moi venait faire à l'armée. Je répondis que je venais chanter les exploits de nos généraux et chansonner les ennemis... Le comte de Saxe, qui connaissait le caractère de notre nation, savait qu'un couplet de chanson, une plaisanterie faisait plus d'effet sur l'âme ardente des Français que la plus belle harangue. Il m'avait intitulé le chansonnier de l'armée, chargé d'en célébrer les événements les plus intéressants. »

Peu de jours après (quel contraste!) une autre cérémonie attestait aussi, par un témoignage d'un genre tout différent, la prise de possession de la capitale de la Flandre autrichienne par les armes victorieuses de la France. C'était le roi qui arrivait et qui, suivant l'usage observé, nous dit Luynes, dans toutes les villes conquises, mettait pied à terre devant la cathédrale, où un *Te Deum* devait être chanté. L'archevêque, le cardinal d'Alsace appartenant à l'ancienne famille d'Henin, dut attendre et haranguer le souverain vainqueur sur la porte de son église. Son langage (dans cette occasion si délicate pour un sujet resté fidèle de Marie-Thérèse) fut plein de tact et de dignité chrétienne. « Sire, dit-il, le Dieu des armées est aussi le père des miséricordes : tandis que Votre Majesté lui rend des actions de grâces pour ses victoires, nous lui demandons de les faire cesser heureusement par une paix prompte et durable. Le sang de Jésus-Christ est le seul qui coule sur nos autels; tout autre nous alarme; un prince de l'Église peut sans doute avouer cette crainte devant un roi très chrétien. C'est dans ces sentiments que nous allons entamer le *Te Deum* que Votre Majesté nous ordonne de chanter. »

Dès le lendemain, il fallait ouvrir la campagne sur le terrain ingrat et limité où on avait ordre de la renfermer. Maurice fit de son mieux pour satisfaire les ardeurs princières dont la tutelle importune lui était confiée. Tandis que Conti, ramenant toute son armée par Maubeuge et Thionville dans le Hainaut, venait mettre au sud de Bruxelles le siège devant Mons, l'armée royale, manœuvrant dans le nord et refoulant les troupes alliées qui reculaient devant elle sans l'attendre, allait tenter à Anvers une opération du même genre dont la direction dut être confiée au comte de Clermont. Mais la marche n'était pas commencée que déjà le prince et le maréchal ne pouvaient plus s'entendre. Ce n'est pas que Clermont fût, comme son cousin Conti, un ambitieux à hautes prétentions, voulant en faire à sa tête et n'obéir à personne. C'était au contraire un bon vivant, ne songeant guère qu'à rire et à s'amuser: il y avait en lui un mélange de qualités ou de vices, comme comme on voudra, très singulier à rencontrer chez un cadet de maison royale, destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique, qui avait porté longtemps le petit collet et jouissait encore de deux cent mille livres de rente du chef de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, dont il

avait la commende. Cet étrange abbé, après avoir rempli Paris du bruit des hauts faits d'un libertinage élégant, et mangé le bien de l'Église et des pauvres, avec la Camargo, la du Luc et toutes les filles de joie en renom, avait obtenu, depuis deux ans déjà, la permission d'endosser l'uniforme sans quitter ses bénéfices. Bien que ce nouvel état lui plût infiniment mieux que le premier, il n'y portait pas beaucoup plus de sérieux. Faisant très bien son devoir au jour du péril, commandant même au besoin avec sang-froid et habileté, il n'en continuai pas moins à réunir sous sa tente, où il tenait table ouverte, un jeune état-major des plus gais, dont les propos, méconnaissant toutes les convenances et aussi libres que dans un souper de cabaret à Paris, ne respectaient personne et le général en chef moins que tout autre. C'était là surtout qu'on s'amusait tout haut des faiblesses galantes du maréchal, dont assurément en pareille compagnie on ne lui faisait pas un grand crime, mais dont on lui reprochait de ne pas choisir les objets avec un goût assez délicat. On riait de son penchant pour les *beautés faciles* et aussi de son accent étranger, de sa façon originale de parler, qui avait le tort de ne pas ressembler au ton des cercles et des

salons à la mode. On le tournait même au besoin en caricature. « Qu'il est donc fâcheux, disait un de ces petits-maîtres, d'obéir à l'homme de la cour qui a le moins d'esprit! »

L'écho de ces légèretés indécentes ne pouvait manquer d'arriver aux oreilles du maréchal, qui n'était pas d'humeur endurante sur ce qui touchait à la dignité du commandement, et moins que jamais peut-être quand il sentait que les traits l'atteignaient à son côté faible. Il prit la plaisanterie en très mauvaise part; et la vengeance qu'il en tira ne fut peut-être ni digne ni prudente. Il diminua graduellement les forces qu'il mettait aux ordres de Clermont de manière à le réduire (il le disait lui-même) à l'état d'un *capitaine de partisans*. Clermont sentit le coup, et malgré son humeur habituellement accommodante, ne put le supporter de sang-froid. Il déclara très haut qu'il allait partir, ne pouvant se laisser traiter de la sorte par un bâtard étranger. Chacun savait où il irait en débarquant à Versailles, car il était en correspondance habituelle avec madame de Pompadour, à qui il avait promis d'envoyer régulièrement des nouvelles du roi.

Par bonheur, au nombre des coupables, il en était un, le jeune marquis de Valfons, qui, peut-

être aussi prompt que les autres à parler après boire, sentait mieux, une fois les fumées du vin dissipées, le danger des coups de langue. Il représenta au prince, qu'étant un militaire d'occasion, quitter brusquement l'armée à la veille d'une action, était un parti qui ne lui ferait pas assez d'honneur pour avancer ses affaires et qu'il ne lui resterait ensuite qu'à se retirer dans son abbaye. Il finit par le décider à écrire au maréchal pour se défendre d'avoir tenu les propos qu'on lui prêtait. Valfons, ayant combattu auprès du maréchal, à Fontenoy, restait assez bien avec lui : il se chargea de faire la remise de la lettre; mais s'il avait été difficile de la faire écrire, il le fut encore plus de la faire lire. Dès que le maréchal le vit entrer : « Que me veut ton prince? lui dit-il; a-t-il un mouvement des ennemis à me faire connaître? — Monsieur le maréchal, dit Valfons, il vous souhaite le bonjour. — Dis plutôt qu'il souhaite que le diable m'emporte! » et prenant le papier, il le jetait loin de lui, sans vouloir le décacheter ni l'ouvrir. A force d'insister, Valfons obtint pourtant la permission d'en faire lecture; les termes en étaient polis et bien tournés : le visage du maréchal fut rasséréné. Mais à aucun prix, il ne voulait répondre : « Je

ne veux pas, disait-il, être le pédagogue éternel des princes; il faudrait que je lui dise qu'il a mal fait : on a beau être prince du sang, il faut savoir se taire et respecter le choix du roi. » Valfons rappela alors que le maréchal lui-même, pour opérer un fourrage qu'il avait ordonné, aurait à se rendre dans le voisinage du quartier où campait le prince et pourrait s'y arrêter pour dîner. « Non, dit le maréchal, je ne dîne pas chez les gens qui s'égayent à mes dépens. » Le lendemain pourtant le fourrage eut lieu, et Valfons, servant de guide au maréchal, l'égara sans peine à l'entrée de la nuit, de manière à le conduire devant le logis du prince, où un dîner était préparé. Vu l'heure avancée, il fallut bien entrer et s'y asseoir. Le repas était bon et bien servi : le maréchal fut mis à la première place, le prince s'asseyant à sa gauche : on ne parla pas de l'affaire de la veille, et tout se passa de bonne grâce, En sortant seulement, Valfons dit à l'oreille de Maurice : « Vous voyez bien, monsieur le maréchal, qu'on vous trompait et que M. de Clermont est de vos amis. — C'est bon, c'est bon, reprit Maurice, nous nous aimons beaucoup, mais surtout au feu. »

Peu de jours après, le corps de Clermont fut

reconstitué, porté à douze mille hommes avec vingt pièces de canon, et trois cents servants d'artillerie, et le siège d'Anvers put commencer dans de bonnes conditions [1].

Clermont remercia le maréchal avec une effusion peut-être sincère. « Quand vous me connaîtrez mieux, lui écrivait-il, vous verrez que je ne suis ni avantageux, ni intrigant, ni étourdi; que je ne connais pas de dessous et que je m'attache sincèrement à ceux qui ont de l'affection pour moi. » Mais en attendant, pour ne plus être exposé à se retrouver dans l'embarras, il prenait acte auprès de madame de Pompadour de la marque de confiance qui lui était donnée, et, par une flatterie délicate, il l'entretenait de détails militaires qu'elle n'était sûrement pas en état de comprendre. « A présent, disait-il, que le roi m'a fait la grâce de me détacher avec un corps pour faire le siège de la citadelle d'Anvers, je vous prie d'en agréer les nouvelles. Cette citadelle se défend par un feu assez raisonnable, parce que, voulant ménager la ville d'Anvers, je n'ai pas un grand front d'attaque et que les ennemis portent toutes leurs défenses sur ma tranchée. Si j'avais eu la

1. *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 156-165.

liberté d'attaquer par l'esplanade de la ville et par le côté de l'Escaut aussi bien que par celui-ci, mon opération en aurait été plus prompte; malgré cela, je fais mon possible pour que ceci aille bien, et je puis vous dire, madame, que je chemine promptement, vu la gêne à laquelle je suis... Ce que j'ai à vous mander qui m'intéresse plus que tout, c'est que le roi est gai et se porte à merveille. Je vous demande la permission de vous écrire quelquefois pour vous demander de vos nouvelles. Je vous prie d'être persuadée que je m'y intéresse infiniment. Ne doutez pas, madame, du respect, de la reconnaissance et de l'attachement que je vous ai voués : ces sentiments sont, je vous assure, inviolables. » Et pour plus de sûreté, il écrivait aussi à Pâris-Duverney [1] : « Principauté à part, si j'étais un homme à ne point vouloir relâcher aucune des troupes qu'on m'aurait confiées, qu'à mon corps défendant après de longues discussions, on aurait raison de ne m'en donner qu'à lèche-doigts; mais comme je ne pense ni ne songe et ne désire que le bien du service, on doit me confier les troupes

1. Clermont à madame de Pompadour et à Pâris-Duverney, mai, juin, juillet 1746. (Ministère de la guerre. — *Papiers de Condé.*) — La correspondance avec madame de Pompadour a lieu au moins une fois par semaine.

sans crainte et avec la certitude que je serai toujours en état de les rendre. » Du reste, le siège d'Anvers marchant bien et la citadelle se rendant au bout d'un mois, il n'y eut plus lieu à récriminations de part ni d'autre.

Avec l'autre prince, chargé de l'autre siège, les difficultés furent plus grandes encore et beaucoup moins heureusement terminées. D'abord Mons, mieux défendu ou moins habilement attaqué qu'Anvers, mit plus longtemps à se rendre. Puis, lorsque, enfin, au bout de deux mois, la citadelle eut capitulé, la situation militaire avait fait un grand pas. Les alliés, ayant reçu, soit d'Angleterre, soit d'Autriche, tous les renforts qu'ils pouvaient attendre, se mettaient aussi en mouvement et débouchaient, sous les ordres du prince de Lorraine, entre Hasselt et Maëstricht, par la frontière de Hollande, avec des intentions agressives. Leur dessein était, visiblement, d'abord de couvrir Namur, la dernière place importante qu'ils possédassent encore sur le cours de la Meuse, puis de passer entre les deux armées françaises, rejetant celle de Conti sur la France et interrompant les communications de l'armée royale. Si ce double résultat était atteint, Bruxelles pouvait être repris et,

Maurice se voyant obligé de se replier précipitamment pour ne pas être séparé de la France, toute la province était reconquise. Maurice n'hésita donc pas à se porter immédiatement avec toutes ses forces au-devant de l'ennemi. Laissant le roi retourner en France, pour assister aux couches de la dauphine, il quitta lui-même Bruxelles et vint à la rencontre du prince de Lorraine pour lui barrer le chemin de Namur. Les deux armées se firent face sur les rives du Mehaigne, petit affluent de la Meuse. Une action décisive pouvait être engagée d'un jour à l'autre. Maurice pria instamment Conti (il n'avait pas d'ordre à lui donner) de venir le rejoindre sans délai. L'invitation était d'autant plus naturelle que, par suite du mouvement que Maurice venait de faire, il s'était rapproché du théâtre des opérations de Conti, et les deux quartiers généraux n'étaient plus séparés l'un de l'autre que par une distance de quelques lieues. C'était le théâtre où s'était jouée la partie la plus mémorable de la guerre de la Succession d'Espagne, et le lieu même où Marlborough avait infligé à la France un des plus grands désastres qu'elle eût jamais subis. Ramillies n'était qu'à quelques lieues du camp de Maurice; on conçoit ce que ce sou-

venir ajoutait à la solennité de ce moment critique.

Conti ne se pressa nullement de se rendre à l'appel. Mons à peine soumis, il avait mis le siège devant Charleroi et ne se souciait pas de l'interrompre. Il se borna à détacher un de ses lieutenants, le comte d'Estrées, avec douze bataillons et dix escadrons, et à l'envoyer à la rencontre du maréchal, pour l'appuyer s'il était besoin. Mais quelle ne fut pas la surprise du maréchal lorsque, à la première réquisition qu'il adressa, le comte d'Estrées exhiba une instruction du prince de Conti lui interdisant d'agir, à moins qu'il n'en eût reçu de lui l'ordre positif! L'indignation du maréchal devant cet acte de véritable trahison fut extrême, et il l'exprima au ministre de la guerre dans les termes les plus vifs : « Voilà, disait-il, une chose qui mérite toute l'attention du roi et la vôtre... Vous verrez, par la lettre de M. le prince de Conti, que si les ennemis venaient pour m'attaquer (ce qui peut arriver d'un moment à l'autre), M. d'Estrées serait obligé de rester spectateur du combat, à moins qu'il n'eût obtenu la permission d'agir de M. le prince de Conti, qui reste à six grandes lieues d'ici... Cette conduite du prince est incom-

préhensible : je la cache avec grand soin à l'armée, afin que l'ennemi l'ignore... Je suis trop bon serviteur du roi pour rendre à M. le prince de Conti ce qu'il me fait. Je veux cependant lui en faire la peur, en le menaçant de me retirer au camp de Louvain », c'est-à-dire en le laissant seul en face de l'armée autrichienne, qui en aurait eu aisément raison. Ce n'était qu'une menace, et peut-être pas le meilleur moyen de rappeler à son devoir un prince d'un caractère hautain comme Conti, qui se borna à lui répondre, après quelques offres de concours toujours un peu vagues : « Si vous voulez vous en aller à Louvain, il faut m'en avertir, pour que je sauve mon canon. » Mais le comte d'Argenson, averti de la querelle, s'en émut davantage. « Sa Majesté, écrivit-il à Maurice, trouve bon que vous employiez toutes les troupes pour faire avorter les projets fastueux que les alliés ont annoncés dans toutes les cours d'Europe. C'est en le présentant sous cet aspect à M. le prince de Conti qu'elle ne doute pas que ce prince n'y concoure de toutes ses forces, en préférant à l'intérêt même du siège dont il est chargé celui d'imposer à un ennemi présomptueux, qui ne devrait pas l'être devant vous. Vous pouvez donc vous adresser à lui avec con-

fiance; je connais trop son amour pour le roi et pour l'État pour être persuadé (*sic*) que la confiance qu'il aura dans la sagesse de vos avis sera plus puissante sur lui que la crainte d'une retraite sur Louvain, qu'il ne croira jamais que vous ayez pensée sérieusement [1]. » Heureusement, quand cette réponse arriva, le siège de Charleroi était terminé par une soumission si prompte et si brusque que le commandant fut soupçonné de s'être laissé corrompre.

Conti parut alors se décider à se joindre enfin au maréchal, et il lui fit demander un rendez-vous pour le lendemain, 2 août, dans des termes qui semblaient bien indiquer quelques remords de s'être fait si longtemps attendre. « Si vous ne pouvez venir, lui écrivit-il, ce qui serait signe de combat, j'irai vous rejoindre à tire d'aile avec toutes les forces que je pourrai vous amener. »

La conférence eut lieu, le 2 août, dans la bourgade de Walhem. Une discussion s'engagea immédiatement entre les deux généraux : elle fut très vive et ne tarda pas à devenir orageuse; Conti, si lent à se mettre en mouvement la veille,

1. Maurice de Saxe au comte d'Argenson, 31 juillet 1746. — Conti à Maurice, 1er août 1746. — Le comte d'Argenson à Maurice, 2 août 1646. (Ministère de la guerre.)

voulait maintenant agir sans délai et pousser droit à l'ennemi; ce fut, au contraire, Maurice qui tint à rester dans une imposante et formidable attitude de défense. Non que, s'il eût suivi ses propres inspirations, il n'eût été porté, comme toujours, au parti le plus audacieux; mais il connaissait ses instructions et la limite qu'il lui était défendu de franchir. A quoi bon, dès lors, attaquer, si, même victorieux, il lui était interdit de poursuivre? Il valait mieux laisser le prince de Lorraine en face de la masse vraiment redoutable qu'allaient former les deux armées réunies, gêner ses communications avec la Hollande et attendre que, n'osant pas avancer et ne pouvant subsister longtemps sur le coin de terre étroit et promptement épuisé où il s'était campé, il prît de lui-même le parti de la retraite[1].

Le débat se prolongea pendant deux jours devant les états-majors des deux armées, infor-

1. C'est ce que le chevalier de Belle-Isle (présent à l'armée comme je vais le dire) écrit à son frère le 4 août pendant la durée même de la conférence — « Je ne sais si les dispositions de M. le prince de Conti sont nerveuses; mais il me paraît que celles de M. le maréchal visent à la défensive, non que je pense qu'il la juge nécessaire, vu la supériorité des deux armées réunies, mais apparemment parce qu'il la croit plus homogène aux dispositions du conseil. » (Ministère de la guerre. — *Partie supplémentaire.*)

mées de la dissidence et attendant l'issue avec impatience. Conti avait pour lui tout ce qui était jeune et bouillant, même dans l'armée de Saxe, la conduite de Maurice, dont on ne pénétrait pas le secret, causant à la vivacité française un véritable agacement de nerfs; et parmi ceux qui ne cachaient pas leur mécontentement, il fallait compter le chevalier de Belle-Isle, confident intime et correspondant régulier du maréchal, son frère, auquel il avait soin de faire connaître tout ce qui se passait à l'armée, et surtout les fautes ou les torts vrais et faux d'un rival [1].

Enfin, de guerre lasse, mais de très mauvaise grâce, Conti finit par céder. « Votre armée étant la plus nombreuse, dit-il à Maurice, c'est vous qui devez décider. » Par la même raison, le bon

1. La correspondance du chevalier avec son frère est restée au ministère de la guerre avec tous les papiers du maréchal. Il se défend beaucoup d'avoir pris parti dans la querelle de Conti et du maréchal de Saxe. Mais il convient que Conti l'avait entretenu de sa manière de voir, et on voit que dans les jours qui suivirent l'altercation des deux généraux, il craignit lui-même sérieusement d'être arrêté (3 et 4 août 1746). — L'impatience causée par la conduite de Maurice était la même à Paris. Le comte de Loos, ministre de Saxe à Paris, écrit le 3 août au comte de Brühl : « Le public est extrêmement surpris des nouvelles qui font juger (ainsi que cela est vrai) que le maréchal a ordre d'éviter d'en venir aux mains avec les alliés; mais cette manœuvre n'est pas du goût de tout le monde et donne lieu de tenir toutes sortes de raisonnements prématurés sur le compte du maréchal. » (Loos au comte de Brühl. — *Archives* de Dresde.)

sens disait que c'était Maurice aussi qui devait commander; mais Conti ne l'entendait pas ainsi. « Un prince du sang, disait-il, qui a patente de général, ne doit obéir à personne, pas même à un maréchal de France. » Et il citait l'exemple du grand Condé, qui avait exigé dans sa dernière campagne que, non seulement lui-même, mais son fils, prît le pas sur cinq maréchaux de France. Le débat devenait trop personnel pour être poursuivi directement entre les deux interlocuteurs, et Conti se retira sans annoncer ses intentions. Le lendemain, en apprenant qu'il avait demandé à Versailles la permission de quitter son poste et qu'il se préparait à partir : « Aurai-je eu le malheur de vous déplaire, Monseigneur? écrivit sur-le-champ Maurice, un peu troublé de cette brusque résolution. J'ai plusieurs choses à régler auxquelles je ne suis point préparé. Voudriez-vous m'indiquer une heure pour prendre vos ordres et vous présenter mes respects? — J'étais parti, en chemin, répliqua sèchement le prince, quand j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite hier. C'est avec plaisir que j'eus (*sic*) conféré avec vous, si je n'avais pas été embarqué. Il est vrai que j'ai demandé au roi de m'en aller; la façon dont nous

avons été ensemble ne doit pas, monsieur le maréchal, vous faire imaginer que je me plaigne de vous. » Cette assurance, donnée du bout des lèvres, ne promettait rien de bon, et bien que Maurice demeurât, en réalité, maître du terrain, (puisqu'un ordre ministériel ne tarda pas à mettre les deux armées sous son commandement), il n'en restait pas moins défiant, irrité et convaincu qu'il avait désormais à la cour un ennemi puissant qui ne songeait qu'à le desservir. Il n'avait pas tort d'être inquiet, car Conti, malgré la surprise et le mécontentement général que causaient sa retraite et la sotte prétention qui la motivait, fut reçu à Versailles avec tous les égards ordinaires. Le roi ne lui témoigna aucun déplaisir, et on sut bientôt que madame de Pompadour, loin de lui en vouloir, se montrait satisfaite qu'en faisant cesser de lui-même la division du commandement en Flandre, il eût ôté au roi le motif qu'il donnait habituellement pour se montrer pressé d'y retourner [1].

A ces sourdes intrigues qu'il soupçonnait, Maurice fit la meilleure des réponses. Quinze

1. Maurice au prince de Conti, 12 août. — Conti à Maurice, 13 août 1746. (Ministère de la guerre. *Partie supplémentaire.*) — *Journal de Luynes* (t. VII, p. 388-391). — Le comte de Loos au comte de Brühl, 17 août 1746. (*Archives* de Dresde.)

jours n'étaient pas écoulés que le prince de Lorraine, après quelques essais d'attaques aussi timides qu'infructueux, se sentant coupé de la Hollande et craignant d'être enveloppé, se décidait à passer la Meuse avec armes et bagages, et à sortir de Flandre par la porte du Luxembourg. Le siège de Namur pouvait commencer sans courir risque d'être interrompu.

II

Il y avait plus d'un motif, d'ailleurs, pour que le retour de Conti, tout en donnant lieu à quelques commentaires, passât à peu près inaperçu à Versailles. Deux événements imprévus, arrivés coup sur coup, y mettaient tout en rumeur. Les couches de la dauphine, dont l'attente avait motivé le retour du roi, avaient eu lieu dans les circonstances les plus douloureuses. A peine la princesse avait-elle donné le jour à une fille qui ne devait pas vivre, qu'on recevait la nouvelle de la fin subite du roi d'Espagne, son père; Philippe V succombait à une attaque d'apoplexie qui l'avait frappé dans son lit, à côté de la reine, sans qu'il eût un instant pour se reconnaître; et

quelques jours après c'était la dauphine elle-même qui était emportée, avant d'être relevée de ses couches, par un accident que rien ne faisait pressentir.

La désolation de son jeune époux était extrême. Ce fut aussi une contrariété générale que de voir ajourner encore les espérances de la succession royale, qui était toujours menacée dans la ligne directe, puisqu'elle ne reposait que sur une seule tête. Ce n'étaient là cependant que les moindres des préoccupations causées par ces coups inattendus de la mort. Un nouveau roi allait gouverner l'Espagne, et ce n'était pas le fils d'Élisabeth! La main saccadée et violente qui remuait depuis tant d'années la machine politique de l'Europe allait donc être forcée cette fois de lâcher les rênes. Quel changement! quel vide dans la balance! Par quel poids nouveau serait-il remplacé?

Au premier moment, d'Argenson (il s'en confesse dans ses *Mémoires* et il faut en vérité l'en excuser) éprouva de cette mort imprévue une satisfaction qu'il ne prit même pas la peine de dissimuler. C'était pour lui la délivrance : c'était le trône enlevé à son ennemie déclarée et un cruel déboire pour Noailles, son rival, qui n'avait

rapporté d'une ambassade solennelle d'autre profit que la faveur d'Élisabeth : c'était donc, à ses yeux, un âge d'or qui commençait pour l'Espagne. « Le gouvernement d'Espagne, écrivait-il sur-le-champ à Vauréal, a été français du temps de Louis XIV, italien le reste du règne de Philippe; il va devenir castillan et national. Comme nous ne voulons que sa gloire et sa sûreté, il ne vous sera pas difficile d'y être d'autant mieux reçu qu'il sera dirigé par les principes qui lui conviennent le mieux. » Et puis le nouveau roi n'était-il pas un Savoyard par sa mère, sœur de Charles-Emmanuel? « On prétend qu'il est fort éloigné d'avoir de l'aversion pour son oncle. » Ne trouverait-on pas occasion de lui dire un mot de ce traité de Turin tant calomnié, et qu'il serait si aisé de reprendre? Seulement, ajoutait d'Argenson, en ce cas, le secret serait plus que jamais de rigueur, et une correspondance destinée au roi seul, à l'insu du conseil, deviendrait une précaution indispensable. « Cela est devenu malheureusement et indécemment nécessaire depuis quelque temps. » Le roi, non plus, ne semblait pas prendre trop au tragique la perte ni de son oncle, ni même de sa belle-fille. « J'en suis inconsolable, écrivait-il de son côté, par toutes sortes de rai-

sons; sauf sa timidité, elle eût été parfaite, à sa tête près, qui n'était pas ce que vous aviez dépeint (elle était rousse, et Vauréal n'en avait pas prévenu); mais mon fils s'en accommodait. Ce sera un furieux vide pour lui, qui était jour et nuit avec elle; nous tâcherons de le lui rendre court aussi que possible [1]. »

Les pronostics favorables portés sur le nouveau règne, sans être complètement démentis, ne tardèrent pourtant pas à être assombris par quelques nuages. Ferdinand VI (c'était le nom du successeur de Philippe) était un prince doux, doué de sentiments élevés (dont il fit preuve tout de suite par les égards qu'il témoigna à la douairière sa belle-mère), mais d'une humeur triste et d'un caractère et d'un tempérament débiles. Sa femme, fille du roi de Portugal, était aimable, gracieuse quoique laide, mais sujette à d'étranges caprices. On remarquait en particulier avec surprise la faveur qu'elle témoignait (sans qu'on pût et pour cause y imputer aucun motif coupable) à un chanteur italien nommé Farinelli, qu'elle avait fait venir de Naples et qui avait l'art de calmer

1. D'Argenson à Vauréal, 17 juillet 1746. — Le roi à Vauréal, 26 juillet 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

par ses accens mélodieux les accès de mélancolie noire auxquels Ferdinand était sujet. Elle l'admettait dans son intimité et suivait volontiers les avis de cet étrange conseiller. Il était dès lors difficile de préjuger dans quel sens serait dirigée l'influence assez grande qu'elle exerçait sur le jeune roi. On savait seulement qu'elle restait très attachée à son ancienne patrie, et les relations des cours de Londres et de Lisbonne, bien que momentanément moins intimes, reposaient sur des intérêts communs et d'anciennes habitudes qui ne perdaient pas leur empire. L'Angleterre pouvait donc trouver de ce côté une entrée facile pour les propositions d'accommodement qu'elle ne cessait de faire par voie indirecte, dans le dessein de rompre l'alliance des deux couronnes de la maison de Bourbon. Assurément le nouveau couple royal, quoique par des raisons différentes, devait mettre autant de prix que le précédent à assurer l'établissement promis à l'infant, en Italie; car la présence à Madrid d'un fils d'Élisabeth, gendre de Louis XV, et mari d'une princesse qui n'était dépourvue elle-même ni d'esprit d'intrigue ni d'ambition, pouvait devenir un embarras dont il y avait tout intérêt à se délivrer. Mais, outre qu'on pouvait se contenter d'un lot plus modeste que celui qu'avait

rêvé la convoitise maternelle, le résultat, au lieu d'être conquis l'épée à la main, avec le concours des armes françaises, pouvait être tout aussi bien obtenu par une concession de Marie-Thérèse, due à l'intervention du cabinet britannique.

C'est ce que Noailles, un instant déconcerté, ne tarda pas à faire remarquer dans un mémoire destiné à passer sous les yeux du roi, et c'est aussi ce que Vauréal, qui connaissait bien le terrain, laissa tout de suite entendre à d'Argenson, pour calmer son imagination trop prompte à se mettre en campagne : « J'ai été voir le nouveau roi, écrivait-il en sortant de sa première audience, et je n'ai pas tardé à voir qu'il fallait suivre le style usité en cette cour, qui est de parler en commun au roi et à la reine ; le roi ne sait rien des affaires, c'est la reine qui le dit, et lui dit simplement qu'il n'est au fait de rien... C'est Marie qui succède à Élisabeth plutôt que Ferdinand à Philippe... Les Anglais vont se remuer, et je crains maintenant que la paix ne soit trop facile. » Puis il racontait qu'ayant dû faire sa visite à la reine douairière, cette princesse, qui cachait sous l'apparence d'une douleur conjugale exagérée sa rage intérieure, lui avait dit à l'oreille : « Ne vous y trompez pas ; le roi est bonasse, mais la reine hait les Français, il

n'y en aura plus ici que pour les Portugais et les musiciens. » Il est vrai qu'elle venait de sortir du palais où elle avait régné tant d'années en traversant les rangs d'une foule dans laquelle il y avait, dit encore Vauréal, plus de contents que d'affligés. « J'ai vu, ajoutait l'ambassadeur, bien des pompes funèbres, mais je n'ai rien vu qui m'ait fait une si forte impression : il m'a semblé que c'était un vivant qui allait à son propre enterrement [1]. »

Enfin quelque temps après, répondant évidemment à la pensée trop optimiste exprimée par d'Argenson, à savoir, qu'il suffirait à Ferdinand d'être bon Espagnol pour être bon Français : « Il ne faut pas nous y tromper, disait-il, quarante-six ans de règne de Philippe V nous ont gagné fort peu de cœurs espagnols : nous n'avons plus à combattre les emportements d'une reine italienne, mais une opposition constante dans toute cette nation. Les Espagnols apprennent à haïr les Français comme à aimer les combats de taureaux, et cela depuis le plus grand jusqu'au plus petit... même dans ce

1. Vauréal à d'Argenson, 11, 26 juillet, 6 août 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.) — D'Argenson dans ses *Mémoires* confirme ce que dit Vauréal de l'influence de la reine Marie. « Ferdinand, dit-il, est *uxorius.* »

qu'on appelle les honnêtes gens et les dévots, qui sont en grand nombre, à la cour il n'y en a pas un qui dise du bien de nous; les meilleurs et en petit nombre sont ceux qui n'en disent pas de mal [1]. »

La persévérance du nouveau roi dans l'alliance française demeurait ainsi en problème, malgré les assurances contraires et les protestations officielles qui ne firent pas défaut. Il n'était donc nullement sûr qu'on eût gagné au change, autant que se l'imaginait d'Argenson, et ses ennemis ne manquèrent pas de faire remarquer que ce qui causait le ravissement du ministre français n'apportait pas un contentement moindre à Vienne et à Londres. Là, on voyait déjà la France privée de son allié, et on poussait de véritables cris de joie. « La mort du roi d'Espagne, écrivait-on d'Angleterre, a fait perdre le peu de cervelle qui restait ici. » — « Cette cour se flatte, écrivait le représentant de Venise à Vienne, que l'avènement du prince des Asturies va changer toutes les maximes politiques et faire cesser les causes qui troublent l'Europe. » Et le malheur voulait que ces prévisions s'accréditaient au moment même où les opé-

1. Vauréal à d'Argenson, 23 août 1746. (*Correspondance d'Espagne*. Ministère des affaires étrangères.)

rations militaires avaient pris en Italie un tour très fâcheux, et où le doute, répandu sur les intentions futures du cabinet de Madrid, ne pouvait amener que des désastres.

Une bataille importante venait, en effet, d'être livrée et perdue sur ce théâtre, laissant les deux armées alliées plus que jamais mécontentes l'une de l'autre, et toutes deux dans la situation la plus critique. C'était la conséquence directe de l'étrange et douloureuse instruction qui réduisait un maréchal de France, commandant une grande armée, à l'état de simple lieutenant d'un infant sans capacité et sans expérience. Après l'évacuation de Milan, opérée sous l'empire d'une véritable panique par l'armée espagnole, la Lombardie était perdue. Les Autrichiens, sous la conduite du marquis de Botta qui remplaçait le prince Lichtenstein, s'y répandaient sans obstacle. Ce n'eût été que demi-mal, et le malheur eût encore été bon à quelque chose, si, instruits par l'expérience, l'infant et ses conseillers eussent renoncé à une conquête qui avait si mal tourné et fussent revenus au plan de concentration si heureusement suivi l'année précédente. La raison leur commandait, sinon de venir rejoindre tout de suite Maillebois, toujours campé à Novi, au moins de

lui tendre la main en restant en observation devant Pavie et le long du cours supérieur du Pô. De la sorte les deux armées, rapprochées au moindre signal, auraient pu faire face en commun, soit à gauche à un mouvement agressif de Charles-Emmanuel, soit à droite à la marche victorieuse de l'armée autrichienne, et empêcher la jonction de ces forces ennemies. Ce fut le sage conseil de Maillebois, qui n'eut pas le bonheur d'être agréé, l'infant ayant pour consigne de ne quitter à aucun prix les États héréditaires de sa mère. Aussi, arrêtant à Plaisance sa retraite précipitée, il s'obstina à y rester avec tout son monde; il laissait ainsi entre Maillebois et lui une distance longue à parcourir et un vide impossible à combler. Ce ne fut qu'à grand'peine qu'on put obtenir de lui de rappeler un détachement qu'il avait déjà aventuré à Parme, loin de tout secours possible.

Ce que Maillebois avait prévu ne manqua pas d'arriver : Plaisance, devenant le quartier-général de l'armée espagnole ainsi séparée de son alliée, devint aussi, par là même, l'objectif des deux armées piémontaise et autrichienne. Sûrs de franchir sans obstacle l'espace laissé libre devant eux, Emmanuel et Botta se donnèrent rendez-vous sur

ce point naturellement désigné pour opérer leur réunion. Les Autrichiens arrivèrent les premiers, et leur seule présence dans les campagnes environnantes fit manquer tout de suite de vivres et de fourrages la ville, où aucun magasin n'avait été préparé. Le général Braun, lieutenant de Botta (mais plus actif et plus entreprenant que son chef), déclarait déjà tout haut que le siège qui allait commencer ferait oublier les rigueurs de celui de Prague. L'infant alors, se sentant serré de si près, prit peur et envoya à Maillebois l'ordre de détacher de son armée dix bataillons et de les lui expédier, promettant de faire, moyennant ce secours, un puissant effort pour se dégager, ce qui permettrait de les lui ramener et de les lui rendre.

Maillebois s'exécuta à regret, ne se dégarnissant pas sans crainte du tiers environ des forces dont il pouvait disposer. Il laissa partir les dix bataillons sous la conduite du marquis de Mirepoix. Mais quelle ne fut pas sa surprise lorsque, peu de jours après, un nouveau commandement lui arrivait, et ce n'était plus seulement une fraction de ses troupes, c'était son armée tout entière qu'on lui enjoignait d'amener de sa personne à Plaisance! L'ordre était exprès et de plus appuyé

par une lettre du marquis de Mirepoix, lui faisant savoir qu'il avait trouvé un tel état de démoralisation dans le camp espagnol, qu'à moins de la prompte arrivée du secours attendu, on allait capituler et mettre bas les armes. Pour le coup, c'en était trop! et le maréchal éprouva un véritable accès de désespoir. C'était bien la concentration qu'il avait toujours demandée, mais opérée au rebours du sens commun. Novi était la tête de sa ligne de communication avec la France, et le point d'où il pouvait couvrir la république de Gênes, notre alliée, dont la fidélité commençait à s'ébranler. Nul doute que cette position importante, à peine abandonnée par lui, serait occupée par les Piémontais, et toute son armée allait se trouver ainsi en l'air, sans aucune retraite préparée ni possible en cas de revers; aussi, tout en se mettant en devoir d'obéir (il n'avait pas le choix), il voulut au moins se le faire dire à deux fois. Il se mit en marche en sollicitant un contre-ordre qu'il espérait recevoir en chemin : « Je connais trop votre probité, écrivait-il à Mirepoix, pour croire que vous ayez part à l'avis qui détermine ma marche. J'espèce qu'en bon citoyen et en homme sur qui je puis compter, vous ferez tous vos efforts pour ramener l'infant et son con-

seil à un parti plus salutaire pour la cause commune. » Vain espoir! Une nouvelle lettre du prince arriva bien, en effet, mais ainsi conçue : « Je sens, à la vérité, que Gênes et la communication restent à découvert, que vos magasins et les nôtres sont exposés et nos malades en danger d'être pris; mais la situation où je me trouve exige absolument votre jonction. » Le maréchal n'eut plus alors d'autre ressource que d'écrire au ministre de la guerre pour dégager sa responsabilité des conséquences : « Je prends, disait-il, le parti d'obéir et d'abandonner les troupes du roi aux ordres supérieurs; je souhaite qu'elles s'en trouvent bien[1]. »

Faisant taire ensuite toutes ses répuguances, le maréchal marcha avec assez de diligence pour devancer, devant Plaisance, l'arrivée des Piémontais. Charles-Emmanuel s'attardait, comme il était aisé de le prévoir, à prendre possession des lieux que les Français abandonnaient. Grâce à ce retard, dont la cause était si fâcheuse, Maillebois eut au moins l'avantage de prendre sur lui deux jours

1. Mirepoix à Maillebois et Maillebois à Mirepoix, 5 et 6 juin 1746. (Ministère de la guerre.) — *Histoire des campagnes du maréchal de Maillebois*, par le marquis de Pezay (t. II, p. 240). — Maillebois au comte d'Argenson, 8 juin 1746. (Ministère de la guerre.)

d'avance; c'était juste le temps nécessaire pour livrer bataille avant la jonction des ennemis. Mais, dès son arrivée, il put se convaincre tout de suite que rien, absolument rien n'avait été préparé pour une nécessité si pressante. Une fois le secours assuré et l'attaque des Autrichiens se trouvant moins vive au premier moment qu'on ne s'y attendait, tout le monde, l'infant tout le premier, s'était rassuré : « Le maréchal, dit un récit du temps, arriva le 14 juin avant midi, il alla descendre de cheval à la porte de l'infant; il monta dans la salle d'audience. Là, l'infant le fit attendre un quart d'heure, pendant lequel le maréchal s'assit, se déboutonna et s'essuya; arrive enfin Son Altesse, qui, s'avançant auprès de M. de Maillebois, lui dit : « Ah! vous voilà, monsieur le maréchal! Je viens de là-haut, j'examinais avec la lunette le camp des ennemis. Ils tirent beaucoup sur nous, mais il n'y a que quelques coups perdus qui viennent jusqu'à nos retranchements. » Faisant ensuite une pirouette, il fit remarquer au maréchal un voile blanc qu'il mettait pour la première fois : « Vous voyez, monsieur le maréchal, reprit-il, je me suis voué au blanc : Je vais à la messe, dit-il ensuite, reposez-vous. » On remarqua que,

quand le maréchal entra dans le palais avec les officiers français qui le suivaient, aucun Espagnol ne se trouva sur son passage ni à l'audience[1]. »

Coûte que coûte, n'ayant à choisir qu'entre les inconvénients de l'attente et ceux de la précipitation, Maillebois insista pour qu'on engageât le combat dès le lendemain au point du jour. Le résultat, dans de telles conditions, ne pouvait guère être favorable. La lutte pourtant fut soutenue sans trop de désavantage pendant toute la première partie de la journée jusqu'au moment où les troupes espagnoles, ne pouvant emporter, après plusieurs efforts réitérés, les retranchements élevés par les Autrichiens, se découragèrent et entraînèrent dans leur fuite les bataillons français qui leur étaient adjoints. Il n'était que deux heures après-midi. Maillebois et ses aides de camp avaient déjà reformé leurs troupes et s'apprêtaient à charger eux-mêmes à leur tête quand l'infant, effrayé ou trompé par un faux avis, donna le signal de la retraite. Elle s'opéra sans trop de désordre, mais en laissant aux mains des ennemis dix-sept drapeaux et dix pièces de

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie en 1745 et 1746.* (Amsterdam, 1777.)

canon. La perte en hommes était à peu près égale des deux côtés.

C'était, de compte fait, depuis le commencement de la guerre, la première victoire qu'un général de Marie-Thérèse eût remportée, en bataille rangée, sur un général français. Aussi rien n'égala l'émotion de l'impératrice quand un courrier, qu'elle attendait avec impatience, vint lui apporter, après tant de déceptions, cette joie inaccoutumée. Elle arrêta l'officier porteur de la dépêche au relais qui précédait Vienne pour le faire entrer dans la capitale, en triomphe, au milieu des acclamations du peuple, dans une voiture attelée de douze chevaux. « Voilà, j'espère, disait-elle à l'ambassadeur de Venise, de quoi décourager les gens qui veulent me faire sortir de l'Italie [1]. »

En réalité, la position des Gallispans (comme on les appelait) devenait intenable. Rester à Plaisance, c'était attendre un siège avec toutes les horreurs de la famine. Mais comment en sortir? Pour retourner par où Maillebois était venu, la voie était barrée : on se trouverait en face de Charles-Emmanuel et des Piémontais déjà arrivés à Stra-

1. D'Arneth (t. III, p. 188, 189).

della, tandis qu'on serait poursuivi en queue par les Autrichiens victorieux. Dans cette extrémité, chacun perdant la tête, Maillebois seul garda son sang-froid. Il proposa de passer hardiment sur la rive gauche du Pô, de rentrer ainsi dans le Milanais, non pour y rester, mais pour remonter le cours du fleuve et aller chercher au delà, ou aux environs de Pavie, un point où on pouvait le franchir de nouveau : on regagnerait ainsi le Piémont en tournant l'armée de Charles-Emmanuel et en passant sur ses derrières. L'idée était hardie, mais moins téméraire en réalité qu'en apparence, car, les deux armées ennemies étant occupées autour de Plaisance, en leur dissimulant le mouvement, on avait quelques jours pour l'exécuter. D'ailleurs aucune autre issue n'était ouverte : la nécessité parlait et se fit obéir.

Français et Espagnols passèrent donc ensemble sur la rive gauche du Pô, dans les derniers jours de juin, ne laissant dans Plaisance que les quelques milliers d'hommes nécessaires pour masquer leur départ, et pour que la ville ne pût être emportée sans une résistance d'une certaine durée. Mais ce n'était pas tout d'avoir fait agréer à l'infant cette opération hasardeuse, il fallait encore la lui faire exécuter. Or, une fois de retour

dans le Milanais, le prince, s'y trouvant plus à l'aise qu'il ne s'y attendait (ce qui était assez naturel, puisque le gros de l'armée autrichienne était devant Plaisance), ne voulait absolument plus en sortir. Soit timidité naturelle, soit répugnance à quitter définitivement les contrées dont la domination lui était promise et qu'il avait parcourues l'année précédente en vainqueur, il n'y eut pas moyen de le faire bouger. Maillebois s'épuisa en vain en instances désespérées; Luynes prétend même qu'il se jeta matériellement à ses genoux; on croira difficilement que cette irrésolution se prolongea pendant plusieurs semaines. C'était dix fois plus de temps qu'il n'aurait fallu aux vainqueurs de Plaisance, non seulement pour être avertis du mouvement tournant qui était médité et pour s'y opposer, mais pour presser eux-mêmes les deux armées fugitives, l'épée dans les reins, et les réduire soit à une capitulation honteuse, soit à une retraite désastreuse, à travers les défilés des Alpes. Maillebois s'attendait si bien à cette extrémité qu'il prenait les devants et envoyait à Paris sa démission, la mort dans l'âme: « Je vous serais obligé, disait-il, de charger quelque autre d'une besogne véritablement insoutenable pour moi. Il n'est vrai-

ment pas possible qu'un maréchal de France reste commandant de cette armée, à la façon dont elle et lui sont traités [1]. »

Il arrive souvent qu'on est sauvé des conséquences de ses propres fautes par celles de ses adversaires. Ce fut le cas : les causes de dissentiment et de défiance mutuelle n'existaient pas seulement entre Français et Espagnols; Autrichiens et Piémontais en avaient aussi leur part, et la victoire commune, comme c'est l'usage, ne tarda pas à la faire éclater. Il fut bien vite évident que la rentrée des armées gallispanes dans le Milanais causait à Charles-Emmanuel et au marquis de Botta des impressions très différentes. Pour le roi de Sardaigne, c'était tout profit : il était délivré d'une occupation qui depuis un an le tenait à la gorge, et il donnait volontiers congé aux troupes françaises, sans trop s'inquiéter s'il passait à son voisin lombard le fardeau dont il était déchargé. L'Autrichien, au contraire, très contrarié de voir reparaître sur le territoire de sa souveraine des intrus dont il se croyait délivré, voulait à tout prix les faire ou les laisser repartir,

1. Ministère de la guerre. (*Correspondance d'Italie*. Juillet 1746, *passim*.) La dernière phrase citée est tirée d'une lettre du comte de Maillebois, fils du maréchal, au comte d'Argenson son oncle.

dussent-ils repasser en Piémont. D'ailleurs, après les mauvais bruits qui avaient couru sur la foi piémontaise, on savait trop quel usage Charles-Emmanuel ferait de sa liberté pour être pressé de la lui rendre. La perte de l'ennemi commun passait donc en seconde ligne dans l'esprit de chacun des alliés, après la recherche de son propre intérêt, et animés de vues si différentes, ils ne purent réussir à combiner utilement leurs mouvements. Une partie des troupes autrichiennes se joignit aux Piémontais pour donner la chasse aux Gallispans et leur fermer l'accès du Pô; l'autre resta avec Botta devant Plaisance, laissant ainsi d'un corps d'armée à l'autre une distance suffisante pour qu'en prenant bien son moment il fût possible de passer entre eux [1].

C'est ce que Maillebois, essayant sur l'esprit de l'infant un dernier effort, eut enfin le bonheur de lui persuader. Il fut aidé cette fois d'ailleurs dans son insistance par la difficulté que l'armée espagnole commençait à éprouver à se nourrir sur un terrain chaque jour plus resserré. Le passage du Pô fut donc tenté le 9 août, au point heureusement indiqué. Opérée dans de telles

1. C'est M. d'Arneth qui explique par cette différence de vues le peu de parti qui fut tiré de la victoire de Plaisance.

conditions, cette manœuvre hardie demeure un des faits les plus honorables de nos fastes militaires. En moins de vingt-quatre heures, les deux armées eurent passé de l'autre côté du fleuve, sans que ni en amont, au camp piémontais, ni en aval où se trouvait Botta, le moindre éveil eût été donné. La marche fut commencée dès le lendemain pour rentrer en Piémont par Voghera et Tortone. Alors seulement Botta, qui n'était peut-être pas fâché de n'avoir pas été averti plus tôt, se mit en mouvement, et fit mine de barrer le chemin; mais il était trop tard, et d'ailleurs l'attaque des Autrichiens était très gênée par le cours d'un petit affluent du Pô, le Tidon, qui les séparait de l'armée en marche. Tout se borna donc à une série de combats très vaillamment soutenus pendant les journées du 11 et du 12, sur la gauche des colonnes espagnoles et françaises et à leur arrière-garde. Le 14, toutes les forces gallispanes étaient réunies et en sûreté autour de Tortone.

Ce fut là que, dès le jour même, leur bienvenue fut saluée par l'apparition très inattendue d'un nouveau général envoyé par le nouveau roi d'Espagne. L'annonce de la mort de Philippe V était, en effet, arrivée à son fils pendant les jours d'irrésolution et de trouble dont on avait eu tant de

peine à le tirer et ne contribuait pas peu à accroître ses perplexités et ses défaillances. Chacun sentait, et lui-même ne se dissimulait pas combien sa position était changée par l'événement qui lui enlevait la protection et la tutelle d'une mère passionnée : mais ni lui, ni personne n'était préparé à la décision qui lui fut communiquée. Le marquis de La Mina (c'était le nom du nouveau venu) apportait une lettre de Ferdinand à son frère, conçue dans les termes les plus affectueux, mais qui lui enjoignait de renvoyer tous ses conseillers. La Mina les remplaçait tous, avec des pouvoirs très étendus, qui ne laissaient plus à l'infant qu'une autorité nominale.

Quel était le but de ce changement et de quelles instructions était porteur le représentant du nouveau règne? Le choix même de l'envoyé n'annonçait rien de bon, car La Mina avait été ambassadeur à Paris pendant le ministère de Fleury et rappelé à la demande du cardinal, avec qui il n'avait pu s'entendre; il passait pour garder rancune de ce souvenir et pour être d'ailleurs animé à l'égard de la France des sentiments médiocrement bienveillants, communs à presque tous les Espagnols. Il ne s'en répandit pas moins, dans son premier entretien avec Maillebois, en protes-

tations que l'alliance des deux couronnes durait toujours avec la même intimité et que dès lors rien ne serait négligé pour atteindre le but commun poursuivi en Italie; mais en dehors de ces assurances vagues, « je ne pus, dit Maillebois, rien tirer de clair de lui [1] ».

La clarté pourtant ne pouvait pas se faire attendre, car les armées autrichiennes et piémontaises ne pouvaient manquer d'arriver bientôt en force, du moment où elles n'avaient plus rien à faire ni devant Plaisance, ni de l'autre côté du Pô. La question se posait donc tout de suite, de savoir quelle attitude on prendrait à leur égard. Allait-on leur faire face et engager contre elles une campagne agressive, ou bien reculer en leur cédant le terrain? Le premier parti était celui que Maillebois appuyait avec insistance à ce point qu'il aurait voulu livrer bataille, dès le premier jour, en attendant les ennemis aux environs mêmes de Tortone. La Mina, sans opposer un refus absolu à cette tactique commandée par l'honneur comme par l'intérêt, fit pourtant naître tant de difficultés dans l'exécution, et, toutes les fois qu'il s'agissait de passer de la parole à l'ac-

1. Maillebois au comte d'Argenson, 10 août 1746. (Ministère de la guerre.)

tion, il trouvait tant de mauvaises raisons pour attendre, et même pour se porter en arrière au lieu de marcher en avant, que Maillebois ne put s'y tromper. L'intention de l'Espagnol était évidemment de ne point en venir aux mains avec les Autrichiens, et tout en gardant l'appui de l'armée française, de l'employer seulement à conserver les conquêtes déjà faites du comté de Nice et de la Savoie. Ces deux provinces pouvaient, en effet, servir d'échange dans une négociation (peut-être déjà subrepticement engagée) pour obtenir en faveur de l'infant des conditions raisonnables. Que ce fût là la lettre de ses instructions (l'historien des campagnes de Maillebois ne le met pas en doute), ou que ce fût seulement leur esprit amplifié et commenté avec malveillance, l'effet n'en était pas moins le même. Il n'y avait plus à espérer le concours des forces espagnoles pour reprendre une initiative énergique et faire une poussée dans l'intérieur du Piémont, et dès lors Maillebois devait aussi y renoncer lui-même : car du moment où on ne regardait pas en face le roi de Sardaigne en l'inquiétant pour la sûreté de ses États, de sa capitale et même de sa personne, rien ne l'empêchait de profiter du répit qu'on lui laissait pour passer

lui-même à son tour derrière les troupes françaises et en se rapprochant de la mer, couper leur communication avec la Provence. La position de Novi (qu'on fut assez heureux pour reprendre) était excellente, pendant la saison d'hiver, comme point de départ et comme point d'appui d'une campagne; mais on ne pouvait s'y concentrer et s'y tenir en repos sans risquer d'y être cerné. Il fallait s'y battre ou s'en retirer. Un mouvement de retraite vers Nice et la Provence devint donc nécessaire et fut opéré d'accord entre les deux généraux, sans pourtant que ce fût le résultat d'un concert positif entre eux, et sans qu'aucun d'eux voulût en prendre la responsabilité. Ce fut un jeu que d'Argenson explique très spirituellement : « M. de Maillebois, dit-il, n'y comprenait rien, le nouveau général désapprouvait tout, il disait que l'état des armées ne demandait pas autre chose que la retraite, il applaudissait cependant d'abord aux plans de défense;... le lendemain, il y trouvait des difficultés, et le troisième jour, il ordonnait de marcher en arrière;... le général espagnol n'avait pas absolument ordonné seul de fuir; le général français n'avait pas absolument conseillé ni insisté pour qu'on gardât les postes, ainsi chacun pouvait se rejeter la faute... Chacun

envoyait des courriers à sa cour pour se vanter de son désir de résistance et pour accuser son collègue du parti honteux de rétrograder, et c'est ainsi qu'en peu de semaines nous évacuâmes l'Italie. »

Effectivement, l'une des deux armées tour à tour poussant et suivant l'autre, et le mouvement de recul de la veille rendant toujours nécessaire celui du lendemain, en moins d'un mois on avait passé de Tortone à Novi, de Novi à Voltri, puis à Savone, à Finale, à Alberga, à Oneille et enfin aux portes de Nice [1].

La précipitation épeurée de cette retraite étonnait les populations qui voyaient passer devant elles une armée en fuite sans qu'aucun combat eût précédé, et les moins surpris n'étaient pas les vainqueurs eux-mêmes qui s'avançaient à leur aise, ne comprenant rien à la facilité de leur marche. Quand le général Braun arriva sans avoir rencontré personne devant lui jusqu'au défilé de la Boccheta qui gardait les approches de la ville de Gênes et dont quelques centaines d'hommes auraient suffi pour lui disputer le passage :

1. *Campagnes de Maillebois*, par le marquis de Pezay (t. II, p. 296 et suiv.). — *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. V, p. 26 et suiv.). (Ministère de la guerre. — Campagne d'Italie en 1747. — *Passim.*)

« Dépêchons-nous donc d'aller en France, s'écria-t-il, ces gens-là ont perdu la tête. » Il ne pouvait croire qu'on abandonnât ainsi, sans esprit de retour et sans lui laisser un secours suffisant pour se défendre, une alliée fidèle et importante dont l'appui n'avait pas été indifférent dans les succès de l'année précédente.

C'était pourtant le fait, et dans cette malheureuse cité, ainsi abandonnée aux ressentiments d'un voisin jaloux et d'une ennemie implacable, régnait une consternation sans égale. La possession de Gênes avait surtout une grande importance pour les Espagnols, parce que c'était le point par où l'infant Charles qui régnait à Naples (bien qu'obligé par la surveillance des croisières anglaises à une neutralité prudente) faisait passer sous main à son frère des munitions et des vivres. Ce fut pourtant l'infant Philippe lui-même, qui eut bien le courage de venir présider au départ de la garnison qui occupait la citadelle, et quand une députation du sénat se jeta à ses pieds en le suppliant de prendre pitié des victimes qui allaient être sacrifiées pour lui : « N'ayez pas peur, dit-il, en les regardant à peine : c'est un moment à passer, ce ne sera rien. — Nous remercions Votre Altesse, répondirent les députés en se rele-

vant, de ne pas désespérer de la république. » Il ne restait plus qu'à attendre et accepter sans murmurer les conditions du vainqueur [1].

Elles furent impitoyables : les généraux autrichiens connaissaient leur souveraine et savaient que parmi ses rares qualités ne figurait pas l'oubli des injures. Ils ne négligèrent rien pour satisfaire d'avance ses ressentiments. Les portes de la ville durent être occupées par les troupes autrichiennes et toutes les places fortes de la république durent leur être livrées; toutes les troupes furent désarmées et traitées comme prisonnières de guerre, une contribution de vingt-quatre millions de florins fut exigée indépendamment d'une large distribution d'argent faite sur place à l'armée victorieuse. Encore ces conditions n'étaient-elles que provisoires, le doge et six sénateurs s'engagèrent à aller, dans le délai de deux mois, en demander à Vienne la ratification à l'impératrice et à rester en otage jusqu'à la pleine exécution des ordres qu'elle voudrait leur imposer.

Si la souffrance était pour la pauvre république ainsi délaissée, la honte et l'humiliation étaient surtout pour ses alliés qui l'abandonnaient. On

1. Mémoire sur la campagne d'Italie en 1745 et 1746 déjà cité.

ne s'y méprit nulle part, ni en Europe, ni en France, et à Versailles moins qu'ailleurs. Dès que le résultat fut prévu, avant même que la triste réalité fût connue, c'était dans le conseil ministériel de Louis XV un trouble général. « C'est une chose incroyable, écrit l'ambassadeur de Venise à Paris : on ne peut parler séparément à chacun des ministres qui composent le conseil d'État et qui décident des affaires politiques, c'est-à-dire le cardinal de Tencin, le comte de Maurepas, le maréchal de Noailles et les deux frères d'Argenson, sans qu'ils conviennent de la nécessité de secourir les Génois, et tombent d'accord qu'il y va de l'honneur et de l'intérêt de cette couronne de ne pas abandonner cette république; que la France ne trouvera plus d'alliés, après un si funeste exemple; mais quand il s'agit de chercher un moyen de lui venir en aide, soit défaillance, soit difficulté de s'entendre, le temps se passe et on ne fait rien [1]. »

On peut bien juger que dans ces réunions du conseil, à la fois si agitées et si impuissantes, celui qui se sentait le plus mal à l'aise était le ministre qui, après avoir battu des mains à l'avè-

1. *Relation des ambassadeurs de Venise à Paris*, 12 septembre 1746 (Bibliothèque nationale).

nement du nouveau roi d'Espagne, se trouvait, en fait, si mal payé de ses compliments. Sa confusion était grande, d'autant plus qu'il apprenait en même temps des démarches et une négociation suspecte de la part du ministre d'Angleterre à Lisbonne. « Que se passe-t-il donc? écrivait-il tout ému à Vauréal. Le roi Ferdinand, si bon, si sage, si bien né, se prêterait-il à la proposition de rendre le mal pour le bien? Veut-on renoncer à tout en Italie, aussi bien pour Philippe que pour le roi de Naples? N'y a-t-il donc pas de milieu entre l'ambition et le renoncement absolu? » — « J'ai trouvé (écrivait Chambrier, l'envoyé de Frédéric à Versailles) ce ministre fort battu de l'oiseau, de la mauvaise tournure des affaires d'Italie : j'ai fait de mon mieux pour le ranimer et lui remettre le cœur au ventre, en évitant cependant qu'il me rétorquât, que le meilleur remède serait que Votre Majesté aidât la France à se tirer d'affaire. » A quoi Frédéric ne manquait pas de répondre : « Saisissez cette occasion pour faire remarquer comment la France traite ses alliés [1]. »

1. Tron, ambassadeur de Venise à Paris, 12 septembre 1746. — D'Argenson à Vauréal, 12 août, 2 septembre 1746. (*Correspondance d'Espagne.*) — Chambrier à Frédéric, Frédéric à Chambrier, 9 et 27 septembre 1746. (Ministère des affaires étrangères.)

Encore, si en retour du bon accueil fait par lui au nouveau règne, d'Argenson s'était acquis à Madrid une faveur personnelle qui lui permît de faire entendre des conseils; mais c'était l'opposé, une complication de famille assez grave aigrissait les premiers rapports de Ferdinand VI et de Louis XV, et d'Argenson qui, par un instinct de prudence, avait évité d'abord de s'y compromettre, avait fini par s'y laisser engager de plus en plus de manière à se trouver compris dans la mauvaise humeur qu'en devait concevoir et garder le jeune roi d'Espagne. C'est ce que j'ai maintenant à raconter.

On a vu que Louis XV, qui ne s'attardait pas longtemps lui-même à pleurer les objets de ses affections et n'avait pas grande sympathie pour les chagrins de cœur, avait décidé, dès le premier jour, de ne pas laisser regretter longtemps la dauphine. Il fut tout de suite résolu qu'avant la fin de son deuil le jeune dauphin serait remarié, et il ne restait plus qu'à lui chercher un parti convenable parmi les princesses d'Europe.

Or, il y en avait une qui semblait désignée pour combler, le plus tôt et le plus complètement possible, le vide si inopinément fait par la mort. C'était la sœur même de la princesse

défunte, la seconde fille de Philippe V et d'Élisabeth, l'infante Antonia. Au point de vue diplomatique aussi bien que dans un intérêt de famille, le choix était indiqué : c'était maintenir l'alliance des deux couronnes et l'union des deux branches de la maison royale dans les conditions mêmes où un double mariage les avait scellées. Un parti puissant se prononça donc tout de suite en faveur d'une combinaison si naturelle. Le dessein, mis en avant à Madrid par la fille de Louis XV, femme de don Philippe (celle qu'on appelait Madame Infante), fut agréé et pris à cœur par Ferdinand, toujours affectueusement disposé pour les enfants du second lit de son père. Tous les partisans de l'alliance espagnole en France, le maréchal de Noailles en tête, adoptèrent l'idée avec passion. On y fit entrer aisément la reine de France, docile aux influences de famille, et enfin, au premier moment, le dauphin lui-même qui, ne pouvant garder à celle qu'il avait perdue la fidélité de son affection, vit dans cette nouvelle alliance une manière de rendre un hommage à sa mémoire. L'ambassadeur Vauréal, voyant toutes ces influences réunies, se déclara, sans attendre d'instructions, dans le même sens. Il avait dû autrefois une grandesse à un des

mariages royaux, le même moyen pouvait lui valoir un chapeau de cardinal.

L'affaire, qui semblait aller toute seule, vint subitement échouer contre un obstacle d'un genre inattendu : ce fut un scrupule de Louis XV. Ce prince, on le sait, avait la conscience très capricieuse : violant chaque jour sans se gêner les préceptes que l'Évangile met avant tous autres, sa dévotion s'arrêtait effrayée devant les règlements canoniques et les lois extérieures de l'Église. Il s'agissait dans le cas présent de faire épouser au dauphin la sœur de sa première femme : c'était une affinité dont le degré constituait un empêchement de droit ecclésiastique. Rien assurément n'était plus aisé que d'en aller chercher la dispense à Rome; les exemples et les précédents à cet égard ne faisaient pas défaut. Mais la valeur des dispenses pontificales, comme de tous les actes de la cour de Rome, n'était reconnue en France par l'épiscopat et la magistrature (deux corps alors également gallicans) qu'avec beaucoup de doutes, de contestations et de réserves. On alarma la piété délicate de Marie Leczinska : on prononça à l'oreille le mot d'inceste; c'était renouveler, disait-on, sous une fausse apparence de légalité, le scandale donné

par les demoiselles de Mailly, que la colère divine avait si cruellement châtiées. Louis XV, troublé lui-même par ce souvenir, se mit à craindre que, le mariage étant réprouvé par des docteurs graves, et mal vu de la population pieuse, la légitimité de la postérité qui en sortirait ne fût mise en doute. Ferdinand, au contraire, élevé à une tout autre école de théologie, ne pouvait comprendre qu'un mot du pape ne mît pas toutes les consciences en repos. Bref, on vit naître et grossir une de ces difficultés qui, mettant aux prises des sentiments d'une nature très délicate, jettent souvent du froid, même entre particuliers, dans les familles les mieux unies.

D'Argenson résolut d'abord très sensément de s'en tenir à l'écart. « L'affaire du second mariage de M. le dauphin, écrivait-il à Vauréal[1], me fait tout craindre : je n'ai jamais eu tant de poltronnerie que dans celle-ci : j'ai évité d'en dire mon avis... Je me suis retiré dès le premier moment... Quelque dauphine que nous ayons, j'y aurai un peu moins contribué que la mouche du coche, même par le bourdonnement; ce n'est

1. D'Argenson à Vauréal, 20 août 1746. (*Correspondance d'Espagne.* Ministère des affaires étrangères.)

point affaire de conseil, pas même de travail, mais de pure volonté du roi. »

Il ne resta malheureusement pas longtemps dans cette sage réserve. Dès que la volonté du roi se fut prononcée (et elle fut exprimée avec une netteté et une énergie inaccoutumées), au lieu de se borner à s'y soumettre, il entra avec passion et sans déguisement dans une véritable lutte contre ceux qui tentèrent de s'y opposer; ils étaient nombreux, ardents et ne se découragèrent pas facilement. Le combat qu'il nous décrit, avec sa verve accoutumée, fut très acharné. « La brigue et l'adresse infernales des cours, dit-il, furent des plus vifs sur cette affaire... Chaque jour elles augmentaient les menaces et les progrès en faveur du mariage d'Espagne... Les Noailles, les Maurepas qui composent toute la cour femelle, toutes les harpies, les fausses dévotes, les commodes(?), les catins, tout était en mouvement. Madame Infante écrivait au roi les lettres les plus longues et les plus tendres sur cette matière... L'évêque de Rennes avait le département des menaces, il nous menaçait des plus affreux malheurs politiques si on ne prenait pas l'infante Antonia... Le roi me donna occasion de lui parler ouvertement sur

cette affaire : il me montra une lettre de Madame Infante qu'il me donna en entrant à la tribune de la chapelle et que je fus obligé de lire dans mon chapeau pendant la messe... Je l'assurai que, s'il voulait déclarer demain qu'il mariait le dauphin à toute autre qu'à l'infante, il ne serait rien de toutes les grandes menaces, que personne ne soufflerait plus et que l'Espagne n'en serait que mieux avec nous. Ce fut le point sans doute que j'eus le plus de peine à lui persuader, car tout ce qui environnait le roi ne lui parlait que de ma prétendue *incapacité* [1]. »

Tant d'ardeur ne pouvait manquer de surprendre, car on avait peine à s'expliquer pourquoi un ministre, — ami de Voltaire, — qui ne se piquait pas d'un excès de dévotion, — nullement puritain d'ailleurs sur l'article des mœurs — se passionnait à ce point pour faire prévaloir sur un intérêt politique sérieux des considérations tirées de difficultés théologiques. Lui-même en était un peu embarrassé; tantôt il faisait semblant de partager, au nom de l'honnêteté et de la morale, les scrupules de la casuistique; tantôt, cessant de feindre, il donnait seulement son

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. V, p. 56 et suiv.).

attitude comme un moyen d'entretenir, même sur un sujet sans importance, le clergé français dans l'habitude de résister à la domination de la cour de Rome. Ainsi, un jour il tançait vertement Vauréal pour s'être mis en avant sans réflexion. « Il est étonnant, lui disait-il [1], qu'un homme de votre robe et de votre état n'ait pas dit un mot des inconvénients qu'il pourrait y avoir, par rapport aux règles et aux mœurs, à épouser une seconde sœur après avoir eu des enfants de la première. Il y avait au moins *ratio dubitandi.* » Mais peu de temps après : « Vous voilà, ajoutait-il, j'espère bien, éclairci sur la question théologique. Ceci, à la vérité, est de la morale pratique. On se déshabituera quelque jour de ces préjugés, de ces prohibitions ridicules... mais il faut encore quelques siècles pour parvenir à tant de perfection; en attendant, la raison éclaire ici comme elle peut, et on y fait moins de cas des moines qu'en pays d'inquisition. » — « Depuis Calvin, disait-il encore, on a répandu bien des doutes sur le pouvoir absolu des chefs, c'est un malheur, mais ces

1. D'Argenson à Vauréal, 12 août 12 septembre 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. V, p. 55).

doutes ont cependant leur utilité en bien des choses. »

La vérité est que le cas de conscience le préoccupait assez peu et qu'une idée très étrangère à la morale s'était emparée de son esprit. Il s'était rappelé, ou quelqu'un l'avait fait souvenir, que le roi de Sardaigne avait trois filles, dont l'une venait de prendre dix-huit ans et était en âge d'être mariée : ce quelqu'un-là était peut-être Voltaire lui-même, qui, dès le 24 juillet, lui écrivait : « Eh bien! monseigneur, il faut marier notre dauphin à Marie-Thérèse, princesse de Savoie, née le 28 février 1728... renouer ainsi par ces beaux nœuds votre traité de Turin dont je suis l'éternel admirateur, rendre la France heureuse par une belle paix et votre nom immortel en dépit des sots. » Il n'en avait pas fallu davantage pour faire renaître la faiblesse que d'Argenson gardait au fond du cœur pour son projet favori. A partir de ce moment, écarter l'infante ne fut plus pour lui qu'un moyen de faire arriver la princesse savoyarde apportant avec elle, en dot, l'alliance de son père et la libération toujours rêvée de l'Italie. Il crut (assez à tort, comme on va le voir) que le roi, partageant ses regrets pour le traité de Turin, serait

heureux de le ressusciter par cette voie indirecte, et s'imagina même avoir fait aussi entrer dans cette pensée madame de Pompadour, par l'intermédiaire des frères Pâris, qui se prêtèrent, je ne sais pourquoi, à entretenir son illusion. De là tout un échafaudage de négociations bâti sans aucun fondement réel, et qui n'exista jamais sérieusement, je crois, que dans la tête qui l'avait conçue, car tout se passa en conversation, et il n'en reste aucune trace écrite [1]. « Je chargeai, dit-il dans ses *Mémoires*, Montmartel de négocier à Paris avec Montgardin; la princesse de Carignan me voyait souvent à ce sujet. Enfin, l'affaire avança beaucoup, on alla jusqu'à dire qu'on pouvait passer outre au mariage pourvu que le roi de Sardaigne ne fît rien de pire que ce qu'il avait fait contre nous depuis quelques mois; laissant le reste à démêler à la reine de Hongrie, ce mariage devant le rendre suspect à son alliée. Je liai enfin une nouvelle négociation directement avec Montgardin; je voulais que le roi de Sardaigne offrît la paix aux deux couronnes à des conditions fort modérées de notre part, mais ce devait être à lui à offrir, afin que, ces offres passant sur-le-champ

1. La seule trace que j'en aie trouvé est une allusion dans une lettre particulière de Montgardin à d'Argenson.

à Madrid, nous ne parussions pas même avoir négocié à l'insu de l'Espagne [1]. »

Précaution prudente. car le souvenir des négociations clandestines de l'année précédente hantait toujours les imaginations à Madrid. Rien de plus raisonnable donc que de vouloir agir loyalement et à ciel ouvert avec l'Espagne; mais c'était peut-être passer la mesure que de laisser ou de faire écrire à Louis XV une lettre dans laquelle, en refusant absolument la main de l'infante, il essayait d'obtenir de Ferdinand, non seulement l'autorisation, mais le conseil de donner la préférence à la fille d'Emmanuel. L'idée était étrange; et, si la pièce n'existait pas tout entière en minute de la main de d'Argenson, on aurait de la peine à y croire.

« Le duc d'Huescar [2], disait Louis XV dans cette épître vraiment comique, m'a offert l'infante Antoinette pour réparer la grande perte que mon fils et moi avons faite. Tout autre que lui, j'y donnerais les mains avec une joie et une satisfaction extrêmes : mais la religion, ma conscience et la crainte de l'avenir ne me le permet-

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson* (t. V, p. 65 et 66).
2. Le duc d'Huescar, que nous avons vu plus haut envoyé extraordinaire, venait de recevoir le titre et les fonctions d'ambassadeur en remplacement du marquis de Campo-Florido.

tent pas, dont je suis au désespoir, et il est impossible de me vaincre là-dessus. Je sais qu'en Espagne on est accoutumé à voir donner de pareilles dispenses, mais ici il n'en est pas de même : le clergé et le peuple pensent comme moi, ou, pour mieux dire, je pense comme eux, la voix du peuple est la voix de Dieu. Mais ce qui me console infiniment, c'est que le duc d'Huescar m'a assuré que Votre Majesté ne m'en saurait nul mauvais gré et que rien, s'il plaît à Dieu, ne dérangera l'union, l'harmonie et la tendresse qui règnent entre nous, et c'est dans cette persuasion que je demande conseil à Votre Majesté sur le choix que je dois faire pour mon fils. Il y a en Savoie trois princesses : cette union est familière dans notre maison, et nous en sommes des preuves vivantes et incontestables. Le roi de Sardaigne, dans la dernière lettre qu'il m'a écrite lors de cette belle affaire d'Asti, m'a assuré que l'amitié était rétablie entre nous, et je ne le voudrais prendre que sur ce pied-là; car tout autre traité avec lui, je veux qu'il passe par Votre Majesté, et jusque-là je seconderai Votre Majesté contre lui de tout ce que je peux, et même de plus, car je n'ai pas moins à cœur qu'elle l'établissement de l'infant. » Suivaient quelques

reproches, d'un ton très adouci, sur l'attitude de M. de La Mina, en Italie —, et enfin l'assurance de ne décider rien « sans la réponse de Votre Majesté à celle-ci, ne voulant rien faire du tout que Votre Majesté ne le sache et ne l'approuve[1] ».

La démarche était plus que loyale, à vrai dire, même un peu naïve et bien faite pour attirer la réponse justement offensée, et légèrement railleuse de Ferdinand : « Quand le duc d'Huescar, dit le roi d'Espagne, me donna avis de ce que Votre Majesté avait répondu à la proposition de mariage de l'infante Marie-Antoinette avec le dauphin... je jugeai que les empêchements qu'on mettait à cette union venaient seulement des scrupules non bien considérés... La lettre de Votre Majesté m'a désabusé, et j'y vois avec douleur qu'on y dit ce qu'il n'est aisé de persuader à personne, c'est que la religion défend en France les mariages qui sont permis en Espagne. J'avoue à Votre Majesté que je ne comprends pas comment on peut douter des facultés du souverain

1. Louis XV à Ferdinand VI, septembre 1746. (*Correspondance d'Espagne.* Ministère des affaires étrangères.) — La lettre est de l'écriture de d'Argenson, mais il ne la cite pas dans ses *Mémoires*, bien qu'il y insère textuellement le reste de la correspondance de Louis XV et de Ferdinand. — M. Rousset, dans sa *Correspondance du maréchal de Noailles*, a publié la même lettre sous la date du 31 août.

pontife pour de pareilles dispenses. Ce serait plutôt une hérésie, bien loin d'être un acte de religion. Je dois au moins le supposer ainsi tant que l'Église n'a rien déclaré, au contraire : et cela supposé, Votre Majesté ne me marquant pas d'autre motif pour que le choix ne tombe point sur ma sœur, je ne puis donner un conseil qui s'oppose à ce que je pense. Que Votre Majesté m'en dispense et qu'elle me rende la justice qu'en ceci, de même que dans mes lettres et dans toutes mes opérations, je suis et je serai conséquent. » La fin de la lettre était destinée à affirmer (ce qui était vrai plus en apparence qu'en réalité), que toutes les opérations militaires en Italie ayant été réglées de concert entre les généraux français et espagnols, il n'y avait pas lieu de douter de la fidélité de l'Espagne à ses engagements [1].

Pendant que cette correspondance aigre-douce était engagée, le château de cartes élevé par d'Argenson s'écroulait de lui-même sans qu'il fût besoin de souffler dessus. Tandis que l'on causait à Paris, les troupes piémontaises, ne

1. Rousset. (*Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles*, p. 245 et suiv.) — Louis XV à Ferdinand VII 31 août. — Ferdinand à Louis XV, 15 septembre 1746.

recevant aucun ordre de marquer le pas, ne se faisaient pas faute d'inquiéter la retraite de l'armée française vers la Provence. Des escarmouches sanglantes avaient lieu journellement. Puis vint la nouvelle de la soumission de Gênes, dont les Piémontais prétendaient bien tirer leur part de profit : singuliers préludes d'une fête nuptiale! Le roi impatienté finit par dire qu'il ne pouvait être question d'un mariage puisque la fiancée serait contrainte de demander un sauf-conduit pour venir à la noce, afin qu'on ne tirât pas sur elle, et d'Argenson lui-même fut obligé de dire à la princesse de Carignan dans le jardin de Luxembourg, où se passaient leurs conférences : « Que voulez-vous que nous fassions quand vous recevez nos fleurettes à coups de fusil? » Et de cette chimère il ne resta d'autre trace que l'opinion plus que jamais établie à Madrid, que c'était à lui, à ses faiblesses toujours renaissantes pour l'alliance piémontaise, que les intérêts de la couronne et la dignité d'une infante d'Espagne étaient une fois de plus sacrifiés.

L'Espagne et la Sardaigne ainsi congédiées, et les familles royales protestantes naturellement écartées, il ne restait plus qu'une seule princesse, qui, par sa naissance et sa religion, pût être con-

venablement destinée à partager le trône de France et était la fille de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, Auguste III, ce débile souverain qu'on avait vu, depuis le commencement de la guerre, jouet de tant de fortunes et ballotté entre tant d'alliances contraires. Mais ce choix, au premier aspect, ne paraissait pas présenter moins d'objections que les deux autres. D'abord Auguste était le compétiteur heureux qui avait enlevé la couronne de Pologne au beau-père de Louis XV, et, quelle que fût l'abnégation de la sainte et digne reine de France, il était dur de lui demander de serrer contre son cœur maternel la fille de celui qui avait vaincu et proscrit son père. La princesse, venant d'Allemagne, n'aurait-elle pas à traverser Nancy où Stanislas régnait encore? Puis Auguste lui-même, lâche et timoré comme on le connaissait, aimant à se ménager dans tous les sens, et sa femme, archiduchesse d'Autriche, seraient-ils pressés de contracter des nœuds si étroits avec l'ennemi de Marie-Thérèse? Le comte de Brühl, leur oracle, leur permettrait-il d'y souscrire? Un traité récent engageait bien, nous venons de le voir (moyennant finances), les troupes saxonnes à ne plus servir contre la France, mais la neutralité seule était promise, et encore

dans des conditions de réserve et de secret qui faisaient douter qu'elle fût scrupuleusement observée. Enfin qu'allait penser Frédéric, dans le silence énigmatique où il était désormais renfermé, d'une telle avance faite à un voisin qui avait toujours encouru son déplaisir et que le mépris seul sauvait de sa haine?

Tout paraissait donc de ce côté, comme de l'autre, annoncer une négociation épineuse. A la grande surprise, pourtant, comme à la satisfaction de d'Argenson, dès que, tout autre parti étant reconnu impossible, il dut conseiller au roi de tourner ses vues vers Dresde, toutes les difficultés semblèrent aplanies d'avance. Le roi se décida tout de suite à des démarches directes, qui eussent été compromettantes, si leur succès n'eût paru déjà assuré. Nulle objection, non plus, de la part ni de la famille royale ni des autres ministres. Cette facilité ne donna-t-elle pas à d'Argenson le soupçon que l'affaire, pour être si avancée, devait avoir été traitée à son insu et en dehors de lui? Je l'ignore; en tout cas, il n'en laisse pas percer la supposition dans ses *Mémoires*.

C'était pourtant la réalité; pendant qu'il suivait à Paris, avec les agents plus ou moins autorisés de

Charles-Emmanuel, des conversations qui ne pouvaient aboutir, un autre négociateur, doué assurément de vues politiques moins élevées, mais peut-être de plus de finesse pratique, et en tout cas, au lieu d'ingrates transactions diplomatiques, comptant ses années par des victoires, était intervenu sans rien dire; et, prenant un à un tous les obstacles qui pouvaient s'opposer à la combinaison de son choix, les avait silencieusement écartés. C'était tout simplement Maurice de Saxe, à qui l'idée était venue, pendant un intermède obligé de ses actions militaires, de passer son temps à mettre la couronne de France sur la tête de sa nièce.

On peut se rappeler que nous avons laissé Maurice sur la frontière orientale de la Flandre, venant de forcer le prince Charles à repasser la Meuse et commençant les travaux du siège de Namur. La tranchée ouverte, il n'avait pas cru devoir suivre par lui-même une opération dont le succès était certain, puisqu'il n'était plus disputé par personne. La direction du siège était laissée au comte de Clermont, qui s'en acquittait convenablement, n'ayant plus d'autre pensée que de témoigner (comme il l'écrivait lui-même à Pâris-Duverney), « qu'il ne ressemblait en rien au

prince de Conti, qu'il n'avait du prince du sang que le rang et la naissance, et non la hauteur où souvent cet état engage. » En attendant, le maréchal lui-même restait en face de la Meuse, aux environs de Tongres, empêchant par sa seule présence l'armée ennemie de tenter une seconde fois le passage du fleuve et l'obligeant, pour se rapprocher de la Hollande, de faire un long détour en suivant la rive droite. Cette surveillance, qui exigeait une vigilance de tous les instants, n'était pourtant pas un emploi suffisant pour son tempérament dévoré d'activité. Aussi, pour tromper l'ennui, n'avait-il pas manqué de mander à son camp Favart et sa troupe, dont il prenait soin d'organiser lui-même chaque jour les représentations du soir, faisant, par occasion, à la belle Chantilly une cour dont les plaisants s'amusaient et dont son mari commençait à s'alarmer. C'est pendant ces jours de repos, qui auraient été le travail d'un autre, qu'une lettre du ministre de Saxe à Versailles, le comte de Loos, vint l'informer que, le second mariage du dauphin faisant le sujet de toutes les conversations de la cour, le nom de la princesse saxonne avait été prononcé, et qu'un mot d'une bouche qui commandait le feu à plus de cent mille hommes aurait

par la réponse, on peut voir que cette cause fut gagnée. La marquise avait, à la vérité, pour obliger le maréchal, une autre raison encore que la reconnaissance. Attentive à se ménager des alliés dans tous les camps, elle venait de faire une concession très grave aux instances de la princesse douairière de Conti, et elle voulait empêcher que le maréchal prît la chose en trop mauvaise part. Conti, à sa demande, avait obtenu du roi une patente de généralissime qui lui donnait l'assurance que, si on recourait encore à ses services, le commandement supérieur ne pourrait plus lui être disputé par personne. C'était, en principe au moins, lui donner raison sur le point même du débat élevé entre Maurice et lui, qui lui avait fait quitter l'armée de Flandre. Comment le vainqueur de Fontenoy s'accommoderait-il de cette prééminence attribuée à un rival si peu digne de lui être comparé? Il fallait à tout prix lui fermer la bouche, d'abord en l'assurant que cette dignité purement nominale ne pouvait l'inquiéter, puisqu'on n'avait aucun dessein de renvoyer le nouveau généralissime à l'armée; puis (ce qui serait plus efficace encore), en allant au-devant du vœu exprimé en faveur de la princesse qui lui était chère. C'est tout cela qui est renfermé dans ce

petit billet de quelques lignes, véritable chef-d'œuvre de diplomatie féminine, qui montre que, dans la pratique de l'art des cours, la fille du commis Poisson n'avait plus son éducation à faire.

« Vous serez sans doute étonné, mon cher maréchal, d'avoir été aussi longtemps sans avoir de mes nouvelles; mais vous ne serez pas fâché quand vous saurez que j'ai toujours attendu une réponse que le roi voulait faire à la lettre que vous m'écriviez. *J'espère que ce que vous désirez réussira.* Le roi vous en dira plus long que moi. Vous savez qu'il a donné au prince de Conti une patente. Soit dit entre nous, cette patente l'a satisfait et a rétabli sa réputation, qu'il croyait perdue. Voilà ce qu'il pense, et, moi, je crois que c'est une chose embarrassante pour le roi et qui empêchera qu'on ne se serve de lui autant qu'il le croit. En tout cas, cela ne ferait rien pour vous, et l'on vous mettra toujours à l'abri de la patente. Ne dites mot de cela à âme qui vive. Adieu, mon cher maréchal; je vous aime autant que je vous admire. C'est beaucoup dire. »

Si bien dorée que fût la pilule, Maurice eut, comme on le verra, quelque peine à la digérer; mais il sentit que, pour le moment, se plaindre n'avancerait pas sa grande affaire et il contint,

pour quelque temps du moins, l'expression de son mécontentement [1].

Madame de Pompadour acquise, c'était beaucoup : ce n'était pas tout. Restaient toujours les partisans de l'alliance espagnole, qui, rebutés, mais non absolument découragés par un premier refus, pouvaient se proposer de tout entraver et de traîner tout en longueur, afin de lasser la résistance du roi et de revenir à la charge à un moment propice. A la tête de ce groupe actif et insistant était toujours le maréchal de Noailles, en relations constantes avec les personnages influents de Madrid et inséparable, à Versailles, de l'ambassadeur. Rien n'était fait tant qu'il n'avait pas déposé les armes.

On sait quelle était l'intimité de Noailles et de Maurice, dont ils avaient donné l'un et l'autre une preuve touchante sur le champ de bataille de Fontenoy : c'était une amitié toute fraternelle de la part du plus âgé, une déférence presque filiale de la part du plus jeune des deux maréchaux. Maurice se piquait de ne pas oublier qu'il avait dû à l'intervention de Noailles son élévation à la

1. Auguste III à Maurice de Saxe, 28 septembre 1746. (*Correspondance de Saxe.* — Ministère des affaires étrangères.) — Madame de Pompadour à Maurice de Saxe, 3 octobre 1846 (Vitzthum, p. 53).

première dignité de l'armée françeise : il prétendait même tout devoir, jusqu'à ses connaissances militaires, aux exemples et aux leçons du dernier survivant des grandes guerres de Louis XIV. Noailles avait le bon goût de ne pas ajouter tout à fait foi à ces témoignages d'humilité; mais au déclin de la vie on aime à se laisser caresser, et il acceptait sans peine une correspondance régulière établie sur ce pied de familiarité confiante. On ne trouve jamais cette correspondance plus active (car elle devient même presque quotidienne) que pendant ces jours, où Maurice suit évidemment une pensée qu'il ne se presse pas de découvrir. Il consulte son prétendu maître sur les choses les plus insignifiantes, cède au moindre de ses avis, et ce n'est qu'après l'avoir pour ainsi dire enjôlé qu'il frappe le dernier coup en faisant appel à ses sentiments.

Voici d'abord une consultation toute militaire. Maurice, en faisant le siège de Namur, avait annoncé la décision d'arrêter les opérations actives dès que le corps de la ville serait rendu, laissant la citadelle et sa garnison simplement bloquées jusqu'à l'entrée de l'hiver et comptant sur le défaut de subsistances pour amener, sans nouvelle effusion de sang, une soumission com-

plète. Noailles craint que ce succès ne paraisse insuffisant, comme couronnement d'une longue campagne dont on accusait déjà la stérilité et l'inaction; il s'en inquiète pour l'effet politique aussi bien que pour la réputation de son ami. « La prise seule de la ville de Namur, lui écrit-il après d'assez longs développements, ne produira pas en Hollande le même effet que la réduction de la ville et du château. Cette entreprise une fois terminée, il n'y a plus de barrière entre nous et les Hollandais, et l'on peut ouvrir la campagne dans leur propre pays. C'est une considération très importante et qui doit porter le parti pacifique en Hollande, s'il n'est pas assez fort pour déterminer la république à faire la paix indépendamment de ses alliés, à l'obliger du moins de redoubler ses efforts pour engager les Anglais à y entrer de bonne foi... Je ne finirais pas, mon très cher maréchal, si je vous disais toutes les raisons que j'ai pour appuyer ce sentiment... Je terminerai par les deux articles qui me touchent le plus : d'abord, le roi le désire;... le second est que je crois de votre gloire personnelle de mettre tout en usage pour y parvenir. Vous connaissez le peuple; il est ingrat et compte pour peu tout ce qu'on a fait, s'il reste encore quelque

chose à faire... Enfin, je veux et entends que vous soyez reçu aux acclamations publiques et qu'en vous voyant le parterre vous regarde toujours avec les mêmes yeux, pourvu qu'il ne vous en coûte pas tous les ans d'aussi beaux pendants d'oreilles que ceux de l'année dernière. Pardonnez-moi, mon très cher maréchal, toutes mes réflexions et représentations; l'attachement tendre et sincère que j'ai pour vous me les a dictées. »

Maurice répond, courrier par courrier : « Je vous prendrai le château de Namur, mon maître, ne vous fâchez pas : aux façons que le roi a avec moi, je prendrais le diable par les cornes! Si j'ai fait quelques réflexions modérées, ce n'a été que parce que je crois que ce château se prendrait tout seul, ayant très pauvre opinion de leurs subsistances. Mais il n'est plus question de tout cela : le roi le désire, et tout doit céder à la puissance d'un si grand et si bon monarque. Je vous envoie copie de la lettre que j'écris à M. le comte d'Argenson... Le bien de la chose m'est toujours préférable aux applaudissements, quoique je ne les dédaigne pas; et quant aux boucles d'oreilles, j'aime encore à en donner, sans toutefois en prétendre de rétribution : il

faut vous dire cela pour vous tranquilliser, et je suis fâché que ce soit la vérité [1]. »

Voici maintenant, deux jours seulement après, un conseil d'un tout autre genre, cette fois demandé par Maurice avant d'être donné par son ami. Une place étant devenue vacante à l'Académie française, on insistait pour la lui faire accepter. L'offre était singulière, moins cependant qu'elle ne le paraîtrait de nos jours. L'Académie française, on le sait, n'était pas alors (dans l'opinion généralement admise pas plus que dans la pensée première de son fondateur) une réunion destinée exclusivement aux gens de lettres. Déjà mis suffisamment en rapport par la communauté de leurs travaux, les lettrés n'auraient pas eu besoin pour se rapprocher de cette attache officielle. Le but de l'institution, au contraire, était d'ouvrir au mérite littéraire l'entrée d'une haute société dont les différences de rang et de naissance, alors admises, pouvaient le tenir éloigné; c'était aussi, par un échange de relations, également utile de part et d'autre, d'apprendre aux hommes du monde à cultiver

1. Noailles à Maurice, 13 septembre, Maurice à Noailles, 16 septembre 1746. (Ministère de la guerre et *Papiers de Mouchy*.)

leur esprit et aux hommes d'étude à se dégager des routines de la pédanterie. C'était donc non seulement une coutume, mais une règle d'aller chercher, pour les appeler à l'Académie en même temps que les auteurs en renom, les *honnêtes gens* (comme on disait alors) qui avaient fait preuve de goût, sans leur demander d'appuyer leurs titres par aucune œuvre signée de leur nom. L'Académie était un terrain commun où on était accoutumé à voir se rencontrer des réputations de genres les plus différents. Dans le cas présent cependant, la politesse ainsi faite par la renommée littéraire à la gloire militaire était un peu forte : Maurice, étranger de naissance, bien que sachant manier notre langue avec une aisance heureuse et souvent piquante, ne la prononçait pas sans accent et abusait en l'écrivant (comme j'en ai déjà donné plus d'une preuve) des libertés que les gens les mieux élevés prenaient alors avec l'orthographe. Il suffit de transcrire textuellement la lettre suivante pour convenir qu'il n'avait pas absolument tort de se trouver déplacé dans une réunion où on aurait dû discuter les articles du dictionnaire.

« On ma proposez mon maitre d'aitre de iacademye française. Jay répondus que je ne savez

seulement l'ortograffe et que se la malet comme une bage à un chat. On ma répondu que le maréchal de Vilar ne savet pas écrire ni lire ce qu'il ecrivet et qu'il en etet bien. Sait une persequution : vous n'en êtes pas, mon maitre, sela rend la défence que je fais plus belle; personne n'a plus d'esprit que vous, ne parle et necrit mieux : pourcoy n'en êtes vous pas. Sela mambarasse : je ne voudrès pas choquer personne bien moins un corps où il y a des jans de mérite : d'un autre cote je crains le ridiqule et selui ci me paret un bien conditioné : aiei la bonté de me répondre un petit mot. »

Noailles réplique sur-le-champ avec toute la liberté que l'amitié permet, mais en exprimant une sévérité de jugement sur le compte de l'Académie dont le rédacteur de ses *Mémoires* croit devoir l'excuser, et qui, heureusement pour la compagnie, comme on le sait, n'a pas été héréditaire dans sa famille : « Je n'ai reçu qu'hier à Saint-Germain, où j'étais à prendre le bon air, mon cher maréchal, la lettre dans laquelle vous me consultez sur la proposition qui vous est faite d'être de l'Académie française. Je pense comme vous, mon très cher comte, rien ne vous convient moins, et quand on vous cite le maré-

chal de Villars, c'est un ridicule qu'il s'est donné avec plusieurs autres qu'il avait, malgré de grandes et bonnes qualités. J'ai toujours regardé cette affiche comme ne convenant pas à un homme de guerre, pas même à un homme sérieux. Si c'était l'Académie des sciences, encore patience, il y a des objets qui peuvent convenir à toutes les professions : mais pour s'associer à des gens qui ne savent que jouer des mots et changer l'ancienne orthographe, je vous avoue que je serais fâché d'y voir mon cher comte Maurice. Il m'ordonne de lui dire mon sentiment et je le fais avec franchise et sincérité que j'aurai toujours pour ce qui l'intéresse. C'est après demain votre fête, ajoutait-il, elle nous est commune (Maurice était aussi son nom de baptême); nous ne pourrons pas boire ensemble, j'en suis inconsolable : j'irais volontiers vous trouver à Tongres pour dîner avec vous et voir un peu la contenance de ces messieurs [1] »

Pendant que ces correspondances sur des

1. Maurice à Noailles, 13 septembre, Noailles à Maurice, 18 et 20 septembre 1746. — L'original de ces lettres, déjà publiées en partie dans les *Mémoires* de Noailles (t. IV, p. 10-11), est aux mains de M. le duc de Mouchy. Le maréchal de Noailles (dit l'abbé Millot qui tint la plume pour rédiger les *Mémoires*) paraît oublier ici ce que notre littérature doit à l'Académie.

sujets si divers vont et viennent de Tongres à Versailles, Namur s'est rendu et le château, serré de près, ne va pas tarder à capituler. Maurice alors en vient ouvertement à son fait, comme s'il sentait le droit de demander sa récompense pour avoir si bien et si heureusement obéi. « Eh bien! mon maître, êtes-vous content de votre garçon? Je vous jure que ce sera la chose du monde qui me flattera le plus. On m'écrit que vous ne voulez pas que notre petite princesse épouse M. le dauphin. Si je pouvais avoir mérité par mon attachement quelque chose auprès de vous, je me jetterais à vos genoux, mon bon maître, pour vous prier de ne nous être pas contraire. Elle est jolie et vous caressera avec des petites façons charmantes : je l'ai vue telle comme enfant, et on me dit que cela était devenu dangereux depuis. Vous aurez un dauphin avant la révolution d'une année, je vous le promets et vous savez que quelquefois je suis inspiré. Je ne vous écrirais pas avec cette chaleur, si je n'étais pas persuadé que vous et toute la France vous serez très contents, surtout M. le dauphin, qui trouvera cela tout à fait agréable; car elle est charmante et enjouée. Faites donc, mon maître, qu'on aille en avant dans cette affaire, du moins

ne nous gênez pas et soyez persuadé que votre disciple vous en aura une reconnaissance éternelle [1]. »

Convenons qu'il était difficile de se refuser à une si aimable insistance faite par un disciple qui acceptait les conseils de si bonne grâce et en tirait si bon parti. Peut-être Noailles se sentait-il déjà mal engagé dans une voie où il allait à l'encontre de la volonté royale. Toujours est-il qu'il saisit la première occasion pour faire savoir au roi qu'il n'avait jamais eu l'intention de s'ingérer dans une affaire aussi délicate qu'un mariage et qu'il ne faisait qu'un vœu, « c'est que M. le dauphin trouvât une princesse aimable qui pût fixer son estime et sa confiance, saine de corps et d'esprit, et pouvant donner une suite d'enfants mâles, robustes, et bien conditionnés ». Et rencontrant

1. Maurice à Noailles, septembre 1746. Cette charmante lettre fait partie de la collection de Mouchy, elle y est inscrite sous la date du 18 octobre : ce qui la ferait postérieure de huit jours à la bataille de Rocoux. Cette date m'a paru impossible à maintenir. Le 18 octobre, le mariage saxon était déjà décidé à Versailles, et Maurice, bien informé par les *petits cabinets*, ne pouvait l'ignorer. De plus, dès le 27 octobre, écrivant au roi son frère, il se vante d'avoir eu en son particulier une conversion à faire *qui est le Noailles* et d'y avoir employé des arguments qui ne figurent pas dans la lettre que je viens de citer. Il y en a donc eu au moins encore une autre après celle-ci. Or entre le 18 et le 27 octobre, de Tongres à Versailles, il y avait à peine le temps d'avoir une réponse. (Vitzthum.)

quelques jours après le comte de Loos, il vint à lui en souriant : « C'est donc vous, lui dit-il, qui me faites gronder par le maréchal de Saxe, je ne suis pourtant pas votre ennemi. »

Le nouvel ambassadeur à Dresde, le marquis des Issarts, écrivait de son côté qu'il avait vu la princesse à l'église et qu'il était ravi de l'agrément de son visage, du charme de son expression et de la pieuse douceur de son attitude. Qui restait-il donc dans le parti de la résistance? Peut-être la pauvre reine, qui gardait encore son *petit coin de stanislaisme*? Mais madame de Pompadour avait entrepris de la convaincre, et, chose étrange, elle paraissait y réussir : on remarquait déjà que la reine pleurait, et les larmes étaient chez elle le signe de la résignation [1].

Si quelque hésitation, du reste, durait encore, un incident inattendu et glorieux, que Maurice n'aurait pas sans doute provoqué, mais qu'il accepta peut-être plus volontiers ce jour-là qu'un autre, allait y mettre un terme. Les désastres

1. Rousset (t. II, p. 243). — Le comte de Loos écrit le 9 octobre : « On a remarqué une agitation et un air de tristesse chez la reine, qui fait présumer que le roi lui a parlé décidément du mariage de M. le dauphin avec notre princesse. » Et Chambrier dit plus tard : « La reine a beaucoup pleuré avant d'avaler cette pilule ».

d'Italie, qu'on pouvait prévoir, avaient fait évanouir le rêve de l'alliance savoyarde. La victoire de Rocoux, sur laquelle on ne comptait pas, allait emporter d'assaut le mariage saxon.

Après la prise de Namur, la saison d'automne étant arrivée (puisque le château ne se rendit que le 1er octobre), il semblait que la campagne fût finie pour cette année. Le terrain des Pays-Bas était complètement déblayé; il ne restait plus rien de la fameuse *barrière*. Le seul siège qu'on eût encore à faire était celui de Maëstricht, mais cette forte cité étant en territoire hollandais, c'eût été violer la consigne. Maurice croyait donc sa tâche accomplie au moins pour l'année, et il le pensait si bien que, fidèle à une habitude qu'il avait prise et dans laquelle on l'avait, au ministère de la guerre français, fort encouragé à persévérer, il présentait au roi de Prusse un tableau résumé des opérations de la campagne en sollicitant son approbation. Allant au-devant du reproche qui lui était fait, de n'avoir remporté aucun avantage éclatant et d'avoir manœuvré plutôt que combattu : « Namur est pris, lui écrivit-il... je crois avoir beaucoup fait que d'avoir obligé le prince de Lorraine de l'abandonner et de se retirer par un pays où son armée a souffert considérable-

ment, sans m'être soumis à un combat, toujours douteux, lorsqu'on n'a pas de troupes sur la discipline desquelles on peut compter. Les Français sont ce qu'ils étaient du temps de César et tels qu'ils les a dépeints, braves à l'excès, mais inconstants, fermes à se faire tuer dans un poste lorsque la première étourderie est passée... mais mauvais manœuvriers en plaine. Tous ces défauts, Sire, vous ne les connaissez pas dans vos troupes et vous savez parfaitement ce que vous en pouvez attendre... comme il ne m'est pas possible de les former comme ils devraient être, j'en tire le parti que je puis et je tâche de ne rien donner de capital au hasard... »

« Monsieur le maréchal, lui répondit sans hésiter le roi de Prusse, la lettre que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire m'a été fort agréable; je crois qu'elle peut servir d'instruction pour tout homme qui est chargé de la conduite d'une armée : vous donnez des préceptes, vous les soutenez par des exemples, et je puis vous assurer que je n'ai pas été des derniers à applaudir aux belles manœuvres que vous avez faites. Dans le premier bouillon de la jeunesse, lorsqu'on ne met que la vivacité d'une imagination qui n'est pas réglée par l'expérience, on sacrifie tout aux actions

brillantes et aux choses singulières qui ont de l'éclat : à vingt ans, Boileau estimait Voiture ; à trente ans, il lui préférait Homère. Dans les premières années que je pris le commandement de mes troupes, j'étais pour les pointes; mais tant d'événements que j'ai vu arriver, auxquels même j'ai eu part, m'en ont détaché... On fera toujours de Fabius un Annibal ; mais je ne crois pas qu'Annibal soit capable de faire la conduite de Fabius... Je vous félicite de tout mon cœur sur la belle campagne que vous venez de finir [1]. »

Tout le monde s'attendant ainsi à la suspension des hostilités, il semblait naturel de croire que le prince de Lorraine aussi se le tiendrait pour dit, et que, revenu à Maëstricht en longeant la rive droite de la Meuse, par un chemin où, disait plaisamment Maurice, « il avait rencontré plus de pierres que de pain », il y reprendrait paisiblement ses quartiers d'hiver. Au dernier moment, cependant, craignit-il le ridicule dont il serait couvert devant ses alliés, devant Cumberland, qui était sous ses ordres, et Waldeck, qu'il avait privé du commandement, par ce retour au point de départ,

1. Maurice de Saxe à Frédéric, 21 septembre, Frédéric à Maurice, 3 octobre 1746. (Ministère de la guerre.) — Grimoard, *Lettres et Correspondances de Maurice de Saxe* (t. III, p. 181 et 240).

après des allées et venues stériles pendant lesquelles il n'avait pas regardé une seule fois l'ennemi en face? Ce qu'il y a de certain, c'est que, à la surprise générale, il se décida, à la dernière heure, à franchir une seconde fois la Meuse. A la vérité, il choisit un point un peu au-dessous de Maëstricht, où il était à peu près sûr qu'on ne lui disputerait pas le passage. Après cette opération, faite sans peine aussi bien que sans gloire, il revint se camper vis-à-vis de l'armée française, entre Tongres et Liège. Son intention ne paraissait point être, cette fois encore, d'en venir aux mains, et il ne fit aucun mouvement qui annonçât une attaque. Il prenait seulement une position qu'il jugeait avantageuse pour la reprise des hostilités l'année suivante, et, en interdisant aux Français l'entrée de l'évêché de Liège, il se réservait pour lui-même les ressources de subsistance qu'on pouvait tirer de cette contrée.

Maurice voyant, après quelques jours, qu'aucune agression ne se produisait, hésitait fort à en prendre lui-même l'initiative. Il ne trouvait pas un intérêt suffisant à engager un combat qui coûterait beaucoup de sang, quand la victoire elle-même n'avait pas de lendemain possible. En examinant, cependant, la situation qu'avait prise

le prince de Lorraine, il la trouva si étrangement choisie, que son impression changea. Le prince, en effet, s'était établi dans un angle formé entre la Meuse et un cours d'eau qui s'y jette, appelé la Jaar, sur une ligne très étendue, coupée par des ravins dont les uns tendaient au fleuve et les autres vers son affluent, et qui ne permettaient aux deux ailes de son armée de communiquer que par une très étroite chaussée. Une attaque hardie pouvait, en séparant ces ailes sans qu'elles pussent se rejoindre, les écraser toutes deux, après avoir jeté dans la Meuse celle qui était adossée au fleuve.

Sa résolution fut prise alors. Il rappela à lui le comte de Clermont et les troupes qui avaient fait le siège de Namur et fit passer la Jaar à toute son armée ainsi réunie. Il n'expliquait à personne, pas même à son chef d'état-major, le but de cette disposition, qui donna de suite lieu à beaucoup de commentaires [1]. Le 10 au matin, seulement, il fit venir Favart. « Je vais, dit-il, vous confier un secret que vous garderez jusqu'à ce soir : demain je livre une grande bataille; personne ne

1. On voit par la correspondance du chevalier de Belle-Isle avec son frère que, jusqu'au dernier moment, on doutait dans l'armée que Maurice se décidât à la bataille. Le chevalier lui reproche le 9 de ne pas profiter de la faute du prince Charles qui s'est mis dans une *pépinière de ravins.*

s'en doute. Ce soir, quand le spectacle sera terminé, vous annoncerez : « Demain, relâche, à » cause de la victoire; vous ajouterez : Après-» demain, on jouera *les Amours grivois* et *Cythère » assiégée.* » Mettez-moi ce que je viens de vous dire en vers, que votre femme chantera sur un air militaire. Huit ou dix vers, pas davantage. »

Effectivement, à la fin de la représentation, devant une salle comble, la Chantilly s'avança et chanta ce couplet :

Demain, nous donnerons relâche
Sans que notre public s'en fâche.
Demain, bataille, jour de gloire :
Que dans les fastes de l'histoire
Triomphe encor le nom français!
Dignes éternelle mémoire,
Revenez après ce succès,
Jouir des fruits de votre victoire.

Et en posant ses petits doigts sur ses lèvres, la jolie actrice envoya au parterre un de ses plus aimables sourires.

Bataille! bataille! ce fut le cri de surprise et de joie qui s'éleva dans toute l'assistance. C'était le vœu formé depuis des mois par une jeunesse impatiente : on était exaucé quand on n'y comptait plus. Jamais on ne courut aux armes avec une ardeur plus gaie. « C'est la victoire, dit le maré-

chal à d'Espagnac en se couchant; le cœur va s'en mêler. Demain la poudre et les balles. Bonsoir [1]! »

Malgré le secret si bien gardé, toutes les mesures étaient prises. Le front de l'ennemi s'étendait du village de Houtain, bordant la Jaar, où campaient les Autrichiens, jusqu'aux hameaux de Grâce et d'Anse, qui touchaient à la Meuse, et dont la garde était confiée aux Hollandais. Le centre, appuyé au gros bourg de Rocoux, était occupé par les Anglais, les Hessois et les Hanovriens. J'ai dit que de profonds ravins (la plupart garnis de redoutes) séparaient chacune de ces positions; mais la ligne était trop longue pour pouvoir être partout bien gardée, et les mouvements d'un point à l'autre étaient rendus difficiles par la nature même du terrain. Maurice rangeant ses troupes

1. *Mémoires de Favart. — Théâtre du maréchal de Saxe en Belgique.* Emery, 1748 Il est difficile de ne pas croire que c'est le bonsoir donné à d'Espagnac par Maurice qui a inspiré au chansonnier de l'armée ces couplets devenus si vite populaires :

Malgré la bataille
Qu'on donne demain,
Viens, faisons ripaille
Charmante c....

Et la fin :

Mais quoi, de nos bandes
J'entends le tambour;
Gloire, tu commandes,
Adieu les amours.

en demi-cercle en face des alliés, chargea le comte de Clermont, qui commandait sa droite, de déposter les Hollandais de la position d'Anse; lui-même dut foncer sur celle de Rocoux. Quant à sa gauche, confiée au marquis de Clermont-Gallerande, elle dut, au début de la journée, se borner à observer et à intimider les Autrichiens pour les immobiliser dans leur station d'Houtain, d'où il leur était déjà très malaisé de se déplacer pour venir en aide à leurs alliés.

Le succès répondit pleinement à ses prévisions. Il eût été plus complet encore si un brouillard épais, régnant sur toute la contrée pendant la matinée, n'eût fait retarder le signal d'attaque jusqu'à midi. Anse et Grâce furent rapidement emportés par Clermont-Prince (comme on l'appelait, pour le distinguer de Clermont-Gallerande). Rocoux, couvert par une assez forte redoute (que l'infanterie anglaise défendit avec son énergie et sa solidité accoutumées), opposa plus de résistance. Maurice en vint à bout cependant; et, parvenu sur les hauteurs qui dominent le bourg, il put apercevoir Anglais et Hollandais se précipitant pêle-mêle vers la Meuse. Malheureusement, le jour tombait déjà (le soleil disparaît de bonne heure en octobre), et les plis du terrain qui avaient

entravé les mouvements de l'armée alliée devenaient une gêne pour la cavalerie française et lui rendaient impossible de poursuivre les fuyards pour les jeter et les noyer dans le fleuve. Deux heures de plus de jour, disait Maurice, et personne ne nous échappait. Grâce à la nuit, au contraire, la plus grande partie de l'armée alliée put se défiler par les ponts, qu'on ne put détruire à temps. Il n'y eut plus, sur la gauche du fleuve, que les Autrichiens, qui, n'ayant pas bougé d'Houtain, se retirèrent dans un camp fortifié sous Maëstricht, d'où une nouvelle bataille eût été nécessaire pour les déloger [1].

Le résultat matériel était donc loin d'être complètement atteint, et le chevalier de Belle-Isle, qui était le premier lieutenant général de service ce jour-là, n'avait pas absolument tort d'écrire à son frère : « Je souhaite que le fruit de cette action soit plus considérable pour la politique que pour le militaire. » L'effet moral n'en était pas moins grand. Ce n'étaient pas seulement onze drapeaux,

1. On reproche beaucoup dans les récits militaires du temps au marquis de Clermont-Gallerande de n'avoir pas attaqué à temps les Autrichiens dans leurs postes d'Houtain. Maurice pourtant, rendant compte de la bataille au roi de Prusse, dit en propres termes, qu'il l'avait chargé seulement d'amuser les Autrichiens.

cinquante pièces de canon, soixante officiers de marque restés entre les mains du vainqueur. C'était le désordre jeté dans les rangs de la coalition, où les récriminations réciproques d'Anglais contre Allemands, de Cumberland contre Charles de Lorraine, et de Waldeck contre tous deux, allaient reprendre avec une nouvelle intensité de vivacité et d'aigreur. C'était aussi le prestige des armées françaises, un peu atteint par les revers d'Italie et par la timidité apparente des mouvements de l'armée de Flandre, relevé et rajeuni. Notre infanterie, en particulier, dont l'attitude avait été si faible à Dettingue et pas entièrement satisfaisante même à Fontenoy, était glorieusement réhabilitée; c'est à elle qu'appartenait l'honneur de la journée. « Je me raccommode avec l'infanterie », disait le soir le maréchal de Saxe. — Puis des traits touchants (à la vérité, quel jour de bataille en avait-on jamais manqué?) venaient rehausser le nom de cette noblesse française, dont la légèreté indocile impatientait parfois ses chefs, mais dont l'héroïsme, le jour venu, répondait toujours à l'appel. Des noms déjà très illustres étaient répétés de bouche en bouche : d'abord celui du chevalier de Belle-Isle lui-même, qui s'était multiplié pendant

toute la journée par des prodiges d'activité et de valeur, oubliant toute rivalité et se faisant l'aide de camp de Maurice, aussi ardent et aussi fidèle qu'il l'eût été de son frère : puis celui du duc de Boufflers, qui, n'ayant pas de commandement de son grade, était venu combattre à pied sous les ordres de son fils, jeune colonel d'un régiment, enfin, et surtout celui du marquis de Fénelon, naguère ambassadeur en Hollande, qui, le jour où la politique lui avait retiré son poste, était venu reprendre son rang dans l'armée. Blessé depuis quarante ans, il pouvait à peine marcher; mais ne voulant pas s'éloigner du feu, il avait entrepris de parcourir les retranchements à cheval. La balle qui vint le frapper le trouva fidèle ce jour-là, comme toute sa vie, aux leçons de son oncle, qui ne lui aurait pas souhaité d'autre fin. « Son extrême dévotion, dit Voltaire, augmentait encore son intrépidité. Il pensait que l'action la plus agréable à Dieu était de mourir pour son roi. Il faut avouer qu'une armée composée d'hommes qui penseraient ainsi serait invincible. »

Le succès restait donc très éclatant, et rien ne vint troubler la représentation des *Amours grivois*, qui eut lieu le lendemain à l'heure dite et suivant le programme annoncé. Favart, qui trou-

vait des rimes, bonnes ou mauvaises, pour toutes les occasions, crut devoir faire un trait de chevalerie française en rendant, dans ce couplet improvisé, hommage à la valeur des défenseurs de Rocoux :

Anglais, chéris de la victoire,
Vous ne cédez qu'aux seuls Français,
Tous n'en avez pas moins de gloire.

La joie ne fut pas moins vive à Versailles quand on y reçut le marquis de Valfons, que Maurice (sans doute pour bien montrer qu'il était pleinement réconcilié avec le comte de Clermont) chargea d'y porter les drapeaux pris sur l'ennemi. Le roi, la reine, madame de Pompadour, voulaient voir successivement et séparément le jeune officier et lui faire raconter en détail les moindre incidents de la journée, la marquise ayant soin cependant (raconte Valfons lui-même dans ses *Souvenirs*) de lui lire d'abord des lettres qu'elle avait déjà reçues de l'armée pour bien voir qu'elle était au courant de tout ce qui s'y passait, et quand elle eut tout entendu et se fut fait tout expliquer : « Le maréchal, dit-elle, doit être très content. Qu'il doit être beau à la tête d'une armée sur le champ de bataille! — Oui, madame, il y fait l'impossible pour se rendre encore plus digne de votre amitié.

— Vous pouvez lui écrire que je l'aime bien [1]. »

On avait sujet, à la vérité, d'être bien aise : car les occasions de se féliciter devenaient rares dans ces derniers temps. Sans parler des nouvelles de plus en plus fâcheuses qui arrivaient d'Italie, une alarme d'un genre tout à fait inattendu venait de faire passer des heures d'attente cruelle aux ministres de la guerre et de la marine : le 5 octobre, au matin, une escadre anglaise, forte de vingt voiles, était apparue soudainement en vue des côtes de Bretagne. S'approchant du littoral, qu'elle trouvait entièrement dégarni, elle avait débarqué, sans rencontrer le moindre obstacle, un corps d'armée d'environ cinq mille hommes. La petite troupe s'était avancée, toujours sans rien trouver devant elle, jusqu'aux portes de Lorient. Le commandant de ce port, pris entièrement au dépourvu, ne songeait déjà plus qu'à capituler, et un coup de main livrait ainsi aux Anglais toutes les richesses, les marchandises et le matériel entier de la compagnie des Indes, dont Lorient était le siège et contenait tous les magasins. Heureusement, les milices du pays, rapidement accourues, bien que dans un état d'armement le plus imparfait, aidées de

1. *Souvenirs de Valfons* (p. 192).

bandes de paysans munis de fourches, firent mine d'opposer quelque résistance, et le vent ayant fraîchi, le commandement de l'escadre fit savoir au chef de la troupe envahissante qu'il allait être obligé de prendre le large; l'officier, craignant d'être délaissé en terre ennemie, se hâta de se rembarquer, n'emportant, dit plaisamment Horace Walpole, pour tout fruit de sa conquête, que des vaches, des oies et des dindons. L'inquiétude était donc dissipée; mais cet affront, fait impunément au sol français, et la preuve manifeste ainsi donnée du pitoyable état des défenses maritimes de la France, laissait de tristes préoccupations : une victoire arrivait à point pour en distraire.

Après une aventure qui pouvait prêter à rire aux mauvais plaisants, comment aurait-on rien refusé à l'heureux général qui, lui au moins, ne se laissait jamais surprendre et savait mettre en France, comme en Europe, tous les rieurs de son côté? à celui dont la popularité était sans égale dans les cafés de Paris, qu'on y appelait couramment *le tapissier de Notre-Dame* et à qui un libertin comme Piron écrivait cette lettre qu'on se passait de main en main : « Vous êtes sans contredit, monseigneur, le maréchal de France le plus édifiant que nous ayons, quoique nous en

ayons, Dieu merci! de très pieux... Vous êtes envoyé du ciel pour notre salut temporel et spirituel, vous vous menez en paradis, sur votre char de triomphe, car depuis que vous avez l'épée et le bâton à la main, vous nous mettez sans cesse les louanges de Dieu à la bouche; les *Te Deum* ne finissent pas, et j'y trouve mille gens que je n'avais jamais vus à la messe, et que je ne connaissais que par leur assiduité à l'Opéra. » Les moindres désirs d'un homme qui disposait à ce point de la renommée devenaient une loi, et il est des jours où l'envie elle-même doit faire silence. Le 24 octobre, douze jours après la bataille, l'ambassadeur de France à Dresde recevait l'ordre de faire la demande officielle de la princesse de Saxe, et le roi en donnait avis au maréchal par un billet écrit de sa main où il lui racontait même en confidence toute la peine qu'il avait eue à vaincre la résistance de la reine[1].

D'Argenson n'en resta pas moins convaincu (il le demeura toute sa vie) qu'il était l'auteur de l'idée si heureusement réalisée, que l'exécution lui en était due et qu'il avait même été jusqu'à la dernière heure le seul à qui le roi eût fait con-

1. Vitzthum, p. 63. — Piron au maréchal de Saxe, 10 octobre 1746. (*Lettres et Mémoires du maréchal de Saxe*, t. III, p. 276.

fidence de sa résolution [1]. Une préoccupation, que j'ai déjà eu l'occasion d'indiquer, troublait pourtant encore le contentement qu'il en éprouvait. Il avait dû donner avis du projet de mariage à Berlin, et il attendait qu'une réponse lui fît connaître quel accueil la communication avait reçue. Comment Frédéric s'accommodait-il de ce rapprochement avec une cour ennemie? N'avait-on pas dit, d'ailleurs, un moment qu'il n'eût pas été fâché qu'on songeât à la dernière de ses sœurs non mariée, la princesse Amélie, à qui il aurait permis de se faire instruire dans la religion catholique? Rien n'était moins vraisemblable; mais du moment où le bruit s'en était répandu, n'aurait-il pas voulu qu'on lui fît au moins la politesse de s'en enquérir? D'Argenson restait donc en souci sur ce point si important à ses yeux, et rien ne l'indiquait mieux que le soin avec lequel il avait chargé Valori de bien assurer que Sa Majesté ne serait, après ce mariage, que « plus attachée à contribuer à augmenter le crédit et la considération de Sa Majesté Prussienne dans le Nord ». Il ne respira tout à fait que quand

1. Il dit encore dans ses *Mémoires :* « Tout passa par moi seul depuis le commencement de la détermination jusqu'à la fin de l'exécution;... de plus, cette affaire était secrète, la devinait qui pouvait. » (*Journal et Mémoires*, t. V, p. 68 et 69.)

Valori put lui transmettre ce que cet envoyé appelle *la plus galante approbation*. Frédéric n'hésitait pas à trouver que l'alliance proposée était convenable de tout point et même utile pour disputer la cour de Saxe à l'influence de Vienne et de Saint-Pétersbourg. S'il avait un conseil à donner, ce serait celui-là, et le trait fut bientôt suivi d'une lettre au roi où il *exaltait la gloire de son règne*, et d'une autre au maréchal de Saxe pour le complimenter sur ses derniers exploits. Rien de plus galant assurément qu'un tel langage. De savoir ce qu'il contenait de sincérité, de dédain, d'ironie ou de calcul, c'est ce qu'il serait difficile de déterminer. En tout cas, dans les termes de déférence où la démarche avait été faite de la part d'un souverain victorieux envers un allié peu sûr, c'était un hommage dont Frédéric avait certainement lieu d'être satisfait [1].

D'Argenson, en recevant les deux envois de Frédéric, eut bien quelque soupçon que le lan-

1. Frédéric à Chambrier, 8 octobre; — d'Argenson à Valori, 24 octobre, 18-21 novembre 1746. (Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Louis XV, 28 octobre au maréchal de Saxe, 23 octobre 1746. (*Pol. Corr.*, t. V, p. 215 et 218.) — Valori, dans ses *Mémoires*, parle de l'idée de marier le dauphin avec la princesse Amélie comme d'un projet sérieusement conçu par Frédéric et qu'il aurait été bien aise de voir agréer. — Je doute de cette assertion. Frédéric, à ce moment, n'avait nulle envie de s'unir à ce point à la France et encore moins de

gage en était trop emphatique pour que les sentiments fussent parfaitement sincères. « C'est trop éloquent, trop poétique, écrivait-il à Valori : ce n'est pas ainsi que parle l'amitié. Il prétend trop au bel esprit : c'est un faux goût pour un prince. » Mais il n'en éprouva pas moins, d'un agrément si aimablement donné à un projet qui pouvait déplaire, une véritable reconnaissance, et il en fit à Chambrier les plus chaleureux remerciments : « Soyez persuadé, lui dit-il, que le roi dans cette affaire a été principalement occupé des intérêts de Sa Majesté Prussienne. Vous voudrez bien en croire un témoignage que vous savez n'être pas trompeur et venir d'une part très affectionnée à vos intérêts. » Puis il fit venir de Loos et lui donna lecture des termes bienveillants dont le roi de Prusse s'était servi en parlant de la cour de Dresde. Après une telle preuve de bonne volonté, ajoutait-il, le roi de Pologne ne devait pas hésiter à se rapprocher de

blesser, par le changement de religion de sa sœur, le parti protestant, dont il tendait au contraire à se rapprocher. Il n'y a pas de trace de ce projet dans la correspondance du ministère français. Le comte de Loos en parle au comte de Brühl comme d'un bruit répandu à la cour. — Flassan (t. V, p. 191) dit que ce fut Maupertuis qui eut cette pensée et la fit passer à Paris comme si elle eût émané de Frédéric. Je ne sais pas où il a trouvé ce détail.

son voisin et à le garantir contre toute attaque, principalement contre celle des Russes, qui était toujours la plus à craindre [1].

Le roi, de son côté, faisait bien parvenir au roi de Pologne des conseils analogues par l'intermédiaire de Maurice de Saxe, mais dans des termes beaucoup moins vifs et qui ne montraient pas qu'il prît un égal intérêt à les voir suivre. « Je ne sais, écrivait Maurice à son frère, ce que le marquis d'Argenson qui est une *bête* dira au comte de Loos, mais je crois bien, Sire, de vous faire passer en droiture ce qui vient de la personne du roi et de mon amie (madame de Pompadour). Le roi Très Chrétien désire que Votre Majesté le favorise pour que l'empire ne se déclare point contre lui, que vous contribuiez, Sire, à la paix et que vous vous liez avec la Prusse au *moins en apparence*. Ce sont ses termes. Toutes ces choses sont momentanées [2]. »

1. Chambrier à Frédéric, 28 octobre 1746. (Ministère des affaires étrangères.) — Le comte de Loos au comte de Brühl, 24 octobre 1746. (*Archives* de Dresde.)

2. Maurice de Saxe à Auguste III, 27 octobre 1746. (Vitzthum. p. 63.) — On sait que les courtisans appelaient volontiers le marquis d'Argenson, d'Argenson *la bête*, pour le distinguer de son frère plus aimable et moins sauvage. Ce n'est assurément que dans ce sens, que Maurice pouvait se servir de cette épithète. Dans toute autre acception, elle aurait paru, même aux yeux des moins clairvoyants, absolument déplacé.

Si cette lettre eût passé sous les yeux de d'Argenson ou s'il en eût seulement soupçonné l'existence, il ne se serait point écrié, comme il le fait dans ses *Mémoires* : « Qui aurait cru que les mesures d'une cabale de cour étaient si bien prises que je devais avoir mon congé juste le jour où le mariage se célébrait à Dresde? » Il aurait compris que ce mariage, dont il était fier comme de son œuvre et dont il n'avait été que l'intermédiaire officiel, devenait, au contraire, le gage d'une coalition formée à son insu entre Dresde et Versailles pour le perdre, et dont le roi lui-même, s'il ne suivait pas encore tous les conseils, écoutait déjà les confidences.

APPENDICES

APPENDICE A

(Page 212.)

NOTE DE D'ARGENSON SUR LA MANIÈRE DE PRÉSENTER TOUTES LES NÉGOCIATIONS DE SARDAIGNE [1]

Il convient d'écrire à tous les ministres circulairement pour leur instruction, pour qu'ils en tiennent disposition dans les conversations, les éclaircissements ci-dessous pour notre traité de Turin :

Que la position des armées françaises et espagnoles en Italie se trouvant fort mauvaise en octobre dernier, par la précipitation des Espagnols qui avaient voulu passer à des conquêtes non encore mûres, avant que de s'être assurés de la communication et des magasins pour l'hyver et pour l'ouverture de la campagne de 1746 : le roi avait bien voulu alors écouter les propositions que le roi de Sardaigne avait faites à Sa Majesté pour se lier avec lui, y étant poussé

1. Correspondance de Turin. (Ministère des affaires étrangères.)

par l'abandon où le laissaient les alliés et par envie de pacifier l'Italie.

Que le roi lui ayant envoyé un ministre secrètement avec les instructions, on était convenu d'un partage fort équitable ne procurant à l'infant don Philippe qu'un établissement modéré mais convenable, mais dont le grand avantage et le plus au goût de Sa Majesté était d'assurer à l'avenir une paix durable en Italie, en faisant de cette partie de l'Europe un corps italique à peu près semblable à la constitution du corps germanique excepté qu'il n'y aurait point ici de chef plus fort que tous les membres ensemble, et par là nuisible à leur liberté comme en Allemagne :

Que cet arrangement avait été conclu et signé en quelques jours le 26 décembre dernier, que le roi l'avait ensuite envoyé en Espagne : mais que cette cour, au lieu d'y acquiescer, méconnaissant la véritable situation militaire de ses forces en Italie, y avait apporté la plus haute résistance; de sorte qu'au lieu d'avancer vers la persuasion, le roi de Sardaigne aurait vu que l'Espagne reculait de plus en plus et même avançait ses mesures vers des décisions contraires au partage comme de faire le siège du château de Milan :

Que de notre côté nous n'avions pas voulu embarquer le roi de Sardaigne dans les premières opérations du projet, avant que l'Espagne y eût donné son plein consentement, de crainte que le roi de Sardaigne ne fût trompé dans ce qui lui était promis, quoique le roi de Sardaigne voulût bien commencer en déclarant la suspension d'armes.

Que ce prince s'est trouvé par là perdre ses anciens alliés, sans être sûr de tout ce qu'il acquérait.

Que cependant ses anciens alliés le pressaient et qu'il craignait d'en être emporté, que les renforts autrichiens arrivaient en grande force en Italie, qu'on le pressait pour des projets de campagne, qu'on lui en présentait de très pressants et de fort avantageux, et qu'il craignait d'être emporté lui-même :

Qu'il nous en avertissait à mesure de ses peines et qu'il allait agir, sans dire comment :

Qu'enfin, après avoir attendu le consentement d'Espagne pendant trois mois et demi, il avait commencé par l'attaque d'Asti et le secours d'Alexandrie où nos forces séparées des Espagnols n'étaient pas capables de résister, tandis que les Autrichiens ont attaqué de leur côté les Espagnols qui ont été obligés de se replier et de nous rejoindre plus tard :

Nota. Par ces propos :

1° On instruira l'Europe, amis et ennemis, de notre bonne foi contre les imputations des Espagnols.

2° En instruisant du traité du roi de Sardaigne, on jettera la défiance dans le parti ennemi.

3° Nous nous ménageons l'amitié du roi de Sardaigne en ne l'insultant pas, et ne l'accusant pas de mauvaise foi, quoique divulguant des secrets qu'il déguise par honte.

Nous nous sommes bien trouvés de n'avoir pas soutenu la conduite insultante avec le roi de Prusse.

APPENDICE B

(Page 256.)

DISCOURS SUR L'AMBASSADE DU MARÉCHAL DE NOAILLES EN ESPAGNE [1]

Juillet 1746.

Les génies universels sont rares : y prétendre est commun. Le chaos est un assemblage de tous principes sans forme et sans ordre; à force d'être tout on n'est rien; on s'attire cependant des admirateurs par l'effroi que causent la puissance de la parole, l'autorité de l'importance et du rang, le brillant du neuf en chaque matière et les dons superficiels; mais les hommes ainsi doués tombent à l'épreuve; qu'ils parlent toujours, qu'ils n'agissent jamais, qu'ils ne se chargent de rien, s'ils veulent éviter une chute qui les constitue beaucoup plus bas par réalité qu'ils ne s'étaient élevés haut par illusion. Tel a été de nos jours le maréchal de Noailles, il s'est montré financier, général, dévot, ascétique, liturgique, agriculteur, négociateur, souffleur, compositeur en musique, galant, courtisan, plaisant, bouffon, économe; il a porté chape dans ses paroisses; il a tout su, tout

1. France et divers États de l'Europe (1730-1747) [N° 502. Ministère des affaires étrangères.]

communiqué, tout critiqué et a échoué à toutes ses entreprises sans exception; il a même trouvé moyen de ruiner les affaires de sa maison à force d'avarice et de richesses; il a été inaccessible en voyant beaucoup de monde; il a perdu l'État toutes les fois qu'il a touché aux affaires publiques, et plus il a agi comme chef d'affaires politiques et militaires, plus notre État de France a souffert détriment et dommage.

Ayant été fait ministre d'État par ses pressantes sollicitations auprès de la duchesse de Châteauroux, il commandait en même temps la grande armée d'Allemagne en 1743; il tint alors celle d'Angleterre enfermée de tous côtés à Dettingen; il n'avait qu'à laisser tirer notre canon, le roi britannique et la nation capitulaient à notre volonté; le maréchal de Noailles trouva moyen de nous faire battre et de se retirer derrière nos frontières. Il abandonna l'empereur Charles VII à son mauvais sort et lui conseilla même une négociation honteuse qui ne réussit pas. De là, le maréchal continua à gouverner plus que jamais les affaires d'État et de la guerre. On renvoya en 1744 le secrétaire d'État des affaires étrangères; le maréchal joua le rôle de premier ministre pendant la campagne de 1744, mais le roi étant tombé fort malade à Metz, le maréchal alla commander en Alsace; il s'agissait de chasser le prince Charles que l'on tenait enfermé entre nous et le Rhin comme les Anglais l'étaient à Dettingen; M. de Noailles laissa encore sauver cet ennnemi sain et sauf sans lui tuer un seul homme.

En 1745 il commença à se montrer hautement grand ami de la cour de Vienne; il annonça à tous

ceux qui voulurent l'entendre que le grand-duc serait certainement élu empereur, il se laissait aller à tout l'honneur dont le flattait l'alliance qu'il avait avec la maison de Lorraine, sa fille ayant épousé le prince Charles, grand-écuyer de France, quoique le gendre ne tînt pas grand compte du beau-père ni de la fille. M. de Noailles négocia alors beaucoup avec le marquis de Stainville, ministre du grand-duc de Toscane. il se vantait de procurer bientôt la paix à force de complaisances pour la reine de Hongrie, mais cette négociation fut infructueuse pour la paix et nous donna une réputation de faiblesse que nous ne méritions pas.

Il suivit le roi à la campagne de 1745. Il ne tint pas à lui à la bataille de Fontenoy que Sa Majesté ne fît retirer son armée avant la dernière charge qui décida pour la victoire; à toute occasion il désespérait de la république (grand crime chez les Romains); il criait que tout était perdu; il se donnait cependant de grands mouvements pour ne rien faire, n'étant chargé de rien, et cependant de trop encore dans le conseil. Il servit le reste de la campagne dans le même goût.

A la fin de l'année 1745, le roi de Sardaigne se trouva fort pressé par nos armées; abandonné de ses alliés, il se livra au roi seul pour signer un traité avec Sa Majesté et avec l'Espagne. Le roi travailla lui-même cette affaire, et les mémoires en sont écrits de sa propre main; il fit un partage de l'Italie qui est un chef-d'œuvre de modération et de prévoyance. L'Italie eut été éternellement heureuse et florissante, la maison de France en eut l'honneur de l'exécution et l'infant d'Espagne l'étal lissement qui lui

convenait sans préjudicier à la saine politique ni exciter la jalousie des nations.

La reine d'Espagne fut agitée des furies en voyant un tel traité; elle se montra jalouse, haineuse, ambitieuse et déraisonnable; elle prétendit qu'on faisait tort à l'infant en lui donnant trop peu et en agrandissant trop le roi de Sardaigne. Celui-ci avait prévu la résistance, mais le temps pressait; les Autrichiens, délivrés de leur guerre avec le roi de Prusse, entraient en foule en Italie; le roi de Sardaigne se voyait emporté une seconde fois; il attendit cependant deux mois et demi le consentement d'Espagne : la France se fit scrupule de le tromper comme en 1733 en l'engageant dans une alliance qui pouvait lui être funeste. On donna avis à Sa Majesté Sarde que le commandant francais à Asti était mal sur ses gardes, il le surprit, malgré la foi donnée; cette entreprise réussit par delà ses espérances et le nouveau traité fut rompu au moment même où l'Espagne y souscrivait.

Lorsqu'on vit en France des dispositions certaines de l'Espagne à accéder au traité de Turin, on résolut de députer à Madrid un homme principal pour adoucir l'aigreur, montrer de la condescendance et travailler à tout le détail de l'exécution et des suites de ce traités.

Le maréchal de Noailles brigua cette ambassade et l'obtint. L'envoi d'un personnage qui sonnait plus qu'il ne pesait, duc, maréchal de France, grand d'Espagne, capitaine des gardes et ministre d'État, ne pouvait qu'illustrer une négociation d'ailleurs si facile dans les circonstances où on la destinait, mais le maréchal avait d'autres desseins personnels et confus en lui-même; le sort servit bien ses intentions. Il partit

dans des circonstances fort différentes de celles où il avait été nommé, mais on ne pouvait reculer sur cette mission qui avait plu à Philippe V.

J'ai dit qu'il avait depuis deux ans une grande passion dans le cœur pour la nouvelle maison d'Autriche, il la laissait éclater à tout propos dans le conseil, et en entretenait souvent le roi (qui est bon et accessible. Sa Majesté se familiarise trop et laisse trop libre champ de tout dire à ceux de ses courtisans auxquels elle est accoutumée et qui osent l'interrompre à propos); avec cela le maréchal, indigné de n'êtes pas premier ministre et de n'avoir pas le secret des affaires étrangères, prend à tâche de détruire toute la besogne des secrétaires d'État et la sape par des discours indécents quand il ne peut l'attaquer plus lourdement.

A cela se joignit chez lui une autre passion personnelle et tenant tout à l'amour-propre; il s'était cru fort bien avec le roi de Sardaigne depuis la campagne de 1735, cependant il venait d'éprouver que ce prince s'était passé de lui et n'avait voulu traiter qu'à son insu, il en avait juré rancune éternelle.

Il forma donc le projet de porter la reine d'Espagne à un traité de paix particulier avec la reine de Hongrie en procurant l'établissement de l'infant aux dépens du roi de Sardaigne seul : par là il servait sa haine et celle de la reine d'Espagne contre la cour de Turin; il conservait à la reine de Hongrie, sa patronne, toutes ses possessions en Italie : projet le plus contraire à la politique française qu'il pût y avoir dans les circonstances dont il s'agit, puisque l'abaissement de la maison d'Autriche au profit de quelque prince que ce soit a dû être notre principe

depuis Charles-Quint et non de faire des acquisitions sur nos voisins qui peuvent dépouiller l'Autriche, comme est le roi de Sardaigne.

Cependant les instructions données au maréchal de Noailles portaient précisément le contraire de ce qu'il voulait faire. Il fallait, disaient-elles, porter l'Espagne à une plus parfaite conciliation qu'on ne lui avait encore vue avec la France pour les opérations militaires, il fallait la porter à un établissement plus modéré pour l'infant D. Philippe vu les disgrâces que nous venions d'essuyer en Italie et la paix de Prusse; il fallait concerter un projet de campagne où les deux généraux, Maillebois et Gages, fussent plus autorisés que ci-devant et eussent carte blanche; il fallait enfin rapprocher l'Espagne du dessein d'entamer une nouvelle négociation avec la cour de Turin, seul moyen d'établir solidement les infants en Italie et notre supériorité prépondérante en Europe.

Au lieu de cela, le maréchal de Noailles, arrivant à Aranjuez avec son fils, le comte de Noailles, son aide dans toutes ses manœuvres fausses et hypocrites, a commencé par décrier le ministère français en toutes choses, sur les affaires générales et principalement sur les intérêts et l'affection pour l'Espagne. Il n'a eu (dit l'évêque de Rennes dans ses dépêches) que deux objets dans son ambassade : celui de discréditer l'ambassadeur ordinaire et ceux qui le dirigent, et celui de plaire aux passions de la reine d'Espagne afin d'en tirer des grâces pour lui-même. Véritablement sa faveur à Aranjuez prit d'abord un grand vol, et fit peur à tous les courtisans, jusqu'au marquis Scotti lui-même; il réussit à éloigner l'évêque de Rennes des moindres conversations d'affaires, et il

était défendu aux ministres espagnols de parler de rien à celui-ci tant que le maréchal a résidé en Espagne.

Il n'a parlé du traité de Turin du 25 décembre 1745 qu'avec toute l'horreur qu'en avaient conçue sa jalousie et l'aveugle ressentiment de la reine d'Espagne, et du roi de Sardaigne que comme d'un ennemi qu'il fallait écraser; il a composé divers mémoires ou projets de campagne et de passage en Italie dont l'on peut dire sans prévention que ce sont autant de chefs-d'œuvre d'extravagance. L'Espagne, (suivant ces projets) se devait désister de la conquête entière du Milanais que lui promettait le traité ridicule de Fontainebleau, mais c'était en supposant qu'on prendrait beaucoup davantage sur les possessions piémontaises, tant anciennes que nouvelles.

Il a travaillé utilement à décrier en Espagne le maréchal de Maillebois et le comte de Gages à cause du bon accord où celui-ci avait vécu avec le premier.

Il a réussi à lier avec la cour d'Espagne une correspondance étroite et secrète qui ne devait passer que par lui seul pour les temps qui suivraient son ambassade.

Il a fait envoyer à Vienne l'abbé Grimaldi, lors ministre de Gênes, et qu'il a attaché à l'Espagne; c'était pour une négociation secrète et très coupable, pour tramer la paix particulière de Madrid avec Vienne, mais le conseil de la reine de Hongrie les a amusés et s'en est moquée.

Pendant tout ce grand travail de M. de Noailles aux affaires politiques et militaires communes aux deux couronnes, les effets sensibles en ont été en Italie une déroute continuelle provenant de mauvaise

direction : les Espagnols se sont fait enfermer dans Parme et dans Plaisance par un entêtement insensé et prescrit de leur cour; l'infant a appelé les Français qui se tenaient à Pavie, poste où l'on pouvait seul tenir avec sûreté, même avec gloire; nous avons eu celle de délivrer l'infant et les débris de l'armée d'Espagne, mais il a fallu par là abandonner les Génois, le duc de Modène, le royaume de Naples et peu après toute communication avec l'Italie.

Pour le maréchal de Noailles, il a obtenu la Toison d'or pour son fils, une place de capitaine des gardes pour son neveu, et présents sur présents d'un grand prix pour lui-même; c'est sur ces entrefaites et après de si mauvais services, si peu palliés, qu'il est revenu en France.

Il y a donc eu grande imprudence à employer un tel homme dans ces affaires, je dis imprudence, car on ne peut accuser de mauvais desseins ceux qui, en étant auteurs, en ont souffert plus que les autres. Il y a faute cependant à mépriser des circonstances qu'on croit inutiles; rien n'est indifférent en politique; on croit ne se servir par complaisance que d'un homme simplement inutile, il devient pernicieux par l'événement. Suivant cette grande raison, le maréchal de Noailles n'aurait jamais dû être chargé de commandement ni de ministère.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DU TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER

L'EXPÉDITION D'ÉCOSSE ET LA PRISE DE BRUXELLES.

CHAPITRE II

PROJET DE CONFÉDÉRATION ITALIENNE. — ÉCHEC DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN ITALIE.

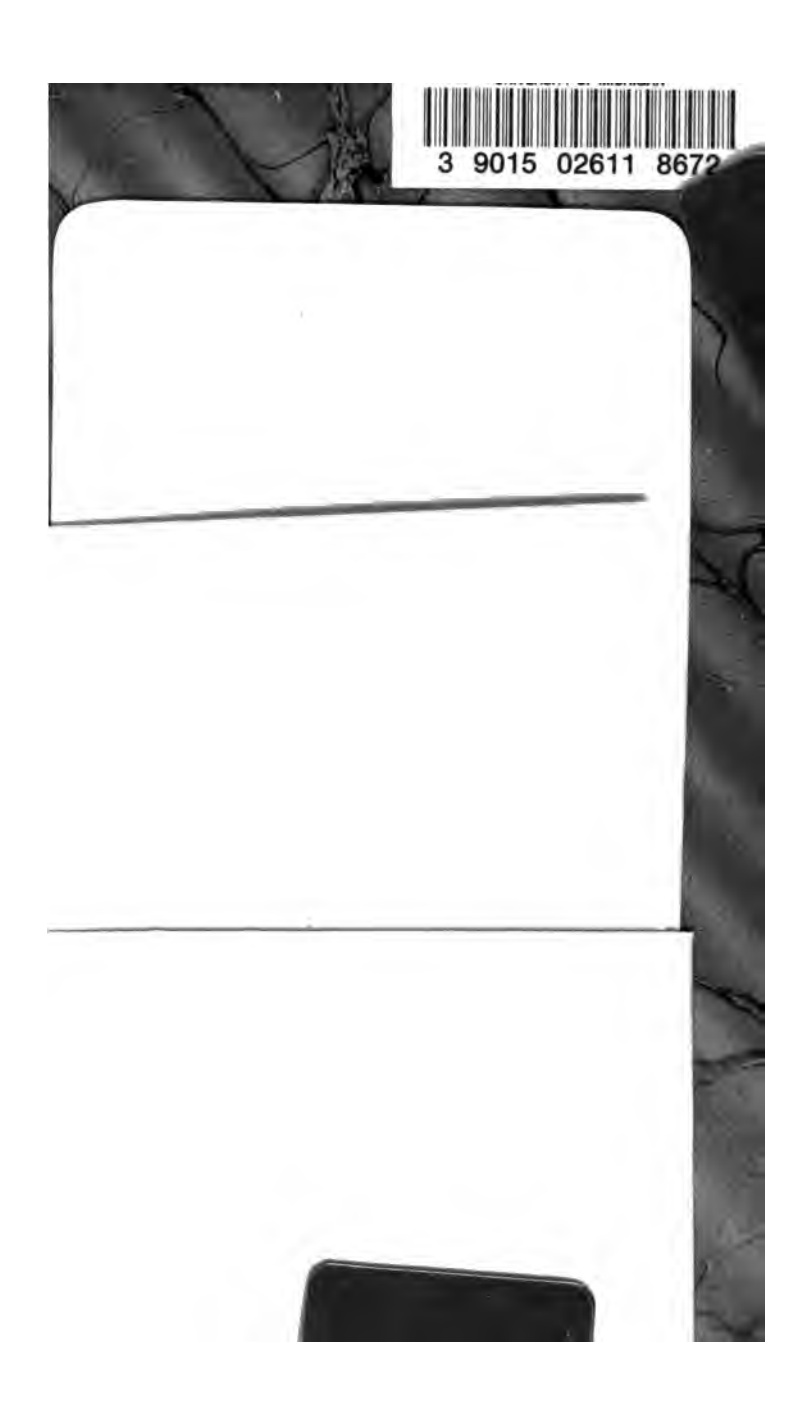
CHAPITRE III

Ambassade du maréchal de Noailles en Espagne. Neutralité de l'empire.

CHAPITRE IV

Campagne de 1746 en Flandre et en Italie. Bataille de Rocoux. — Second mariage du dauphin.

Coulommiers. — Imp. P. BRODARD.


3 9015 02611 8672

